

DÉPARTEMENT
DU
CALVADOS

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

ARRONDISSEMENT
DE
LISIEUX

MAIRIE DE HONFLEUR

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du MARDI 09 DECEMBRE 2025

Date de
convocation :

1^{er} décembre 2025

Affichée le :

1^{er} décembre 2025

Date de
publication de la
délibération

16/12/2025

Nombre de
délégués

En exercice : 29

Présents : 20

Votants : 21

L'an deux mil vingt-cinq, le mardi 09 décembre, à 18h30, le Conseil Municipal de la ville de Honfleur, légalement convoqué, s'est réuni en session ordinaire, dans le petit grenier à sel, sous la présidence de Monsieur Michel LAMARRE, maire.

Étaient présents :

M. Michel LAMARRE, maire
M. ALVAREZ, Mme LEMONNIER, M. PUBREUIL, Mme FLEURY, M. BARQI, Mme SAUSSEAU, adjoints
M. ROTROU, maire délégué de Vasouy
M. ALLEAUME, Mme PONS, M. AUBREE, Mme GESLIN, Mme BARRÉ, M. BREVAL, Mme SALE, M. BUISSON, Mme THOMAS, Mme HARREAU, M. AMBOS, Mme GALOCHER, conseillers municipaux

Absents :

M. HAMEL, M. NAVIAUX, Mme GROS, Mme LALART, Mme HERON-BUDIN, M. LANGIN, conseillers municipaux

Absents et excusés

M. ARNAUD, conseiller municipal

Absents et excusés ayant donné pouvoir :

Mme THEVENIN (pouvoir à Mme LEMONNIER), M. SAUDIN (pouvoir à Mme HERON-BUDIN) conseillers municipaux

Madame LEMONNIER a été élue secrétaire de séance.

Budget Primitif 2025 (Budget Principal et Budgets Annexes) – Subventions d'équilibre

Rapporteur : Catherine Fleury, Adjointe au Maire

Il est rappelé au Conseil Municipal qu'il convient d'équilibrer le cas échéant chaque budget annexe par une subvention du budget principal.

Considérant que lors du vote du BP 2025, le principe de la subvention avait été approuvé.

Il est proposé au Conseil Municipal de confirmer la subvention d'équilibre provenant du budget Primitif 2025 de la ville vers les budgets annexes comme suit :

	Fonctionnement
Budget principal : chapitre 65 (article 65738)	208 000,00 €
Budget annexe : chapitre 74	
Carrefour de l'emploi (article 74741)	140 000,00 €
Cinéma (article 74741)	68 000,00 €

2025/112

Après en avoir délibéré,

Le CONSEIL MUNICIPAL, à l'unanimité,

Confirme la subvention d'équilibre provenant du budget Primitif 2025 de la ville vers les budgets annexes comme suit :

	Fonctionnement
Budget principal : chapitre 65 (article 65738)	208 000,00 €
Budgets annexes : chapitre 74	
Carrefour de l'emploi (article 74741)	140 000,00 €
Cinéma (article 74741)	68 000,00 €

Le Maire,

Michel LAMARRE



DÉPARTEMENT
DU
CALVADOS

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MAIRIE DE HONFLEUR

ARRONDISSEMENT
DE
LISIEUX

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du MARDI 09 DECEMBRE 2025

Date de
convocation :

1^{er} décembre 2025

Affichée le :

1^{er} décembre 2025

Date de
publication de la
délibération

16/12/2025

Nombre de
délégués

En exercice : 29

Présents : 20

Votants : 21

L'an deux mil vingt-cinq, le mardi 09 décembre, à 18h30, le Conseil Municipal de la ville de Honfleur, légalement convoqué, s'est réuni en session ordinaire, dans le petit grenier à sel, sous la présidence de Monsieur Michel LAMARRE, maire.

Étaient présents :

M. Michel LAMARRE, maire
M. ALVAREZ, Mme LEMONNIER, M. PUBREUIL, Mme FLEURY, M. BARQI, Mme SAUSSEAU, adjoints
M. ROTROU, maire délégué de Vasouy
M. ALLEAUME, Mme PONS, M. AUBREE, Mme GESLIN, Mme BARRÉ, M. BREVAL, Mme SALE, M. BUISSON, Mme THOMAS, Mme HARREAU, M. AMBOS, Mme GALOCHER, conseillers municipaux

Absents :

M. HAMEL, M. NAVIAUX, Mme GROS, Mme LALART, Mme HERON-BUDIN, M. LANGIN, conseillers municipaux

Absents et excusés

M. ARNAUD, conseiller municipal

Absents et excusés ayant donné pouvoir :

Mme THEVENIN (pouvoir à Mme LEMONNIER), M. SAUDIN (pouvoir à Mme HERON-BUDIN) conseillers municipaux

Madame LEMONNIER a été élue secrétaire de séance.

BUDGET PRIMITIF 2025 – Reversement excédent budget annexe parking bassin du centre vers le budget principal

Rapporteur : Catherine Fleury, Adjointe au Maire

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et la nomenclature M 57

CONSIDERANT qu'il convient de reverser une partie de l'excédent du budget annexe « Parking - Bassin du Centre » au budget principal de la Ville, conformément aux votes de ces deux budgets. Pour l'année 2025, le montant reversé s'élève à 2 000 000,00 € (BP 2025 prévu : 1 000 000,00 €).

Il est donc proposé au Conseil Municipal d'accepter de reverser une partie de l'excédent du Budget annexe « Parking – Bassin du Centre » au budget principal de la Ville comme proposé ci-dessus au titre de l'exercice 2025.

Après en avoir délibéré,

Le Conseil Municipal, à l'unanimité,

- Accepte de reverser une partie de l'excédent, soit 2 000 000 €, du Budget annexe « Parking – Bassin du Centre » au budget principal de la Ville comme proposé ci-dessus au titre de l'exercice 2025.

Le Maire,

Michel LAMARRE



DÉPARTEMENT
DU
CALVADOS

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MAIRIE DE HONFLEUR

ARRONDISSEMENT
DE
LISIEUX

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du MARDI 09 DECEMBRE 2025

Date de
convocation :

1^{er} décembre 2025

Affichée le :

1^{er} décembre 2025

Date de
publication de la
délibération

10/12/2025

Nombre de
délégués

En exercice : 29

Présents : 23

Votants : 25

L'an deux mil vingt-cinq, le mardi 09 décembre, à 18h30, le Conseil Municipal de la ville de Honfleur, légalement convoqué, s'est réuni en session ordinaire, dans le petit grenier à sel, sous la présidence de Monsieur Michel LAMARRE, maire.

Étaient présents :

M. Michel LAMARRE, maire
M. ALVAREZ, Mme LEMONNIER, M. PUBREUIL, Mme FLEURY, M. BARQI, Mme SAUSSEAU, M. HAMEL adjoints
M. ROTROU, maire délégué de Vasouy
M. ALLEAUME, Mme PONS, M. AUBREE, Mme GESLIN, Mme BARRÉ, M. BREVAL, Mme SALE, M. BUISSON, Mme THOMAS, Mme HARREAU, M. AMBOS, Mme LALART, Mme HERON-BUDIN, Mme GALOCHER, conseillers municipaux

Absents :

M. NAVIAUX, Mme GROS, M. LANGIN, conseillers municipaux

Absents et excusés

M. ARNAUD, conseiller municipal

Absents et excusés ayant donné pouvoir :

Mme THEVENIN (pouvoir à Mme LEMONNIER), M. SAUDIN (pouvoir à Mme HERON-BUDIN) conseillers municipaux

Madame LEMONNIER a été élue secrétaire de séance.

DECISION MODIFICATIVE BUDGETAIRE N° 2- BUDGET PRINCIPAL

Rapporteur : Catherine Fleury, Adjointe au Maire

Vu la loi n° 82.213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des communes,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2121-12, L2313-1,

Vu les orientations budgétaires présentées au Conseil Municipal du 26 février 2025 (délibération n°2025-01),

Vu la délibération du Conseil Municipal du 1^{er} avril 2025 adoptant le Budget Primitif 2025, (budget principal n°2025-27),

Vu la délibération du Conseil Municipal du 14 octobre 2025 adoptant la Décision Modificative n°1 du BP 2025 (budget principal n°2025-90)

Considérant qu'il est nécessaire, d'ajuster le Budget Primitif 2025 par une Décision Modificative Budgétaire n° 2 comme suit :

FONCTIONNEMENT

DEPENSES				RECETTES			
Chapitre	Nature	Libellé de la nature	Montant	Chapitre	Nature	Libellé de la nature	Montant
011	6156	Maintenance	7 000,00	75	75821	Reversement Excédent PBC	1 000 000,00
65	6542	Créances éteintes	90 500,14	042	7817	Reprise sur provision	90 500,14
042	6817	Dotation aux provisions	20 000,00				
012	64111	Rémunération principale.	50 000,00				
023		Virement à la sect° Inv°	923 000,00				
		TOTAL	1 090 500,14			TOTAL	1 090 500,14

INVESTISSEMENT

DEPENSES				RECETTES			
Chapitre	Nature	Libellé de la nature	Montant	Chapitre	Nature	Libellé de la nature	Montant
13	1321	Subvent° d'invest	40 520,00	16	16411	Emprunts en euros	-811 979,86
040	4912	Dépréciation des cptes	90 500,14	040	4912	Dépréciation des cptes	20 000,00
					021	Virement de la sect° fct°	923 000,00
		TOTAL	131 020,14			TOTAL	131 020,14

Il est proposé au Conseil Municipal d'approuver la Décision Modificative n°2 du Budget Ville 2025 comme indiqué ci-dessus.

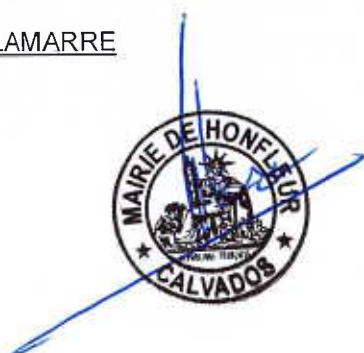
Le Conseil Municipal est appelé à en délibérer.

**Après en avoir délibéré,
Le Conseil Municipal, à l'unanimité,**

- **Décide d'adopter la Décision Modificative Budgétaire n°2 – Budget Principal, proposée par Monsieur le Maire.**

Le Maire,

Michel LAMARRE



Accusé de réception en préfecture
014-211403332-20251209-del2025114v2-BF
Date de télétransmission : 10/12/2025
Date de réception préfecture : 10/12/2025

ANNEXE

*Décision Modificative n° 2 Budget Ville
Exercice 2025*

FONCTIONNEMENT**Inscription en recettes de fonctionnement**

Il est proposé d'inscrire à la nature 75821 « Reversement excédent budget annexe » la somme de 1 000 000€

Afin de solder les créances éteintes, il est proposé d'inscrire 90 500,14€ à la nature 7817 afin de reprendre une partie de la provision pour dépréciation des comptes de redevables.

Inscriptions en dépenses de fonctionnement

Il est proposé d'inscrire des crédits au chapitre 042 à la nature 6817 « Dotation aux provisions » pour reconstituer la provision dans la perspective de nouvelles admissions en non-valeur pour un montant de 20 000,00€.

Inscription de 90 500,14€ à la nature 6542 afin de solder les créances éteintes présentées par Mme la Trésorière.

En raison de dépenses liées à un capital décès et du fonds de compensation SFT non budgétées, il est nécessaire d'inscrire des crédits supplémentaires au chapitre 012 nature 64111 « Rémunération du personnel » pour un montant de 50 000€.

INVESTISSEMENT**Inscriptions en dépenses et en recettes d'investissement**

En dépenses et en recettes les inscriptions concernent les écritures de dotation et de reprise de provisions.

Il est proposé également de réduire l'inscription budgétaire la nature 1641 « Emprunts en euros » pour un montant de 811 979,86€.

Inscription de 40 520,00€ à la nature 1321 « subvention investissement » pour le remboursement d'un trop perçu.

DÉPARTEMENT
DU
CALVADOS

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MAIRIE DE HONFLEUR

ARRONDISSEMENT
DE
LISIEUX

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du MARDI 09 DECEMBRE 2025

Date de
convocation :

1^{er} décembre 2025

Affichée le :

1^{er} décembre 2025

Date de
publication de la
délibération

16/12/2025

Nombre de
délégués

En exercice : 29

Présents : 23

Votants : 25

L'an deux mil vingt-cinq, le mardi 09 décembre, à 18h30, le Conseil Municipal de la ville de Honfleur, légalement convoqué, s'est réuni en session ordinaire, dans le petit grenier à sel, sous la présidence de Monsieur Michel LAMARRE, maire.

Étaient présents :

M. Michel LAMARRE, maire
M. ALVAREZ, Mme LEMONNIER, M. PUBREUIL, Mme FLEURY, M. BARQI, Mme SAUSSEAU, M. HAMEL adjoints
M. ROTROU, maire délégué de Vasouy
M. ALLEAUME, Mme PONS, M. AUBREE, Mme GESLIN, Mme BARRÉ, M. BREVAL, Mme SALE, M. BUISSON, Mme THOMAS, Mme HARREAU, M. AMBOS, Mme LALART, Mme HERON-BUDIN, Mme GALOCHER, conseillers municipaux

Absents :

M. NAVIAUX, Mme GROS, M. LANGIN, conseillers municipaux

Absents et excusés

M. ARNAUD, conseiller municipal

Absents et excusés ayant donné pouvoir :

Mme THEVENIN (pouvoir à Mme LEMONNIER), M. SAUDIN (pouvoir à Mme HERON-BUDIN) conseillers municipaux

Madame LEMONNIER a été élue secrétaire de séance.

ADMISSIONS EN NON-VALEUR

Rapporteur : Catherine Fleury, Adjointe au Maire

A l'issue de chaque exercice comptable, le Trésorier est amené à solliciter l'admission en non-valeur de titres des années précédentes, après avoir apporté les justifications nécessaires démontrant que toutes les voies de recours et toutes les procédures ont été menées à leur terme sans aboutir au recouvrement desdites dettes.

Considérant que le montant de ces titres de recettes irrécouvrables s'élève à la somme de 110 510,51 €, se décomposant ainsi qu'il suit :

Pour le budget Principal :

- nature 6541 => 07 pièces pour un montant de 1 735,20 €
- nature 6542 => 43 pièces pour un montant de 102 764,91 €
- Soit 50 pièces pour un montant de 104 500,11 €.

Pour le budget annexe Quai du Vieux Bassin :

- nature 6542 => 02 pièces pour un montant de 6 010,40 €
- Soit 02 pièces pour un montant de 6 010,40 €.

Motif d'admission en non-valeur :

- Combinaison infructueuse d'actes
- RAR inférieur seuil poursuite
- Décédé et demande renseignement négative
- Poursuite sans effet
- Surendettement et décision effacement de dette
- Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ

Le Conseil Municipal est appelé à en délibérer.

Sur proposition de M. le Trésorier,

Après en avoir délibéré,

Le Conseil Municipal, à l'unanimité,

- **Article 1 : DECIDE de statuer sur l'admission en non-valeur des titres de recettes présentés sur le tableau de Monsieur le Trésorier (3 documents joints en annexe) :**
 - Numéro de liste 7726960315 d'un montant total de 1 735,20 €.
 - Numéro de liste 7564670415 d'un montant total de 102 764,91 €.
 - Numéro de liste 7726540315 d'un montant total de 6 010,40 €.
- **Article 2 : DIT que le montant total retenu de ces titres de recettes s'élève à 104 500,11 € pour le « Budget Principal », 6 010,40 € pour le budget annexe « Quai du vieux Bassin ».**
- **Article 3 : DIT que les crédits sont inscrits en dépenses des budgets concernés de l'exercice en cours de la commune.**

Le Maire,

Michel LAMARRE



EDITION HELIOS
Présentation en non valeurs
arrêtée à la date du 23/06/2025
014059 SGC TROUVILLE
33300 - HONFLEUR

Exercice 2025
Numéro de la liste 7726960315
Type de liste : Non valeur
7 pièces présentes pour un total de 1735,20 €

Nature Juridique	Exercice pièce	Référence de la pièce	N° ordre	Imputation budgétaire de la pièce	Montant restant à recouvrer	Motif de la présentation
Particulier	2022	T-3652	1	7067-2-	18,80 €	Combinaison infructueuse d actes
Particulier	2022	T-1370	1	7067-2-	18,80 €	Combinaison infructueuse d actes
Particulier	2022	T-1864	1	7067-2-	44,03 €	Combinaison infructueuse d actes
Inconnue	2004	T-2638	1	5898--	43,97 €	RAR inférieur seuil poursuite
Particulier	2020	T-3035	1	70688-8-	129,60 €	Décédé et demande renseignement négative
Particulier	2022	T-3007	1	752-3-	700,00 €	Combinaison infructueuse d actes
Inconnue	2002	T-1223	1	5898--	780,00 €	Poursuite sans effet

1 735,20 €

EDITION HELIOS
Présentation en non valeurs
arrêtée à la date du 23/06/2025
014059 SGC TROUVILLE
33300 - HONFLEUR

Exercice 2025
Numéro de la liste 7564670415
Type de liste : Créance éteinte
43 pièces présentes pour un total de 102 764,91 €

Nature Juridique	Exercice pièce	Référence de la pièce	N° ordre	Imputation budgétaire de la pièce	Montant restant à recouvrer	Motif de la présentation
Particulier	2020	T-1370	1	7067-2-	12,80 €	Surendettement et décision effacement de dette
Particulier	2020	T-1879	1	7067-2-	12,80 €	Surendettement et décision effacement de dette
Particulier	2024	T-468	1	7067-281-	18,80 €	Surendettement et décision effacement de dette
Particulier	2020	T-615	1	7067-2-	19,10 €	Surendettement et décision effacement de dette
Particulier	2022	T-220	1	7067-2-	23,10 €	Surendettement et décision effacement de dette
Particulier	2022	T-923	1	7067-2-	27,30 €	Surendettement et décision effacement de dette
Particulier	2022	T-362	1	7067-2-	31,50 €	Surendettement et décision effacement de dette
Particulier	2020	T-1068	1	7067-2-	29,60 €	Surendettement et décision effacement de dette
Particulier	2023	T-1667	1	7067-2-	22,05 €	Surendettement et décision effacement de dette
Particulier	2020	T-2112	1	7067-2-	38,00 €	Surendettement et décision effacement de dette
Particulier	2022	T-1607	1	7067-2-	44,10 €	Surendettement et décision effacement de dette
Particulier	2023	T-939	1	7067-2-	25,20 €	Surendettement et décision effacement de dette
Particulier	2023	T-3052	1	7067-2-	51,70 €	Surendettement et décision effacement de dette
Particulier	2022	T-1889	1	7067-2-	29,40 €	Surendettement et décision effacement de dette
Particulier	2022	T-1867	1	7067-2-	67,20 €	Surendettement et décision effacement de dette
Particulier	2022	T-2686	1	7067-2-	39,90 €	Surendettement et décision effacement de dette
Particulier	2021	T-3568	1	7067-2-	73,50 €	Surendettement et décision effacement de dette
Particulier	2023	T-1799	1	7067-2-	40,95 €	Surendettement et décision effacement de dette
Particulier	2020	T-2660	1	7067-2-	80,10 €	Surendettement et décision effacement de dette
Particulier	2022	T-2661	1	7067-2-	86,10 €	Surendettement et décision effacement de dette
Particulier	2022	T-1343	1	7067-2-	94,50 €	Surendettement et décision effacement de dette
Particulier	2021	T-2026	1	7067-2-	98,70 €	Surendettement et décision effacement de dette
Particulier	2023	T-647	1	7067-2-	50,40 €	Surendettement et décision effacement de dette
Particulier	2021	T-3176	1	7067-2-	105,00 €	Surendettement et décision effacement de dette
Particulier	2023	T-1384	1	7067-2-	53,55 €	Surendettement et décision effacement de dette
Particulier	2022	T-3319	1	7067-2-	56,70 €	Surendettement et décision effacement de dette
Particulier	2023	T-2324	1	7067-2-	59,85 €	Surendettement et décision effacement de dette
Particulier	2024	T-1783	1	7067-281-	126,90 €	Surendettement et décision effacement de dette
Particulier	2023	T-521	1	7067-2-	63,00 €	Surendettement et décision effacement de dette
Particulier	2024	T-1625	1	7067-281-	141,00 €	Surendettement et décision effacement de dette
Particulier	2023	T-2819	1	7067-2-	75,20 €	Surendettement et décision effacement de dette
Particulier	2024	T-1124	1	7067-281-	150,40 €	Surendettement et décision effacement de dette
Particulier	2024	T-451	1	7067-281-	89,90 €	Surendettement et décision effacement de dette
Particulier	2024	T-649	1	7067-281-	192,70 €	Surendettement et décision effacement de dette
Particulier	2024	T-844	1	7067-281-	197,40 €	Surendettement et décision effacement de dette
Particulier	2024	T-2235	1	7067-281-	202,10 €	Surendettement et décision effacement de dette
Particulier	2021	T-2572	1	7067-2-	277,30 €	Surendettement et décision effacement de dette
Société	2016	T-4721	1	752-0-	13 611,11 €	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
Société	2016	T-4003	1	70878-0-	16 346,00 €	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
Société	2016	T-4005	1	752-0-	17 500,00 €	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
Société	2016	T-4006	1	752-0-	17 500,00 €	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
Société	2017	T-51	1	752-0-	17 500,00 €	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
Société	2017	T-1955	1	752-0-	17 500,00 €	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ

102 764,91 €

EDITION HELIOS

Présentation en non valeurs

arrêtée à la date du 23/06/2025

014059 SGC TROUVILLE

33312 - QUAI VIEUX BASSIN-HONFLEUR

Exercice 2025

Numéro de la liste 7726540315

Type de liste : Créance éteinte

2 pièces présentes pour un total de6 010,40 €

Nature Juridique	Exercice pièce	Référence de la pièce	N° ordre	Imputation budgétaire de la pièce	Montant restant à recouvrer	Motif de la présentation
Société	2022	T-10	1	7336--	0,20 €	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
Société	2023	T-27	1	7336--	6 010,20 €	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ

6 010,40 €

DÉPARTEMENT
DU
CALVADOS

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MAIRIE DE HONFLEUR

ARRONDISSEMENT
DE
LISIEUX

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du MARDI 09 DECEMBRE 2025

Date de
convocation :

1^{er} décembre 2025

Affichée le :

1^{er} décembre 2025

Date de
publication de la
délibération

16/12/2025

Nombre de
délégués

En exercice : 29

Présents : 23

Votants : 25

L'an deux mil vingt-cinq, le mardi 09 décembre, à 18h30, le Conseil Municipal de la ville de Honfleur, légalement convoqué, s'est réuni en session ordinaire, dans le petit grenier à sel, sous la présidence de Monsieur Michel LAMARRE, maire.

Étaient présents :

M. Michel LAMARRE, maire
M. ALVAREZ, Mme LEMONNIER, M. PUBREUIL, Mme FLEURY, M. BARQI, Mme SAUSSEAU, M. HAMEL adjoints
M. ROTROU, maire délégué de Vasouy
M. ALLEAUME, Mme PONS, M. AUBREE, Mme GESLIN, Mme BARRÉ, M. BREVAL, Mme SALE, M. BUISSON, Mme THOMAS, Mme HARREAU, M. AMBOS, Mme LALART, Mme HERON-BUDIN, Mme GALOCHER, conseillers municipaux

Absents :

M. NAVIAUX, Mme GROS, M. LANGIN, conseillers municipaux

Absents et excusés

M. ARNAUD, conseiller municipal

Absents et excusés ayant donné pouvoir :

Mme THEVENIN (pouvoir à Mme LEMONNIER), M. SAUDIN (pouvoir à Mme HERON-BUDIN) conseillers municipaux

Madame LEMONNIER a été élue secrétaire de séance.

Autorisation d'engagement, de mandatement et de liquidation des dépenses avant le vote du Budget Primitif 2026

Rapporteur : Catherine Fleury, Adjointe au Maire

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et son Article L1612-1,

Considérant que le vote du BP 2026 interviendra durant le 1^{er} trimestre de l'année,

Considérant qu'il convient dans cette attente, non seulement, de permettre le fonctionnement des services municipaux mais également de permettre le lancement de certaines opérations d'investissement, ainsi que le déroulement des opérations pluri annuelles,

Considérant qu'en application de l'article L 1612-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Maire peut, sur autorisation du Conseil Municipal, engager, liquider et mandater des dépenses d'investissement hors dette, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent et dans la limite des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent pour ce qui concerne les dépenses de fonctionnement

Il est rappelé les dispositions extraites de l'article L1612-1 du code général des collectivités territoriales :

Dans le cas où le budget d'une collectivité territoriale n'a pas été adopté avant le 1er janvier de l'exercice auquel il s'applique, l'exécutif de la collectivité territoriale est en droit, jusqu'à l'adoption de ce budget, de mettre en recouvrement les recettes et d'engager, de liquider et de mandater les dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente.

Il est en droit de mandater les dépenses afférentes au remboursement en capital des annuités de la dette venant à échéance avant le vote du budget.

En outre, jusqu'à l'adoption du budget ou jusqu'au 15 avril, en l'absence d'adoption du budget avant cette date, l'exécutif de la collectivité territoriale peut, sur autorisation de l'organe délibérant, engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette.

L'autorisation mentionnée à l'alinéa ci-dessus précise le montant et l'affectation des crédits.

Pour les dépenses à caractère pluriannuel incluses dans une autorisation de programme ou d'engagement votée sur des exercices antérieurs, l'exécutif peut les liquider et les mandater dans la limite des crédits de paiement prévus au titre de l'exercice par la délibération d'ouverture de l'autorisation de programme ou d'engagement.

Les crédits correspondants, visés aux alinéas ci-dessus, sont inscrits au budget lors de son adoption. Le comptable est en droit de payer les mandats et recouvrer les titres de recettes émis dans les conditions ci-dessus.

Conformément à cet article, ci-dessous les montants et l'affectation des crédits proposés :

Budget Principal

Dépenses de fonctionnement dans la limite du budget de l'année précédente :

Chapitre	Montant figurant au BP 2025
011	6 322 668,00 €
012	11 100 000,00 €
65	2 213 170,00 €
66	172 000,00 €
67	30 950,00 €
Total général	19 838 788,00 €

Dépenses d'investissement : 25 % des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent :

Chapitre	Montant figurant au BP 2025	Somme de 25% du budget
20	60 030,00 €	15 007,50 €
204	104 000,00 €	26 000,00 €
21	2 779 444,00 €	694 861,00 €
23	2 353 389,00 €	588 347,25 €
Total général	5 296 863,00 €	1 324 215,75 €

Budget annexe « Boutique Musées »

Dépenses de fonctionnement dans la limite du budget de l'année précédente :

Chapitre	Montant figurant au BP 2025
011	22 200,00 €
65	99 894,79 €
Total général	122 094,79 €

Budget annexe « Parking »

Dépenses de fonctionnement dans la limite du budget de l'année précédente :

Chapitre	Montant figurant au BP 2025
011	421 600,00 €
65	2 027 193,60 €
Total général	2 448 793,60 €

Dépenses d'investissement : 25 % des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent :

Chapitre	Montant figurant au BP 2025	Somme de 25% du budget
21	495 587,33 €	123 896,83 €
Total général	495 587,33 €	123 896,83 €

Budget annexe « Cinéma »

Dépenses de fonctionnement dans la limite du budget de l'année précédente :

Chapitre	Montant figurant au BP 2025
011	82 201,45 €
012	60 000,00 €
Total général	142 201,45 €

Dépenses d'investissement : 25 % des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent :

Chapitre	Montant figurant au BP 2025	Somme de 25% du budget
21	87 648,55 €	21 912,14 €
Total général	87 648,55 €	21 912,14 €

Budget annexe « Bat. Industriel Entrée Est »

Dépenses de fonctionnement dans la limite du budget de l'année précédente :

Chapitre	Montant figurant au BP 2025
011	7 500,00 €
65	45 939,51 €
66	6 408,61 €
Total général	59 848,12 €

Dépenses d'investissement : 25 % des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent :

Chapitre	Montant figurant au BP 2025	Somme de 25% du budget
21	82 711,77 €	20 677,94 €
Total général	82 711,77 €	20 677,94 €

Budget annexe « Petit Train Touristique »

Dépenses de fonctionnement dans la limite du budget de l'année précédente :

Chapitre	Montant figurant au BP 2025
011	101 580,00 €
65	162 922,51 €
Total général	264 502,51 €

Dépenses d'investissement : 25 % des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent :

Chapitre	Montant figurant au BP 2025	Somme de 25% du budget
21	213 200,00 €	53 300,00 €
Total général	213 200,00 €	53 300,00 €

Budget annexe « Bat. Carrefour de l'emploi »

Dépenses de fonctionnement dans la limite du budget de l'année précédente :

Chapitre	Montant figurant au BP 2025
011	361 350,70 €
Total général	361 350,70 €

Dépenses d'investissement : 25 % des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent :

Chapitre	Montant figurant au BP 2025	Somme de 25% du budget
21	19 000,00 €	4 750,00 €
Total général	19 000,00 €	4 750,00 €

Budget annexe « Quais Vieux Bassin »

Dépenses de fonctionnement dans la limite du budget de l'année précédente :

Chapitre	Montant figurant au BP 2025
011	141 122,45 €
012	90 000,00 €
65	231 000,00 €
67	10 000,00 €
Total général	472 122,45 €

Dépenses d'investissement : 25 % des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent :

Chapitre	Montant figurant au BP 2025	Somme de 25% du budget
21	144 366,35 €	36 091,59 €
Total général	144 366,35 €	36 091,59 €

Le Conseil Municipal est appelé à en délibérer.

**Après en avoir délibéré,
Le Conseil Municipal, à l'unanimité,**

- **Décide d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à engager, liquider et mandater les dépenses 2026 de fonctionnement et d'investissement pour le budget principal et pour tous les budgets annexes, dans la limite des montants énumérés ci-dessus.**

Le Maire,

Michel LAMARRE



MAIRIE DE HONFLEUR

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPALSéance du MARDI 09 DECEMBRE 2025Date de
convocation :1^{er} décembre 2025Affichée le :1^{er} décembre 2025Date de
publication de la
délibération

16/12/2025

Nombre de
déléguésEn exercice : 29Présents : 24Votants : 26

L'an deux mil vingt-cinq, le mardi 09 décembre, à 18h30, le Conseil Municipal de la ville de Honfleur, légalement convoqué, s'est réuni en session ordinaire, dans le petit grenier à sel, sous la présidence de Monsieur Michel LAMARRE, maire.

Étaient présents :

M. Michel LAMARRE, maire
M. ALVAREZ, Mme LEMONNIER, M. PUBREUIL, Mme FLEURY, M. BARQI, Mme SAUSSEAU, M. HAMEL adjoints
M. ROTROU, maire délégué de Vasouy
M. ALLEAUME, Mme PONS, M. AUBREE, Mme GESLIN, Mme BARRÉ, M. BREVAL, Mme SALE, M. BUISSON, Mme THOMAS, M. NAVIAUX, Mme HARREAU, M. AMBOS, Mme LALART, Mme HERON-BUDIN, Mme GALOCHER, conseillers municipaux

Absents :

Mme GROS, M. LANGIN, conseillers municipaux

Absents et excusés

M. ARNAUD, conseiller municipal

Absents et excusés ayant donné pouvoir :

Mme THEVENIN (pouvoir à Mme LEMONNIER), M. SAUDIN (pouvoir à Mme HERON-BUDIN) conseillers municipaux

Madame LEMONNIER a été élue secrétaire de séance.

ACTUALISATION DES TARIFS MUNICIPAUX 2026

Rapporteur : Catherine Fleury, Adjointe au Maire

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 2121.29,

Considérant le contexte financier toujours très contraint pour les collectivités,

Considérant le contexte économique et social, avec notamment une inflation importante, et la volonté de la municipalité de favoriser le pouvoir d'achat des honfleurais, avec l'ambition non seulement de ne pas augmenter les impôts locaux mais également de maintenir à l'identique les tarifs des prestations communales et notamment la restauration scolaire et de nombreux autres tarifs.

Il est proposé pour l'année 2026 une reconduction des tarifs 2025 (annexe jointe).

Le Conseil Municipal, à l'unanimité,

- DECIDE de reconduire les tarifs 2025 pour 2026, tels que joints en annexe.
- PRECISE que ces tarifs s'entendent toutes taxes et sont applicables à compter du 1^{er} janvier 2026,
- DIT que les produits correspondants seront inscrits en recettes au Budget de l'exercice 2026.

Le Maire,

Michel LAMARRE



**BUDGET PRIMITIF 2026 / ACTUALISATION DES TARIFS
OCCUPATION DES TROTTOIRS (TERRASSES)**

CM du 09/12/2025

		TARIFS 2025		PROPOSITION 2026	
DÉSIGNATION		TARIF NORMAL	TERRASSES AMENAGEES (couvertes)	TARIF NORMAL	TERRASSES AMENAGEES (couvertes)
OCCUPATION DES TROTTOIRS					
A)	Hôtels, restaurants et cafés, à l'année, le m² =				
	Quai St Etienne	222,60 €	243,60 €	pas de changement	
	Quai Sainte Catherine	222,60 €			
	Quai de la Quarantaine	132,30 €	243,60 €		
	Cours des Fossés	132,30 €	235,20 €		
	Rue de la Ville	132,30 €	235,20 €		
	Place Sainte Catherine	132,30 €	235,20 €		
	Place de la Porte de Rouen	132,30 €	235,20 €		
	Rue Montpensier	132,30 €	235,20 €		
	Rue des Logettes	132,30 €	235,20 €		
	Place Arthur Boudin (la portion de la rue de la Ville formant prolongement de la Place A. Boudin est comprise dans ladite place)	132,30 €	235,20 €		
	Place Augustin Normand	89,25 €	203,70 €		
	Place Alphonse Allais	89,25 €	203,70 €		
	Place Hamelin	96,60 €	203,70 €		
	Place Pierre Berthelot	89,25 €	203,70 €		
	Autres Zones que ci-dessus	52,02 €			
B)	Hôtels, restaurants et cafés, le m² terrasses saison - (date fixée par arrêté)				
	quai St Catherine	222,60 €			
	Place Arthur Boudin	132,30 €	235,20 €		
	AUTRES SECTEURS - AUTRES COMMERCES, le m² (à l'année)	49,54 €			
	menus	142,00 €			
	minimum de perception pour machine à glace alimentaire type : glace italienne, granité (glace liquide), congélateur à esquimaux, vitrine à glace en bac individuel inférieure à 1m50	294,60 €			
	comptoirs réfrigérés de plus de 1m50	382,10 €			

BUDGET PRIMITIF 2026 / ACTUALISATION DES TARIFS
DROITS DE PLACE / MARCHES / CHALETS

CM du 09/12/2025

DÉSIGNATION	TARIFS 2025			PROPOSITION 2026		
	Période 1	Période 2	Période 3	Période 1	Période 2	Période 3
DROITS DE PLACE						
TARIFS DES MARCHES						
<u>Marché hebdomadaire du samedi et Bio du mercredi - commerçants à l'année et saisonniers (avril à septembre inclus)</u>						
sans prêt de matériel : Commerçants à l'année et saisonniers : le ml.	1,50 €	2,00 €	2,50 €			
avec prêt de matériel : Commerçants à l'année et saisonniers : le ml.	2,50 €	3,00 €	3,50 €			
<u>Marché hebdomadaire du samedi et Bio du mercredi - Commerçants occasionnels</u>						
avec ou sans prêt de matériel : Commerçants occasionnels, le ml.	3,00 €	3,50 €	4,50 €			
<u>Marché nocturne du mercredi (juillet et août) :</u>						
- 1er secteur : Quai Saint Etienne + contre allée Cours des Fossés du n°1 au n°21		5,00 € /le mètre linéaire				
- 2ème secteur : tous les autres lieux concernés par l'implantation des marchés nocturnes		2,50 € /le mètre linéaire				
- 2ème secteur : 2024 occasionnels		4,50 € /le mètre linéaire				
<i>(la tarification pour les marchés nocturnes est établie en fonction des différents lieux. Le 1er secteur étant mieux situé vis-à-vis de la fréquentation touristique, il est donc plus propice au commerce).</i>						
<u>Délibération 2024/31 du 27/03/2024</u>						
MARCHES : autres que les marchés traditionnels : pour une 1/2 journée		7,00 € / le mètre linéaire / 1/2J				
MARCHES : autres que les marchés traditionnels : pour 1 jour		10,00 € / le mètre linéaire / 1J				
Brocantes réservées aux professionnels : pour une 1/2 journée		7,00 € / le mètre linéaire / 1/2J				
Brocantes réservées aux professionnels : pour 1 jour		10,00 € / le mètre linéaire / 1J				
CIRQUES						
par jour (janv, fev, mars, avril, mai, sept, oct, nov ,dec)		80,00 €				
par jour (juin, juillet, août)		100,00 €				
et caution de		200,00 €				
EXPOSITIONS						
voitures neuves ou d'occasion, tracteurs - 1 journée	15,50 €	15,50 €	20,00 €			
camion, caravane, camionnette - 1 journée	42,00 €	42,00 €	45,00 €			
MARCHANDS DE FRITES, CRÊPES, GLACES						
véhicule par jour, le mètre linéaire		3,80 €				
MARCHANDS AMBULANTS						
en dehors des jours de marché et des emplacements prévus, le ml, par jour		15,00 €				
minimum de perception		50,00 €				
FÊTE FORAINE DE LA SAINTE CATHERINE						
Mâtiers de 0 à 50 m² par m2		2 €/m²				
Mâtiers de 51 à 100 m² par m2		1,60 €/m²				
Mâtiers de 101 à 150 m² par m2		1,10 €/m²				
Mâtiers de 151 à 200 m² par m2		1,00 €/m²				
Mâtiers de 201 à 250 m² : forfait		250,00 €				
Véhicules forains, caravane de moins de 15 m²		20,00 €				
Véhicules forains, caravane de plus de 15 m²		35,00 €				
Autres caravanes de moins de 15 m²		20,00 €				
Autres caravanes de plus de 15 m²		35,00 €				
MANÈGES HORS FOIRE						
Autres secteurs - par jour, le m²		1,40 €				
Place de l'Hôtel de Ville, Place A. Boudin, manège uniquement dans la limite de 150 m² par jour pour juillet et août		202,00 €				
manège uniquement dans la limite de 150 m² par jour hors juillet et août		113,00 €				
LA GRANDE ROUE						
juin et septembre		100 € / jour				
juillet et août		150 € / jour				
TOTEM (stations service)		309,00 €				
TRAMPOLINE						
Activité trampoline au jardin public		forfait de 3000 € (pour toute la période)				
ROSALIE ET TROTINETTE ELECTRIQUE						
Activité au Bassin de l'Est		0,50 € / m² / jour				
JEUX DE PLAGE						
dans le cadre d'une AOT : sur la période d'occupation annuelle : (01/05 au 30/09)		4,81 € du m² + 1 % HT du CA annuel				
(le coût au m² pourra être proratisé selon le temps d'occupation réel durant cette période)						
MARCHES D'ARTISANS D'ART						
Location emplacement avec fourniture du stand et branchements électriques						
la journée		38,00 €				
la durée du marché (deux jours)		75,00 €				

pas de changement

* manège hors foire : place Augustin Normand =	forfait saison :	450,00 €	pas de changement
* spectacle marionnette :	forfait journalier :	30,00 €	pas de changement

Période 1 : octobre, novembre, décembre, janvier, février, mars (2 trimestres)

Période 2 : avril, mai, juin (1 trimestre)

Période 3 : juillet, août, septembre (1 trimestre)

Mise à disposition / Location	TARIFS 2025	PROPOSITION 2026
<u>délibération du 09/12/2025</u>		
<u>Manifestation saisonnière telle que le marché de Noël</u>		
tarif de location d'un emplacement sans chalet :	20 € / par jour / par preneur	pas de changement
Chalets municipaux		
Fête de la Crevette		
Marché de Noël		
Marché de printemps		
Autres événements organisés par la municipalité...		
<u>Mise à disposition pour particuliers, associations, entreprises, autres collectivités :</u>		
Tarif plein pour la durée complète de la manifestation	forfait de 35 € / par jour / par preneur	pas de changement
Demi-tarif	15 € par jour et par preneur	pas de changement
Prêt de chalet*	0 € par jour et par preneur	pas de changement
<u>Mise à disposition pour des commerçants en cas de présence épisodique :</u> (selon délibération CM du 09/12/2025)		
location d'un chalet lors de manifestations municipales	50 € / par jour	pas de changement

*Gratuité possible pour diverses associations caritatives ou en compensation d'autres manifestations (sur accord des élus)

BUDGET PRIMITIF 2026 / ACTUALISATION DES TARIFS
DROITS DE VOIRIE - STATIONNEMENT
CM du 09/12/2025

DÉSIGNATION	Tarifs 2025	proposition 2026
CIRCULATION ET STATIONNEMENT - GESTION DU STATIONNEMENT PAYANT		
PARKING BASSIN DU CENTRE		
1/4 heure	0,90 €	
1/2 heure	1,80 €	
3/4 heure	2,70 €	
1 heure	3,50 €	
2 heures	7,00 €	
1/4 heure supplémentaire	0,90 €	
Forfait 24 heures	26,00 €	
Ticket perdu	26,00 €	
Toute tranche tarifaire commencée est due en totalité		
Zone parking Pôle Emploi du lundi au vendredi sinon tarif zone voirie - dès la 1ere heure voir tarif ci-dessous (interdiction abonnement voirie du Lundi au Vendredi)		
2 heures (du lundi au vendredi)	Gratuit	
1h30	3,60 €	
2h00	4,70 €	
3h00	6,90 €	
4h00	9,10 €	
Forfait 12h00	12,00 €	
Forfait 25h00	40,00 €	
FPS	40,00 €	
Zone Voirie		
donnant droit à stationner : Bd. Charles V., Espace Rottier, Cours Albert Manuel, Rue Cachin, Parking tennis, Rue des vases, Place Jean de Vienne, Rue Notre-Dame, Rue Saint-Léonard, Place Saint-Léonard, Rue Jean Revel, Route Emile Renouf (jusqu'au chemin Trouillet et en face au même niveau), Place albert Sorel côté monument, Rue aux chats, Rue Bourdet, Rue Alphonse Allais, du n°20 au 30 rue St Léonard.		
parking des Longchamps dans sa totalité(16 places dont 1 GIG-GIC)		
Gratuité de 20 heures à 8 heures	Gratuit	
Payant de 8 heures à 20 heures		
1/2 heure	1,20 €	
1 heure	2,40 €	
2 heures	4,70 €	
3 heures	6,90 €	
4 heures	9,10 €	
5 heures	11,30 €	
Forfait 12 heures	12,00 €	
Forfait 25h00	40,00 €	
FPS	40,00 €	
Zone Voirie "centre"		
donnant droit à stationner : Place de la porte de Rouen, Rue Montpensier, Place Ste Catherine, Parking Cours des Fossés, Quai de la tour, Parking Sainte Catherine (Jardin Public)		
Gratuité de 20 heures à 8 heures	Gratuit	
Payant de 8 heures à 20 heures		
1/2 heure	1,30 €	
1 heure	2,50 €	
2 heures	4,80 €	
3 heures	7,10 €	
4 heures	9,40 €	
5 heures	11,70 €	
6 heures	13,00 €	
Forfait 12 heures	14,00 €	
Forfait 25h00	40,00 €	
FPS	40,00 €	
STATIONNEMENT QUAI NORD DES BASSINS DE L'EST & CARNOT & PARKING "GALLIEN".		
A/ Véhicules légers parking Gallien et parking du Bassin de l'Est		
Gratuité de 20 heures à 8 heures	Gratuit	
Forfait Journée (payant de 8h00 à 20h00)	6,00 €	
Forfait 25h00	40,00 €	
FPS	40,00 €	
B/ Zone Campings cars parc en enclos		
Les 24 heures	15,00 €	
Forfait 2 jours	30,00 €	
Forfait 3 jours maxi	45,00 €	
TICKET perdu	25,00 €	
Services divers gratuits : eau, vidanges et électricité, réservé uniquement aux détenteurs d'un ticket de stationnement du PARC en ENCLOS sous réserve de disponibilité		
Toute tranche tarifaire commencée est due en totalité		
C/ Zone Campings cars parc en voirie (extension)		
Les 24 heures	14,00 €	
Forfait 25h00	40,00 €	
FPS	40,00 €	
Parking du Bassin Carnot VL (50 places)		
Gratuité de 20 heures à 8 heures	Gratuit	
Forfait Journée (payant de 8h00 à 20h00)	6,00 €	
Forfait 25h00	40,00 €	
FPS	40,00 €	
	Gratuit	
Parking Carnot (zone réservée autocars) : stationnement des autocars		
FORFAITS ANNUELS		
ABONNEMENT SUR TOUTE LA VOIRIE PAYANTE ainsi que VOIRIE CENTRE sauf les zones dites "zones européennes de stationnement" (disque)		
1 Abonnement " VOIRIE"réservé aux habitants de Honfleur	26,00 €	
Abonnement "VOIRIE" réservé aux habitants de la Communauté de Communes du Pays de Honfleur/Beuzeville (sauf Honfleur)	30,00 €	
donnant droit à stationner sur toute la voirie payante (parcs réservés aux abonnés en gras) : Bd. Charles V., Espace Rottier, place A. Sorel (côté monument et côté demie-lune), Cours Albert Manuel, Parking "salle des ventes" rue Saint Nicol , Rue Cachin, Parking tennis, Rue des vases, Place Jean de Vienne, Parking Albert 1er, stationnement arrière Eglise St Léonard "parking les Fontaines St Léonard", parking rue Jean Doublet, parking rue de la Foulerie , Rue Notre-Dame, Rue Saint-Léonard, Place Saint-Léonard, Rue Jean Revel, Route Emile Renouf (jusqu'au chemin Trouillet et en face au même niveau), parking des longchamps, parking résidence Frédéric Sauvage, le parking 3 chemin des Varêts, le parking Guillaume de Beaulieu , Rue aux chats, Rue Bourdet, Rue Alphonse Allais et du n°20 au 30 rue St Léonard, E.T zone voirie payante "centre" : Place de la porte de Rouen, Rue Montpensier, Place Ste Catherine, Parking Cours des Fossés, Quai de la tour, Parking Sainte Catherine (Jardin Public).		
ABONNEMENT PARC BASSIN DU CENTRE		
2 L'abonnement Bassin du Centre réservé aux habitants de Honfleur	52,00 €	
L' abonnement Bassin du Centre réservé aux habitants de la Communauté de Communes du Pays de Honfleur/Beuzeville (sauf	60,00 €	
Pendant la Foire Sainte Catherine, l'abonnement "Bassin du Centre" permettra le stationnement sur les emplacements abonnement "Bassin de l Est"		
CARTE PERDUE	20,00 €	
CARTE CASSEE	5,00 €	

pas de changement

ABONNEMENT PARKING BASSIN DE L'EST/PARKING BASSIN CARNOT VL	
3	<u>L'abonnement Bassin de l'Est réservé aux habitants de la Communauté de Communes du Pays de Honfleur/Beuzeville (y compris les habitants de Honfleur)</u>
	10,00 €
Immeuble (Calvados Habitat) Rue Alexandre Dubourg, Honfleur	
badge perdu/cassé	
place de stationnement parking souterrain	30,00 €
selon convention à établir	26 €/mois
Occupation de longue durée d'un stationnement réglementé	
stationnement par des entreprises de chantier	
stationnement pour les véhicules et installations de chantier (cabanes de chantier, stockage, engins, bennes,...)	
* tarif TTC par place et par jour calendaire d'installation sur tous types de place soumis à une réglementation du stationnement (payant ou zone européenne) du 1er jour au 15e jour de l'autorisation	Gratuit
* tarif TTC par place et par jour calendaire d'installation sur tous types de place soumis à une réglementation du stationnement (payant ou zone européenne) à partir du 16e jour de l'autorisation (paiement redevance : versement direct à la régie municipale de stationnement)	4,00 €

NOTE D'INFORMATION

Afin d'améliorer la rotation du stationnement sur l'ensemble des zones payantes, d'éviter divers abus et fraudes constatés tout au long de l'année et pour diminuer les périodes de plus en plus fréquentes de saturation des parkings, plusieurs dispositions ont été prises.

Pour que chaque usager que vous êtes puisse circuler au mieux et pour tenir compte des observations faites par notre exploitant, vous trouverez ci-dessous les nouvelles règles qui s'appliqueront lors de la délivrance des abonnements :

1.) Abonnement sur toute la voirie payante ainsi que voirie "centre" sauf les zones dites "zones européennes de stationnement" sur le territoire de la commune (disque), donnant droit à stationner sur toute la voirie payante (**parcs réservés aux abonnés en gras**) : Bd. Charles V., Espace Rottier, place A. Sorel (côté monument et **côté rue Jean Denis**), Cours Albert Manuel, **Parking "salle des ventes" rue Saint Nicol**, Rue Cachin, Parking tennis, Rue des vases, Place Jean de Vienne, **Parking Albert 1er**, **stationnement arrière Eglise St Léonard "parking les Fontaines St Léonard"**, **parking rue Jean Doublet**, **parking rue de la Foulerie**, Rue Notre-Dame, Rue Saint-Léonard, Place Saint-Léonard, Rue Jean Revel, Route Emile Renouf (jusqu'au chemin Trouillet et en face au même niveau), parking des Longchamps, **parking résidence Frédéric Sauvage**, **le parking au n°3 chemin des Varêts**, **parking Guillaume de Beaulieu**, **le parking rue Eugène Boudin**, Rue aux chats, Rue Bourdet, Rue Alphonse Allais et du n°20 au 30 rue St Léonard, **ET zone voirie payante "centre"** : Place de la porte de Rouen, Rue Montpensier, Place Ste Catherine, Parking Cours des Fossés, Quai de la tour, Parking Sainte Catherine (Jardin Public).

2.) Abonnement parc Bassin du centre :

- Donnant droit à stationner sur le parking Bassin du Centre et
- pendant la Foire Sainte Catherine, l'abonnement "Bassin du centre" permettra le stationnement sur les emplacements abonnement "Bassin de l'Est".

Ces 2 types d'abonnements pourront être souscrits par les résidents de Honfleur et de la Communauté de Communes du Pays de Honfleur / Beuzeville ainsi que par les salariés habitants hors Com.Com mais travaillant en centre ville uniquement en bordure des zones payantes et disposant d'un contrat de travail d'au moins de 5 mois.

3.) Abonnement parking Bassin de l'Est/parking Bassin Carnot VL : cet abonnement pourra être souscrit par l'ensemble des habitants de la Communauté de Communes du Pays de Honfleur / Beuzeville ainsi que par toutes les personnes hors Com.Com bénéficiant d'un contrat de travail d'au moins 2 mois.

Toute demande d'abonnement devra être remise avec un dossier complet au bureau situé sur le parking du Bassin du Centre ou en dématérialisation via le site internet honfleur.e-habitants.com. L'abonnement sera délivrée, contre paiement et après vérification de la validité des pièces fournies, sous 48h en ligne. Il est rappelé que l'abonnement est attribué par véhicule et donc par carte grise. Chaque demande d'abonnement sera individuelle et ne concernera qu'un véhicule.

PIECES A FOURNIR OBLIGATOIREMENT A L'APPUI DE TOUTE DEMANDE D'ABONNEMENT DE STATIONNEMENT. CES DOCUMENTS SERONT NUMERISES ET ARCHIVES PENDANT LA DUREE DE L'ABONNEMENT

RESIDENCE PRINCIPALE :

UNE PHOTOCOPIE DE LA CARTE GRISE DU VEHICULE AU NOM ET PRENOM DU DEMANDEUR POUR CHAQUE DEMANDE D'ABONNEMENT SI VOUS EN ACHETEZ DEUX AINSI QUE L'ATTESTATION D'ASSURANCE POUR LES VEHICULES EN LEASING.

ATTESTATION D'ASSURANCE AU NOM DE L'ENTREPRISE POUR LES VEHICULES DE SOCIETE.

RESIDENCE SECONDAIRE :

MEME DOCUMENTS QU'AU DESSUS AINSI QU'UN JUSTIFICATIF DE DOMICILE OU D'UNE FACTURE RECENTE DE TYE (EDF), PLUS UNE ATTESTATION DE PROPRIETE OU COPIE DE L ACTE NOTARIE.

PERSONNES TRAVAILLANT A HONFLEUR MAIS HABITANT HORS COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE HONFLEUR BEUZEVILLE :

COPIE DE LA CARTE GRISE DU VEHICULE POUR CHAQUE DEMANDE D'ABONNEMENT SI VOUS EN ACHETEZ DEUX AINSI QUE L'ATTESTATION D'ASSURANCE POUR LES VEHICULES EN LEASING.

ATTESTATION D'ASSURANCE AU NOM DE L'ENTREPRISE POUR LES VEHICULES DE SOCIETE.

PHOTOCOPIE D'UN CONTRAT DE TRAVAIL D'UN MINIMUM DE CINQ MOIS DANS L'ANNEE.

PHOTOCOPIE D'UN CONTRAT DE TRAVAIL D'AU MOINS DEUX MOIS DANS L'ANNEE POUR L'ABONNEMENT PARKING DU BASSIN DE L'EST.

TOUS LES DOCUMENTS DEVRONT PORTER LE NOM DU PROPRIETAIRE DU VEHICULE (EXCEPTION POUR LE LEASING).

Zone de stationnement européen - Etat au 05 juillet 2022			
Période	Durée	Localisation	Horaires
Annuelle	45 min	N° 2-56 et 1-55 Rue de la république	8h-18h
Annuelle	10 min	N° 52-54 Rue Saint Léonard	8h-19h
Annuelle	90 min	Impasse du Petit Casino	8h- 18h
Annuelle	90 min	Impasse du Petit Casino	10h-13h et 17h-18h
Période estivale (avril – octobre)	30 min	N° 2-4 Rue de la Ville	8h-11h
Hors période estivale	30 min	N° 2-4 Rue de la Ville	8h- 18h
Annuelle	15 min	N° 2-4 Rue des Logettes	8h- 18h
Annuelle	30 min	N° 32-38 Rue des Logettes	7h- 19h
Annuelle	30 min	Place Pierre Berthelot accès Rue Brulée	8h- 18h
Annuelle	30 min	N° 20-26 Place Berthelot	10h-13h et après 17h
Annuelle	30 min	N° 2-4 Rue Cachin	8h-18h
Annuelle	30 min	N° 4-14 ET N° 18 Quai Lepaulmier	8h- 18h
Annuelle	30 min	12 rue Saint Léonard	8h- 18h
Annuelle	30 min	8-10 rue Saint Léonard	11h-13h et 17h-18h
Annuelle	90 min	N° 1-7 ET N° 2-8 Cours Albert Manuel	Sans
Annuelle	90 min	RUE Alexandre Dubourg	8h- 18h
Annuelle	90 min	Carrefour Market	8h- 18h
Annuelle	60 min	N° 16-20 Rue des Vases	8h-18h
Annuelle	45 min	Place Arthur Boudin	Sans
Annuelle	60 min	N° 45 Cours Albert Manuel	7h-19h
Annuelle	45 min	N° 2 Route Emile Renouf	Sans
Annuelle	30 min	N° 2 Rue Paul et Charles Bréard	Sans

BUDGET PRIMITIF 2026 / ACTUALISATION DES TARIFS

DROITS DE VOIRIE - CALECHES

CM du 09/12/2025

DÉSIGNATION	TARIFS 2025	PROPOSITION 2026
DROIT DE VOIRIE - CALECHES		
Tarif par calèche et par an - maximum de trois calèches	2 300,00 €	pas de changement
tarif réduit spécial première année d'activité nouveau partenaire pour la période du 1er juillet au 15 octobre	1 200,00 €	
forfait par calèche période juillet et août et les grands week end :	1 200,00 €	
Forfait utilisation partiel en cours d'année	500,00 €	
Utilisation partiel d'avril à juin, complet en juillet et août et partiel en septembre et octobre	1 750,00 €	

BUDGET PRIMITIF 2026 / ACTUALISATION DES TARIFS
CIMETIERES
TRAVAUX / CONCESSIONS

CM du 09/12/2025

DÉSIGNATION	TARIFS 2025	PROPOSITION 2026
TRAVAUX CIMETIÈRES		
MISE EN CAVEAU PROVISOIRE (pour une durée maximum de 30 jours)		
Forfait	15,00 €	inchangé
puis par jour	3,00 €	inchangé

DÉSIGNATION	TARIFS 2025	PROPOSITION 2026
CONCESSIONS CIMETIÈRES		
Concession (30 ans)	400,00 €	inchangé
Concession (50 ans)	600,00 €	inchangé
Concession perpétuelle	1 500,00 €	inchangé

BUDGET PRIMITIF 2026 / ACTUALISATION DES TARIFS

CURAGE DES RIVIÈRES

CM du 09/12/2025

DÉSIGNATION	TARIFS 2025	PROPOSITION 2026
CURAGE DES RIVIÈRES		
lorsque le travail a lieu à ciel ouvert, le mètre linéaire	4,80 €	inchangé
lorsque le travail a lieu sous voûte, le mètre linéaire	8,30 €	inchangé

BUDGET PRIMITIF 2026 / ACTUALISATION DES TARIFS PISCINE

CM du 09/12/2025

DESIGNATION		TARIFS	PROPOSITION
couleur du ticket	activités	2025	2026
PISCINE			
bleu vif	adulte	3,90 €	pas de changement
coquelicot	enfant	2,80 €	
vert	privé d'emploi	2,10 €	
orange	10 entrées adultes	27,80 €	
lilas	10 entrées enfants	19,00 €	
blanc	10 entrées famille Nbs	13,40 €	
bleu clair	brevet natation + accompagnateur	1,20 €	
bulle / beige	forfait 14 leçons + entrées	83,40 €	
corail	forfait 28 leçons + entrées	137,00 €	
bulle / beige	bébé nageur (année)	83,40 €	
écru	bébé nageur (1/2 année)	55,60 €	
bulle / beige	futur maman (année)	83,40 €	
jaune	futur maman (1/2 année)	57,70 €	
gris	forfait 10 leçons adultes + entrées	85,50 €	
violet	forfait 10 leçons enfants + entrées	76,70 €	
saumon	leçon unitaire futur maman	7,90 €	
saumon	leçon unitaire bébé nageur	7,90 €	
saumon	leçon unitaire 1/2 heure	7,90 €	
saumon + bleu vif	leçon unitaire + entrée adulte	11,80 €	
saumon + coquelicot	leçon unitaire + entrée enfant	10,70 €	
ECOLEES : CCPHB			
* Enfants scolarisés habitant la CCPHB	(coût par enfant par séance)	1,80 €	
* Enfants scolarisés hors de la CCPHB	(coût par enfant par séance)	2,70 €	
(selon CM du 01/07/2024)			
Accueils collectifs de mineurs sans hébergement du service jeunesse intercommunal :			
* Enfants inscrits dans les ACM en période de vacances scolaires et le mercredi		1,90 €	
Club de triathlon de Deauville / Trouville			
pendant toute la durée de la fermeture du bassin olympique de Deauville, en hiver			
* 1 ligne d'eau :	1h00	15,00 €	
* bassin entier :	1h00	50,00 €	
Lots offerts par la Mairie de Honfleur dans le cadre d'événements festifs			
selon CM du 28/06/2023			
Tickets d'entrées pour 1 personne à la piscine municipale		Gratuit	

**BUDGET PRIMITIF 2026 / ACTUALISATION DES TARIFS
OCCUPATION DES SALLES / EVENEMENTS CULTURELS**

CM du 09/12/2025

		TARIFS 2025	PROPOSITION 2026
salle de spectacle "LE BATOLUNE"			
<i>maison des jeunes au quartier Carnot</i>			
<i>pour l'entrée aux spectacles et autres manifestations prévues</i>		LE BATOLUNE	
abonnement*		10 €/an (date à date)	
tarif spectacle A (amateur/semi-pro)			
sans abonnement	plein tarif	8,00 €	
	tarif réduit	5,00 €	
avec abonnement			
	plein tarif	5,00 €	
	tarif réduit	3,00 €	
tarif spectacle B (professionnel)			
sans abonnement	plein tarif	12,00 €	
	tarif réduit	10,00 €	
avec abonnement			
	plein tarif	10,00 €	
	tarif réduit	8,00 €	
tarif spectacle C (soirée exceptionnelle)			
sans abonnement	plein tarif	18,00 €	
	tarif réduit	15,00 €	
avec abonnement			
	plein tarif	15,00 €	
	tarif réduit	12,00 €	
tarifs goûters / spectacles			
accueil collectifs de mineurs de la CCPHB		gratuit	
tarif groupes (groupe de 12) scolaires, accueil collectif de mineurs extérieurs : 1 gratuité par encadrant pour 8 enfants		3 €/hors CCPHB	
tarif enfant individuel (accompagnateur requis)		3,00 €	
tarif individuel (accompagnateur)		5,00 €	
vente de boissons non alcoolisées et bière légère dans la salle de spectacle du Batolune			
(selon délibération 2024/08 du 21/02/2024)			
- Jus de fruit / Soda		2,00 €	
- Bière 5"		3,00 €	
- Eau		1,50 €	
- Café, thé		1,00 €	
- Caution gobelet		1,00 €	

pas de changement

Le tarif réduit : s'applique aux scolaires, apprentis, étudiants et demandeurs d'emploi, détenteur de la carte d'abonnement (avec justificatifs : carte de demandeur d'emplois, d'étudiants) contractualisé pour les artistes, dans la limite de 10 invitations maximum par manifestation

Gratuité :

Carte d'abonnement* :

Elle permet de bénéficier de tarifs réduits et de 2 spectacles gratuits choisis par l'équipe de programmation (la gratuité ne peut être demandée pour un autre événement)

L'abonnement est valable un an, de date à date. La proposition des spectacles se construit sur deux périodes, de janvier à juin, puis de juillet à décembre. Pour chaque période, les spectacles gratuits avec abonnement seront indiqués, à charge pour l'abonné de se signaler et de réserver ses places

location du Batolune :

(location uniquement pour les associations à but social ou culturel)
selon une convention à établir

Honfleur		Hors Honfleur	
2025	2026	2025	2026
15 % du total billetterie et buvette	Inchangé	25 % du total billetterie et buvette	Inchangé

1 journée

BP 2026 ACTUALISATION DES TARIFS

location du hall de la Maison des familles :

(location uniquement pour les associations à but social ou culturel)
selon une convention à établir

Honfleur		Hors Honfleur	
2025	2026	2025	2026
50,00 €	Inchangé	70,00 €	Inchangé

1 journée

DESIGNATION	TARIFS 2025			TARIFS 2026		
EXPO ÉTÉ :						
Exposition d'été (juillet / août) au Grenier à Sel						
vente d'affiches pour l'exposition d'été, au Grenier à sel	Gratuit 5,00 €			inchangé		
Billetterie des Greniers à sel :	tarifs spectacles vivants : 3 /an					
Plein tarif	A	B	C	A	B	C
Tarif réduit (*)	20,00 €	15,00 €	10,00 €	inchangé	inchangé	inchangé
13/17 ans	10,00 €	7,50 €	5,00 €	inchangé	inchangé	inchangé
Jusqu'à 12 ans	3,00 €	3,00 €	3,00 €	inchangé	inchangé	inchangé
Catégorie A : coût de cession du spectacle supérieur à 3 000 €	2,00 €	2,00 €	2,00 €	inchangé	inchangé	inchangé
Catégorie B : coût de cession du spectacle entre 2 000 € et 3 000 €						
Catégorie C : coût de cession du spectacle inférieur à 2 000 €						
Le coût de cession correspond au plateau artistique (droit de représentation et salaire des artistes), celui-ci ne comprend pas les frais techniques et les défraiements (restauration, hébergement et frais kilométriques)						
(*) étudiants, sans emploi, bénéficiaires de minima sociaux et achats groupés par les associations Honfleuraises pour leurs adhérents						

Les Greniers à Sel

1) Pour l'organisation de spectacles, concerts, dîners, séminaires, conférences...

		2025	2026	2025	2026		
		Journée (*)		1/2 Journée (*)			
Les 2 Greniers à sel	4 350,00 €	inchangé		2 750,00 €	inchangé	tarif plein	
Le Grand Grenier à sel	2 650,00 €	inchangé		1 850,00 €	inchangé		
Le Petit Grenier à sel	2 150,00 €	inchangé		1 450,00 €	inchangé		
Les 2 Greniers à sel	3 490,00 €	inchangé		2 200,00 €	inchangé	habitants du Canton	
Le Grand Grenier à sel	2 130,00 €	inchangé		1 490,00 €	inchangé		
Le Petit Grenier à sel	1 730,00 €	inchangé		1 170,00 €	inchangé		
Les 2 Greniers à sel	1 720,00 €	inchangé		1 080,00 €	inchangé	Associations & CE Honfleur	
Le Grand Grenier à sel	1 040,00 €	inchangé		720,00 €	inchangé		
Le Petit Grenier à sel	840,00 €	inchangé		560,00 €	inchangé		

Les 2 Greniers à sel	3 705.00 €	inchangé	2 345.00 €	inchangé	Associations & CE Hors Honfleur
Le Grand Grenier à sel	2 260.00 €	inchangé	1 580.00 €	inchangé	
Le Petit Grenier à sel	1 835.00 €	inchangé	1 240.00 €	inchangé	

(*) 1 journée : occupation J-1 à partir de 13h30 et J+1 au plus tard 11h30
(montage et démontage compris)

(*) 1/2 journée : occupation le jour J uniquement (plage horaire de 8h00 maximum / montage et démontage compris)

2) Pour l'organisation de salons (montage et démontage compris), d'expositions (accrochage et décrochage compris)...

	2025	2026	
Par jour (accrochage et décrochage compris)			
Les 2 Greniers à sel	900.00 €	inchangé	tarif plein (tarif de base)
Le Grand Grenier à sel	550.00 €	inchangé	
Le Petit Grenier à sel	450.00 €	inchangé	
Les 2 Greniers à sel	730.00 €	inchangé	habitants du Canton
Le Grand Grenier à sel	450.00 €	inchangé	
Le Petit Grenier à sel	370.00 €	inchangé	
Les 2 Greniers à sel	400.00 €	inchangé	Associations & CE Honfleur
Le Grand Grenier à sel	200.00 €	inchangé	
Le Petit Grenier à sel	160.00 €	inchangé	
Les 2 Greniers à sel	800.00 €	inchangé	Associations & CE Hors Honfleur
Le Grand Grenier à sel	475.00 €	inchangé	
Le Petit Grenier à sel	390.00 €	inchangé	

Un état des lieux sera fait à l'entrée et à la sortie de la salle, la remise en état (rangement et ménage) à la charge du preneur

En cas de non-respect de cet engagement, la ville est en mesure de facturer au preneur des heures de ménages et autres frais occasionnés constatés (dégradations lieux et/ou mobilier)

	2025	2026
Forfait ménage Petit Grenier à sel : fourchette entre le minimum et le maximum - l'application du tarif dépendra de l'état de la salle à son retour	entre 140 et 840 €	inchangé
Forfait ménage Grand Grenier à sel : fourchette entre le minimum et le maximum - l'application du tarif dépendra de l'état de la salle à son retour	entre 175 et 840 €	inchangé

Salle des Fêtes de Honfleur

Quartier du Poudreur, 14600 La Rivière Saint Sauveur

Salle des Fêtes - tarifs Week-end et jours fériés - remise des clefs le vendredi 14h00 au plus tôt - retour des clefs le lundi 8h00 au plus tard				
	Honfleur		Hors Honfleur	
	2025	2026	2025	2026
Particulier	500.00 €	inchangé	800.00 €	inchangé
Ecole	Gratuit	inchangé	400.00 €	inchangé
Association	200.00 €	inchangé	450.00 €	inchangé
Comité d'Entreprise	300.00 €	inchangé	500.00 €	inchangé
Société ou Commerce	750.00 €	inchangé	950.00 €	inchangé

(A préciser pour les tarifs week-end "Noël / Jour de l'an")

Salle des Fêtes - tarifs semaine (hors jours fériés) du lundi 14h30 au plus tôt au samedi 8h00 au plus tard									
	Honfleur				Hors Honfleur				
	1/2 journée		journée		1/2 journée		journée		
	2025	2026	2025	2026	2025	2026	2025	2026	
Particulier	150.00 €	inchangé	250.00 €	inchangé	250.00 €	inchangé	400.00 €	inchangé	
Ecole	Gratuit	inchangé	Gratuit	inchangé	100.00 €	inchangé	150.00 €	inchangé	
Association	70.00 €	inchangé	100.00 €	inchangé	200.00 €	inchangé	250.00 €	inchangé	
Comité d'Entreprise	200.00 €	inchangé	250.00 €	inchangé	300.00 €	inchangé	350.00 €	inchangé	
Société ou Commerce	250.00 €	inchangé	350.00 €	inchangé	350.00 €	inchangé	450.00 €	inchangé	

Salle des Fêtes - tarifs Stage en semaine (de 2 à 5 jours maximum) du lundi au vendredi soir uniquement								
	Honfleur				Hors Honfleur			
	2 J		3 J		4 J		5 J	
	2025	2026	2025	2026	2025	2026	2025	2026
Particulier	Gratuit	inchangé	Gratuit	inchangé	Gratuit	inchangé	Gratuit	inchangé
Ecole	Gratuit	inchangé	Gratuit	inchangé	Gratuit	inchangé	Gratuit	inchangé
Association	150.00 €	inchangé	270.00 €	inchangé	300.00 €	inchangé	320.00 €	inchangé
Comité d'Entreprise	320.00 €	inchangé	410.00 €	inchangé	450.00 €	inchangé	480.00 €	inchangé
Société ou Commerce	520.00 €	inchangé	700.00 €	inchangé	850.00 €	inchangé	950.00 €	inchangé
Organisme de formation	320.00 €	inchangé	410.00 €	inchangé	450.00 €	inchangé	480.00 €	inchangé

Salle des Fêtes - tarifs Stage en semaine (de 2 à 5 jours maximum) du lundi au vendredi soir uniquement								
	Hors Honfleur				Hors Honfleur			
	2 J		3 J		4 J		5 J	
	2025	2026	2025	2026	2025	2026	2025	2026
Particulier	220.00 €	inchangé	310.00 €	inchangé	350.00 €	inchangé	380.00 €	inchangé
Ecole	Gratuit	inchangé	Gratuit	inchangé	Gratuit	inchangé	Gratuit	inchangé
Association	270.00 €	inchangé	360.00 €	inchangé	400.00 €	inchangé	430.00 €	inchangé
Comité d'Entreprise	410.00 €	inchangé	560.00 €	inchangé	650.00 €	inchangé	700.00 €	inchangé
Société ou Commerce	720.00 €	inchangé	1 010.00 €	inchangé	1 250.00 €	inchangé	1 350.00 €	inchangé
Organisme de formation	350.00 €	inchangé	410.00 €	inchangé	450.00 €	inchangé	480.00 €	inchangé

	2025	2026
Forfait Pique - nique (sortie en groupe) entre 12h00 et 14h00 - HONFLEUR	Gratuit	inchangé
Forfait Pique - nique (sortie en groupe) entre 12h00 et 14h00 - HORS HONFLEUR	100.00 €	inchangé

Un état des lieux sera fait à l'entrée et à la sortie de la salle, la remise en état (rangement et ménage) à la charge du preneur.

En cas de non-respect de cet engagement, la ville est en mesure de facturer au preneur des heures de ménages et autres frais occasionnés constatés (dégradations lieux et/ou mobilier).

	2025	2026
Forfait ménage : fourchette entre le minimum et le maximum - l'application du tarif dépendra de l'état de la salle à son retour	entre 140 et 840 €	inchangé

Salle Carnot de Honfleur

Salle Carnot - TARIFS Week-end et jours fériés				
Remise des clefs le vendredi 14h00 au plus tôt - retour des clefs le lundi 8h00 au plus tard				
	HONFLEUR		HORS HONFLEUR	
	2025	2026	2025	2026
Particulier	560.00 €	inchangé	760.00 €	inchangé
Association	250.00 €	inchangé	460.00 €	inchangé
Comité d'Entreprise	310.00 €	inchangé	510.00 €	inchangé
Société ou Commerce	760.00 €	inchangé	960.00 €	inchangé

(A préciser pour les tarifs week-end "Noël / Jour de l'an")

Salle Carnot - TARIFS SEMAINE (hors jours fériés)									
Du lundi 14h30 au plus tôt au vendredi 8h00 au plus tard									
	HONFLEUR				HORS HONFLEUR				
	1/2 journée		journée		1/2 journée		journée		
	2025	2026	2025	2026	2025	2026	2025	2026	
Particulier	110.00 €	inchangé	160.00 €	inchangé	210.00 €	inchangé	310.00 €	inchangé	
Ecole	Gratuit	inchangé	Gratuit	inchangé	130.00 €	inchangé	180.00 €	inchangé	
Association	70.00 €	inchangé	100.00 €	inchangé	110.00 €	inchangé	160.00 €	inchangé	
Comité d'Entreprise	160.00 €	inchangé	210.00 €	inchangé	260.00 €	inchangé	310.00 €	inchangé	
Société ou Commerce	260.00 €	inchangé	360.00 €	inchangé	360.00 €	inchangé	460.00 €	inchangé	
organisme de formation	100.00 €	inchangé	200.00 €	inchangé	150.00 €	inchangé	250.00 €	inchangé	

Salle Carnot - tarifs Stage en semaine (de 2 à 5 jours maximum) du lundi au vendredi soir uniquement								
	Honfleur				Hors Honfleur			
	2 J		3 J		4 J		5 J	
	2025	2026	2025	2026	2025	2026	2025	2026
Particulier	Gratuit	inchangé	Gratuit	inchangé	Gratuit	inchangé	Gratuit	inchangé
Ecole	Gratuit	inchangé	Gratuit	inchangé	Gratuit	inchangé	Gratuit	inchangé
Association	75.00 €	inchangé	110.00 €	inchangé	150.00 €	inchangé	175.00 €	inchangé
Comité d'Entreprise	300.00 €	inchangé	390.00 €	inchangé	430.00 €	inchangé	460.00 €	inchangé
Société ou Commerce	500.00 €	inchangé	685.00 €	inchangé	830.00 €	inchangé	930.00 €	inchangé
Organisme de formation	300.00 €	inchangé	390.00 €	inchangé	430.00 €	inchangé	460.00 €	inchangé

Salle Carnot - tarifs Stage en semaine (de 2 à 5 jours maximum) du lundi au vendredi soir uniquement								
	Hors Honfleur				Hors Honfleur			
	2 J		3 J		4 J		5 J	
	2025	2026	2025	2026	2025	2026	2025	2026
Particulier	230.00 €	inchangé	320.00 €	inchangé	360.00 €	inchangé	390.00 €	inchangé
Ecole	Gratuit	inchangé	Gratuit	inchangé	Gratuit	inchangé	Gratuit	inchangé

Association	280,00 €	Inchangé	370,00 €	Inchangé	410,00 €	Inchangé	440,00 €	Inchangé
Comité d'Entreprise	395,00 €	Inchangé	540,00 €	Inchangé	630,00 €	Inchangé	675,00 €	Inchangé
Société ou Commerce	700,00 €	Inchangé	990,00 €	Inchangé	1 230,00 €	Inchangé	1 420,00 €	Inchangé
Organisme de formation	315,00 €	Inchangé	390,00 €	Inchangé	430,00 €	Inchangé	460,00 €	Inchangé

Dans le contrat de location est prévu 5 places de stationnement gratuit pour les organisateurs.
Un parking payant est à proximité de la salle Carnot (4,00 €/jour et non par 24h00).

	2025	2026
Forfait Pique - nique (sortie en groupe) entre 12h00 et 14h00 - HONFLEUR	Gratuit	Inchangé
Forfait Pique - nique (sortie en groupe) entre 12h00 et 14h00 - HORS HONFLEUR	80,00 €	Inchangé

Un état des lieux sera fait à l'entrée et à la sortie de la salle, la remise en état (rangement et ménage) à la charge du preneur.
En cas de non-respect de cet engagement, la ville est en mesure de facturer au preneur des heures de ménages et autres frais occasionnés constatés (dégradations lieux et/ou mobilier).

	2025	2026
Forfait ménage :		
fourchette entre le minimum et le maximum - l'application du tarif dépendra de l'état de la salle à son retour	entre 105 et 420 €	Inchangé

Salle des Associations
Quartier Carnot, 33 rue des Corsaires

Salle des Associations - tarifs Week-end et jours fériés - remise des clefs le vendredi 14h00 au plus tôt - retour des clefs le lundi 8h00 au plus tard				
	Honfleur		Hors Honfleur	
	2025	2026	2025	2026
Particulier	360,00 €	Inchangé	560,00 €	Inchangé
Ecole	Gratuit	Inchangé	150,00 €	Inchangé
Association	100,00 €	Inchangé	310,00 €	Inchangé
Comité d'Entreprise	160,00 €	Inchangé	360,00 €	Inchangé
Société ou Commerce	460,00 €	Inchangé	660,00 €	Inchangé

(A préciser pour les tarifs week-end "Noël / Jour de l'an")

Salle des Associations - tarifs semaine (hors jours fériés) - à la 1/2 journée et à la journée - du lundi 14h30 au plus tôt au samedi 8h00 au plus tard									
	Honfleur				Hors Honfleur				
	1/2 journée		journée		1/2 journée		journée		
	2025	2026	2025	2026	2025	2026	2025	2026	
Particulier	85,00 €	Inchangé	110,00 €	Inchangé	160,00 €	Inchangé	210,00 €	Inchangé	
Ecole	Gratuit	Inchangé	Gratuit	Inchangé	60,00 €	Inchangé	110,00 €	Inchangé	
Association	Gratuit	Inchangé	Gratuit	Inchangé	110,00 €	Inchangé	160,00 €	Inchangé	
Comité d'Entreprise	110,00 €	Inchangé	160,00 €	Inchangé	160,00 €	Inchangé	210,00 €	Inchangé	
Société ou Commerce	190,00 €	Inchangé	260,00 €	Inchangé	260,00 €	Inchangé	360,00 €	Inchangé	
Organisme de formation	85,00 €	Inchangé	160,00 €	Inchangé	85,00 €	Inchangé	160,00 €	Inchangé	

Salle des Associations - tarifs Stage en semaine (de 2 à 5 jours maximum) du lundi au vendredi soir uniquement									
	Honfleur								
	2 J		3 J		4 J		5 J		
	2025	2026	2025	2026	2025	2026	2025	2026	
Particulier									
Ecole	Gratuit	Inchangé	Gratuit	Inchangé	Gratuit	Inchangé	Gratuit	Inchangé	
Association	Gratuit	Inchangé	Gratuit	Inchangé	Gratuit	Inchangé	Gratuit	Inchangé	
Comité d'Entreprise	280,00 €	Inchangé	370,00 €	Inchangé	410,00 €	Inchangé	440,00 €	Inchangé	
Société ou Commerce	480,00 €	Inchangé	670,00 €	Inchangé	810,00 €	Inchangé	910,00 €	Inchangé	
Organisme de formation	280,00 €	Inchangé	370,00 €	Inchangé	410,00 €	Inchangé	440,00 €	Inchangé	

Salle des Associations - tarifs Stage en semaine (de 2 à 5 jours maximum) du lundi au vendredi soir uniquement									
	Hors Honfleur								
	2 J		3 J		4 J		5 J		
	2025	2026	2025	2026	2025	2026	2025	2026	
Particulier									
Ecole	230,00 €	Inchangé	320,00 €	Inchangé	360,00 €	Inchangé	390,00 €	Inchangé	
Association	280,00 €	Inchangé	370,00 €	Inchangé	410,00 €	Inchangé	440,00 €	Inchangé	
Comité d'Entreprise	380,00 €	Inchangé	520,00 €	Inchangé	610,00 €	Inchangé	650,00 €	Inchangé	
Société ou Commerce	680,00 €	Inchangé	970,00 €	Inchangé	1 210,00 €	Inchangé	1 310,00 €	Inchangé	
Organisme de formation	280,00 €	Inchangé	370,00 €	Inchangé	410,00 €	Inchangé	440,00 €	Inchangé	

	2025	2026
Forfait Pique - nique (sortie en groupe) entre 12h00 et 14h00 - HONFLEUR	Gratuit	Inchangé
Forfait Pique - nique (sortie en groupe) entre 12h00 et 14h00 - HORS HONFLEUR	80,00 €	Inchangé

Un état des lieux sera fait à l'entrée et à la sortie de la salle, la remise en état (rangement et ménage) est à la charge du preneur (même si occupation de la salle à titre gracieux).
En cas de non-respect de cet engagement, la Ville est en mesure de facturer au preneur des heures de ménages et autres frais occasionnés constatés (dégradations des lieux et/ou mobilier).

	2025	2026
Forfait ménage :		
fourchette entre le minimum et le maximum - l'application du tarif dépendra de l'état de la salle à son retour	entre 70 et 420 €	Inchangé

BUDGET PRIMITIF 2026 / ACTUALISATION DES TARIFS

CINEMA - Salle, Location matériel & Personnel

CM du 09/12/2025

DESIGNATION		TARIFS 2025	PROPOSITION 2026
CINÉMA - LOCATION MATERIEL ET SALLE			
Mise à disposition de :			
		970,00 €	
La salle y compris matériel sono et vidéo - la journée			
La salle y compris matériel sono et vidéo - 4 heures		650,00 €	
tout dépassement de 4 heures entraînera de facto une facturation à la journée			
association du ressort CCPH : la salle y compris matériel sono et vidéo - 1ere demande annuelle		gratuit	
association du ressort CCPH : la salle y compris matériel sono et vidéo - demandes suivantes dans l'année		100,00 €	
association hors territoire CCPH : la salle y compris matériel sono et vidéo		200,00 €	
Personnel (1 personne) - la journée (8h.)		40 /h avant 20h.	
Personnel (1 personne) - la 1/2 journée (4h.)		55 /h après 20h.	
Personnel (1 personne) - la 1/2 journée (4h.)		80 /h après 22h.	
Au-delà de 8 heures de présence, l'heure supplémentaire		+20%	
(toute heure commencée est due)			
La salle aux associations honfleuraises (forfait) : 1 prestation annuelle par association		130,00 €	
CINÉMA - DROITS D'ENTREE & MANIFESTATIONS DIVERSES			
Billetterie	Tarif : normal selon delib nov 2017	6,50 €	
	sur présentation d'un justificatif à jour pour : demandeurs d'emploi, jeunes de - de 18 ans, séniors de + de 60 ans (y compris carte tatoo +1€)	5,50 €	
	carte 10 entrées	50,00 €	
	Tarif : CE, Association	4,50 €	
	Tarif : centres aérés, centres de loisirs	3,00 €	
	tarif : location lunettes 3D	0,50 €	
	gratuit : sur présentation d'un bon identifié produit délivré par la Mairie ; pour accompagnant adultes pour école, collège, lycée, centre aéré, centre de loisirs ; journaliste munis d'une carte de presse ; sur présentation d'une carte de fidélité du cinéma estampillée par 10 tampons représentant 10 entrées payantes individuelles	0,00 €	
Lots offerts par la Mairie de Honfleur dans le cadre d'événements festifs			
selon CM du 28/06/2023			
Tickets d'entrées pour 1 personne au cinéma Henri Jeanson		Gratuit	
Convention (dispositif Cinéma - passion) avec la société NOE cinémas - délibération du 5 octobre 2016			
intégration d'un réseau de chèques-entreprises			
tarif plein		6,00 €	
tarif réduit : pour les moins de 14 ans		4,00 €	
Manifestations diverses			
pass	3 séances (cycle)	12,00 €	
Manifestations promotionnelles nationales pour le cinéma (le printemps du cinéma en mars, la fête du cinéma en juin, la rentrée du cinéma en septembre)		5,00 €	
Evénements culturels nationaux ou internationaux en rediffusion (tarifs spécifiques imposés par les distributeurs)		10 €, 12 €, 15 €, 18 € et 30 €	
délibération du 09/10/2024 : dispositif Ecole, Collège et Lycée au cinéma (à compter du 01/09/2024)			
ECOLE MATERNELLE AU CINEMA		2,60 € / par enfant	
ECOLE ELEMENTAIRE AU CINEMA		2,80 € / par enfant	
COLLEGE AU CINEMA		2,80 € / par enfant	
LYCEE AU CINEMA		3,00 € / par enfant	

pas de changement

ACTUALISATION DES TARIFS
BUDGET PRIMITIF 2026
MUSEES - TARIFS Billeterie – Privatisation - Boutique
CM du 09/12/2025
DÉSIGNATION

MUSÉES ET PATRIMOINE - TARIFS BILLETERIE ET BOUTIQUE		DESIGNATION	
BILLETERIE Accès à l'ensemble des musées de la Ville de Honfleur : musée Eugène-Boudin (et clocher Sainte Catherine en haute-saison) - musées du Vieux Honfleur (marine et ethnographie) - Maison Satie - Lieutenance			
- Tarif réduit :		TARIFS VENTE 2025	TARIFS VENTE 2026
sur justificatifs* : aux 16-25 ans ; aux groupes de plus de 10 personnes ; aux demandeurs d'emploi ; aux accompagnateurs de personnes en situation de handicap ; aux détenteurs du Pass accueil Normandie FNOTSI ; * aux journalistes ; aux détenteurs du pass éducation. *justificatif : carte d'identité, carte professionnelle (journaliste, enseignant, pass accueil FNOTSI), attestation de demandeur d'emploi de l'année en cours, carte d'étudiant.	SUPPRESSIONS aux détenteurs de la carte du festival Normandie Impressionniste (n'existe plus) AJOUTS journalistes (tous les journalistes en tarif réduit et on enlève la gratuité car trop difficile à contrôler) Pass éducation (pour les enseignants) groupe de plus de 10 personnes	Tarif réduit	inchangé
- Selon délibération 2024/33 du 27/03/2024 : aux visiteurs de la Mora sur présentation de leur billet d'entrée	PAS DE MODIFICATION	Tarif réduit	inchangé
- Gratuité accordée pour les droits d'entrée:		TARIFS VENTE 2025	TARIFS VENTE 2026
sur justificatifs* : aux habitants de la ville de Honfleur et de la CCPHB ; aux jeunes de moins de 16 ans ; aux artistes ; aux membres de la Société des Amis du Musée Eugène Boudin ; aux guides conférenciers ; aux personnes travaillant au sein de la ville de Honfleur et de la CCPHB ; aux détenteurs de la carte ICOM ; aux membres de l'AGCCPF ; aux détenteurs du muséopass ; aux personnes en situation de handicap ; aux étudiants en histoire de l'art/muséologie, en écoles d'art (post-bac), en licence pro guide conférencier ; aux détenteurs de la Carte Culture (Ministère de la Culture) ; aux groupes scolaires de la CCPHB, aux centres de loisirs et assimilés centres médicaux sociaux-culturels, sur prescription médicale d'un médecin installé sur le territoire de la CCPHB inscrit au RPPS. *justificatif de domicile, carte d'identité, carte professionnelle (artistes, ICOM), carte d'étudiant, carte mobilité inclusion (CMI), carte de membre d'associations (SAMEB, AGCCPF), ordonnance spécifique du médecin précisant l'intérêt d'une fréquentation des lieux culturels de la ville	SUPPRESSIONS aux journalistes et enseignants préparant un article sur le ou les musées sur justificatif pour leur offrir un tarif réduit AJOUTS groupes scolaires de la CCPHB pour supprimer la difficulté des jeunes majeurs encore en lycée prescription médicale d'un médecin installé sur le territoire de la CCPHB (pour l'isolement, les personnes atteintes de longues maladies,...) A DEFINIR	Gratuit	inchangé
pour toutes les structures : lors des journées européennes du patrimoine et de la nuit des musées :	SUPPRESSIONS de la gratuité pour la Fête des marins pour le musée de la Marine (gratuit pour les habitants) de la fête de la musique pour les Maisons Satie (peu de visiteur, pas du tout utilisé et gratuit pour les habitants) de la nuit des artistes au musée Eugène Boudin (peu de visiteurs et gratuit pour les habitants) l'avantage ne portait que sur les touristes puisque gratuité CCPHB	Gratuit	inchangé
DROITS D'ENTREE - PASS SOLO (1 seul établissement)			
- Musée Eugène-Boudin (+ clocher ouvert en haute-saison) :			
Plein tarif	SUPPRESSIONS droit entrée unique, plus de changement de tarifs pendant et hors exposition pour ne faire qu'un seul tarif	9,00 €	inchangé
Tarif réduit		7,00 €	inchangé
- Musées du Vieux-Honfleur (musée de la Marine + musée d'Ethnographie):			
Plein tarif	SUPPRESSIONS le V.H est pensé comme un ensemble, plus de possibilité d'acheter que pour un des deux musées	7,00 €	inchangé
Tarif réduit		6,00 €	inchangé
- Maisons Satie			
Plein tarif		7,00 €	inchangé
Tarif réduit		6,00 €	inchangé
- Lieutenance			
Plein tarif		7,00 €	inchangé
Tarif réduit		6,00 €	inchangé
- Clocher seul			
Plein tarif		3,00 €	inchangé
DROITS D'ENTREE - PASS DUO (2 sites à choisir par le public) - valable 1 an			
Plein tarif	MODIFICATION alignement du tarif commercial sur le tarif réduit	12,00 €	inchangé
Tarif réduit		10,00 €	inchangé
DROITS D'ENTREE - MULTI-PASS (tous les sites) - valable 1 an			
Plein tarif	MODIFICATION alignement du tarif commercial sur le tarif réduit	18,00 €	inchangé
Tarif réduit	CONDITIONS TARIF HOTELIER achat possible 3 fois par an, sur offre personnalisée avec la contractualisation (voir partenariat avec séjours)	16,00 €	inchangé
Tarif hôteliers		16,00 le multi-pass pour 10 achetés	inchangé
VISITES GUIDEES et/ou ATELIERS (tous les sites)			
- Visites guidées tout public (hors scolaires, centre de loisirs et centre sociaux-culturels)			
Visite portée par un intervenant extérieur	Les tarifs étaient différents selon chaque site et/ou catégorie, pour permettre la lisibilité de la nouvelle proposition tout en gardant la traçabilité des choix proposés	9,00 € (gratuité pour les - de 8 ans) + droit d'entrée selon le format de visite	inchangé
Visite portée par l'équipe des sites - hors les murs (extérieurs et monuments)		6,00 € (gratuité pour les - de 8 ans) + droit d'entrée selon le format de visite	inchangé
Visite portée par l'équipe des sites - dans les murs		5,00€ (gratuité pour les - de 8 ans) + droit d'entrée	inchangé
Visite flash (30 min) portée par l'équipe des sites - dans les murs		3,00€ (gratuité pour les - de 8 ans) + droit d'entrée	inchangé
Ateliers tout public (hors scolaires, centre de loisirs et centre sociaux-culturels)			
Atelier avec intervenant extérieur	Les tarifs étaient différents selon chaque site et/ou catégorie, pour permettre la lisibilité de la nouvelle proposition tout en gardant la traçabilité des choix proposés	12,00 €	inchangé
Atelier porté par l'équipe des sites	Les tarifs étaient différents selon chaque site et/ou catégorie, pour permettre la lisibilité de la nouvelle proposition tout en gardant la traçabilité des choix proposés	5,00 €	inchangé
- Visites guidées prescription médecin sur le territoire de la CCPHB enregistré RPPS			
Visite portée par un intervenant extérieur		gratuité	inchangé
Visite portée par l'équipe des sites - hors les murs		gratuité	inchangé
- Visites guidées scolaires + centres de loisirs + centres sociaux-culturels			
Visite libre - sur réservation et en fonction des possibilités d'accueil	Les tarifs étaient différents selon chaque site et/ou catégorie, pour permettre la lisibilité de la nouvelle proposition tout en gardant la traçabilité des choix proposés	gratuité	inchangé
Visite guidée Honfleur + CCPHB - sur réservation et en fonction des possibilités d'accueil		gratuité	inchangé
Visite guidée hors CCPHB - sur réservation et en fonction des possibilités d'accueil		20,00 € (pour tout le groupe)	inchangé
Visite guidée + micro-atelier scolaires Honfleur - sur réservation et en fonction des possibilités d'accueil		gratuité	inchangé
Atelier de pratique (1h30) scolaires Honfleur - sur réservation et en fonction des possibilités d'accueil		gratuité	inchangé
Visite guidée + micro-atelier - sur réservation et en fonction des possibilités d'accueil - hors Honfleur		40,00 € (pour tout le groupe)	inchangé
Atelier de pratique (1h30) - sur réservation et en fonction des possibilités d'accueil - hors Honfleur		60,00 € (pour tout le groupe)	inchangé
- Visites guidées à la demande (groupes hors scolaires, centres de loisirs et centres sociaux-culturels)			
Visite guidée groupe d'un site	Les tarifs étaient différents selon chaque site et/ou catégorie, pour permettre la lisibilité de la nouvelle proposition tout en gardant la traçabilité des choix proposés Sur devis, réservation obligatoire et sous réserve d'un créneau disponible	150 € + droit d'entrée au nombre de personnes - au maximum 30 personnes	inchangé
- Visites guidées via audioguides ou applications			
Audioguides musée Eugène Boudin		2,00 €	inchangé
Application LEGENDR - téléchargement pour 4 personnes		5,00 €	inchangé
Application LEGENDR – cardboard (support smartphone pour faciliter le visionnage		2,00 €	inchangé
Application LEGENDR - téléchargement pour scolaires + centres de loisirs + centre sociaux éducatifs de Honfleur		gratuité	inchangé

Application LEGENDR - téléchargement pour un groupe de 10 personnes à 35 personnes (tout public et scolaires + centres de loisirs + centre sociaux éducatifs hors Honfleur)		15,00 €	inchangé
EVENEMENTS (concerts, spectacles, soirées à thème) - tous les sites			
- Evénements (spectacles, concerts)			
Entrée adulte pour un événement organisé par les équipes des sites		15 €	inchangé
Entrée enfant entre 8 et 16 ans (sur présentation d'un justificatif)		6 €	inchangé
Entrée enfant - de 8 ans (sur présentation d'un justificatif)		gratuit	inchangé
Entrée pour une soirée spéciale organisée par la ville dans un des sites		30,00 €	inchangé
<ul style="list-style-type: none"> la gratuité peut être accordée sur décision municipale et pour les journées européennes du patrimoine, la nuit des musées et les vernissages/finissages des expositions 			
DROITS PRIVATISATION ESPACES (salles d'expositions, ateliers, terrasse)			
- (Lieutenance			
Location du grand atelier : la journée		400,00 €	inchangé
Location du grand atelier : la demi-journée		300,00 €	inchangé
Location des terrasses et grand atelier : les 4h (location en dehors de l'ouverture au public de 19h à 23h)		900,00 €	inchangé
(capacités d'accueil : 60 personnes maximum) selon contrat ou convention à établir			
(selon CM du 01/07/2024) delib 2024/70			
Location des ateliers d'artistes : la semaine		320,00 €	inchangé
* mise à disposition d'un atelier avec hébergement			
selon contrat ou convention à établir			
(ménage non inclus, il sera à faire réaliser par le locataire directement auprès de l'agence)			
Herbergement à la Lieutenance, mise à disposition de chambres pour l'accueil d'intervenants pour les structures de la ville			inchangé
selon convention d'occupation à établir		gratuité	
- Musée Eugène-Boudin - privatisation (durée maximale 3 heures)			
Groupe de 10 à 40 personnes		1 200,00 €	inchangé
Groupe de 41 à 60 personnes		1 500,00 €	inchangé
Groupe de 61 à 100 personnes		2 500,00 €	inchangé
PARTENARIATS AVEC EXPERIENCES (visites guidées et/ou ateliers privés)			
- Musée Eugène-Boudin			
Offre partenaire individuelle contractualisée : achats de pass avec expériences visiteurs (visite guidée privée ou ateliers)	tarif plein + 5 visites guidées sur les temps d'ouverture du musée (12 mois à compter de la date d'achat) - offre non cumulable	18,00 € le multi-pass pour 50 multi-pass vendus soit 900 €	inchangé
Offre partenaire individuelle contractualisée : achats de pass avec expériences visiteurs (visite guidée privée ou ateliers)	au lieu de 1800 euros (100 pass plein tarif) avec 2 ateliers en plus par an (12 mois à compter de la date d'achat : dans la limite de 8 personnes par atelier - atelier proposé en fonction de la programmation) et 10 visites guidées sur les temps d'ouverture du musée - offre non cumulable (12 mois à compter de la date d'achat)	15,00 € le multi-pass pour 100 multi-pass vendus soit 1500 €	inchangé
Offre partenaire individuelle contractualisée : achats de pass avec expériences visiteurs (visite guidée privée ou ateliers)	au lieu de 3600 euros (200 pass plein tarif) avec pour une année 4 ateliers en plus par an (12 mois à compter de la date d'achat : dans la limite de 8 personnes par atelier - atelier proposé en fonction de la programmation) et 15 visites guidées sur les temps d'ouverture du musée (12 mois à compter de la date d'achat) - offre non cumulable	14,00 € le multi-pass pour 200 multi-pass vendus soit 2800 €	inchangé
Offre partenaire individuelle contractualisée accès flash à une œuvre, un dispositif ou un site sur un site	sur réservation anticipée et selon offre décrite dans le contrat avec jauge et œuvre ou lieu ciblé - durée contrat 1 an	3,00 € l'accès par personne	inchangé
Offre partenaire individuelle contractualisée accès flash à une œuvre, un dispositif ou un site sur deux sites	sur réservation anticipée et selon offre décrite dans le contrat avec jauge et œuvre ou lieu ciblé - durée contrat 1 an	4,00 € l'accès par personne	inchangé
Offre partenaire individuelle contractualisée accès flash à une œuvre, un dispositif ou un site sur trois sites	sur réservation anticipée et selon offre décrite dans le contrat avec jauge et œuvre ou lieu ciblé - durée contrat 1 an	5,00 € l'accès par personne	inchangé
Offre partenaire individuelle contractualisée médiation flash (20 min) sur un site	sur réservation anticipée et selon offre décrite dans le contrat avec jauge et œuvre ou lieu ciblé - durée contrat 1 an	10,00 € l'accès par personne	inchangé
Offre partenaire individuelle contractualisée médiation flash (20 min) sur deux sites	sur réservation anticipée et selon offre décrite dans le contrat avec jauge et œuvre ou lieu ciblé - durée contrat 1 an	15,00 € l'accès par personne	inchangé
BOUTIQUES DE TOUS LES SITES CULTURELS DE LA VILLE			
DESIGNATIONS		TARIFS VENTE 2025	TARIFS VENTE 2026
PRODUITS DERIVES			
Affiche		12,00 €	inchangé
Affiche expo		4,00 €	inchangé
Attrape rêve		13,00 €	inchangé
Bateau pirate Poo		16,00 €	inchangé
Carnet chat noir		5,00 €	inchangé
Carnet couleur		8,00 €	inchangé
Carnet en Liloa		9,00 €	inchangé
Carnet secret Feutre Maquique		11,00 €	inchangé
Cartes postales		1,00 €	inchangé
Cartes postales artistes		1,50 €	inchangé
Cartes postales aquarelables		6,00 €	inchangé
CD Mélodies		21,00 €	inchangé
CD Decoust		21,00 €	inchangé
CD Queffelec (poire)		21,00 €	inchangé
CD Salle Best of		21,00 €	inchangé
CD "U.J.T. rencontre Salle"		21,00 €	inchangé
Coloriage		7,00 €	inchangé
Cravon à Papier		1,50 €	inchangé
Fourrnie Papo		12,00 €	inchangé
Fourrnie petite Papo		10,00 €	inchangé
Fort pirate		22,00 €	inchangé
Foulards Soie		48,00 €	inchangé
Gobelets couleur		3,00 €	inchangé
Jeu de 7 familles		6,50 €	inchangé
Jeu de cartes		9,00 €	inchangé
Jeu de 7 familles qui se méritent - super artistes - minus éditions		9,90 €	inchangé
Maqnet rectangle (dépot-vente SAMEB et achats Lieutenance)		4,00 €	inchangé
Maqnet BOIS ROND METAL		4,50 €	inchangé
BLACK Maqnet		4,00 €	inchangé
Maqnet SO Chic So Graphic		4,00 €	inchangé
Marque-page simple		1,50 €	inchangé
Maquette Lieutenance		21,90 €	inchangé
Mirror		5,00 €	inchangé
MONNAIE DE PARIS		3,00 €	inchangé
Muq		8,00 €	inchangé
ORIGAMI		9,00 €	inchangé
PARAPLUIE couleur		9,50 €	inchangé
Parapluie Salle		21,00 €	inchangé
PARFUM HONFLEURISIME		53,00 €	inchangé
PONCHO FIN		2,00 €	inchangé
Porte-clé So chic So graphic		5,00 €	inchangé
Porte-clé Rectangulaire		4,50 €	inchangé
Porte-clé (Cristal, bois métal ou qiant)		6,00 €	inchangé
PUZZLE BARBE ROUSSE		14,00 €	inchangé
SABRES A DECORER		15,00 €	inchangé
SAC CABAS arres colonis		8,50 €	inchangé
Sac Normandy bag		14,00 €	inchangé
Sac Giro marin		15,00 €	inchangé
ToteBag Sacca Marinaio		24,06 €	inchangé
Totebag Salle		13,00 €	inchangé

Sac kraft boutique		0.20 €	Inchangé
Sac cabas MC Normand		19.00 €	Inchangé
TOTE BAG MC Normand		15.00 €	Inchangé
TOTE BAG		8.50 €	Inchangé
Sac à Dos MC Normand		15.00 €	Inchangé
Pochette MC Normand		16.00 €	Inchangé
Tee-shirts N & B		21.00 €	Inchangé
STICKERS grand		8.00 €	Inchangé
STICKERS moyen		4.00 €	Inchangé
STICKERS petit		3.00 €	Inchangé
Stylo métal		4.00 €	Inchangé
TATOUAGES		4.00 €	Inchangé
LIVRES			
LIVRES THEME HONFLEUR			
	Livre Honfleur Histoire Patrimoine (dépot-vente VH)	15.00 €	Inchangé
	Livre Nouvelle HISTOIRE TOME 1 (dépot-vente VH)	18.00 €	Inchangé
	Livre Nouvelle HISTOIRE TOME 1 NOUVELLE EDITION (dépot-vente VH)	15.00 €	Inchangé
	Livre Nouvelle HISTOIRE TOME 2 (dépot-vente VH)	15.00 €	Inchangé
	Livre Nouvelle HISTOIRE TOME 3 (dépot-vente VH)	15.00 €	Inchangé
	Chronique du VIEUX HONFLEUR (dépot-vente VH)	5.00 €	Inchangé
	Livre L'EX VOTO (dépot-vente VH)	15.00 €	Inchangé
	HONFLEUR ET SON CANTON TOME 1 (dépot-vente VH)	15.00 €	Inchangé
	HONFLEUR ET SON CANTON TOME 2 (dépot-vente VH)	15.00 €	Inchangé
	HISTOIRE TOME 3 (dépot-vente VH)	10.00 €	Inchangé
	LEON LECLERC L'indomptable (dépot-vente VH)	10.00 €	Inchangé
	LES EX VOTO et Notre Dame de Grâce (dépot-vente VH)	10.00 €	Inchangé
	La Fête des marins (dépot-vente VH)	10.00 €	Inchangé
	POÈMES MIGNONS (dépot-vente VH)	10.00 €	Inchangé
	Honfleur vu par un drone (dépot-vente VH)	25.00 €	Inchangé
	"Honfleur" de Jean-Michel BERTS (dépot-vente)	69.00 €	Inchangé
	R. MARION, Pour l'amour de Honfleur (dépot-vente)	10.00 €	Inchangé
	Florence Levelé, Honfleur et ses gens de mer (dépot-vente)	45.00 €	Inchangé
	100 clés de Honfleur (dépot-vente Editions des Falaises)	15.00 €	Inchangé
	100 dames en Normandie (dépot-vente Editions des Falaises)	15.00 €	Inchangé
	Honfleur ourmand (dépot-vente Editions des Falaises)	15.00 €	Inchangé
	Honfleur, histoires et légendes (dépot-vente Editions des Falaises)	15.00 €	Inchangé
	Navicateurs, regard vers le grand large (dépot-vente Editions des Falaises)	22.00 €	Inchangé
	Annales de Normandie - le Port de Honfleur	20.00 €	Inchangé
	LA LIEUTENANCE	26.00 €	Inchangé
	N. BADOUARD, L'Homme de Bois	16.00 €	Inchangé
	N. BADOUARD, Lucie d'Honfleur	18.00 €	Inchangé
	N. BADOUARD, La Honfleuraise	18.00 €	Inchangé
	N. BADOUARD, Le peintre des ciels de Honfleur	20.00 €	Inchangé
	L. LEROY, La Fête des Marins	29.90 €	Inchangé
	F. LOUCHET, Honfleur de Pavés	19.00 €	Inchangé
	L. SCELLES, Fenêtres sur Honfleur	12.00 €	Inchangé
	BD Bastien LOUKIA, Histoire Honfleur	15.00 €	Inchangé
LIVRES BEAUX-ARTS			
	2025 - Erik Satie, l'esprit symphonique - le courage artistique (dépot-vente SAMEB)	39.00 €	Inchangé
	2024 - En compagnie d'Eugène Boudin	39.00 €	Inchangé
	2023 - Max Tourret (dépot-vente SAMEB)	22.00 €	Inchangé
	2022 - Un chers pour l'art, l'Académie Julian à Honfleur (dépot-vente SAMEB)	32.00 €	Inchangé
	2021 - Louis Alexandre Dubourg (dépot-vente SAMEB)	19.00 €	Inchangé
	2020 - Les couleurs de la mer, Daubigny (dépot-vente SAMEB)	32.00 €	Inchangé
	2019 - Gromaire (dépot-vente SAMEB)	28.00 €	Inchangé
	2018 - Paul-Elie Gernez (dépot-vente SAMEB)	29.00 €	Inchangé
	2017 - De Saint-Denis (dépot-vente SAMEB)	28.00 €	Inchangé
	2016 - Etre jeune au temps des Impressionnistes (dépot-vente SAMEB)	20.00 €	Inchangé
	2014 - Dans l'intimité d'Eugène Boudin (dépot-vente SAMEB)	24.00 €	Inchangé
	2013 - La magie de l'air et de l'eau, Eugène Boudin ed A propos	12.50 €	Inchangé
	2013 - La Femme et la Mer (dépot-vente SAMEB)	20.00 €	Inchangé
	2011 - Tempêtes, naufrages et sauvetages en mer (dépot-vente SAMEB)	15.00 €	Inchangé
	2009 - Les places de Normandie (1850-1950) (dépot-vente SAMEB)	15.00 €	Inchangé
	2008 - Albert Besnard (dépot-vente SAMEB)	28.00 €	Inchangé
	2006 - Le pêcheur en Normandie (dépot-vente SAMEB)	23.00 €	Inchangé
	1998 - Donation Hambourg-Rachet (dépot-vente SAMEB)	15.00 €	Inchangé
	La vocation maritime (dépot-vente SAMEB)	15.00 €	Inchangé
	Catalogue Hambourg (dépot-vente SAMEB)	12.00 €	Inchangé
	Correspondance d'E. Boudin, Tome 1 (dépot-vente SAMEB)	16.00 €	Inchangé
	Eugène Boudin, Suivre les nauages le pinceau à la main (correspondances 1861-1898)		Inchangé
	(tome 2 des correspondances) (dépot-vente SAMEB)	30.00 €	Inchangé
	Discours impressionnistes (dépot-vente SAMEB)	20.00 €	Inchangé
	La magie de l'air et de l'eau Eugène Boudin (dépot-vente SAMEB)	12.50 €	Inchangé
	G. DUCABLE, Adrien Voisard Marquerie	28.00 €	Inchangé
	B. FINDINIER, La Ferme Saint-Simon	24.00 €	Inchangé
	O. BLEYS, Prestel	8.90 €	Inchangé
	C. SCORDIA, Larock-Granoff, histoire d'une galerie	45.00 €	Inchangé
	DRIES, Catalogue des œuvres conservées au musée	5.00 €	Inchangé
	La magie de l'air et de l'eau Eugène Boudin (édition A propos)	12.50 €	Inchangé
	Baudelaire Réver de Honfleur	24.00 €	Inchangé
	Les places - Eugène Boudin	20.00 €	Inchangé
	Les ciels - Eugène Boudin	20.00 €	Inchangé
	Les vaches - Eugène Boudin	20.00 €	Inchangé
	Figaro Hors-série	14.90 €	Inchangé
LIVRETS BEAUX-ARTS			
	Eugène Boudin, sa vie, son œuvre (dépot-vente SAMEB)	3.00 €	Inchangé
	Cals, sa vie, son œuvre (dépot-vente SAMEB)	3.00 €	Inchangé
	Dubourg, sa vie, son œuvre (dépot-vente SAMEB)	3.00 €	Inchangé
	Monet, sa vie, son œuvre (dépot-vente SAMEB)	3.00 €	Inchangé
	Dries 2009 (dépot-vente SAMEB)	3.00 €	Inchangé
	Lemaitre 2009 (dépot-vente SAMEB)	3.00 €	Inchangé
	Mozin, sa vie, son œuvre (dépot-vente SAMEB)	3.00 €	Inchangé
	Jonckind, sa vie, son œuvre (dépot-vente SAMEB)	3.00 €	Inchangé
LIVRETS ARTS-PLASTIQUES & NATURE			
	L. BROISIN SOCH, Fabricier son matériel d'art avec les ressources de la nature	16.90 €	Inchangé
	N. GAVARIAN, Teindre avec les plantes	15.90 €	Inchangé
	C. BRABANT, N. ROSSIGNOL, Filier les fibres naturelles	15.90 €	Inchangé
	E. DUMONT, Encres de plantes	20.00 €	Inchangé
	H. HACKEL, Guide nature nuances et autres phénomènes célestes	12.90 €	Inchangé
LIVRES EDITIONS PLACE DES VICTOIRES			
	Format moyen	11.95 €	Inchangé
	Petit format	9.95 €	Inchangé
OUVRAGES THEME EXPO "Esclavages, mémoires normandes:			
	Catalogue de l'exposition "Esclavage mémoires..."	30.00 €	Inchangé
	Catalogue-ouvrage scientifique exposition "Esclavage mémoires..."	30.00 €	Inchangé
	"Deux graines de cacao"	6.90 €	Inchangé
	"Le fil de l'histoire - l'esclavage"	6.90 €	Inchangé
LIVRES ENFANTS			
	Livre Quelle histoire	5.00 €	Inchangé
	Livre 30 Activités Quelle histoire	6.90 €	Inchangé
	Livre Les GRANDS NAVIGATEURS	8.90 €	Inchangé
	Gisserot apprendre en s'amusant Les coquillages	3.00 €	Inchangé
	Gisserot apprendre en s'amusant Les Ports Bateaux	2.00 €	Inchangé
	Gisserot Jeux Je m'amuse avec les Pirates	2.00 €	Inchangé
	Gisserot MÉMO les Nauvds	3.00 €	Inchangé
	Gisserot Les Pêches à pied	6.00 €	Inchangé
	Gisserot BD Pirates Corsaires et Filibustiers	12.00 €	Inchangé
	Nuini	11.90 €	Inchangé
	C. LAVAQUERIE KLEIN, L. PAIX-RUSTERHOLTZ, Les artistes et la mer	18.50 €	Inchangé
	S. BORDET-PETILLON, L'art des tout-petits, A la mer	14.90 €	Inchangé
	S. BORDET-PETILLON, L'art des tout-petits, Mon premier imagier	18.90 €	Inchangé
	S. BORDET-PETILLON, L'art des tout-petits Les couleurs	14.90 €	Inchangé
	S. BORDET-PETILLON, L'art des tout-petits Les formes	14.90 €	Inchangé
	S. BORDET-PETILLON, L'art des tout-petits Les quatre saisons	14.90 €	Inchangé
	Je découvre l'art en jouant (architecture, peinture, musique, littérature, cinéma, sculpture, théâtre)	12.80 €	Inchangé
	H. TULLET, L'art au hasard	19.95 €	Inchangé
	S. GOZANSKY, Mon premier livre d'art - l'amitié	17.95 €	Inchangé
	H. TULLET, Jeu de sculpture	9.95 €	Inchangé
	S. LEDU, S. FRATTINI, l'histoire de l'art, de cro-magnot jusqu'à toi	15.50 €	Inchangé
	B. LE LOARER, Les Impressionnistes	9.50 €	Inchangé
	C. LARROCHE, L'art à colorier pour les tout-petits	6.95 €	Inchangé
	A. WEISS, Les Impressionnistes, l'art à colorier	14.95 €	Inchangé
	S. ANDREWS, Trafal'art, Petit Monet	10.90 €	Inchangé
	S. ANDREWS, Trafal'art, Les ovales	13.90 €	Inchangé
	S. DELACROIX, Heures de la sieste	13.00 €	Inchangé
	F. JOLY, Le super pouvoir des couleurs	15.50 €	Inchangé
	M.-C. MALLARD, Pastelle et le club de la violette, 1. Le mystère de la fleur d'or	14.90 €	Inchangé
	M.-C. MALLARD, Pastelle et le club de la violette, 2. La magie du triangle bleu	14.90 €	Inchangé
	M.-C. MALLARD, Pastelle et le club de la violette, 3. Le secret de la rose pourpre	14.90 €	Inchangé
	Comment amuser ses enfants au musée - minus éditions	9.90 €	Inchangé
	J. GUILLEM, Atlas des nuances	19.50 €	Inchangé
	La Normandie des enfants	10.90 €	Inchangé
	Normandy for kids	10.90 €	Inchangé
	La Normandie racontée aux enfants (bienvenue en Normandie)	4.50 €	Inchangé
	La Normandie racontée aux enfants (La Seine Normandie)	4.50 €	Inchangé
	La Normandie racontée aux enfants (Monet et les Impressionnistes)	4.50 €	Inchangé
LIVRES SUR SATIE			
	Catalogue Maisons Satie	11.00 €	Inchangé
	"Le pêcheur d'étoiles"	9.50 €	Inchangé
	"Monsieur Satie, l'homme qui avait un petit piano dans la tête" aux éditions Didier Jeunesse (livre et CD)	24.90 €	Inchangé
	Erik Satie, correspondances presque complètes aux éditions Favard/IMEC	52.00 €	Inchangé

	Partitions intégrales gymnopédies et gnossiennes	18,00 €	inchangé
	Biographie GINER	25,00 €	inchangé
	Livre sonore pour enfants "Je découvre Satie"	12,30 €	inchangé
	"Pas comme tout le monde Monsieur Satie"	18,00 €	inchangé
	S. ANDREWS, Erik Satie	13,90 €	inchangé
	BD Bastien LOUKIA, Satie	19,00 €	inchangé
	Le château de M. Gymnopède avec Erik Satie	12,90 €	inchangé
	Les parapluies d'Erik Satie, éditions Gallimard	8,00 €	inchangé
	Les raisonnements d'un titlu, Erik Satie, voix d'encre	17,00 €	inchangé
	Erik Satie, de A à Z, un musicien à la plume fantasque, Flammarion	20,00 €	inchangé
	Biographie Erik Satie, Christian Wasselin, Folio	10,50 €	inchangé
	Erik Satie Supersoniques, de Alain Huck, Cécilia Houdart, Philharmonie	13,00 €	inchangé
	Erik Satie, de Rollo Myers, Gallimard	8,30 €	inchangé
	Ecrits, Erik Satie, de Volia Ormela (dépot-vente édit Ivrea)	32,00 €	inchangé
BOISSONS			
BOISSONS CHAUDES			
	thé / infusion en sachet	2,00 €	inchangé
SOFTS			
	jus de fruit	2,00 €	inchangé
	eau gazeuse	2,00 €	inchangé
	boisson gazeuse	2,00 €	inchangé
TOURNAGES			
- GRATUITE ACCORDEE SUR LES TOURNAGES		TARIFS 2025	TARIFS 2026
Enseignants et étudiants uniquement pour des projets à but éducatif et culturel sans activité commerciale Institutionnels du tourisme : film à caractère promotionnel et sans commercialisation		gratuité	inchangé
- GRILLE TARIFAIRE			
Musées & Patrimoine (Intérieurs) : Eugène-Boudin, Vieux Honfleur, Maison Satie, Lieutenances, Manoir du Désert		TARIFS 2025	TARIFS 2026
demijournée (4 heures)		1 200,00 €	inchangé
journée (7 heures)		2 200,00 €	inchangé
lieu de tournage investi sur une plage horaire en dehors du planning des agents concernés de jour (7h-22h)		80 €/h/Agent	inchangé
lieu de tournage investi sur une plage horaire en dehors du planning des agents concernés de jour (22h-7h)		110€/h/agent	inchangé
MAJORATION de 50% en cas de fermeture totale du bâtiment au public, démeublement ou dépassement des heures		majoration 50% du montant total	inchangé
Autre bâtiment municipal			
demijournée (4 heures)		600,00 €	inchangé
journée (7heures)		1 100,00 €	inchangé
lieu de tournage investi sur une plage horaire en dehors du planning des agents concernés de jour (7h-22h)		80 €/h/Agent	inchangé
lieu de tournage investi sur une plage horaire en dehors du planning des agents concernés de jour (22h-7h)		110€/h/agent	inchangé
MAJORATION de 50% en cas de fermeture totale du bâtiment au public, démeublement ou dépassement des heures		majoration 50% du montant total	inchangé
Vues extérieures			
Prises de vue cinématographiques de jour (de 7h à 20h)			
avec perturbation de la circulation		600 €/jour	inchangé
sans perturbation de la circulation		300 €/jour	inchangé
Prises de vue cinématographiques de nuit (de 20h à 7h)			
avec perturbation de la circulation		800 €/jour	inchangé
sans perturbation de la circulation		400€/jour	inchangé
Stationnement équipe de tournage			
Cantine			
stationnement (ex food truck ou barnum)		36/m ² /J	inchangé
Stationnement			
De 1 à 10 emplacements		20€/Véhicule	inchangé
De 11 à 20 emplacements		25€/Véhicule	inchangé
De 21 à 30 emplacements		30€/Véhicule	inchangé

**BUDGET PRIMITIF 2026
ACTUALISATION DES TARIFS
MEDIATHEQUE MAURICE DELANGE**

CM du 09/12/2025

DÉSIGNATION

TARIFS ABONNEMENTS ET AUTRES SERVICES

ABONNEMENTS

DÉSIGNATION (CM du 01/04/2025 : délibération 2025/40 : actualisation des tarifs 2025 au 01/09/2025)	TARIFS 2025	PROPOSITION 2026
--------------------------------------------------------------------------------------------------------	----------------	---------------------

TARIFS ABONNEMENT PUBLIC - ACCES A TOUTES LES COLLECTIONS

Carte individuelle : 20 documents tous supports confondus (livres, livres audio, revues, CD, DVD)	Gratuit pour tous	inchangé
Carte professionnelle : 40 documents (hors CD/DVD)	Gratuit pour tous	inchangé

AUTRES SERVICES

REEMPLACEMENT, EN CAS DE PERTE, DE LA CARTE D'ABONNEMENT

1 carte	Gratuit	inchangé
---------	---------	-----------------

IMPRESSION DE DOCUMENT INTERNET, L'UNITÉ :

Noir et blanc	0,30 €	inchangé
Couleur	0,60 €	inchangé

PHOTOCOPIES NOIR ET BLANC

Photocopie A3, l'unité	0,60 €	inchangé
Carte de 10 photocopies A3	5,70 €	inchangé
Photocopies A4, l'unité	0,30 €	inchangé
Carte de 10 photocopies A4	2,10 €	inchangé

VENTE DE DOCUMENTS RETIRÉS DES COLLECTIONS

Livres/CD jeunesse et adulte (l'unité)	1,00 €	inchangé
----------------------------------------	--------	-----------------

TARIF MISE A DISPOSITION DE L'AUDITORIUM (organisation d'événements culturels)

Associations culturelles honfleuraises et de la CCPHB, Office de tourisme de la CCPHB	Gratuit	inchangé
Associations dont la ville de Honfleur est membre	Gratuit	inchangé

TARIF PRIVATISATION DE L'AUDITORIUM (1er étage de la médiathèque)

Pour des événements non culturels (uniquement aux horaires d'ouverture de la		
La demi-journée	250,00 €	inchangé
La journée entière	450,00 €	inchangé
Office de tourisme communautaire	Gratuit	inchangé

TARIF DE CONSULTATION INTERNET

Pour tous	Gratuit pour tous	inchangé
-----------	-------------------	-----------------

ACCES AU WIFI

Accès au wifi pour tous dans l'établissement : pour les abonnés et non abonnés	Gratuit	inchangé
--------------------------------------------------------------------------------	---------	-----------------

PORTAGE A DOMICILE (service sur RDV inclus pour les abonnés)

Territoire desservi : Honfleur		
Pour les personnes âgées, personnes à mobilité réduite, personnes immobilisées	Gratuit	inchangé
Fréquence : 1 fois par mois		

BUDGET PRIMITIF 2026 / ACTUALISATION DES TARIFS
ÉCOLE DE MUSIQUE
CM du 09/12/2025

DÉSIGNATION	TARIFS 2024-2025		PROPOSITION 2025/2026	
ÉCOLE DE MUSIQUE (scolaire / septembre) <i>tarifs calculés sur une base de 10 semaines par trimestre, tarifs normaux appliqués en présentiel, et en cas de besoin (urgence sanitaire/ confinement) 100 % de réduction pour chaque cours non suivi et 50 % de réduction pour chaque cours suivi en distanciel</i>				
	Honfleur	Hors Commune	Honfleur	Hors Commune
	tarifs/trimestre	tarifs/trimestre	tarifs/trimestre	tarifs/trimestre
FORMATION MUSICALE				
Enfants - par trimestre				
	54,00 €	79,00 €		
1er enfant				
2ème enfant	48,00 €	73,00 €		
3ème enfant	42,00 €	68,00 €		
pour le 4ème enfant et plus de la même famille,	Gratuit	21,00 €		
pour les enfants de 7 à 12 ans dont les parents sont privés d'emploi, 1er trimestre	Gratuit	Gratuit		
Chant Chorale uniquement	17,00 €	26,00 €		
Adultes - par trimestre	60,00 €	84,00 €		
LECONS D'INSTRUMENTS				
Enfants - par trimestre				
1er enfant	60,00 €	84,00 €		
2ème enfant	55,00 €	79,00 €		
3ème enfant	51,00 €	73,00 €		
pour le 4ème enfant et plus de la même famille.	Gratuit	Gratuit		
pour les enfants de 7 à 12 ans dont les parents sont privés d'emploi, 1er trimestre	Gratuit	Gratuit		
enfant qui pratique deux instruments	115,00 €	163,00 €		
Adultes - par trimestre	65,00 €	89,00 €		
LOCATIONS D'INSTRUMENTS				
par trimestre	36,00 €	51,00 €		
pour les enfants de 7 à 12 ans dont les parents sont privés d'emploi, 1er trimestre	Gratuit	Gratuit		
CAUTION POUR LOCATIONS D'INSTRUMENTS				
Clarinette, Flûte, Trompette	0,00 €	0,00 €		
Saxophone	0,00 €	0,00 €		

pas de changement

* attestation des parents d'assurance contre la perte, le vol et la réparation de l'instrument suite à dégradation ou bris

BUDGET PRIMITIF 2026 / ACTUALISATION DES TARIFS
service Education
CM du 09/12/2025

DÉSIGNATION		Repas en € 2025	PROPOSITION Repas en 2026
<u>Quotient familial Commune (Honfleur)</u>	<u>QF Hors Commune</u>		
< 600	X	2,10 €	pas de changement
600 < 1100	<600	3,15 €	
1100 < 1600	600 < 1100	3,70 €	
1600 < 2100	1100 < 1600	4,20 €	
> 2100	1600 < 2100	4,70 €	
	> 2100	5,25 €	
Enseignants		4,70 €	

BUDGET PRIMITIF 2026 / ACTUALISATION DES TARIFS
prestations de services : Le petit train touristique
gestion par la société KEOLIS

CM du 09/12/2025

DÉSIGNATION		TARIFS 2025	PROPOSITION 2026
Le petit train touristique			
	0-3 ans	gratuit	pas de changement
tarif individuel :	enfant (4-11 ans) (tarif réduit)	6,50 €	
	adulte (à partir de 12 ans)	8,00 €	
tarif groupe (1) sur réservation (10 personnes minimum) :			
	0-3 ans	gratuit	
	enfant (4-11 ans) (tarif réduit)	5,00 €	
	adulte (à partir de 12 ans)	7,00 €	
accompagnateurs de groupes :	chauffeur de bus	gratuit	
	guide	gratuit	
	parents d'élèves (2)	gratuit	
(1) - le tarif groupe s'appliquera en outre aux associations de personnes handicapées, quelque soit le nombre de personnes composant le groupe.			
(2) - la gratuité s'appliquera, dans le cadre des sorties scolaires des écoles de Honfleur et son canton, aux parents d'élèves accompagnateurs du groupe.			

BUDGET PRIMITIF 2026 / ACTUALISATION DES TARIFS

PM / capture des chiens errants / Régie chenil

CM du 09/12/2025

DÉSIGNATION	TARIFS 2025	PROPOSITION 2026
Capture des chiens errants		
selon conventions entre la Commune de Honfleur et :		
* la Commune de la Rivière Saint Sauveur		
* la Commune de Pennedepie		
* la Commune de Ablon		
* la Commune de Gonneville sur Honfleur		
montant / de l'heure/ par agent, pour chaque intervention	40,00 €	inchangé
un chien blessé ou mort sur la voie publique sera transféré au vétérinaire. Les soins effectués sur ces dits animaux seront attribués à la Commune où l'animal a été ramassé,		

DÉSIGNATION	TARIFS 2025	PROPOSITION 2026
Selon délibération du 13/12/2022		
Fourrière animale		
capture de chien	25,00 €	inchangé
frais de garde journalière	5,00 €	inchangé
identification d'un chien (sous réserve d'une revalorisation par le service vétérinaire)	65,00 €	inchangé
fourrière animale apte à l'accueil et à la garde des chiens trouvés errants ou en état de divagation jusqu'au terme d'un délai de 8 jours francs ouverts		
le propriétaire d'un animal en divagation est sommé de régler les frais de capture, et le cas échéant, de gardiennage et d'identification		

DÉPARTEMENT
DU
CALVADOS

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MAIRIE DE HONFLEUR

ARRONDISSEMENT
DE
LISIEUX

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du MARDI 09 DECEMBRE 2025

Date de
convocation :

1^{er} décembre 2025

Affichée le :

1^{er} décembre 2025

Date de
publication de la
délibération

16/12/2025

Nombre de
délégués

En exercice : 29

Présents : 24

Votants : 26

L'an deux mil vingt-cinq, le mardi 09 décembre, à 18h30, le Conseil Municipal de la ville de Honfleur, légalement convoqué, s'est réuni en session ordinaire, dans le petit grenier à sel, sous la présidence de Monsieur Michel LAMARRE, maire.

Étaient présents :

M. Michel LAMARRE, maire
M. ALVAREZ, Mme LEMONNIER, M. PUBREUIL, Mme FLEURY, M. BARQI, Mme SAUSSEAU, M. HAMEL adjoints
M. ROTROU, maire délégué de Vasouy
M. ALLEAUME, Mme PONS, M. AUBREE, Mme GESLIN, Mme BARRÉ, M. BREVAL, Mme SALE, M. BUISSON, Mme THOMAS, M. NAVIAUX, Mme HARREAU, M. AMBOS, Mme LALART, Mme HERON-BUDIN, Mme GALOCHER, conseillers municipaux

Absents :

Mme GROS, M. LANGIN, conseillers municipaux

Absents et excusés

M. ARNAUD, conseiller municipal

Absents et excusés ayant donné pouvoir :

Mme THEVENIN (pouvoir à Mme LEMONNIER), M. SAUDIN (pouvoir à Mme HERON-BUDIN) conseillers municipaux

Madame LEMONNIER a été élue secrétaire de séance.

VILLE DE HONFLEUR/CCAS : PARTICIPATION 2026 – AVANCE 2026

Rapporteur : Catherine Fleury, Adjointe au Maire

Vu l'article 1612.1 du code général des collectivités territoriales,

Vu la délibération 2025.116 du 9 décembre 2025, par laquelle le conseil municipal autorise Monsieur le Maire à engager, liquider, mandater les dépenses de la section de fonctionnement dès le 1er janvier 2026 dans la limite de celles inscrites au budget 2025 et ce jusqu'à l'adoption du budget.

Considérant qu'il est nécessaire dans l'attente du vote du Budget Primitif 2026 et pour assurer le bon fonctionnement du CCAS, que la ville accorde une avance sur la subvention 2026

Considérant que la subvention votée au Budget Primitif en 2025 était de 770 000,00 €

Considérant que le versement de la subvention ne peut intervenir qu'après l'approbation du Budget Primitif.

Considérant la nécessité de verser cette participation annuelle sous forme d'acompte dans la limite de 50% de la subvention allouée au Budget Primitif au titre de l'exercice 2025 pour assurer le bon fonctionnement du CCAS.

Il est proposé au Conseil Municipal d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à verser sous forme d'avance et dans la limite de 50% du montant accordé en 2025 la subvention de fonctionnement du CCAS de Honfleur.

Le Conseil Municipal est appelé à en délibérer.

**Après en avoir délibéré,
Le Conseil Municipal, à l'unanimité,**

- **Autorise Monsieur le Maire, ou son représentant, à verser au CCAS sous forme d'avance la subvention 2026 dans la limite de 50% de la subvention prévue au Budget Primitif 2025.**

Le Maire,

Michel LAMARRE



DÉPARTEMENT
DU
CALVADOS

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MAIRIE DE HONFLEUR

ARRONDISSEMENT
DE
LISIEUX

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du MARDI 09 DECEMBRE 2025

Date de
convocation :

1^{er} décembre 2025

Affichée le :

1^{er} décembre 2025

Date de
publication de la
délibération

16/12/2025

Nombre de
délégués

En exercice : 29

Présents : 24

Votants : 26

L'an deux mil vingt-cinq, le mardi 09 décembre, à 18h30, le Conseil Municipal de la ville de Honfleur, légalement convoqué, s'est réuni en session ordinaire, dans le petit grenier à sel, sous la présidence de Monsieur Michel LAMARRE, maire.

Étaient présents :

M. Michel LAMARRE, maire
M. ALVAREZ, Mme LEMONNIER, M. PUBREUIL, Mme FLEURY, M. BARQI, Mme SAUSSEAU, M. HAMEL adjoints
M. ROTROU, maire délégué de Vasouy
M. ALLEAUME, Mme PONS, M. AUBREE, Mme GESLIN, Mme BARRÉ, M. BREVAL, Mme SALE, M. BUISSON, Mme THOMAS, M. NAVIAUX, Mme HARREAU, M. AMBOS, Mme LALART, Mme HERON-BUDIN, Mme GALOCHER, conseillers municipaux

Absents :

Mme GROS, M. LANGIN, conseillers municipaux

Absents et excusés

M. ARNAUD, conseiller municipal

Absents et excusés ayant donné pouvoir :

Mme THEVENIN (pouvoir à Mme LEMONNIER), M. SAUDIN (pouvoir à Mme HERON-BUDIN) conseillers municipaux

Madame LEMONNIER a été élue secrétaire de séance.

Prix pour le concours « Jardins et balcons fleuris »

Rapporteur : Patricia Sausseau, Adjointe au Maire

La Ville de Honfleur organise annuellement un concours des maisons et balcons fleuris ouvert à tous les habitants de la commune. Son but est de valoriser les initiatives privées de fleurissement car elles contribuent à renforcer la qualité du cadre de vie en étant complémentaires des efforts entrepris par la commune dans ce domaine.

Il existe plusieurs catégories ; Jardins, façades, balcons ou fenêtres d'un appartement dans un immeuble collectif, hôtels – restaurants – commerces.

Dans le cadre des événements qu'elle organise, et notamment des concours, la Ville est amenée à remettre des prix aux vainqueurs, ainsi que des prix de consolation dont il convient de mettre à jour les modalités.

- Concours « Jardins et balcons fleuris » :
 - Prix des gagnants : une corbeille de produits locaux d'une valeur de 80 € ainsi qu'une plante ou un arbre offert par la Ville de Honfleur pour chaque lauréat par catégorie,
 - Pris de consolation : une plante ou un arbre offert par la Ville de Honfleur

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

Considérant la nécessité de mettre à jour les gratifications et notamment pour le concours « Jardins et balcons fleuris ».

Il est proposé au Conseil Municipal d'entériner les modalités du concours « Jardins et balcons fleuris ».

**Après en avoir délibéré,
Le Conseil Municipal, à l'unanimité,**

- **Adopte les gratifications tels que présentées ci-dessus.**
- **Autorise Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tous les actes afférents.**

Le Maire,

Michel LAMARRE



DÉPARTEMENT
DU
CALVADOS

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MAIRIE DE HONFLEUR

ARRONDISSEMENT
DE
LISIEUX

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du MARDI 09 DECEMBRE 2025

Date de
convocation :

1^{er} décembre 2025

Affichée le :

1^{er} décembre 2025

Date de
publication de la
délibération

16/12/2025

Nombre de
délégués

En exercice : 29

Présents : 24

Votants : 26

L'an deux mil vingt-cinq, le mardi 09 décembre, à 18h30, le Conseil Municipal de la ville de Honfleur, légalement convoqué, s'est réuni en session ordinaire, dans le petit grenier à sel, sous la présidence de Monsieur Michel LAMARRE, maire.

Étaient présents :

M. Michel LAMARRE, maire
M. ALVAREZ, Mme LEMONNIER, M. PUBREUIL, Mme FLEURY, M. BARQI, Mme SAUSSEAU, M. HAMEL adjoints
M. ROTROU, maire délégué de Vasouy
M. ALLEAUME, Mme PONS, M. AUBREE, Mme GESLIN, Mme BARRÉ, M. BREVAL, Mme SALE, M. BUISSON, Mme THOMAS, M. NAVIAUX, Mme HARREAU, M. AMBOS, Mme LALART, Mme HERON-BUDIN, Mme GALOCHER, conseillers municipaux

Absents :

Mme GROS, M. LANGIN, conseillers municipaux

Absents et excusés

M. ARNAUD, conseiller municipal

Absents et excusés ayant donné pouvoir :

Mme THEVENIN (pouvoir à Mme LEMONNIER), M. SAUDIN (pouvoir à Mme HERON-BUDIN) conseillers municipaux

Madame LEMONNIER a été élue secrétaire de séance.

Mise à jour des articles et des tarifs en vente dans les boutiques des musées et de la Lieutenance de Honfleur

Rapporteur : Catherine Fleury, Adjointe au Maire

Les musées de Honfleur, ainsi que la Lieutenance, procèdent à la vente d'un certain nombre de produits dérivés ou de livres et catalogues dans leurs boutiques, participant ainsi à la valorisation des collections, des expositions temporaires et également des créations des artistes en résidence à la Lieutenance. Ces boutiques sont régulièrement alimentées par de nouveaux produits, que ce soit en dépôt-vente ou en vente directe, dont il faut ajouter ou actualiser le prix.

Il est proposé au Conseil Municipal :

- De valider la liste actualisée, ci-annexée, des articles et des tarifs des articles qui seront ou qui sont en vente au sein des boutiques des musées et de la Lieutenance de Honfleur

VU la délibération du Conseil Municipal du 14 octobre 2025, ajoutant de nouveaux articles et actualisant les tarifs des articles déjà en vente au sein des boutiques des musées et de la Lieutenance,

CONSIDÉRANT l'intérêt pour la Ville de Honfleur de vendre dans les boutiques des ouvrages en lien avec les collections, l'histoire maritime et le patrimoine honfleurais, à la fois pour les promouvoir, pour enrichir les boutiques et pour générer de nouvelles recettes pour la Ville de Honfleur et ses structures culturelles.

CONSIDÉRANT la nécessité d'actualiser la liste des articles et les tarifs de ces boutiques.

**Après en avoir délibéré,
Le Conseil Municipal, à l'unanimité,**

- **Valide la liste actualisée des articles et des tarifs des boutiques des musées et de la Lieutenance, à compter du 1^{er} janvier 2026. (Annexe jointe).**

Le Maire,

Michel LAMARRE



ACTUALISATION DES TARIFS

CM du 12/2025

SITES CULTURELS DE LA VILLE DE HONFLEUR - TARIFS BOUTIQUES (musée Eugène-Boudin, Maisons Satie, musées du Vieux Honfleur, Lieutenance)

BOUTIQUES DE TOUS LES SITES CULTURELS DE LA VILLE		
DESIGNATIONS	TARIFS VENTE (CM 14/10/2025)	TARIFS VENTE proposés au 1er janvier 2026
PRODUITS DERIVES		
Affiche artiste	12,00 €	
Affiche exposition ou affiche "Maisons Satie"	4,00 €	
Attrape rêve	13,00 €	
Bateau pirate Pop	16,00 €	
Carnet chat noir	5,00 €	
Carnet couleur	8,00 €	
Carnet en Liège	9,00 €	
Carnet secret Feutre Magique	11,00 €	
Cartes postales	1,00 €	
Cartes postales artistes	1,50 €	
Cartes postales aquarelables	6,00 €	
CD. Mélodies	21,00 €	
CD Decoust	21,00 €	
CD Queffelec (poire)	21,00 €	
CD Satie Best of	21,00 €	
CD "U.J.T. rencontre Satie"	21,00 €	
Coloriage	7,00 €	
Crayon à Papier	1,50 €	
Disque vinyl Harmonia Mundi - ERIK SATIE Avant-dernières pensées	n'existait pas auparavant	35,00 €
Figurine Papo	12,00 €	
Figurine petite Papo	10,00 €	
Fort pirate	22,00 €	
Foulards Soie	48,00 €	
Gobelets couleur ou personnalisé	3,00 €	
Jeu de 7 familles	6,50 €	
Jeu de cartes	9,00 €	
Jeu de 7 familles qui se méritent - super artistes - minus éditions	9,90 €	
Magnet rectangle (dépôt-vente SAMEB) ou magnet (achats Lieutenance ou musées)	4,00 €	
Magnet BOIS ROND MÉTAL	4,50 €	
BLACK Magnet	4,00 €	
Magnet SO Chic So Graphic	4,00 €	
Marque-page simple	1,50 €	
Maquette Lieutenance	21,90 €	
Miroir	5,00 €	
MONNAIE DE PARIS	3,00 €	
Mug	8,00 €	
ORIGAMI	9,00 €	
PARAPLUIE couleur	9,50 €	
Parapluie Satie	21,00 €	
PARFUM HONFLEURISIME	53,00 €	
PONCHO FIN	2,00 €	
Porte-clé So chic So graphic	5,00 €	
Porte-clé Rectangulaire	4,50 €	
Porte-clé (Cristal, bois métal ou giant)	6,00 €	
PUZZLE BARBE ROUSSE	14,00 €	
SABRES A DÉCORER	15,00 €	
SAC CABAS anses colorés	8,50 €	
Sac Normandy bag	14,00 €	
Sac Giro marin	15,00 €	
ToteBag Sacca Marinaio	24,06 €	
Totebag Satie	13,00 €	
Sac kraft boutique	0,20 €	
Sac cabas MC Normand	19,00 €	
TOTEBAG MC Normand	15,00 €	
TOTEBAG	8,50 €	
Sac à Dos MC Normand	15,00 €	
Pochette MC Normand	16,00 €	
Tee-shirts N & B	21,00 €	
STICKERS grand	8,00 €	
STICKERS moyen	4,00 €	
STICKERS petit	3,00 €	
Stylo métal	4,00 €	
TATOUAGES	4,00 €	

LIVRES			
LIVRES THEME HONFLEUR			
	Livre Honfleur Histoire Patrimoine (dépot-vente VH)	15,00 €	
	Livre Nouvelle HISTOIRE TOME 1 (dépot-vente VH)	18,00 €	
	Livre Nouvelle HISTOIRE TOME 1 - NOUVELLE EDITION (dépot-vente VH)	15,00 €	
	Livre Nouvelle HISTOIRE TOME 2 (dépot-vente VH)	15,00 €	
	Livre Nouvelle HISTOIRE TOME 3 (dépot-vente VH)	15,00 €	
	Chronique du VIEUX HONFLEUR (dépot-vente VH)	5,00 €	
	Livre L'EX VOTO (dépot-vente VH)	15,00 €	
	HONFLEUR ET SON CANTON TOME 1 (dépot-vente VH)	15,00 €	
	HONFLEUR ET SON CANTON TOME 2 (dépot-vente VH)	15,00 €	
	HISTOIRE TOME 3 (dépot-vente VH)	10,00 €	
	LÉON LECLERC L'indomptable (dépot-vente VH)	10,00 €	
	LES EX VOTO et Notre Dame de Grâce (dépot-vente VH)	10,00 €	
	La Fête des marins (dépot-vente VH)	10,00 €	
	POÈMES MIGNONS (dépot-vente VH)	10,00 €	
	Honfleur vu par un drone (dépot-vente VH)	25,00 €	
	"HONFLEUR" de Jean-Michel BERTS (dépot-vente)	69,00 €	
	R.MARION, Pour l'amour de Honfleur (dépot-vente)	10,00 €	
	F. LEVIELS, honfleurs et ses gens de mer (dépot-vente)	45,00 €	
	100 clés de Honfleur (dépot-vente Editions des Falaises)	15,00 €	
	100 dames en Normandie (dépot-vente Editions des Falaises)	15,00 €	
	Honfleur gourmand (dépot-vente Editions des Falaises)	15,00 €	
	Honfleur, histoires et légendes (dépot-vente Editions des Falaises)	15,00 €	
	Navigateurs, regard vers le grand large (dépot-vente Editions des Falaises)	22,00 €	
	Annales de Normandie : le Port de Honfleur	20,00 €	
	LA LIEUTENANCE	26,00 €	
	N.BADOUARD, L'Homme de Bois	16,00 €	
	N.BADOUARD, Lucie d'Honfleur	18,00 €	
	N.BADOUARD, La Honfleuraise	18,00 €	
	N.BADOUARD, Le peintre des ciels de Honfleur	20,00 €	
	L.LEROY, La Fête des Marins	29,90 €	
	F.LOUCHET, Honfleur de Pavés	19,00 €	
	L.SCELLES, Fenêtres sur Honfleur	12,00 €	
	BD Bastien LOUKIA, Histoire Honfleur	15,00 €	
LIVRES BEAUX-ARTS			
	2025 - Erik Satie, L'esprit symphonique, le courage artistique (dépot-vente SAMEB)	39,00 €	
	2024 - En compagnie d'Eugène Boudin	39,00 €	
	2023 - Max Touret (dépot-vente SAMEB)	22,00 €	
	2022 - Un phare pour l'Art, L'Académie Julian à Honfleur (dépot-vente SAMEB)	32,00 €	
	2021 - Louis Alexandre Dubourg (dépot-vente SAMEB)	19,00 €	
	2020 - Les couleurs de la mer DAUBIGNY(dépot-vente SAMEB)	32,00 €	
	2019 - Gromaire (dépot-vente SAMEB)	28,00 €	
	2018 - Paul-Elie Gernez (dépot-vente SAMEB)	29,00 €	
	2017 - De Saint Delis (dépot-vente SAMEB)	28,00 €	
	2016 - Etre jeune au temps des Impressionnistes (dépot-vente SAMEB)	20,00 €	
	2014 - Dans l'Intimité d'Eugène Boudin (dépot-vente SAMEB)	24,00 €	
	2013- La magie de l'air et de l'eau-Eugène Boudin ed A propos	12,50€	
	2013 - La Femme et la Mer (dépot-vente SAMEB)	20,00 €	
	2011 - Tempêtes, naufrages et sauvetages en mer (dépot-vente SAMEB)	15,00 €	
	2009 - Les plages de Normandie (1850-1950) (dépot-vente SAMEB)	15,00 €	
	2008 - Albert Besnard (dépot-vente SAMEB)	28,00 €	
	2006 - Le pêcheur en Normandie (dépot-vente SAMEB)	23,00 €	
	1998 - Donation Hambourg-Rachet (dépot-vente SAMEB)	15,00 €	
	La vocation maritime (dépot-vente SAMEB)	15,00 €	
	Catalogue Hambourg (dépot-vente SAMEB)	12,00 €	
	Correspondance d'E. Boudin, Tome 1 (dépot-vente SAMEB)	16,00 €	
	Eugène Boudin, Suivre les nuages le pinceau à la main (Correspondances 1861-1898) (Tome 2 des correspondances) (dépot-vente)	30,00 €	
	Décor impressionnistes (dépot-vente SAMEB)	20,00 €	
	La magie de l'air et de l'eau Eugène Boudin (dépot-vente SAMEB)	12,50 €	
	G. DUCABLE, Adrien Voisard Margerie	28,00 €	
	B. FINDINIER, La Ferme Saint-Siméon	24,00 €	
	O. BLEYS, Pastel	8,90 €	
	C. SCORDIA, Larock-Granoff, histoire d'une galerie	45,00 €	
	La maqie de l'air et de l'eau-Eugène Boudin, éd. A propos	12,50 €	
	Baudelaire Rêver de Honfleur	24,00 €	
	Les plages -Eugène Boudin	20,00 €	
	Les ciels - Eugène Boudin	20,00 €	
	Les Vaches - Eugène Boudin	20,00 €	
	Figaro Hors-série	14,90 €	
LIVRETS BEAUX-ARTS			
	Eugène Boudin, sa vie, son œuvre (dépot-vente SAMEB)	3,00 €	
	Cals, sa vie son œuvre (dépot-vente SAMEB)	3,00 €	
	Dubourg, sa vie, son œuvre (dépot-vente SAMEB)	3,00 €	
	Monet, sa vie son œuvre (dépot-vente SAMEB)	3,00 €	
	Dries 2005 (dépot-vente SAMEB)	3,00 €	
	Lemaître 2009 (dépot-vente SAMEB)	3,00 €	
	Mozin, sa vie, son œuvre (dépot-vente SAMEB)	3,00 €	
	Jongkind, sa vie, son œuvre (dépot-vente SAMEB)	3,00 €	
LIVRETS ARTS-PLASTIQUES & NATURE			
	L. BROISIN SOCH, Fabriquer son matériel d'art avec les ressources de la nature	16,90 €	
	N. GAVARIAN, Teindre avec les plantes	15,90 €	
	C. BRABANT, N. ROSSIGNOL Filer les fibres naturelles	15,90 €	
	E. DUMONT, Encres de plantes	20,00 €	
	H. HACKEL, Guide nature nuaqes et autres phénomènes célestes	12,90 €	
LIVRES EDITIONS PLACE DES VICTOIRES			
	Format moyen	11,95 €	
	Petit format	9,95 €	

OUVRAGES THEME EXPO "Esclavages, mémoires normandes:		
	Catalogue de l'exposition "Esclavage mémoires..."	30,00 €
	Catalogue-ouvrage scientifique exposition "Esclavage mémoires..."	30,00 €
	"Deux graines de cacao"	6,90 €
	"Le fil de l'histoire : l'esclavage"	6,90 €
LIVRES ENFANTS		
	Livre Quelle histoire	5,00 €
	Livre 30 Activités Quelle histoire	6,90 €
	Livre Les GRANDS NAVIGATEURS	8,90 €
	Gisserot apprendre en s'amusant Les coquillages	3,00 €
	Gisserot apprendre en s'amusant les Ports Bateaux	2,00 €
	Gisserot Jeux Je m'amuse avec les Pirates	2,00 €
	Gisserot MÉMO les Nœuds	3,00 €
	Gisserot Les Pêches à pieds	6,00 €
	Gisserot BD Pirates Corsaires et Flibustiers	12,00 €
	Nuinui	11,90 €
	C. LAVAQUERIE KLEIN, L. PAIX-RUSTERHOLTZ, Les artistes et la mer	18,50 €
	S. BORDET-PETILLON, L'art des tout-petits, A la mer	14,90 €
	S. BORDET-PETILLON, L'art des tout-petits, Mon premier imagier	18,90 €
	S. BORDET-PETILLON, L'art des tout-petits, Les couleurs	14,90 €
	S. BORDET-PETILLON, L'art des tout-petits, Les formes	14,90 €
	S. BORDET-PETILLON, L'art des tout-petits, Les quatre saisons	14,90 €
	Je découvre l'art en jouant (architecture, peinture, musique, littérature, cinéma, sculpture, théâtre)	12,80 €
	H. TULLET, L'art au hasard	19,95 €
	S. GOZANSKY, Mon premier livre d'art : l'amitié	17,95 €
	H. TULLET, Jeu de sculpture	9,95 €
	S. LEDU, S. FRATTINI, L'histoire de l'art, de cro-magnon jusqu'à toi	15,50 €
	B. LE LOARER, Les impressionnistes	9,50 €
	C. LARROCHE, L'art à colorier pour les tout-petits	6,95 €
	A. WEISS, Les impressionnistes, l'art à colorier	14,95 €
	S. ANDREWS, Tralal'art, Petit Monet	10,90 €
	S. ANDREWS, Tralal'art, Les jouets	10,90 €
	S. DELACROIX, Heure de la sieste	13,00 €
	F. JOLY, Le super pouvoir des couleurs	15,50 €
	M.-C. MALLARD, Pastelle et le club de la violette, 1. Le mystère de la fleur d'or	14,90 €
	M.-C. MALLARD, Pastelle et le club de la violette, 2. La magie du triangle bleu	14,90 €
	M.-C. MALLARD, Pastelle et le club de la violette, 3. Le secret de la rose pourpre	14,90 €
	Comment amuser ses enfants au musée - minus éditions	9,90 €
	J. GUILLEM, Atlas des nuages	19,50 €
LIVRES SUR SATIE		
	Catalogue Maisons Satie	11,00 €
	"Le pêcheur d'étoiles"	9,50 €
	"Monsieur Satie, l'homme qui avait un petit piano dans la tête" aux éditions Didier Jeunesse (livre et CD)	24,90 €
	Erik Satie, correspondances presque complètes aux éditions Fayard/IMEC	52,00 €
	Partitions intégrales gymnopédies et gnossiennes	18,00 €
	Biographie GINER	25,00 €
	Livre sonore pour enfants "Je découvre Satie"	12,30 €
	"Pas comme tout le monde Monsieur Satie"	18,00 €
	S. ANDREWS, Erik Satie	13,90 €
	BD Bastien LOUKIA, Satie	19,00 €
	Le Château de M. Gymnopède avec Erik Satie	12,90 €
	Les parapluies d'Erik Satie, éditions Gallimard	8,00 €
	Les raisonnements d'un têtù, Erik Satie, Voix d'encre	17,00 €
	Erik Satie de A à Z, Un musicien à la plume fantasque, Flammarion	20,00 €
	Biographie Erik Satie, Christian Wasselin, Folio	10,50 €
	Erik Satie Supersoniques, De Alain Huck, Célia Houdart, Philharmonie	13,00 €
	Erik Satie, De Rollo Myers, Gallimard	8,30 €
	Écrits, Erik Satie, de VOLTA Ornella (dépôt-vente éd. Ivrea)	32,00 €
BOISSONS		
BOISSONS CHAUDES		
	thé / infusion en sachet	2,00 €
	café	2,00 €
SOFTS		
	jus de fruit	2,00 €
	eau gazeuse	2,00 €
	boisson gazeuse	2,00 €

DÉPARTEMENT
DU
CALVADOS

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MAIRIE DE HONFLEUR

ARRONDISSEMENT
DE
LISIEUX

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du MARDI 09 DECEMBRE 2025

Date de
convocation :

1^{er} décembre 2025

Affichée le :

1^{er} décembre 2025

Date de
publication de la
délibération

16/12/2025

Nombre de
délégués

En exercice : 29

Présents : 24

Votants : 26

L'an deux mil vingt-cinq, le mardi 09 décembre, à 18h30, le Conseil Municipal de la ville de Honfleur, légalement convoqué, s'est réuni en session ordinaire, dans le petit grenier à sel, sous la présidence de Monsieur Michel LAMARRE, maire.

Étaient présents :

M. Michel LAMARRE, maire
M. ALVAREZ, Mme LEMONNIER, M. PUBREUIL, Mme FLEURY, M. BARQI, Mme SAUSSEAU, M. HAMEL adjoints
M. ROTROU, maire délégué de Vasouy
M. ALLEAUME, Mme PONS, M. AUBREE, Mme GESLIN, Mme BARRÉ, M. BREVAL, Mme SALE, M. BUISSON, Mme THOMAS, M. NAVIAUX, Mme HARREAU, M. AMBOS, Mme LALART, Mme HERON-BUDIN, Mme GALOCHER, conseillers municipaux

Absents :

Mme GROS, M. LANGIN, conseillers municipaux

Absents et excusés

M. ARNAUD, conseiller municipal

Absents et excusés ayant donné pouvoir :

Mme THEVENIN (pouvoir à Mme LEMONNIER), M. SAUDIN (pouvoir à Mme HERON-BUDIN) conseillers municipaux

Madame LEMONNIER a été élue secrétaire de séance.

Gratification avec certains articles et produits dérivés (goodies) issus des boutiques des musées de Honfleur (Maisons Satie, musée d'ethnographie, musée de la marine, Lieutenance et musée Eugène-Boudin)

Rapporteur : Catherine Fleury, Adjointe au Maire

Les musées de Honfleur (Maisons Satie, musée d'ethnographie, musée de la marine, Lieutenance et musée Eugène-Boudin) participent régulièrement à des actions culturelles et de médiation, contribuant à la valorisation les activités des musées et à la promotion de la connaissance artistique et historique du territoire.

Ces actions peuvent se présenter sous différentes formes :

- Des actions de communication institutionnelle de la commune,
- Des événements municipaux (cérémonies, inaugurations, animations culturelles, accueils officiels...),
- Des actions de partenaires locaux visant à promouvoir l'offre culturelle du territoire.

Considérant l'intérêt de promouvoir les activités des structures culturelles de Honfleur, il est proposé au Conseil Municipal d'autoriser la mise en gratuité d'articles et de produits dérivés issus des boutiques des musées.

Dans cette optique, il convient de délibérer sur la possibilité de sortir gratuitement du stock des boutiques des musées quelques articles et produits dérivés (goodies tels que cartes postales, marque-pages, affiches, petits objets promotionnels...), à certaines occasions.

Le 31 octobre dernier, s'est déroulé le colloque « Satie 2025, cent ans d'héritage », à la médiathèque Maurice Delange et au musée Eugène-Boudin et lors duquel il a été offert à l'ensemble des 12 intervenants un kit contenant :

- 1 tote bag
- 1 marque-page de l'exposition « Erik Satie, l'esprit symphonique, le courage artistique »
- 1 carnet
- 1 stylo
- 1 éco cup de l'exposition « Erik Satie, l'esprit symphonique, le courage artistique »

Par ailleurs, 2 affiches de l'exposition « Erik Satie, l'esprit symphonique, le courage artistique » ont été données aux concertistes qui se sont produites au musée Eugène-Boudin.

Considérant que dans ce cadre, la distribution gratuite de certains articles ou produits dérivés (goodies) des boutiques des musées peut contribuer à la valorisation des actions culturelles et à la visibilité des structures ;

Considérant que ces dons doivent être encadrés afin de préserver la bonne gestion des stocks et la transparence des opérations ;

VU la délibération du Conseil Municipal du 14 octobre 2025, actualisant les tarifs des articles vente au sein des boutiques des musées et de la Lieutenance,

CONSIDÉRANT l'intérêt

- D'autoriser les boutiques des musées de Honfleur (Maisons Satie, musée d'ethnographie, musée de la marine, Lieutenance et musée Eugène-Boudin) à procéder, à titre exceptionnel et dans un but culturel, à la distribution gratuite de certains articles issus des boutiques des musées,
- D'enregistrer ces dons dans un état de sortie de stock, par la boutique du musée concerné.

Après en avoir délibéré,

Le Conseil Municipal, à l'unanimité,

- **Autorise les boutiques des musées de Honfleur (Maisons Satie, musée d'ethnographie, musée de la marine, Lieutenance et musée Eugène-Boudin) à procéder, à titre exceptionnel et dans un but culturel, à la distribution gratuite de certains articles issus des boutiques des musées,**
- **Demande l'enregistrement de ces dons dans un état de sortie de stock, par la boutique du musée concerné.**

Le Maire,

Michel LAMARRE



DÉPARTEMENT
DU
CALVADOS

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MAIRIE DE HONFLEUR

ARRONDISSEMENT
DE
LISIEUX

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du MARDI 09 DECEMBRE 2025

Date de
convocation :

1^{er} décembre 2025

Affichée le :

1^{er} décembre 2025

Date de
publication de la
délibération

16/12/2025

Nombre de
délégués

En exercice : 29

Présents : 24

Votants : 26

L'an deux mil vingt-cinq, le mardi 09 décembre, à 18h30, le Conseil Municipal de la ville de Honfleur, légalement convoqué, s'est réuni en session ordinaire, dans le petit grenier à sel, sous la présidence de Monsieur Michel LAMARRE, maire.

Étaient présents :

M. Michel LAMARRE, maire
M. ALVAREZ, Mme LEMONNIER, M. PUBREUIL, Mme FLEURY, M. BARQI, Mme SAUSSEAU, M. HAMEL adjoints
M. ROTROU, maire délégué de Vasouy
M. ALLEAUME, Mme PONS, M. AUBREE, Mme GESLIN, Mme BARRÉ, M. BREVAL, Mme SALE, M. BUISSON, Mme THOMAS, M. NAVIAUX, Mme HARREAU, M. AMBOS, Mme LALART, Mme HERON-BUDIN, Mme GALOCHER, conseillers municipaux

Absents :

Mme GROS, M. LANGIN, conseillers municipaux

Absents et excusés

M. ARNAUD, conseiller municipal

Absents et excusés ayant donné pouvoir :

Mme THEVENIN (pouvoir à Mme LEMONNIER), M. SAUDIN (pouvoir à Mme HERON-BUDIN) conseillers municipaux

Madame LEMONNIER a été élue secrétaire de séance.

Actualisation des tarifs de location des chalets et autres droits de place

Rapporteur : Patricia Sausseau, Adjointe au Maire

VU la délibération 2024.109 du Conseil Municipal du 10 décembre 2024 actualisant les tarifs à compter du 1^{er} janvier 2025 ;

CONSIDÉRANT la nécessité d'actualiser la tarification des chalets et des emplacements pour le marché de Noël, afin de mieux compenser les dépenses liées à l'organisation de cette manifestation ;

CONSIDÉRANT qu'il est souhaitable de simplifier et d'harmoniser les tarifs applicables aux commerçants et exposants ;

Il est proposé au conseil municipal d'appliquer les tarifs suivants pour la location de chalets ou pour des emplacements pour les manifestations organisées par la Ville, telles que le marché de Noël ou la fête de la coquille et de la pêche ;

- Commerçant occupant un chalet à temps plein : 35 € par jour
- Commerçant occupant un chalet de façon épisodique (occupation minimum de 3 jours) : 50 € par jour
- Location d'un emplacement sans chalet : 20 € par jour

Après en avoir délibéré,
Le Conseil Municipal, à l'unanimité,

- Actualise les tarifs tels que présentés ci-dessus, avec effet à compter du 10 décembre 2025.

Le Maire,

Michel LAMARRE



DÉPARTEMENT
DU
CALVADOS

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MAIRIE DE HONFLEUR

ARRONDISSEMENT
DE
LISIEUX

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du MARDI 09 DECEMBRE 2025

Date de
convocation :

1^{er} décembre 2025

Affichée le :

1^{er} décembre 2025

Date de
publication de la
délibération

16/12/2025

Nombre de
délégués

En exercice : 29

Présents : 24

Votants : 26

L'an deux mil vingt-cinq, le mardi 09 décembre, à 18h30, le Conseil Municipal de la ville de Honfleur, légalement convoqué, s'est réuni en session ordinaire, dans le petit grenier à sel, sous la présidence de Monsieur Michel LAMARRE, maire.

Étaient présents :

M. Michel LAMARRE, maire
M. ALVAREZ, Mme LEMONNIER, M. PUBREUIL, Mme FLEURY, M. BARQI, Mme SAUSSEAU, M. HAMEL adjoints
M. ROTROU, maire délégué de Vasouy
M. ALLEAUME, Mme PONS, M. AUBREE, Mme GESLIN, Mme BARRÉ, M. BREVAL, Mme SALE, M. BUISSON, Mme THOMAS, M. NAVIAUX, Mme HARREAU, M. AMBOS, Mme LALART, Mme HERON-BUDIN, Mme GALOCHER, conseillers municipaux

Absents :

Mme GROS, M. LANGIN, conseillers municipaux

Absents et excusés

M. ARNAUD, conseiller municipal

Absents et excusés ayant donné pouvoir :

Mme THEVENIN (pouvoir à Mme LEMONNIER), M. SAUDIN (pouvoir à Mme HERON-BUDIN) conseillers municipaux

Madame LEMONNIER a été élue secrétaire de séance.

Demande de subvention 2025 de l'association « ELA »

Rapporteur : Nicolas Pubreuil, Adjoint au Maire

Fondée en 1992, l'association Européenne contre les leucodystrophies (ELA), regroupe des familles qui se mobilisent pour vaincre ces maladies génétiques rares qui affectent la gaine des nerfs du système nerveux et qui engendrent des situations de handicap très lourds.

Depuis 1994, l'opération citoyenne METS TES BASKETS ET BATS LA MALADIE, soutenue chaque année par le ministère de l'éducation nationale et de la jeunesse et agréée depuis 2020, est proposée aux établissements scolaires pour permettre à l'association, partout en France, de sensibiliser les jeunes à la maladie, au handicap et de récolter les fonds nécessaires pour soutenir ses missions de développement, de la recherche médicale et d'accompagnement des familles touchées par une leucodystrophie.

Au cours de l'année scolaire 2024-2025, ce sont plus de 583 000 élèves de tous niveaux qui se sont impliqués dans l'opération. A Honfleur, ce sont notamment 120 élèves de l'école Champlain qui y ont participé.

L'association ELA sollicite la Ville de Honfleur afin d'obtenir une aide financière d'un montant de 300 €.

Pour mémoire, en 2024, la ville avait versé une subvention de 300 €.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L. 1611-4, L. 2121-29, L. 2311-7,

Vu la loi 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, et notamment ses articles 9-1 et suivants,

Vu la loi du 1^{er} juillet 1901 relative au contrat d'association,

VU la demande présentée par l'association « ELA »,

Il est proposé au Conseil Municipal d'attribuer à l'association « ELA » une subvention de 300 €, la dépense pouvant être imputée sur le budget 2025 à la nature 65748.

Après en avoir délibéré,

Le Conseil Municipal, à l'unanimité,

- **Décide d'attribuer une subvention de 300 € à l'association « ELA »**
- **Autorise Monsieur le Maire, ou son représentant, à faire mandater au représentant de cette association ce montant.**

Le Maire,

Michel LAMARRE



DÉPARTEMENT
DU
CALVADOS

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MAIRIE DE HONFLEUR

ARRONDISSEMENT
DE
LISIEUX

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du MARDI 09 DECEMBRE 2025

Date de
convocation :

1^{er} décembre 2025

Affichée le :

1^{er} décembre 2025

Date de
publication de la
délibération

16/12/2025

Nombre de
délégués

En exercice : 29

Présents : 24

Votants : 26

L'an deux mil vingt-cinq, le mardi 09 décembre, à 18h30, le Conseil Municipal de la ville de Honfleur, légalement convoqué, s'est réuni en session ordinaire, dans le petit grenier à sel, sous la présidence de Monsieur Michel LAMARRE, maire.

Étaient présents :

M. Michel LAMARRE, maire
M. ALVAREZ, Mme LEMONNIER, M. PUBREUIL, Mme FLEURY, M. BARQI, Mme SAUSSEAU, M. HAMEL adjoints
M. ROTROU, maire délégué de Vasouy
M. ALLEAUME, Mme PONS, M. AUBREE, Mme GESLIN, Mme BARRÉ, M. BREVAL, Mme SALE, M. BUISSON, Mme THOMAS, M. NAVIAUX, Mme HARREAU, M. AMBOS, Mme LALART, Mme HERON-BUDIN, Mme GALOCHER, conseillers municipaux

Absents :

Mme GROS, M. LANGIN, conseillers municipaux

Absents et excusés

M. ARNAUD, conseiller municipal

Absents et excusés ayant donné pouvoir :

Mme THEVENIN (pouvoir à Mme LEMONNIER), M. SAUDIN (pouvoir à Mme HERON-BUDIN) conseillers municipaux

Madame LEMONNIER a été élue secrétaire de séance.

Demande de subvention 2025 de l'association « APE Les Petits Monets d'Honfleur »

Rapporteur : Nicolas Pubreuil, Adjoint au Maire

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L. 1611-4, L. 2121-29, L. 2311-7,

Vu la délibération du 1^{er} avril 2025 adoptant le budget primitif 2025,

CONSIDERANT que l'Association « APE Les Petits Monets d'Honfleur » sollicite la Ville de Honfleur afin d'obtenir une aide financière.

CONSIDERANT que cette association apporte une aide matérielle et financière à l'école Claude Monet notamment en recueillant des fonds par le biais de diverses actions ; animer la communauté de parents afin de créer du lien entre les divers acteurs de la sphère scolaire et périscolaire.

Il est proposé au Conseil Municipal d'attribuer à l'association « APE Les Petits Monets d'Honfleur » une subvention de 700 €, la dépense pouvant être imputée sur le budget 2025 à la nature 65748.

Après en avoir délibéré,
Le Conseil Municipal, à l'unanimité,

- Décide d'attribuer une subvention de 700 € à l'association « APE Les Petits Monets d'Honfleur ».
- Autorise Monsieur le Maire, ou son représentant, à faire mandater au représentant de cette association ce montant.

Le Maire,

Michel LAMARRE



DÉPARTEMENT
DU
CALVADOS

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MAIRIE DE HONFLEUR

ARRONDISSEMENT
DE
LISIEUX

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du MARDI 09 DECEMBRE 2025

Date de
convocation :

1^{er} décembre 2025

Affichée le :

1^{er} décembre 2025

Date de
publication de la
délibération

16/12/2025

Nombre de
délégués

En exercice : 29

Présents : 24

Votants : 26

L'an deux mil vingt-cinq, le mardi 09 décembre, à 18h30, le Conseil Municipal de la ville de Honfleur, légalement convoqué, s'est réuni en session ordinaire, dans le petit grenier à sel, sous la présidence de Monsieur Michel LAMARRE, maire.

Étaient présents :

M. Michel LAMARRE, maire
M. ALVAREZ, Mme LEMONNIER, M. PUBREUIL, Mme FLEURY, M. BARQI, Mme SAUSSEAU, M. HAMEL adjoints
M. ROTROU, maire délégué de Vasouy
M. ALLEAUME, Mme PONS, M. AUBREE, Mme GESLIN, Mme BARRÉ, M. BREVAL, Mme SALE, M. BUISSON, Mme THOMAS, M. NAVIAUX, Mme HARREAU, M. AMBOS, Mme LALART, Mme HERON-BUDIN, Mme GALOCHER, conseillers municipaux

Absents :

Mme GROS, M. LANGIN, conseillers municipaux

Absents et excusés

M. ARNAUD, conseiller municipal

Absents et excusés ayant donné pouvoir :

Mme THEVENIN (pouvoir à Mme LEMONNIER), M. SAUDIN (pouvoir à Mme HERON-BUDIN) conseillers municipaux

Madame LEMONNIER a été élue secrétaire de séance.

Demande de subvention 2025 - Association Normandy's Travellers – projet 4L Trophy

Rapporteur : Nicolas Pubreuil, Adjoint au Maire

Le 4L Trophy est le plus grand raid étudiant d'Europe : 1 200 équipages, tous au volant de la mythique Renault 4L, traversent la France, l'Espagne et le désert marocain pour une aventure humaine et solidaire unique.

Contrairement à une course de vitesse, le 4L Trophy est avant tout une course d'orientation. Munis uniquement d'une carte et d'une boussole, les équipages doivent rejoindre différents points de passage en parcourant le moins de kilomètres possibles. Au-delà du défi sportif, le 4L Trophy porte aussi une mission humanitaire grâce aux associations partenaires, qui donne tout son sens à cette expérience unique. (cf. document joint)

Deux étudiants ont créé une association Loi 1901 et participent à la 29^e édition en partant le samedi 14 février 2026 de Honfleur en 4L pour le Maroc.

Ils ont aujourd'hui une voiture ; Laurent SENEAL est partenaire pour la mécanique ; et disposent de 5 000 € sur les 12 000 € de leur prévisionnel.

Pour les écoles de Honfleur, ils vont réaliser un reportage de leur périple, projet pédagogique autour du thème de l'amitié et de la solidarité.

L'association Normandy's Travellers sollicite la Ville de Honfleur afin d'obtenir une aide financière afin de participer au 4L Trophy.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la Loi 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, et notamment ses articles 9-1 et suivants,

VU la Loi du 1^{er} juillet 1901 relative au contrat d'association,

CONSIDERANT la demande présentée par l'association Normandy's Travellers,

Il est proposé au Conseil Municipal d'attribuer à l'association Normandy's Travellers une subvention de 500 €, la dépense pouvant être imputée sur le budget 2025 à la nature 65748.

Après en avoir délibéré,

Le Conseil Municipal, à l'unanimité,

- Décide d'attribuer une subvention de 500 € à l'association Normandy's Travellers afin de participer au 4L Trophy en février 2026 au Maroc.
- Autorise Monsieur le Maire, ou son représentant, à faire mandater au représentant de cette association ce montant.

Le Maire,

Michel LAMARRE



DÉPARTEMENT
DU
CALVADOS

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MAIRIE DE HONFLEUR

ARRONDISSEMENT
DE
LISIEUX

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du MARDI 09 DECEMBRE 2025

Date de
convocation :

1^{er} décembre 2025

Affichée le :

1^{er} décembre 2025

Date de
publication de la
délibération

16/12/2025

Nombre de
délégués

En exercice : 29

Présents : 24

Votants : 26

L'an deux mil vingt-cinq, le mardi 09 décembre, à 18h30, le Conseil Municipal de la ville de Honfleur, légalement convoqué, s'est réuni en session ordinaire, dans le petit grenier à sel, sous la présidence de Monsieur Michel LAMARRE, maire.

Étaient présents :

M. Michel LAMARRE, maire
M. ALVAREZ, Mme LEMONNIER, M. PUBREUIL, Mme FLEURY, M. BARQI, Mme SAUSSEAU, M. HAMEL adjoints
M. ROTROU, maire délégué de Vasouy
M. ALLEAUME, Mme PONS, M. AUBREE, Mme GESLIN, Mme BARRÉ, M. BREVAL, Mme SALE, M. BUISSON, Mme THOMAS, M. NAVIAUX, Mme HARREAU, M. AMBOS, Mme LALART, Mme HERON-BUDIN, Mme GALOCHER, conseillers municipaux

Absents :

Mme GROS, M. LANGIN, conseillers municipaux

Absents et excusés

M. ARNAUD, conseiller municipal

Absents et excusés ayant donné pouvoir :

Mme THEVENIN (pouvoir à Mme LEMONNIER), M. SAUDIN (pouvoir à Mme HERON-BUDIN) conseillers municipaux

Madame LEMONNIER a été élue secrétaire de séance.

Adhésion au réseau français des professionnels des musées, ICOM (International Council of Museum), pour les musées de Honfleur

Rapporteur : Catherine Fleury, Adjointe au maire

ICOM France est le réseau français des professionnels des musées, qui œuvre à la promotion des musées, représente les professionnels de musées et accompagne chacun dans ses missions professionnelles, pour un meilleur service éducatif et culturel du plus grand nombre : gestion des collections, médiation et accueil de publics élargis, formation et intégration de nouveaux métiers, adoption des nouvelles technologies, recherche de financement...

ICOM France est la section française de l'ICOM international, organisation non gouvernementale de référence qui a fêté en 2021 ses 75 ans.

L'adhésion à ICOM France permet d'accéder, sans surcoût, au réseau d'ICOM International et à ses 34 comités internationaux qui représentent différents types de collections et disciplines muséales, permettant ainsi de : recevoir les dernières actualités des comités internationaux et avoir accès à leurs publications et newsletters, participer à leurs réunions annuelles et autres activités en bénéficiant de tarifs préférentiels, participer aux discussions entre professionnels du Comité international, prendre part aux activités organisées avec d'autres Comités internationaux, autres comités nationaux de l'ICOM ou d'autres organisations, rejoindre des groupes d'intérêts ou des groupes de travail de certains Comités internationaux.

Cette adhésion permettra aussi de bénéficier de l'ensemble des activités, événements et publications d'ICOM France et du réseau ICOM : assister aux événements sur les questions d'actualité et de fond sur l'évolution des musées, rencontrer les professionnels de tous les types de musées en France, développer un réseau professionnel et échanger des expériences et bonnes pratiques, bénéficier de la carte ICOM, d'avoir un accès privilégié au site internet ICOM afin de communiquer, publier et partager les actualités dans l'Agenda du site.

Le montant annuel de l'adhésion est de 650 euros (cf. tableau des catégories classées selon le montant du budget de fonctionnement de l'institution, hors salaires).

CONSIDÉRANT l'intérêt d'adhérer à ce réseau de professionnels des musées,

Il est proposé au Conseil Municipal :

- De valider l'adhésion au réseau ICOM France, pour un montant annuel de 650 euros.

Après en avoir délibéré,

Le Conseil Municipal, à l'unanimité,

- Valide le principe de l'adhésion au réseau ICOM France, pour un montant annuel de 650 euros.
- Autorise Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tous les actes afférents.

Le Maire,

Michel LAMARRE



MAIRIE DE HONFLEUR

ARRONDISSEMENT
DE
LISIEUXEXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPALSéance du MARDI 09 DECEMBRE 2025Date de
convocation :1^{er} décembre 2025Affichée le :1^{er} décembre 2025Date de
publication de la
délibération

16/12/2025

Nombre de
déléguésEn exercice : 29Présents : 24Votants : 24

L'an deux mil vingt-cinq, le mardi 09 décembre, à 18h30, le Conseil Municipal de la ville de Honfleur, légalement convoqué, s'est réuni en session ordinaire, dans le petit grenier à sel, sous la présidence de Monsieur Michel LAMARRE, maire.

Étaient présents :

M. Michel LAMARRE, maire
M. ALVAREZ, Mme LEMONNIER, M. PUBREUIL, Mme FLEURY, M. BARQI, Mme SAUSSEAU, M. HAMEL adjoints
M. ROTROU, maire délégué de Vasouy
M. ALLEAUME, Mme PONS, M. AUBREE, Mme GESLIN, Mme BARRÉ, M. BREVAL, Mme SALE, M. BUISSON, Mme THOMAS, M. NAVIAUX, Mme HARREAU, M. AMBOS, Mme LALART, Mme HERON-BUDIN, Mme GALOCHER, conseillers municipaux

Absents :

Mme GROS, M. LANGIN, conseillers municipaux

Absents et excusés

M. ARNAUD, conseiller municipal

Absents et excusés ayant donné pouvoir :

Mme THEVENIN (pouvoir à Mme LEMONNIER), M. SAUDIN (pouvoir à Mme HERON-BUDIN) conseillers municipaux

Madame LEMONNIER a été élue secrétaire de séance.

Convention Pluriannuelle d'Objectifs et de Moyens du centre social JSF 2026-2029

Rapporteur : Nourdine Barqi, Adjoint au Maire

Depuis de nombreuses années, la Ville de Honfleur apporte un soutien financier régulier à l'association Jeunes-Séniors-Familles (JSF).

En 2022, la CCPHB et la Ville de Honfleur ont souhaité renforcer le suivi des actions de l'association en instaurant une convention tripartite triennale (Ville de Honfleur – CCPHB – JSF). Cette convention a fait l'objet d'un avenant de durée, visant à assurer une cohérence entre le conventionnement passé entre la Caisse d'Allocations Familiales et JSF et celui conclu entre les collectivités et JSF.

La convention étant arrivée à son terme, il est proposé de conclure une nouvelle Convention Pluriannuelle d'Objectifs et de Moyens (CPOM) pour une durée de quatre ans. Cette CPOM définira les objectifs, les moyens mobilisés, les engagements réciproques ainsi que les conditions de suivi et d'évaluation des actions menées par l'association au sein du quartier prioritaire de la politique de la ville situé à Honfleur (Canteloup – Marronniers – Buquet – Champlain).

VU la convention tripartite liant la Ville de Honfleur, la CCPHB et l'association Jeunes-Séniors-Familles, signée en 2022 et arrivée à échéance,

VU l'avenant conclu afin d'assurer l'adéquation entre la convention CAF dont bénéficie l'association et les conventions passées avec les collectivités,

CONSIDERANT que la Ville de Honfleur soutient financièrement, depuis de nombreuses années, l'association JSF pour ses actions menées dans le quartier prioritaire de la politique de la ville,

CONSIDERANT la nécessité d'assurer un cadre stable et partagé pour le pilotage, le suivi, l'évaluation et le financement des actions conduites par l'association,

CONSIDERANT que la mise en place d'une nouvelle CPOM pour quatre années permettra de définir les objectifs à atteindre, les moyens mobilisés, les engagements réciproques des partenaires ainsi que les modalités de suivi et de contrôle,

CONSIDERANT que la Ville de Honfleur propose de maintenir sa participation financière à hauteur de 40 000 € par an, sur la période 2026-2029,

CONSIDERANT que la collectivité se réserve le droit de suspendre le versement de la subvention en cas d'inexécution des engagements prévus dans la convention.

Après en avoir délibéré,

Le Conseil Municipal, à l'unanimité des votants - Madame PONS et Madame THOMAS n'ont pas pris part au vote (membres CA de JSF),

- **APPROUVE** le projet de convention pluriannuelle d'objectifs et de moyens liée à l'association JSF (joint en annexe).
- **AUTORISE** Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tous les actes afférents à sa mise en œuvre.
- **ACCEPTE** la participation financière s'élevant à 40 000€ par an de 2026 à 2029.

Le Maire,

Michel LAMARRE





CONVENTION PLURIANNUELLE D'OBJECTIFS ET DE MOYENS

ENTRE

La Ville de Honfleur, représentée par Monsieur Felipe ALVAREZ, Adjoint au Maire, agissant en vertu de la délibération du 9 décembre 2025, et désignée sous le terme « la Ville »,

ET

La Communauté de Communes du Pays de Honfleur-Beuzeville, représentée par son président Monsieur LAMARRE Michel, agissant en vertu de la délibération du 16 décembre 2025, et désignée sous le terme « CCPHB »,

ET

L'Association Jeunes, Séniors, Familles (JSF), association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901, dont le siège social est situé avenue du Canteloup 14 600 Honfleur, représentée par la responsable légale Madame PONS Catherine dûment mandatée par délibération du Conseil d'Administration en date du 25 novembre 2025, et désignée sous le terme « JSF »,

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques

Vu le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 portant application de cette loi

Vu le projet social conclu entre JSF et la Caisse d'Allocations Familiales

Vu la loi n° 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine

Vu la loi n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 de finances pour 2019

Vu l'objet statutaire et le projet associatif de l'Association

Il a été exposé et convenu ce qui suit :

PREAMBULE

Considérant le rôle majeur des centres sociaux dans le lien entre les citoyens et leur territoire ;

Considérant l'existence d'un Quartier Politique de la Ville sur Honfleur, le Canteloup-Marronniers, Champlain-Buquet ;

Considérant la compétence Politique de la Ville de la Communauté de Communes du Pays de Honfleur-Beuzeville ;

Considérant l'intérêt que porte la Ville de Honfleur pour le Quartier Canteloup-Marronniers, Champlain-Buquet ;

Considérant le renouvellement de la convention pluriannuelle d'objectifs et de moyens 2026-2029 conclue entre JSF et la CAF dont l'objet consiste à fixer le projet social définissant les objectifs à poursuivre par l'association (ci-jointe) ;

Considérant le projet social de JSF ;

Considérant le rôle du centre social JSF au sein, en particulier, du Quartier Prioritaire de la Politique de la Ville et au sein de la Communauté de Communes du Pays de Honfleur-Beuzeville, en termes de lien social, d'équipements de proximité et d'animation globale de la vie sociale au sein du Canteloup-Marronniers, de la ville de Honfleur et de la Communauté de Communes du Pays de Honfleur-Beuzeville ;

Considérant que les projets initiés et conçus par l'Association JSF sont d'intérêt général et conformes à son objet statutaire ;

Considérant que JSF est un acteur du Contrat de Ville du quartier prioritaire de Honfleur ;

Considérant les difficultés conjoncturelles et structurelles rencontrées par l'Association ;

La Ville de Honfleur et la CCPHB souhaitent apporter leur soutien au centre social JSF par l'élaboration d'une Convention Pluriannuelle d'Objectifs et de Moyens (CPOM) tripartite permettant la contractualisation d'un financement pérenne de droit commun et d'objectifs partagés d'évolution de l'association JSF.

DISPOSITIONS

ARTICLE 1^{er} : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de fixer les modalités de partenariat entre la Ville de Honfleur, la Communauté de Communes du Pays de Honfleur-Beuzeville et l'Association JSF, se caractérisant par la détermination :

- D'objectifs communs ;
- D'engagements réciproques ;
- De moyens alloués par la Ville de Honfleur et la CCPHB ;
- D'une évaluation des actions réalisées dans ce cadre.

ARTICLE 2 – PRINCIPE DE LA CONVENTION

La présente convention constitue un cadre de partenariat pluriannuel, qui peut faire l'objet d'un avenant annuel en cas d'actualisation des objectifs de chacune des parties et/ou des moyens financiers alloués au centre social JSF.

ARTICLE 3 – OBJECTIFS DE LA VILLE ET DE LA CCHPB

La Ville de Honfleur possède la compétence « Affaires Scolaires » et agit dans ce cadre pour le développement d'un meilleur partenariat entre les collectivités et l'Education Nationale.

La Ville de Honfleur possède un Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (CLSPD) dont l'objectif est d'agir en matière de prévention des troubles à l'ordre public et des violences intrafamiliales.

La CCPHB est compétente en matière de politique de la ville qu'elle pilote aux côtés de la Ville de Honfleur. Dans le cadre de cette compétence, les collectivités ont pour objectif de développer l'animation de la vie sociale, de renforcer la participation des habitants au projet de renouvellement urbain en cours et de dynamiser le quartier en lien étroit avec les acteurs locaux. Enfin, les collectivités œuvrent pour le développement d'une communication solide entre habitants et acteurs locaux.

Dans le cadre de sa compétence Enfance et Jeunesse, la CCPHB porte un Projet Educatif Local dont la mise en œuvre nécessite un partenariat avec les différents acteurs socio-éducatifs.

Enfin, la CCPHB œuvre dans les champs de la prévention et de la promotion de la santé, en particulier sur les thématiques alimentation, sport, addictions et santé mentale.

ARTICLE 4 – OBJECTIFS DE L'ASSOCIATION JSF

Le centre social est un équipement de proximité à vocation **globale, familiale et intergénérationnelle**, implanté sur le territoire de Honfleur et de la CCPHB.

Il constitue un **espace de vie sociale** ouvert à l'ensemble des habitants, et plus particulièrement aux

populations des **quartiers prioritaires politiques de la ville**, dans un objectif de **cohésion sociale, de solidarité et de participation citoyenne**.

Sa mission principale est de **favoriser le développement du lien social et la participation des habitants**, en contribuant au **développement social local** du territoire, en partenariat étroit avec la **Caisse d'Allocations Familiales**, la **Mairie** de Honfleur et la **Communauté de Communes** du Pays de Honfleur-Beuzeville

Article 4.1 : Accueillir, écouter et orienter les habitants

- Le centre social assure une **fonction d'accueil inconditionnel** et de **proximité**, accessible à tous les publics. Il offre un lieu d'écoute, d'information et d'orientation vers les services, droits et dispositifs adaptés, tout en favorisant la médiation entre les habitants et les institutions.

Article 4.2 : Soutenir les familles et renforcer les solidarités

- Il accompagne les familles à travers des actions de **soutien à la parentalité**, de **socialisation** et d'**entraide intergénérationnelle**. Il contribue à la **lutte contre l'isolement** et au renforcement des solidarités locales, en favorisant la participation de tous à la vie collective.

Article 4.3 : Favoriser la participation et le pouvoir d'agir des habitants

- Le Centre Social offre un accueil de proximité permanent pour les parents et leurs enfants sur des ateliers de loisirs éducatifs.

Article 4.4 : Contribuer à l'insertion sociale et professionnelle

- Par des actions d'accompagnement, de formation, d'accès aux droits et à l'emploi, le centre social participe à la **promotion de l'autonomie** et à l'**insertion sociale et économique** des habitants, en lien avec les acteurs locaux de l'emploi et de la formation.

Article 4.5 : Animer la vie locale et renforcer la cohésion territoriale

- Véritable **acteur du développement social local**, le centre social contribue à l'animation de la vie associative, culturelle et citoyenne du territoire. Il veille à valoriser les ressources locales, à encourager la coopération entre les partenaires, et à promouvoir les **valeurs de solidarité, de respect, de laïcité et d'ouverture**.

Article 4.6 : Mission de veille informative

- **Informations** : JSF assurera une veille informative sur la vie du quartier et son évolution dans le cadre de sa recomposition urbaine et sociale. Cette veille devra être relayée aux partenaires municipaux, institutionnels et instances, notamment concernant les informations de la vie du quartier et les besoins exprimés en termes de service à la population.

ARTICLE 5 – ENGAGEMENTS DE LA CONVENTION

Article 5.1 : Les engagements de l'Association Jeunes, Séniors, Familles

L'Association JSF s'engage à :

- **Associer la Ville et la CCPHB dans ses instances de travail ;**
- **Mettre en place les préconisations du DLA ;**
- **Participer aux différentes instances relevant du contrat de ville ;**
- **Participer activement au fonctionnement du Conseil Citoyen** notamment par la représentation de JSF par un membre du Conseil d'Administration et/ou de sa direction aux réunions du Conseil ;
- **Développer une logique de partenariat opérationnel avec le CCAS de la ville de Honfleur et le pôle Enfance et Jeunesse de la CCPHB ;**
- **Associer la Ville et la CCPHB, en tant que collectivités partenaires, en amont de l'élaboration de ses actions ;**
- **Développer des actions répondant aux besoins des habitants tout en tenant compte de l'offre existante sur le territoire ;**
- **Fournir, chaque année, un bilan détaillé d'activité de l'année précédente, le rapport moral de la dernière assemblée générale ordinaire et un projet d'activités pour l'exercice suivant ;**
- **Respecter les dispositions légales relatives aux obligations comptables des structures associatives** et au contrôle de l'utilisation des fonds publics, notamment l'article L.1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales ainsi que les lois n°92-125 du 6 février 1992 et n°93-112 du 29 janvier 1993 et leurs décrets d'application ;
- **Transmettre à la Ville de Honfleur et à la CCPHB, au plus tard à l'expiration d'un délai de 6 mois suivant la clôture du dernier exercice, le bilan, le compte de résultat et les annexes du dernier exercice clos.** (Les montants versés par la Ville de Honfleur, la CCPHB, les autres collectivités territoriales et organismes divers doivent expressément figurer en annexe des comptes qui sont transmis.) ;
- **Transmettre les documents comptables signés par le responsable légal du Directoire** auxquels est joint le compte-rendu de l'assemblée générale ayant approuvé les comptes.
- **Justifier, à tout moment, de l'utilisation des fonds versés et tiendra sa comptabilité à la disposition de la Ville et de la CCPHB.** A ce titre, la Ville et la CCPHB peuvent procéder à tout contrôle ou investigation qu'elle jugera utile, tant directement que par des personnes ou organismes dûment mandatés par elles, pour s'assurer du bien-fondé des actions entreprises par l'Association et du respect de ses engagements vis à vis de la Ville et de la CCPHB (à défaut de la production des documents comptables et de ceux stipulés à l'article 4.1.4, la Ville et la CCPHB se réservent le droit de ne pas procéder au versement de sa participation financière) ;
- **Equilibrer son budget et chercher à développer ses ressources propres ;**
- **Faire état du soutien de la Ville de Honfleur et de la CCPHB** dans tout document, tant à usage interne qu'à destination du public. L'utilisation du logo de la Ville et de la CCPHB doit respecter la charte graphique fournie à cet effet.
- **Communiquer ses statuts et délibération** de composition de conseil d'administration et le cas échéant à informer sans délai à la Ville et à la CCPHB de toute modification de son CA ou de toute nouvelle domiciliation bancaire ;
- **Informar la Ville et la CCPHB sans délai de toutes les modifications intervenues** dans ses statuts, la composition de son Conseil d'Administration ou de son Bureau ;
- **Présenter une demande de subvention par écrit** avant la fin du mois de novembre au plus tard ;
- **Utiliser la subvention conformément à son objet social.**

Article 5.2 : Les engagements de la Ville de Honfleur

Dans le cadre de sa politique d'accompagnement du centre social JSF, la Ville s'engage à :

- Soutenir les missions spécifiques d'accompagnement social, scolaire en favorisant les relais vers les structures municipales (service Education et Prévention) ;
- Apporter une aide logistique lors des manifestations sociales organisées par le centre social JSF au titre de la politique globale d'animation municipale ;
- Apporter un soutien financier par le biais d'une subvention de fonctionnement annuelle, d'un montant de 40 000 €, actualisable par avenant ;
- Mettre à disposition gratuitement le hall de la maison des familles, pour différents groupes encadrés, en faveur d'une politique d'animation globale ;
- Mettre à disposition gratuitement des locaux dans la maison des familles ;
- Mise à disposition de 0,4 ETP (Conseillère numérique) ;
- Mise à disposition de l'infographiste de la Ville ;
- Mise à disposition d'une femme de ménage pour 43 heures mensuelles ;
- Mise à disposition d'un copieur.

Mise à disposition de 0,4 ETP :

La Ville de Honfleur met à disposition au Centre Social 0,4 ETP pour des missions liées à l'intervention sur des temps dédiés à l'apprentissage de l'autonomie des usages numériques, dans le cadre du Contrat Local d'Accompagnement à la Scolarité (CLAS) et de l'Espace Public Numérique (EPN) de Honfleur. Cette mise à disposition est évaluée à environ 12 230,88€. Le Centre Social devra valoriser cette mise à disposition dans tous les documents financiers obligatoires.

Mise à disposition de l'infographiste de la Ville :

La Ville de Honfleur met à disposition du Centre Social, à titre gratuit, l'infographiste de la Ville de Honfleur. Cette mise à disposition devra faire l'objet d'une valorisation en fin d'année qui figurera dans le bilan.

Mise à disposition d'une femme de ménage :

La Ville de Honfleur met à disposition du Centre Social, à titre gratuit, une femme de ménage pour 43 heures mensuelles. Cette mise à disposition est évaluée à environ 11 657€.

Mise à disposition d'un copieur couleur :

La Ville de Honfleur met à disposition du Centre Social, à titre gratuit, un copieur couleur dont la valorisation sera réalisée en fin d'année.

Mise à disposition de locaux municipaux :

La Ville de Honfleur met à disposition du Centre Social, à titre gratuit, des locaux municipaux dont les conditions d'occupation sont définies au sein des conventions spécifiques.

L'avantage en nature est évalué à 650€, pour une superficie totale de 322,30m², soit un montant annuel de 7 800€. Le Centre Social devra valoriser cet avantage – mise à disposition gratuite – dans ses comptes annuels soit en le valorisant dans son compte de résultat en charge et en produit, soit en indiquant cette information dans l'annexe de ses comptes.

Etant entendu que la Ville sera amenée à procéder annuellement à la revalorisation de la redevance sans qu'il soit nécessaire de conclure un avenant. Un courrier d'information sera transmis au centre social le cas échéant.

- Locaux « Hall de la Maison des familles » : 190,48m²
- Locaux « Maison des familles / JSF » : 322,30m²

Valorisation des locaux	Coût 2024
Locaux « Maison des familles / JSF » Propriété de la Ville de Honfleur	650€ loyer mensuel
Fluides « Maison des familles / JSF »	5 505,84€

Abonnement téléphonique « Maison des Familles / JSF »	262,94€
Produits d'entretien	458,03€
Total	6 876,81€

L'ensemble des locaux mis à dispositions et des charges, doivent être valorisés au sein du bilan de l'association.

Article 5.3 : Les engagements de la Communauté de Communes du Pays de Honfleur-Beuzeville

Dans le cadre de sa politique d'accompagnement du centre social JSF, la CCPHB s'engage à :

- Associer JSF aux différentes instances du Contrat de Ville et à ses différents projets en lien avec l'objet social de JSF ;
- Valoriser les actions communes via les supports de communication de la CCPHB ;
- Favoriser la communication et les relais vers les partenaires ;
- Soutenir les missions et les actions d'accompagnement social et scolaire, notamment dans le cadre du programme d'actions du contrat de ville ;
- Apporter une aide logistique lors de manifestations sociales dans le cadre de l'animation du contrat de ville ;
- Mettre à disposition de JSF son copieur couleur pour l'impression de document dont le nombre ne pourra excéder 3000 exemplaires annuels ;
- Apporter un soutien financier par le biais d'une subvention de fonctionnement annuelle, d'un montant de 4 000 €, actualisable par avenant ;
- Continuer le développement du partenariat avec JSF, notamment en direction des adolescents et de la petite enfance ;
- Accompagner le Centre Social dans le cadre des candidatures aux Appels à Projets relevant de la Politique de la Ville.

Mise à disposition d'un copieur couleur :

La CCPHB met à disposition du Centre Social, à titre gratuit, un copieur couleur pour 3 000 exemplaires annuels. Cette mise à disposition est évaluée à environ 1 800€ (0,6€ la copie couleur). Le Centre Social devra valoriser ces mises à disposition dans tous les documents financiers obligatoires.

Indépendamment de cette convention la CCPHB pourra développer un partenariat ponctuel sur des actions communes. Ce partenariat fera l'objet d'une rémunération au titre de prestation de services.

Chaque partie s'engage à respecter ses engagements et/ou objectifs fixés ci-dessus.

ARTICLE 6 - LE COMITE DE SUIVI ET BILAN

Le partenariat entre la Ville de Honfleur, la CCPHB et JSF fera l'objet d'un suivi via la mise en place d'un comité ad hoc entre représentants techniques et élus de l'Association JSF, de la Ville et de la CCPHB.

Le comité de suivi se réunira à minima de manière annuelle, afin de :

- Valider le bilan annuel de l'Association (bilan d'activité et financier) ;
- Définir les objectifs et besoins de l'Association pour l'année N+1 ;
- Définir le montant de la subvention pour l'année N+1 ;

- Valider le budget prévisionnel de l'Association pour l'année N+1.

En amont de la réunion valant bilan annuel, il sera demandé de fournir, à minima 15 jours en amont de la réunion, les bilans financiers et d'activité.

A l'issue du bilan, une fiche évaluative sera rédigée et signée par l'ensemble des parties.

Les modifications annuelles portant sur le programme d'actions et d'activités sont ratifiés par les parties à la présente convention par un échange de simples lettres. Toute autre modification de la présente convention s'avérant nécessaire ne peut être adoptée que par voie d'avenant.

ARTICLE 7 - DURÉE DE LA CONVENTION

La convention est conclue pour une durée de quatre ans, jusqu'au 31 décembre 2029.

ARTICLE 8 - SUBVENTION

Afin de contribuer à la réalisation des actions et objectifs cités à l'article 5.1, la Ville de Honfleur et la CCPHB s'engagent à verser respectivement 40 000€ et 4 000€, annuellement, au titre de la subvention de fonctionnement. Les moyens accordés sont définis en fonction du respect des engagements et de l'évaluation annuelle stipulés au sein de la présente convention.

L'ensemble des mises à disposition de locaux et de matériel apportées par la Ville et la CCPHB sera quantifié et valorisé afin de mieux apprécier le niveau de soutien des collectivités. Cette valorisation sera révisée annuellement.

ARTICLE 9 - MODALITÉS DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La CCPHB versera la subvention en une seule fois après réception des documents comptables du Centre Social relatifs au dernier exercice clos.

La Ville de Honfleur versera la subvention de la manière suivante :

- 30% du montant de la subvention en février ;
- 50% du montant de la subvention avant la fin du mois de mai ;
- 20% dès réception des documents comptables de l'Association relatifs au dernier exercice clos :
 - Les états financiers ou, le cas échéant, les comptes annuels et le rapport du commissaire aux comptes prévus par l'article L. 612-4 du code de commerce ou la référence de leur publication au Journal officiel ;
 - Le rapport d'activité ;
 - Un bilan annuel de l'ensemble des actions de l'Association ;
 - Les budgets prévisionnels des actions N+1.

La contribution financière est créditée au compte de l'Association selon les procédures comptables en vigueur.

Les versements sont effectués au compte ouvert au nom de JSF :

N° IBAN |F|R|7|6| |1|6|6|0| |6|2|6|0| |1|1|8|4| |8|3|6|5| |2|9|9|1| |9|5|5|

BIC |_A_|_G_|_R_|_I_|_F_|_R_|_P_|_P_|_8_|_6_|_6_|

ARTICLE 10 - ASSURANCE

Les activités de JSF sont placées sous sa responsabilité exclusive. Le Centre Social doit souscrire tout contrat d'assurance propre à garantir sa responsabilité, de façon à ce que la responsabilité de la Ville et de la CCPHB ne soient ni recherchées, ni inquiétées. Il s'engage aussi à s'assurer contre les risques locatifs concernant les locaux mis à disposition par la Ville.

JSF produit chaque année à la Ville et à la CCPHB les attestations des assurances souscrites, y compris celle relative du bien immobilier mis à disposition.

ARTICLE 11 - IMPOTS ET TAXES

L'Association se conforme aux prescriptions réglementaires relatives à l'exercice de son objet de telle sorte que la Ville et la CCPHB ne puissent être inquiétées à ce sujet en aucune façon. Elle doit, en outre, faire son affaire personnelle de toutes les taxes et redevances présentes et futures constituant ses obligations fiscales.

ARTICLE 12 - SANCTIONS

En cas d'inexécution et en cas de retard (significatif) des conditions d'exécution de la convention par JSF sans l'accord écrit de la Ville ou de la CCPHB, celles-ci peuvent respectivement ordonner la suspension de la subvention ou la diminution de son montant, après examen des justificatifs présentés par le Centre Social et avoir entendu ses représentants dans le cadre d'une médiation préalable en comité de suivi.

La Ville de Honfleur et la CCPHB informent JSF de ces décisions par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 13 - RÉSILIATION

Chaque partie se réserve le droit de mettre fin, à tout moment, à la présente convention en cas de non-respect par l'autre partie de l'une des clauses ci-dessus énoncées si, dans le mois suivant la réception de la mise en demeure adressée par lettre recommandée avec avis de réception, la partie en cause n'a pas pris les mesures appropriées pour y remédier. Si le non-respect de la convention est imputable à JSF, cette dernière rembourse à la Ville et la CCPHB, la part de subvention déjà perçue au prorata temporis de l'année en cours, à compter de la date de réception de la lettre recommandée.

La présente convention peut être résiliée à tout moment, avant son terme, si les parties sont d'accord. Cette résiliation an-liable est signifiée par échange réciproque de lettres recommandées entre les parties.

ARTICLE 14 - RECOURS

Tout litige résultant de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention est du ressort du Tribunal Administratif de Lisieux.

ARTICLE 15 - ANNEXES

- Objectifs 2026-2029
- Evaluation des objectifs
- Bilan quantitatif des domaines d'activités
- Convention de partenariat pour refacturation des fluides

ARTICLE 16 – ELECTION DES DOMICILES

Pour l'exécution de la présente convention, les parties font élection de domicile :

- Pour JSF : La Maison des familles, avenue du Canteloup, 14600 Honfleur ;
- Pour la Ville : Hôtel de Ville, place de l'hôtel de ville, 14600 Honfleur ;
- Pour la CCPHB : 33 cours des fossés, 14600 Honfleur.

Le 16 décembre 2025,

Pour la Ville,

Pour la CCPHB,

Monsieur ALVAREZ Felipe
Adjoint au Maire

Monsieur LAMARRE Michel
Président de la CCPHB

Pour JSF,

Madame PONS Catherine
Membre du Directoire

Annexe I

Objectifs 2026-2024

AXE N°1 – Renforcement de la fonction accueil du Centre socioculturel : accueil inconditionnel (origine sociale, géographique, culturel, en situation d'handicap...)

1. Améliorer, structurer et valoriser la fonction d'accueil comme porte d'entrée principale du Centre socioculturel, au service des habitants, des partenaires et des actions du projet social.

AXE N°2 – Développer la capacité du centre socio culturel à être un lieu de promotion de la santé de proximité et d'inclusion sociale

1. Favoriser le bien-être global des habitants (physique, mental, social)
2. Promouvoir l'accès à la prévention et aux soins, via des relais de proximité

Axe N°3 – Projet Famille - Renforcer les liens familiaux, parentaux et intergénérationnels et soutenir les familles dans leur rôle éducatif et leur implication dans la scolarité des enfants

1. Favoriser une parentalité bienveillante et active
2. Développer des moments partagés de qualité entre parents et enfants
3. Améliorer la relation école-famille
4. Accompagner les enfants dans leur réussite scolaire

AXE N° 4 – « Aller vers » nos quartiers et accompagner les jeunes dans l'apprentissage de leur autonomie

1. Développer un partenariat local jeunesse et développer les actions mises en commun avec les partenaires
2. « Allers vers » : Accompagner les jeunes de 11 à 25 ans vers plus d'autonomie en développant une présence éducative mobile et en construisant des relations de confiance durables.

AXE TRANSVERSAL - Renforcer la participation des habitants

1. Faire de la participation des habitants un levier transversal de transformation sociale, d'appropriation des projets et de dynamisation de la vie locale.

Annexe II

Evaluation des objectifs

Objectifs stratégiques	Objectifs opérationnels	Indicateurs et éléments d'évaluation
Mission d'accueil, d'information, de mise en relation au moyen d'un maillage de partenaires et d'accompagnement social	Assurer un accueil de proximité et un accompagnement social global	<ul style="list-style-type: none"> ○ Nombre de personnes accueillies ○ Provenance des personnes accueillies ○ Taux de satisfaction
	Evaluer la demande en matière d'accompagnement, traiter, accompagner	<ul style="list-style-type: none"> ○ Nombre de demandes enregistrées ○ Nombre d'orientation et liste des partenaires ○ Adéquation entre demandes exprimées et réponses apportées ○ Témoignages sur l'utilité perçue de l'accompagnement
	Assurer le suivi des demandes dans le respect de la confidentialité et dans la limite de leur champ d'action	<ul style="list-style-type: none"> ○ Nombre de demandes ○ Thématique des demandes ○ Aboutissement des demandes
	Veiller à la bonne formation de ses agents et le bon accueil des demandes en termes humains et matériels	<ul style="list-style-type: none"> ○ Nombre de formations ○ Appréciation des agents sur les formations reçues ○ Taux de satisfaction des usagers sur la qualité de l'environnement d'accueil
	Offrir un accueil de proximité permanent pour les parents et leurs enfants sur des ateliers de loisirs éducatifs	<ul style="list-style-type: none"> ○ Thématiques des ateliers ○ Projet pédagogique de la structure ○ Nombre de personnes accueillies, âges et provenance ○ Appréciation des usagers sur les ateliers ○ Impact sur la parentalité et le lien parent-enfants
Mission de vie sociale et d'animation globale	Étudier les besoins et œuvrer en faveur de l'organisation d'animations collectives	<ul style="list-style-type: none"> ○ Besoins recensés ○ Thématiques des animations collectives ○ Pertinence des animations par les usagers ○ Implication des habitants dans la co-construction des actions
	Accompagner les habitants dans une démarche de participation, d'épanouissement personnel, d'autonomie, de parentalité, d'insertion sociale et de solidarité	<ul style="list-style-type: none"> ○ Actions réalisées et thématiques abordées ○ Nombre de personnes ayant participé ○ Evolution de la participation des publics dans la durée
Mission de veille informative	Assurer une veille informative sur la vie du quartier et les besoins des habitants afin d'adapter les services du Centre Social	<ul style="list-style-type: none"> ○ Nombre de concertations ○ Transmission aux collectivités ○ Pertinence des remontées d'informations

Annexe III

Bilan quantitatif des domaines d'activités

Structure		Nombre d'adhérents
		Nombre de bénévoles
		Nombre de salariés (et total en ETP)
		Nombre de services civiques (et étudiants)
Animation de la vie locale	Jardin enchanté	Nombre de participants différents Nombre d'heures Nombre d'habitants du QPV
	Ateliers « déjeunons ensemble »	Nombre d'ateliers Nombre de participants différents Nombre d'habitants du QPV
	Conseil citoyen	Nombre de réunions Nombre d'actions
	Animations de vie de quartier	Nombre d'animations Nombre de participants différents Nombre d'habitants du QPV
Animation familles	Ateliers Parents-Enfants	Nombre d'ateliers Nombre de familles différentes accueillies Nombre d'habitants du QPV Nombre d'actions réalisés en lien avec le service Enfance et Jeunesse de la CCPHB
	Accompagnement à la scolarité (CLAS)	Nombre de cours Nombre d'enfants différents accueillis Nombre d'enfants par niveau de classe Nombre de filles et de garçons Nombre d'habitants du QPV
	Loisirs familiaux de proximité	Nombre d'actions Nombre de participants différents Nombre d'habitants du QPV
Animation adultes & seniors	Accompagnement sociolinguistique	Nombre de participants Nombre d'heures Nombre habitants QPV
	Accompagnement socio-sportif	Nombre de cours Nombre de participants différents Nombre d'habitants du QPV
	Activ'Séniors	Nombre d'actions Nombre de participants différents Nombre d'habitants du QPV
	Animations socio-adultes	Nombre d'ateliers Nombre de participants différents Nombre d'habitants du QPV
Service de proximité	Service mobilité solidaire	Nombre de trajets effectués Nombre d'usagers différents
	Ecrivain public	Nombre de personnes différentes accompagnés Nombre d'habitants du QPV
Animation jeunes	Public 11-17 ans	Nombre de jeunes différents inscrits Nombre de micro-projets accompagnés Nombre de jours d'ouverture d'un local jeune Nombre de jeunes habitants au QPV Nombre d'actions réalisés en lien avec le service Enfance et Jeunesse de la CCPHB
	Projets jeunes	Nombre de projets réalisés Nombre de partenaires Nombre de jeunes participants différents Nombre de jeunes habitants au QPV

Annexe IV

Convention de partenariat pour refacturation des fluides



MAIRIE DE HONFLEUR

CONVENTION DE PARTENARIAT

ENTRE

La Ville de Honfleur représentée par son Maire en exercice, Monsieur Michel LAMARRE, dûment habilité par délibération du Conseil Municipal en date du 13 décembre 2022

ET

L'Association Jeunes Séniors Familles-JSF, domiciliée : Avenue du Canteloup, Le Bateau-Lyre 14600 Honfleur et représentée par Madame Catherine PONS dûment habilitée.

Les parties à la présente convention exposent ce qui suit :

Article 1 : Objet

La présente convention a pour objet la refacturation de la Ville de Honfleur à l'Association JSF de divers frais et de mises à disposition :

- Charges d'eau
- Électricité
- Produits d'entretien
- Téléphonie
- Chauffage (CRAM)

Article 2 : Coût des missions réalisées

A la fin de chaque année, un état détaillé des consommations assurées pour le compte de JSF sera édité par la ville et validé par les parties.

Les produits d'entretien et les charges seront refacturés à hauteur du montant réglé par la ville. Pour les fluides un prorata sera calculé au m² des locaux occupés (322,30 m²). Ils feront ensuite l'objet d'une refacturation.

Article 3 : Durée de la convention et conditions de renouvellement

La présente convention prend effet à compter du 1^{er} janvier 2021.

Cette convention est prolongée par tacite reconduction chaque année. Si l'une des parties ne souhaite pas renouveler, elle devra en informer l'autre par l'envoi d'un courrier 3 mois avant l'échéance.

Article 4 : Conservation et présentation des pièces

LA VILLE DE HONFLEUR s'engage sur simple demande de l'Association JSF à produire tous documents et pièces établissant la réalité, la régularité des missions qui lui sont confiées aux fins de s'assurer de leur bonne exécution des dispositions de la convention et ceci pendant toute la durée de la convention.

Au terme de cette convention, l'ensemble des pièces administratives et financières relatives aux missions confiées devra être restitué à l'Association JSF.

Fait en 2 exemplaires originaux,
A Honfleur, le 22/09/2023

<p>Madame Catherine PONS</p> <p>Association JSF</p> 	<p>M. Michel LAMARRE</p> <p>Maire d'Honfleur</p> 
<div data-bbox="327 974 702 1223"> <p>CENTRE SOCIO-CULTUREL JSF (Jeunes Séniors Familles) Maison des Familles - Avenue du Canteloup 14600 HONFLEUR Tél. : 02 31 49 49 00 SIRET 439 090 325 00036 E-mail : jsfhonfleur@gmail.com</p> </div>	

DÉPARTEMENT
DU
CALVADOS

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MAIRIE DE HONFLEUR

ARRONDISSEMENT
DE
LISIEUX

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du MARDI 09 DECEMBRE 2025

Date de
convocation :

1^{er} décembre 2025

Affichée le :

1^{er} décembre 2025

Date de
publication de la
délibération

16/12/2025

Nombre de
délégués

En exercice : 29

Présents : 24

Votants : 26

L'an deux mil vingt-cinq, le mardi 09 décembre, à 18h30, le Conseil Municipal de la ville de Honfleur, légalement convoqué, s'est réuni en session ordinaire, dans le petit grenier à sel, sous la présidence de Monsieur Michel LAMARRE, maire.

Étaient présents :

M. Michel LAMARRE, maire
M. ALVAREZ, Mme LEMONNIER, M. PUBREUIL, Mme FLEURY, M. BARQI, Mme SAUSSEAU, M. HAMEL adjoints
M. ROTROU, maire délégué de Vasouy
M. ALLEAUME, Mme PONS, M. AUBREE, Mme GESLIN, Mme BARRÉ, M. BREVAL, Mme SALE, M. BUISSON, Mme THOMAS, M. NAVIAUX, Mme HARREAU, M. AMBOS, Mme LALART, Mme HERON-BUDIN, Mme GALOCHER, conseillers municipaux

Absents :

Mme GROS, M. LANGIN, conseillers municipaux

Absents et excusés

M. ARNAUD, conseiller municipal

Absents et excusés ayant donné pouvoir :

Mme THEVENIN (pouvoir à Mme LEMONNIER), M. SAUDIN (pouvoir à Mme HERON-BUDIN) conseillers municipaux

Madame LEMONNIER a été élue secrétaire de séance.

Avenant n°2 Convention Ville / Ecole de Voile du Cercle Nautique de Honfleur

Rapporteur : Nicolas Pubreuil, Adjoint au Maire

Une convention de partenariat a été signée le 14 avril 2023 entre la ville et le Cercle Nautique de Honfleur pour favoriser le développement des activités nautiques sur le territoire.

L'article 2, ayant pour objet la durée de la convention précise que « la convention est conclue pour une durée de trois années civiles couvrant les années 2023, 2024 et 2025.

Le CNH, par courrier en date du 21 novembre 2025, nous a fait part de contraintes dans l'organisation des ressources humaines (départ directeur et difficultés de recrutement pour le remplacer) qui pourraient générer des incertitudes financières à l'association, du fait de la diminution du volume d'activités.

Afin de permettre au Cercle Nautique de Honfleur de consolider le projet de l'association pour l'année à venir, avant de renouveler la convention d'objectif initiale pour trois années supplémentaires, il est proposé au Conseil Municipal d'approuver la prolongation d'un an de la convention initiale dans les mêmes conditions.

VU l'article 2 de la convention initiale qui précise la durée de la convention d'objectif,

VU l'article 10 de la convention initiale qui précise les modalités de modification du contenu par avenant,

CONSIDERANT la nécessité pour le Cercle Nautique d'Honfleur de consolider le fonctionnement et par conséquent, la situation budgétaire de l'école de voile avant de renouveler la convention initiale avec la ville de Honfleur pour une durée de trois ans.

CONSIDERANT qu'à l'issue de cette échéance, une nouvelle convention sera établie et proposée au vote du conseil municipal, après examen, par la commission des sports et la commission des finances, de la situation budgétaire du Cercle Nautique de Honfleur.

**Après en avoir délibéré,
Le Conseil Municipal, à l'unanimité,**

- **Approuve la prolongation d'un an par un second avenant la durée de la convention initiale dans les mêmes conditions.**

Le Maire,

Michel LAMARRE





Avenant n°2 à la convention d'objectif conclue le 14 avril 2023 entre la ville de Honfleur et le Cercle Nautique de Honfleur

Entre,

La commune de Honfleur, représentée par Monsieur Michel LAMARRE, Maire, agissant au nom et pour le compte de celle-ci en vertu d'une délibération du Conseil municipal,

D'une part, et

Le Cercle Nautique de Honfleur (CNH), association régie par les dispositions de la loi de 1901, domicilié en son siège 8 rue Saint Antoine 14600 Honfleur et représenté par Monsieur Bruno JOURDAN et Sébastien MARTINOT, Co-Présidents, agissant au nom et pour le compte de celle-ci en vertu d'une décision du Conseil d'Administration,

D'autre part,

Une convention de partenariat a été signée le 14 avril 2023 entre la ville et le Cercle Nautique de Honfleur pour favoriser le développement des activités nautiques sur le territoire.

L'article 2, ayant pour objet la durée de la convention précise que « la convention est conclue pour une durée de trois années civiles couvrant les années 2023, 2024 et 2025.

Le CNH a fait part de contraintes dans l'organisation des ressources humaines (départ directeur et difficultés de recrutement pour le remplacer) qui pourraient générer des incertitudes financières à l'association, du fait de la diminution du volume d'activités.

Afin de permettre au Cercle Nautique de Honfleur de consolider le projet de l'association pour l'année à venir, avant de renouveler la convention d'objectif initiale pour trois années supplémentaires, il est proposé d'approuver la prolongation d'un an de la convention initiale dans les mêmes conditions.

Ceci exposé, il est convenu de modifier la convention initiale signée le 14 avril 2023 comme suit,

ARTICLE 1 – Durée de la convention

La convention initiale est prolongée d'une année et s'étendra à l'année 2026.

Toutes les autres clauses de la convention initiale demeurent inchangées.

Fait en deux exemplaires à Honfleur , le

Les Co-Présidents de l'association

M. Le Maire de la ville de Honfleur

B. JOURDAN / S. MARTINOT

Michel Lamarre

DÉPARTEMENT
DU
CALVADOS

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MAIRIE DE HONFLEUR

ARRONDISSEMENT
DE
LISIEUX

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du MARDI 09 DECEMBRE 2025

Date de
convocation :

1^{er} décembre 2025

Affichée le :

1^{er} décembre 2025

Date de
publication de la
délibération

16/12/2025

Nombre de
délégués

En exercice : 29

Présents : 24

Votants : 26

L'an deux mil vingt-cinq, le mardi 09 décembre, à 18h30, le Conseil Municipal de la ville de Honfleur, légalement convoqué, s'est réuni en session ordinaire, dans le petit grenier à sel, sous la présidence de Monsieur Michel LAMARRE, maire.

Étaient présents :

M. Michel LAMARRE, maire
M. ALVAREZ, Mme LEMONNIER, M. PUBREUIL, Mme FLEURY, M. BARQI, Mme SAUSSEAU, M. HAMEL adjoints
M. ROTROU, maire délégué de Vasouy
M. ALLEAUME, Mme PONS, M. AUBREE, Mme GESLIN, Mme BARRÉ, M. BREVAL, Mme SALE, M. BUISSON, Mme THOMAS, M. NAVIAUX, Mme HARREAU, M. AMBOS, Mme LALART, Mme HERON-BUDIN, Mme GALOCHER, conseillers municipaux

Absents :

Mme GROS, M. LANGIN, conseillers municipaux

Absents et excusés :

M. ARNAUD, conseiller municipal

Absents et excusés ayant donné pouvoir :

Mme THEVENIN (pouvoir à Mme LEMONNIER), M. SAUDIN (pouvoir à Mme HERON-BUDIN) conseillers municipaux

Madame LEMONNIER a été élue secrétaire de séance.

Convention de billetterie avec l'office de tourisme

Rapporteur : Catherine Fleury, Adjointe au Maire

Le service spectacles et manifestations de la ville de Honfleur organise des événements tout au long de l'année pour la Ville de Honfleur dont la programmation nécessite, pour certains, une billetterie payante, qui est proposée sur place le soir de chaque événement.

Afin de renforcer la promotion et la visibilité de ces événements et pour faciliter la réservation en amont, la ville de Honfleur souhaite également proposer la billetterie au comptoir de l'office de tourisme communautaire de Honfleur et sur son site Internet : <https://visites.ot-honfleur.fr>.

En vertu de la délibération du conseil communautaire de la Communauté de communes du Pays de Honfleur-Beuzeville en date du 15 décembre 2020, validant les statuts de l'office de tourisme communautaire de Honfleur, l'office de tourisme accepte la mise en vente de cette billetterie pour le compte de l'organisateur.

Pour rappel, une convention identique avait déjà été passée pour ce service. Les tarifs des billets proposés par le service pour ces événements sont les suivants :

- Adulte – plein tarif (à partir de 18 ans) : 10 € - tarif réduit (demandeurs d'emploi avec justificatif de moins de trois mois ; étudiants sur présentation de la carte étudiants) : 5 €.
- Enfants (13-17ans) : 3 € - (3-12 ans) : 2 €

Il est proposé au Conseil Municipal d'approuver le projet de convention joint en annexe et d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention et tous les actes afférents.

**Après en avoir délibéré,
Le Conseil Municipal, à l'unanimité,**

- **Approuve le projet de convention joint en annexe.**
- **Autorise Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention et tous les actes afférents.**

Le Maire,

Michel LAMARRE



CONVENTION DE BILLETTERIE – Ville de Honfleur

Entre :

L'Office de Tourisme Communautaire de Honfleur, sise Quai Lepaulmier 14600 Honfleur, immatriculé au Registre des Opérateurs de Voyages et de Séjours sous le numéro IM014190005 et représenté par Monsieur Jérôme Radanovic, en qualité de Directeur Général.

Dénommé l'Office de Tourisme pour ce qui suit.

D'une part.

Et

La Ville de Honfleur, sise Place de l'Hôtel de Ville 14600 Honfleur, ayant pour numéro de SIRET 211 403 332 00011 et représenté par Monsieur Michel Lamarre, en qualité de Maire.

Dénommé l'Organisateur pour ce qui suit.

D'autre part.

Il a été arrêté et convenu ce qui suit :

Article 1. Objet

La présente convention a pour objet de déterminer les modalités de collaboration entre l'Office de Tourisme et l'Organisateur pour proposer un programme de spectacles et manifestations sur le territoire du Pays de Honfleur - Beuzeville dont l'Office de Tourisme assure la promotion touristique.

Pour faciliter la promotion et la visibilité de ses événements et offrir une facilité de réservation, l'Organisateur souhaite proposer une billetterie au comptoir et sur le site internet (visites.ot-honfleur.fr) de l'Office de Tourisme.

En vertu de la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Pays de Honfleur - Beuzeville du 15 décembre 2020 validant ses statuts, l'Office de Tourisme accepte la mise en vente de cette billetterie pour le compte de l'Organisateur.

Article 2. Conditions de mise en vente

2.1. Conditions Générales de Ventes

L'Organisateur accepte les Conditions Générales de Vente de l'Office de Tourisme figurant en annexe.

2.2. Réservations et encaissements

Les réservations et les encaissements seront gérés par le logiciel de caisse de l'Office de Tourisme (Welogin) et par les mandataires de la régie de recettes de l'Office de Tourisme.

Un courriel accusant de chaque vente comptoir ou web sera envoyé à l'adresse bnicolle@ville-honfleur.fr.

2.3. Éléments nécessaires à la mise en vente

Pour chaque dépôt de billetterie, l'Organisateur s'engage à fournir à l'Office de Tourisme tous les éléments nécessaires à la réservation ou à la vente (dates, heures, descriptifs, visuels, jauge, tarifs) au minimum trois semaines avant l'événement.

Sans réception de tous ces éléments dans le délai prévu, l'Office de Tourisme ne pourra être tenu responsable de la mise en vente tardive de la billetterie.

2.4. Points de vente

Les billets seront en vente :

- ☒ Au comptoir des Bureaux d'Accueil de l'Office de Tourisme à Honfleur et à Beuzeville
- ☒ Dans la rubrique Culture/Concerts ou /Grands événements du site internet de l'Office de Tourisme

2.5. Tarifs

Désignation		Tarif plein*	Tarif réduit**	Demi-tarif***	Tarif enfant****
Spectacles et manifestations	Tarifs A	20 €	10 €	3 €	2 €
	Tarifs B	15 €	7,50 €	3 €	2 €
	Tarifs C	10 €	5 €	3 €	2 €
* applicable à partir de 18 ans					
** applicable aux étudiants (sur présentation de la carte étudiant), aux demandeurs d'emploi (avec justificatif de moins de trois mois), bénéficiaires de minima sociaux (sur présentation d'un justificatif de moins de trois mois) et achats groupés pour les associations honfleuraises pour leurs adhérents.					
*** applicable aux 13-17 ans					
**** applicable aux 3-12 ans – Gratuit pour les 0-2 ans					

Dans le cadre de tarifs préférentiels et/ou de gratuités aux familles des intervenants ou dans le cadre d'opérations promotionnelles et/ou exceptionnelles, l'Organisateur transmettra – sous forme de liste – les noms, quantités et tarifs à appliquer à l'Office de Tourisme par courriel à l'adresse billetterie@ot-honfleur.fr.

Sans réception d'un tel document dans le délai indiqué dans l'article 2.3 de la présente convention, l'Office de Tourisme appliquera les tarifs indiqués dans le tableau ci-dessus.

Conformément à la délibération du Comité de Direction du 20 novembre 2023, l'Office de Tourisme ne percevra pas de commission sur les recettes encaissées.

Toute modification (tarif, taux de commission) sera sujette à la rédaction et à la signature d'un avenant à la présente convention.

2.6. Capacité

L'Organisateur accorde la vente des jauges ci-dessous à l'Office de Tourisme.

Les capacités annoncées par l'organisateur sont les suivantes :		
Lieux	Jauge maximale	Jauge accordée à la vente
Grand Grenier à Sel	500 places	500 places

Petit Grenier à Sel	300 places	300 places
Autres lieux	à préciser suivant l'événement	à préciser suivant l'événement

L'Organisateur informera l'Office de Tourisme de tout changement sur le nombre de places qui lui est attribué ainsi que sur les tarifs en vigueur pour ces nouvelles disponibilités par courriel à l'adresse billetterie@ot-honfleur.fr.

Sans réception d'un tel document, l'Office de Tourisme poursuivra les ventes selon l'accord initialement prévu et ne pourra être tenu responsable du non-respect de la nouvelle jauge.

2.7. Modification du calendrier

L'Organisateur informera l'Office de Tourisme de tout changement sur le calendrier de l'événement en lui fournissant – sous forme de liste – les jours et horaires concernés par ces modifications par courriel à l'adresse billetterie@ot-honfleur.fr.

Sans réception d'un tel document, l'Office de Tourisme poursuivra les ventes selon le calendrier initialement prévu et ne pourra être tenu responsable du non-respect du nouveau calendrier.

2.8. Modification de la jauge

L'Organisateur informera l'Office de Tourisme de tout changement sur le nombre de places rajoutées ou retirées ainsi que sur les tarifs en vigueur pour ces nouvelles disponibilités par courriel à l'adresse billetterie@ot-honfleur.fr.

Sans réception d'un tel document, l'Office de Tourisme poursuivra les ventes selon la jauge initialement prévue et ne pourra être tenu responsable du non-respect de la nouvelle jauge.

2.9. Annulation par l'Organisateur

En cas d'annulation de l'événement par l'Organisateur, hors cas de force majeure (maladie, catastrophe naturelle, pandémie...), dans un délai de 10 jours avant l'événement, l'Office de Tourisme percevra la commission prévue dans la présence convention au titre du traitement des frais de gestion des dossiers.

Article 3. Modalités de règlement

3.1. Encaissement des recettes par l'Office de Tourisme

Lors d'une vente au comptoir dans les Bureaux d'Accueil de l'Office de Tourisme, le client se verra remettre un ticket de caisse comme preuve d'achat et un billet à présenter au guide avant le début de chaque événement.

Lors d'une vente en ligne depuis le site internet de l'Office de Tourisme, le paiement se fera par carte bancaire via une plateforme de paiement sécurisé (PayZen) et le client recevra une facture et des billets numériques à présenter au guide avant le début de chaque événement.

3.2. Dépôt des recettes à la Trésorerie par l'Office de Tourisme

Les mandataires de la régie de recettes de l'Office de Tourisme effectueront le dépôt total des recettes encaissées auprès de la Trésorerie de Honfleur dans les conditions prévues dans son arrêté de création de régie.

3.3. Reversement des recettes à l'organisateur

L'Office de Tourisme adressera un point mensuel des ventes à Monsieur Benoit Nicolle par courriel à l'adresse bnicolle@ville-honfleur.fr.

Une fois validé, l'Organisateur adressera à l'Office de Tourisme une facture indiquant le montant mensuel des recettes encaissées.

Cette facture sera envoyée par courriel à l'adresse regisseur@ot-honfleur.fr.

La Trésorerie effectuera alors un virement sur le compte bancaire de l'Organisateur.

Pour se faire, l'Organisateur s'engage à fournir son RIB avec la présente convention signée.

Article 4. Responsabilités

L'Office de Tourisme décline toute responsabilité concernant l'encaissement de chèques sans provision pour le compte de l'organisateur.

L'Organisateur s'engage à disposer des assurances nécessaires (responsabilité civile...) pour couvrir les incidents ou litiges de son activité.

Article 5. Protection des données personnelles

En application du règlement européen du 25 avril 2016 entrant en application le 25 mai 2018 et portant sur la mise en place d'un Règlement Général sur la Protection des Données, les données personnelles seront traitées de façon confidentielle.

Elles seront conservées pour la durée de la convention et seront ensuite archivées.

Article 6. Durée de la convention et conditions de dénonciation

La présente convention est valable jusqu'au 31 décembre 2028.

Un avenant sera signé par les deux parties en cas de modification de l'un de ses articles.

Chacune des parties signataires se réserve le droit de dénoncer la présente convention par lettre recommandée avec accusé de réception et en respectant un préavis de deux mois.

Le Tribunal Administratif de Caen est réputé seule juridiction compétente en cas de litige entre les parties résultant de l'exécution de cette présente convention

Fait à Honfleur, le 09 décembre 2025.

En deux exemplaires

Office de Tourisme Communautaire de Honfleur

Jérôme Radanovic

Directeur Général

Ville de Honfleur

Service Spectacles et Manifestations

Michel Lamarre

Maire de Honfleur

DÉPARTEMENT
DU
CALVADOS

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MAIRIE DE HONFLEUR

ARRONDISSEMENT
DE
LISIEUX

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du MARDI 09 DECEMBRE 2025

Date de
convocation :

1^{er} décembre 2025

Affichée le :

1^{er} décembre 2025

Date de
publication de la
délibération

16/12/2025

Nombre de
délégués

En exercice : 29

Présents : 24

Votants : 26

L'an deux mil vingt-cinq, le mardi 09 décembre, à 18h30, le Conseil Municipal de la ville de Honfleur, légalement convoqué, s'est réuni en session ordinaire, dans le petit grenier à sel, sous la présidence de Monsieur Michel LAMARRE, maire.

Étaient présents :

M. Michel LAMARRE, maire
M. ALVAREZ, Mme LEMONNIER, M. PUBREUIL, Mme FLEURY, M. BARQI, Mme SAUSSEAU, M. HAMEL adjoints
M. ROTROU, maire délégué de Vasouy
M. ALLEAUME, Mme PONS, M. AUBREE, Mme GESLIN, Mme BARRÉ, M. BREVAL, Mme SALE, M. BUISSON, Mme THOMAS, M. NAVIAUX, Mme HARREAU, M. AMBOS, Mme LALART, Mme HERON-BUDIN, Mme GALOCHER, conseillers municipaux

Absents :

Mme GROS, M. LANGIN, conseillers municipaux

Absents et excusés

M. ARNAUD, conseiller municipal

Absents et excusés ayant donné pouvoir :

Mme THEVENIN (pouvoir à Mme LEMONNIER), M. SAUDIN (pouvoir à Mme HERON-BUDIN) conseillers municipaux

Madame LEMONNIER a été élue secrétaire de séance.

Avenant n°1 à la convention relative à l'organisation des mesures de responsabilisation

Rapporteur : Nourdine Barqi, Adjoint au Maire

Vu l'article R511-13 du Code de l'Education ;

Vu la mise en place d'un conseil local de sécurité et de prévention de la délinquance ;

Vu la signature d'une convention relative aux mesures de responsabilisation signée en février 2025 ;

Considérant les réflexions menées entre la Ville de Honfleur, le principal du collège Alphonse Allais, le centre socio-culturel JSF et les éducateurs spécialisés du département, concluant à apporter quelques compléments à l'actuelle convention

Considérant que l'avenant proposé introduit plusieurs ajustements destinés à renforcer la cohérence et l'efficacité de l'accompagnement des jeunes concernés :

- La mise en place de deux parcours différenciés portés par la municipalité, permettant une orientation plus précise des jeunes, en tenant compte de leurs besoins éducatifs, de leur niveau d'autonomie et de leur situation individuelle ;
- L'intégration des éducateurs spécialisés permettant la rencontre avec les jeunes et la possibilité pour eux de solliciter les éducateurs en tant que besoin ;
- La clarification du rôle ponctuel du Centre socio-culturel JSF pour assurer une meilleure lisibilité du partenariat et une coordination plus efficace entre les acteurs impliqués.

Considérant que ces évolutions ont pour finalité d'améliorer la structuration du dispositif et d'assurer une prise en charge plus adaptée, plus cohérente et davantage en adéquation avec les besoins des jeunes accompagnés.

**Après en avoir délibéré,
Le Conseil Municipal, à l'unanimité,**

- **APPROUVE** le projet d'avenant n°1 à la convention (joint en annexe) entre la Ville de Honfleur, le Collège Alphonse Allais, JSF et le 14.
- **AUTORISE** Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer toutes pièces nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

Le Maire,

Michel LAMARRE





**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Collège ALPHONSE ALLAIS
HONFLEUR



Avenant n°1 à la convention relative à l'organisation de mesures de responsabilisation prévues à l'article R. 511-13 du code de l'éducation

ENTRE

L'établissement d'enseignement du second degré Alphonse Allais, représenté par David Crochet en qualité de chef d'établissement, après accord du conseil d'administration de l'établissement du 2 décembre 2024

ET

La structure d'accueil Mairie de Honfleur, représentée par Michel Lamarre en qualité de Maire et en vertu de la délibération du Conseil Municipal en date du 10 décembre 2024

Ceci exposé, il est convenu de modifier la convention comme suit :

Article 2 - Modalités d'exécution

Préalablement à la mise en œuvre de chaque mesure de responsabilisation, un document (modèle ci-joint) détermine les modalités d'exécution de la mesure.

Il est signé par le chef d'établissement, le représentant de la Ville de Honfleur, l'élève ou son représentant légal s'il est mineur.

Il comprend les éléments suivants :

- nom de l'élève concerné ;
- date de naissance ;
- nom du représentant légal de l'élève, s'il est mineur ;
- nom et qualité de la personne en charge de l'accueil au sein de la Ville de Honfleur ;
- nom du personnel de l'établissement en charge de suivre le déroulement de la mesure ;
- dates, durée et modalités d'exécution de la mesure ;
- objectifs de la mesure de responsabilisation ;
- principales activités à réaliser et lieu(x) d'exécution (choix d'un parcours proposé par la Ville de Honfleur et choisi par le collège Alphonse Allais en cohérence avec les besoins du jeune).

Il précise, autant que nécessaire, les conditions de transport.

Il mentionne les assurances souscrites par l'établissement et la structure d'accueil.

Le temps consacré à la mesure de responsabilisation ne peut excéder trois heures par jour, en dehors des heures d'enseignement, ni requérir la présence de l'élève plus de quatre jours par semaine.

Article 5 – Coordination entre les partenaires

Lorsqu'un élève du collège Alphonse Allais est exclu, la Ville de Honfleur organise son accueil au sein de la mairie en fonction du type de parcours à suivre par l'élève.

Dans le cadre des différents parcours proposés, les élèves pourront rencontrer les éducateurs spécialisés du Département du Calvados et seront également aiguillés vers le centre social JSF pour participer à des actions et aux ateliers CLAS (contrat local d'accompagnement scolaire).

Le service d'éducation spécialisé du Département du Calvados est désormais signataire de la présente convention.

Fait le :

Le chef d'établissement Alphonse Allais

David Crochet



Le Maire de la Ville de Honfleur

Michel Lamarre



La directrice de l'établissement public de prévention spécialisé du Département du Calvados

Héloïse Paumier



Le directeur de l'association Jeunes Séniors Familles

Gharib Laaifat



MAIRIE DE HONFLEUR

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPALSéance du MARDI 09 DECEMBRE 2025Date de
convocation :1^{er} décembre 2025Affichée le :1^{er} décembre 2025Date de
publication de la
délibération

16/12/2025

Nombre de
déléguésEn exercice : 29Présents : 24Votants : 26

L'an deux mil vingt-cinq, le mardi 09 décembre, à 18h30, le Conseil Municipal de la ville de Honfleur, légalement convoqué, s'est réuni en session ordinaire, dans le petit grenier à sel, sous la présidence de Monsieur Michel LAMARRE, maire.

Étaient présents :

M. Michel LAMARRE, maire
M. ALVAREZ, Mme LEMONNIER, M. PUBREUIL, Mme FLEURY, M. BARQI, Mme SAUSSEAU, M. HAMEL adjoints
M. ROTROU, maire délégué de Vasouy
M. ALLEAUME, Mme PONS, M. AUBREE, Mme GESLIN, Mme BARRÉ, M. BREVAL, Mme SALE, M. BUISSON, Mme THOMAS, M. NAVIAUX, Mme HARREAU, M. AMBOS, Mme LALART, Mme HERON-BUDIN, Mme GALOCHER, conseillers municipaux

Absents :

Mme GROS, M. LANGIN, conseillers municipaux

Absents et excusés

M. ARNAUD, conseiller municipal

Absents et excusés ayant donné pouvoir :

Mme THEVENIN (pouvoir à Mme LEMONNIER), M. SAUDIN (pouvoir à Mme HERON-BUDIN) conseillers municipaux

Madame LEMONNIER a été élue secrétaire de séance.

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION D'AGENTS DE LA CCPHB POUR LES MISSIONS DE POLICE DE L'URBANISME ET DE CONFORMITES, A LA COMMUNE DE HONFLEUR

Rapporteur : CATHERINE FLEURY, ADJOINTE AU MAIRE

Dans l'exercice du pouvoir de police de l'urbanisme et des conformités, la CCPHB propose aux Maires de leur apporter son soutien via la mise à disposition d'agents qualifiés. Cette mise à disposition d'agents de la CCPHB doit faire l'objet d'une convention.

Ainsi, il revient au Conseil Municipal d'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention de mise à disposition d'agents de la CCPHB, pour les missions de police de l'urbanisme et de conformités, à la commune de Honfleur.

CONSIDERANT le fait que la CCPHB dispose d'agents qualifiés pour aider les maires dans l'exercice de leur pouvoir de police en matière d'urbanisme et de conformité.

CONSIDERANT le courrier du Président de la CCPHB à l'attention des Maires proposant la mise à disposition d'agents communautaires, spécialisés en matière de conformités et de Police de l'Urbanisme, à titre gracieux.

CONSIDERANT l'article L480-1 alinéa 3 du Code de l'urbanisme, pour les communes où la délivrance des ADS a été transférée à la CCPHB, l'engagement du Maire de dresser ou de faire dresser procès-verbal des infractions à la suite d'un signalement écrit du président de la CCPHB.

CECI ENTENDU,

Vu les statuts de la Communauté de Communes du Pays de Honfleur-Beuzeville,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L5211-4-2 (concernant les services communs non liés à une compétence transférée),

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment l'article L422-1 et suivants (définissant notamment le maire ou le président de l'EPCI comme l'autorité compétente pour délivrer les actes d'urbanisme),

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment l'article L480-1 et suivants (définissant la compétence du relevé d'infraction),

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment l'article L481-1 et suivants (concernant les travaux illégaux),

**APRES EN AVOIR DELIBERE,
LE CONSEIL MUNICIPAL, à l'unanimité,**

- **SOLLICITE** la mise à disposition d'agents de la CCPHB pour les missions de Police de l'Urbanisme et de conformités.
- **APPROUVE le projet de convention** de mise à disposition de personnel avec la CCPHB, joint en annexe.
- **AUTORISE** Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que toutes pièces nécessaires à l'application de la présente délibération.

Le Maire,

Michel LAMARRE





A Honfleur, le 07 novembre 2025

Maires de la CCPHB

Siège
33 cours des fossés
CS 40037
14601 Honfleur Cedex
Tél.: 02 31 14 29 30
Fax : 02 31 14 29 39

Réf : CCPHB/ML/FC/SF/SD/JD/CS /2025

Objet : Transmission des projets de conventions relatives aux missions de Police de l'Urbanisme et de conformités

Madame, Monsieur le Maire,

Jusqu'alors, des agents de la CCPHB assuraient des missions de Police de l'Urbanisme et de Conformités, sous la direction hiérarchique de la Communauté de Communes. Souhaitant sécuriser son action et les actes pris dans ces deux domaines, des recherches juridiques poussées ont révélé que le Maire seul reste détenteur de ces deux champs de compétence et que l'agent « constatateur » d'une infraction doit être commissionné par chaque Maire.

Le Bureau communautaire du 23 septembre 2025 et le Conseil communautaire du 8 octobre 2025 ont été informés de la situation juridique, des solutions envisagées ainsi que le calendrier de mise en place.

Ainsi, afin d'assurer une mise en œuvre harmonisée et juridiquement sécurisée des missions liées à la Police de l'Urbanisme et à la conformité des autorisations d'urbanisme, il est proposé la conclusion d'une convention de mise à disposition, à titre gracieux, d'agents communautaires pour l'exercice de ces missions sur le territoire de la CCPHB.

Vous trouverez ci-joints pour examen et approbation :

- Le projet de délibération à soumettre à votre Conseil Municipal ;
- Le projet de convention de mise à disposition
- Des modèles d'arrêté de commissionnement ;

Ablon
Barneville la Bertran
Berville sur Mer
Beuzeville
Boulleville
Conteville
Cricqueboeuf
Equemauville
Fatouville Grestain
Fiquefleur Equainville
Fourneville
Foulbec
Genneville
Gonneville sur Honfleur
Honfleur-Vasouy
Manneville la Raoult
Pennedepie
Quetteville
La Rivière St Sauveur
St Maclou
St Pierre du Val
St Sulpice de Grimbouville
Le Theil en Auge

Ces documents visent à préciser les modalités d'intervention, de responsabilité et de coordination entre la CCPHB et les communes, dans le respect du cadre réglementaire en vigueur.

Si vous souhaitez cette mise à disposition, je vous remercie de bien vouloir inscrire la délibération correspondante à l'ordre du jour de votre prochain Conseil Municipal et de me transmettre la délibération adoptée, signée, ainsi que les exemplaires paraphés des conventions.

Je reste naturellement à votre disposition, ainsi que les services communautaires, pour tout renseignement complémentaire ou échange sur ces projets.

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur le Maire, l'expression de mes salutations distinguées.

Le Président de la CCPHB
Michel LAMARRE



Convention de mise à disposition d'agents de la CCPHB, pour les missions de Police de l'Urbanisme et de conformités, à la commune de Honfleur

ENTRE

La Communauté de Communes du Pays de Honfleur-Beuzeville (CCPHB), dont le siège est 33 Cours des Fossés - CS 40037 14601 HONFLEUR CEDEX, dûment représentée par son Président, Monsieur Michel LAMARRE, agissant en vertu de la délibération du conseil communautaire du 15/07/2020 et du- conseil décembre-..... autorisant la signature de la convention,

Ci-après désignée « la CCPHB » ou « le service urbanisme »,

d'une part,

ET

La Commune de Honfleur, dont le siège est Mairie de 27210 dûment représentée par son Maire, Monsieur , agissant en vertu de la délibération du conseil municipal du,

Ci-après désignée « la commune » ou « le Maire »,

d'autre part,

Préambule

Avant fusion de la Communauté de Communes du Pays de Honfleur (CCPH) et de la Communauté de Communes du Canton de Beuzeville (CCCB), la compétence « Délivrance des autorisations et actes relatifs à l'application du droit des sols » était historiquement détenue par l'ex-CCPH pour les communes calvadosiennes.

Depuis la fusion de ces 2 EPCI au 1^{er} janvier 2017, 8 des communes calvadosiennes ont délégué cette compétence à la nouvelle entité dénommée « Communauté de Communes du Pays de Honfleur-Beuzeville (CCPHB) ».

Ainsi, dans le prolongement de l'instruction et de la délivrance des demandes d'autorisations d'urbanisme, la CCPHB emploie des agents dont les missions consistent, principalement ou accessoirement, au contrôle de conformité des travaux sur le terrain voire à la relève d'infractions au titre du Code de l'Urbanisme puis à l'engagement de procédures idoines.

C'est pourquoi, la présente convention s'adresse à toutes les communes de notre territoire, qu'elles soient compétentes ou non en termes de délivrance des autorisations d'urbanisme, qui souhaitent que les agents de la CCPHB, spécialistes en matière de conformités et de Police de l'Urbanisme, leur soient mis à disposition afin de les assister techniquement et/ou administrativement en cas de difficulté dans ces domaines.

Cette mise à disposition vise à mutualiser les compétences techniques en agissant de manière équitable sur l'ensemble du territoire intercommunal.

Afin d'atteindre ces objectifs généraux, la présente convention a pour objet de fixer les modalités de fonctionnement et de travail pour les missions de conformité et de Police de l'Urbanisme, en relation avec les communes adhérentes, les Maires et/ou leur(s) Officiers de Police Judiciaire (OPJ) : objet et durée de la mise à disposition, missions, fin de la mise à disposition, contentieux, élection de domicile...

Vu les statuts de la Communauté de Communes du Pays de Honfleur-Beuzeville,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L5211-4-2 (concernant les services communs non liés à une compétence transférée),

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment l'article L422-1 et suivants (définissant notamment le maire ou le président de l'EPCI comme l'autorité compétente pour délivrer les actes d'urbanisme),

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment l'article L480-1 et suivants (définissant la compétence du relevé d'infraction),

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment l'article L481-1 et suivants (concernant les travaux illégaux),

Vu la convention portant sur l'instruction des autorisations et des actes relatifs à l'occupation et l'utilisation des sols entre la Communauté de Communes du Pays de Honfleur-Beuzeville et les Communes adhérentes,

Vu le courrier du Président de la CCPHB à l'attention des Maires, en date du XXX proposant la mise à disposition d'agents communautaires, spécialisés en matière de conformités et de Police de l'Urbanisme, à titre gracieux,

Vu l'avis du Comité Social Territorial de la CCPHB en date du

Vu la délibération du conseil municipal du XXX sollicitant et autorisant la mise à disposition d'agents communautaires, spécialisés en matière de conformités et de Police de l'Urbanisme, à titre gracieux,

Vu la délibération du conseil communautaire du XXX acceptant la mise à disposition d'agents communautaires, spécialisés en matière de conformités et de Police de l'Urbanisme, à la Commune de XXX, à titre gracieux,

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet et durée de la mise à disposition

La Communauté de Communes du Pays de Honfleur-Beuzeville, met à disposition les agents spécialisés en matière de conformités et de Police de l'Urbanisme, pour exercer des missions dans ce domaine, sous l'autorité hiérarchique du Maire, **à titre gracieux**.

Article 2 : Missions

Les agents dûment commissionnés et assermentés prendront en charge l'assistance aux missions suivantes :

- Concernant les conformités :
 - A la demande du Maire : contrôler la conformité des travaux, à la suite du dépôt d'une Déclaration Attestant l'Achèvement et la Conformité des Travaux (DAACT) en Mairie, incluant des vérifications sur le terrain ;
 - Rédaction et envoi des attestations ou contestations à la DAACT au Maire.

- Concernant la Police de l'Urbanisme :
 - Prise en considération du signalement du Maire relatif à l'édification d'une construction illégale ;
 - Vérifications d'usage relatives au signalement (situation, objet, historique des dossiers, identification du ou des contrevenant(s)...)
 - Constater les infractions sur le territoire de ladite commune ;
 - Rédaction et envoi d'un courrier « amiable » sollicitant la régularisation éventuelle dans un délai fixé ;
 - Le cas échéant, rédaction d'un Procès-Verbal de constatation qui sera transmis au Procureur de la République pour suite à donner ;
 - Mise en demeure avec astreinte ;
 - Rédaction d'un Arrêté Interruptif de Travaux (AIT).

Article 3 - Situation des agents pendant la mise à disposition

Les agents publics territoriaux concernés sont de plein droit mis à la disposition de la collectivité d'accueil pour la durée de la convention.

Considérant la faible quotité de mise à disposition, la gestion statutaire des agents concernés (rémunération, gestion des absences, entretien professionnel) reste de la compétence unique de la CCPHB.

Article 4 : Fin de la mise à disposition

La mise à disposition est conclue de plein droit et sans limitation de durée. Il peut être en outre mis fin par la collectivité d'origine ou d'accueil à la mise à disposition d'un agent en particulier, sous réserve d'un respect d'un préavis de 2 mois. Cette décision doit faire l'objet d'un commun accord entre les parties et fait l'objet d'une information par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 5 : Commissionnement des agents

Chaque Maire commissionnera l'agent de la CCPHB qui lui sera mis à disposition afin qu'il puisse réaliser ses constats et interventions.

Article 6 : Contentieux

Tous les litiges pouvant résulter de l'application de la présente convention relèvent de la compétence du Tribunal Administratif de XXX.

Article 7 : Election de domicile

Pour l'exécution de la présente convention, les parties font élection de domicile :

Pour la Commune de XXX

Pour la CCPHB, 33 Cours des Fossés, CS 40037, 14601 HOFLEUR CEDEX

La présente convention est établie en deux exemplaires originaux, dont un pour chacune des parties.

Fait à Honfleur, le XXX

Pour la Communauté de Communes
du Pays de Honfleur-Beuzeville,

Pour la Commune
de XXX,

Le Président,
Michel LAMARRE

Le Maire
XXX

REPUBLIQUE FRANÇAISE

COMMUNE DE ...

**ARRETE PORTANT COMMISSIONNEMENT POUR L'URBANISME
D'UN AGENT COMMUNAUTAIRE
N°**

Le Maire de ...,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2 et suivants,

VU la loi 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,

VU le Code de l'Urbanisme, notamment les articles L.480-1 et suivants, L.610-4 et R.610-1 et suivants,

VU la délibération relative à la convention de mise à disposition d'agent de la Communauté de Communes du Pays de Honfleur-Beuzeville (CCPHB), pour les missions de police de l'urbanisme et de conformités, en date du ...,

CONSIDERANT la nécessité pour la commune d'assurer la protection du cadre de vie en raison notamment de l'augmentation des infractions en matière d'urbanisme,

CONSIDERANT qu'il convient que les agents communautaires soient assermentés afin de contrôler la conformité des constructions et dresser le procès-verbal des infractions relatives à l'urbanisme et autorisations du droit des sols,

ARRETE

ARTICLE 1^{er} : Madame Céline MICHE, rédactrice, est commissionnée afin de contrôler la conformité des constructions, rechercher et constater par procès-verbal, sur le territoire communal les infractions aux règles relatives à l'urbanisme et aux autorisations d'occupation des sols dans les conditions prévues aux articles cités ci-dessus énoncés du Code de l'Urbanisme,

ARTICLE 2 : Le présent arrêté, accompagné d'une ampliation de l'acte de nomination de Madame Céline MICHE en qualité de rédactrice sera transmis à Monsieur le Président du Tribunal d'Instance en vue de l'assermentation de cet agent.

ARTICLE 3 : Le Maire de la commune de est chargé de veiller à l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 4 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif devant Monsieur le Maire de ... dans le délai de deux mois à compter de sa publication. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet.

ARTICLE 5 : Un recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal Administratif ou déposé sur www.telerecours.fr dans le délai de deux mois à compter de la

publication de l'arrêté ou à compter de la réponse de l'administration si un recours administratif a été préalablement déposé.

Fait à ..., le

Le Maire

...

REPUBLIQUE FRANÇAISE

COMMUNE DE ...

**ARRETE PORTANT COMMISSIONNEMENT POUR L'URBANISME
D'UN AGENT COMMUNAUTAIRE
N°**

Le Maire de ...,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2 et suivants,

VU la loi 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,

VU le Code de l'Urbanisme, notamment les articles L.480-1 et suivants, L.610-4 et R.610-1 et suivants,

VU la délibération relative à la convention de mise à disposition d'agent de la Communauté de Communes du Pays de Honfleur-Beuzeville (CCPHB), pour les missions de police de l'urbanisme et de conformités, en date du ...,

CONSIDERANT la nécessité pour la commune d'assurer la protection du cadre de vie en raison notamment de l'augmentation des infractions en matière d'urbanisme,

CONSIDERANT qu'il convient que les agents communautaires soient assermentés afin de contrôler la conformité des constructions et dresser le procès-verbal des infractions relatives à l'urbanisme et autorisations du droit des sols,

ARRETE

ARTICLE 1^{er} : Madame Céline SURIRAY, Technicienne principale, est commissionnée afin de contrôler la conformité des constructions, rechercher et constater par procès-verbal, sur le territoire communal les infractions aux règles relatives à l'urbanisme et aux autorisations d'occupation des sols dans les conditions prévues aux articles cités ci-dessus énoncés du Code de l'Urbanisme,

ARTICLE 2 : Le présent arrêté, accompagné d'une ampliation de l'acte de nomination de Madame Céline SURIRAY en qualité de Technicienne principale, sera transmis à Monsieur le Président du Tribunal d'Instance en vue de l'assermentation de cet agent.

ARTICLE 3 : Le Maire de la commune de est chargé de veiller à l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 4 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif devant Monsieur le Maire de ... dans le délai de deux mois à compter de sa publication. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet.

ARTICLE 5 : Un recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal Administratif ou déposé sur www.telerecours.fr dans le délai de deux mois à compter de la

publication de l'arrêté ou à compter de la réponse de l'administration si un recours administratif a été préalablement déposé.

Fait à ..., le

Le Maire

...

DÉPARTEMENT
DU
CALVADOS

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MAIRIE DE HONFLEUR

ARRONDISSEMENT
DE
LISIEUX

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du MARDI 09 DECEMBRE 2025

Date de
convocation :

1^{er} décembre 2025

Affichée le :

1^{er} décembre 2025

Date de
publication de la
délibération

16/12/2025

Nombre de
délégués

En exercice : 29

Présents : 24

Votants : 26

L'an deux mil vingt-cinq, le mardi 09 décembre, à 18h30, le Conseil Municipal de la ville de Honfleur, légalement convoqué, s'est réuni en session ordinaire, dans le petit grenier à sel, sous la présidence de Monsieur Michel LAMARRE, maire.

Étaient présents :

M. Michel LAMARRE, maire
M. ALVAREZ, Mme LEMONNIER, M. PUBREUIL, Mme FLEURY, M. BARQI, Mme SAUSSEAU, M. HAMEL adjoints
M. ROTROU, maire délégué de Vasouy
M. ALLEAUME, Mme PONS, M. AUBREE, Mme GESLIN, Mme BARRÉ, M. BREVAL, Mme SALE, M. BUISSON, Mme THOMAS, M. NAVIAUX, Mme HARREAU, M. AMBOS, Mme LALART, Mme HERON-BUDIN, Mme GALOCHER, conseillers municipaux

Absents :

Mme GROS, M. LANGIN, conseillers municipaux

Absents et excusés

M. ARNAUD, conseiller municipal

Absents et excusés ayant donné pouvoir :

Mme THEVENIN (pouvoir à Mme LEMONNIER), M. SAUDIN (pouvoir à Mme HERON-BUDIN) conseillers municipaux

Madame LEMONNIER a été élue secrétaire de séance.

Demande d'autorisation d'ouverture dominicale Honfleur 2026

Rapporteur : Patricia Sausseau, Adjointe au Maire

La Ville a reçu de 3 commerces de Honfleur une demande de dérogation au repos dominical pour l'année 2026 : Maxizoo, Lidl, Leclerc. Il convient de prévoir une délibération du Conseil Municipal pour émettre un avis sur cette dérogation, suivie d'un arrêté du Maire.

Vu la loi n° 93.1313 du 20 décembre 1993 relative au travail et à la formation professionnelle,

Vu la loi n° 2016-1088 du 8 août 2016 relative au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels,

Vu le décret n° 94.396 du 18 mai 1994 relatif au repos hebdomadaire et modifiant le Code du Travail,

Vu l'article L. 3132-26 et suivants du Code du Travail, tel que modifié par la loi "Macron", lequel confère au maire le pouvoir de supprimer le repos dominical des salariés dans la limite maximale de douze dimanches par année civile et ce, au bénéfice de chaque catégorie de commerce de détail.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

CONSIDERANT les demandes écrites des 3 établissements.

CONSIDERANT que la dérogation que peut octroyer le maire doit obligatoirement bénéficier dans tous les cas à la totalité des établissements situés dans la commune se livrant au commerce de détail concerné,

CONSIDERANT que le nombre de dérogations au repos dominical sera limité à 5, il appartient à Monsieur le Maire d'avoir l'avis du conseil municipal,

CONSIDERANT que l'arrêté du maire relatif à la dérogation au repos dominical pour les commerces de détail prévu à l'article L. 3132-26, est pris après avis des organisations d'employeurs et de salariés intéressées,

Il est proposé au Conseil Municipal d'émettre un avis sur ces demandes de dérogation au repos dominical pour 2026.

**Après en avoir délibéré,
Le Conseil Municipal, à l'unanimité,**

- **Autorise les commerces de détail concerné à déroger au repos dominical selon les modalités suivantes, et sous réserve qu'ils veillent au bon respect de la législation en vigueur en matière de droit du travail :**
 - Commerce de détail alimentaire : les dimanches 06,13,20 et 27 décembre,
 - Commerce de détail fleurs, plantes, graines, engrais, animaux de compagnie et aliments pour ces animaux : les dimanches 29 novembre, 06,13,20 et 27 décembre.

Fait et délibéré en séance, les jour, mois et an que dessus,

Le Maire,

Michel LAMARRE



DÉPARTEMENT
DU
CALVADOS

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MAIRIE DE HONFLEUR

ARRONDISSEMENT
DE
LISIEUX

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du MARDI 09 DECEMBRE 2025

Date de
convocation :

1^{er} décembre 2025

Affichée le :

1^{er} décembre 2025

Date de
publication de la
délibération

16/12/2025

Nombre de
délégués

En exercice : 29

Présents : 24

Votants : 26

L'an deux mil vingt-cinq, le mardi 09 décembre, à 18h30, le Conseil Municipal de la ville de Honfleur, légalement convoqué, s'est réuni en session ordinaire, dans le petit grenier à sel, sous la présidence de Monsieur Michel LAMARRE, maire.

Étaient présents :

M. Michel LAMARRE, maire
M. ALVAREZ, Mme LEMONNIER, M. PUBREUIL, Mme FLEURY, M. BARQI, Mme SAUSSEAU, M. HAMEL adjoints
M. ROTROU, maire délégué de Vasouy
M. ALLEAUME, Mme PONS, M. AUBREE, Mme GESLIN, Mme BARRÉ, M. BREVAL, Mme SALE, M. BUISSON, Mme THOMAS, M. NAVIAUX, Mme HARREAU, M. AMBOS, Mme LALART, Mme HERON-BUDIN, Mme GALOCHER, conseillers municipaux

Absents :

Mme GROS, M. LANGIN, conseillers municipaux

Absents et excusés

M. ARNAUD, conseiller municipal

Absents et excusés ayant donné pouvoir :

Mme THEVENIN (pouvoir à Mme LEMONNIER), M. SAUDIN (pouvoir à Mme HERON-BUDIN) conseillers municipaux

Madame LEMONNIER a été élue secrétaire de séance.

Modification du tableau des effectifs

Rapporteur : Felipe Alvarez, Adjoint au Maire

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L2313-1, R2313-3, R2313-8,
Vu le Code Général de la Fonction Publique, notamment son article L313-1,
Vu le décret n°91-298 du 20 mars 1991 modifié portant dispositions statutaires applicables aux fonctionnaires territoriaux nommés dans des emplois permanents à temps non complet,
Vu les décrets portant statuts particuliers des cadres d'emplois et organisant les grades s'y rapportant, pris en application de l'article 4 de la loi n°84-53 susvisée,

Considérant que les emplois de chaque collectivité sont créés par leur organe délibérant. Il leur appartient donc de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services dans le respect des dispositions de la loi précitée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

Considérant qu'il est indispensable de mettre à jour ce tableau des effectifs en cas de modification, de création, de suppression ou de modification de la durée hebdomadaire d'un poste.

CONSIDERANT qu'il est proposé de créer des postes pour des recrutements en cours, en prévision de départs en retraite et pour intégrer des agents contractuels (contrats aidés)

Il est ainsi proposé de modifier le tableau des effectifs comme suit :

Suppression des postes suivants :

- un poste de brigadier-chef principal au 1^{er} mars 2026
- un poste d'agent de maîtrise principal au 1^{er} janvier 2026
- un poste d'adjoint technique principal de 1^o classe à 27/35^o au 1^{er} janvier 2026

Et

Création des postes suivants :

- un poste de gardien brigadier au 1^{er} mars 2026
- un poste de technicien au 1^{er} janvier 2026
- 2 postes d'adjoint technique au 1^{er} mars 2026
- un poste d'adjoint technique principal de 2^o classe au 1^{er} janvier 2026
- un poste d'adjoint du patrimoine à 27/35^o
- un poste d'assistant de conservation pour des missions de récolement pour un an

D'inscrire au budget les dépenses correspondantes

Après en avoir délibéré,

Le Conseil Municipal, à l'unanimité, décide de :

- **MODIFIER** le tableau des effectifs afin d'intégrer toutes les propositions présentées ci-dessus.
- **D'INSCRIRE** au budget, les dépenses correspondantes.

Le Maire,

Michel LAMARRE



DÉPARTEMENT
DU
CALVADOS

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MAIRIE DE HONFLEUR

ARRONDISSEMENT
DE
LISIEUX

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du MARDI 09 DECEMBRE 2025

Date de
convocation :

1^{er} décembre 2025

Affichée le :

1^{er} décembre 2025

Date de
publication de la
délibération

16/12/2025

Nombre de
délégués

En exercice : 29

Présents : 24

Votants : 26

L'an deux mil vingt-cinq, le mardi 09 décembre, à 18h30, le Conseil Municipal de la ville de Honfleur, légalement convoqué, s'est réuni en session ordinaire, dans le petit grenier à sel, sous la présidence de Monsieur Michel LAMARRE, maire.

Étaient présents :

M. Michel LAMARRE, maire
M. ALVAREZ, Mme LEMONNIER, M. PUBREUIL, Mme FLEURY, M. BARQI, Mme SAUSSEAU, M. HAMEL adjoints
M. ROTROU, maire délégué de Vasouy
M. ALLEAUME, Mme PONS, M. AUBREE, Mme GESLIN, Mme BARRÉ, M. BREVAL, Mme SALE, M. BUISSON, Mme THOMAS, M. NAVIAUX, Mme HARREAU, M. AMBOS, Mme LALART, Mme HERON-BUDIN, Mme GALOCHER, conseillers municipaux

Absents :

Mme GROS, M. LANGIN, conseillers municipaux

Absents et excusés

M. ARNAUD, conseiller municipal

Absents et excusés ayant donné pouvoir :

Mme THEVENIN (pouvoir à Mme LEMONNIER), M. SAUDIN (pouvoir à Mme HERON-BUDIN) conseillers municipaux

Madame LEMONNIER a été élue secrétaire de séance.

Communication du Rapport Social Unique (RSU) pour l'année 2024

Rapporteur : Felipe Alvarez, Adjoint au Maire

VU le Code Général des Collectivités Territoriales

VU le Code général de la fonction publique, notamment l'article L231-1, relatif à l'élaboration du Rapport social Unique,

VU l'article 9 du décret n° 2020-1493 du 30 novembre 2020 relatif à la base de données sociales et au rapport social unique dans la Fonction Publique,

VU l'article 5 de la loi du 6 août 2019 de transformation de la Fonction Publique instaurant l'obligation pour les collectivités locales et les établissements publics d'élaborer un rapport social unique (RSU) en remplacement du Rapport sur l'État de la Collectivité (REC), ancien bilan social,

VU l'avis du Comité Social Territorial en date du 3 décembre 2025 concernant le RSU 2024,

CONSIDÉRANT que le Rapport Social Unique rassemble les éléments et données à partir desquels sont établies les Lignes Directrices de Gestion qui permettent aux employeurs publics de formaliser ou de mettre à jour leur stratégie pluriannuelle de pilotage des ressources humaines,

CONSIDÉRANT que le R.S.U. doit être réalisé tous les ans,

CONSIDÉRANT que la présentation du R.S.U. donne lieu à un débat en Comité social territorial et qu'il doit être communiqué à l'assemblée délibérante,

Le Conseil municipal prend acte de la communication du Rapport Social Unique portant sur les données ressources humaines de l'année 2024.

**Après en avoir délibéré,
Le Conseil Municipal, à l'unanimité,**

- **PREND acte de de la communication du rapport social unique 2024, dont la synthèse est annexée à la présente délibération.**

Le Maire,

Michel LAMARRE





SYNTHÈSE DU RAPPORT SOCIAL UNIQUE 2024



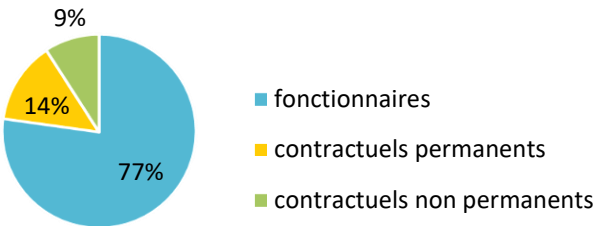
COMMUNE DE HONFLEUR

Cette synthèse du Rapport sur l'État de la Collectivité reprend les principaux indicateurs du Rapport Social Unique au 31 décembre 2024. Elle a été réalisée via l'application www.bs.donnees-sociales des Centres de Gestion par extraction des données 2024 transmises en 2025 par la collectivité au Centre de Gestion du Calvados.

Effectifs

➔ 285 agents employés par la collectivité au 31 décembre 2024

- > 220 fonctionnaires
- > 39 contractuels permanents
- > 26 contractuels non permanents



➔ 4 contractuels permanents en CDI

➔ Précisions emplois non permanents

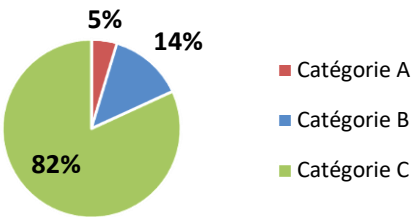
- ⇒ 3 contractuels non permanents recrutés dans le cadre d'un emploi aidé
- ⇒ 81 % des contractuels non permanents recrutés comme saisonniers ou occasionnels
- ⇒ Personnel temporaire intervenu en 2024 : aucun agent du Centre de Gestion et aucun intérimaire

Caractéristiques des agents permanents

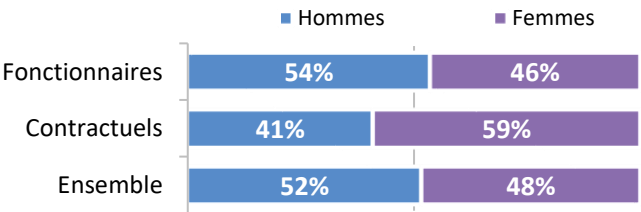
➔ Répartition par filière et par statut

Filière	Titulaire	Contractuel	Tous
Administrative	17%	15%	17%
Technique	60%	23%	54%
Culturelle	12%	31%	15%
Sportive	1%	8%	2%
Médico-sociale	1%		1%
Police	3%		2%
Incendie			
Animation	6%	23%	8%
Total	100%	100%	100%

➔ Répartition des agents par catégorie



➔ Répartition par genre et par statut

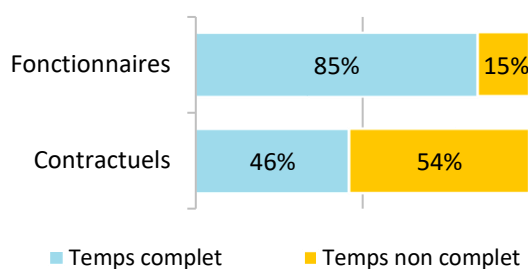


➔ Les principaux cadres d'emplois

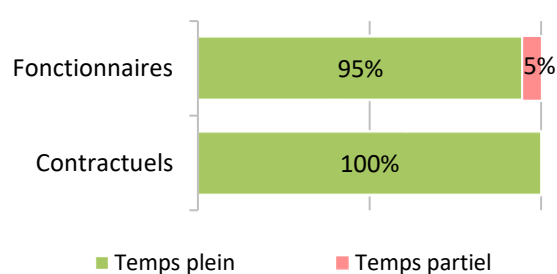
Cadres d'emplois	% d'agents
Adjointes techniques	43%
Adjointes administratifs	12%
Agents de maîtrise	8%
Adjointes d'animation	8%
Adjointes du patrimoine	7%

Temps de travail des agents permanents

➔ Répartition des agents à temps complet ou non complet



➔ Répartition des agents à temps plein ou à temps partiel



➔ Les 3 filières les plus concernées par le temps non complet

Filière	Fonctionnaires	Contractuels
Médico-sociale	67%	
Culturelle	26%	67%
Technique	16%	33%

➔ Part des agents permanents à temps partiel selon le genre

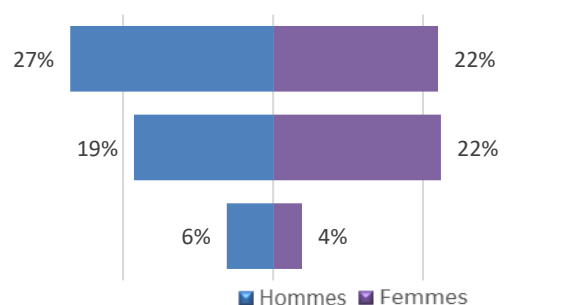
0% des hommes à temps partiel
12% des femmes à temps partiel

Pyramide des âges

➔ En moyenne, les agents de la collectivité ont 47 ans

Âge moyen* des agents permanents		
Fonctionnaires	48,50	de 50 ans et +
Contractuels permanents	41,35	
Ensemble des permanents	47,42	
Âge moyen* des agents non permanents		
Contractuels non permanents	42,31	de - de 30 ans

Pyramide des âges
des agents sur emploi permanent



* L'âge moyen est calculé sur la base des tranches d'âge

Équivalent temps plein rémunéré

➔ 246,32 agents en Equivalent Temps Plein Rémunéré (ETPR) sur l'année 2024

- > 207,88 fonctionnaires
- > 19,70 contractuels permanents
- > 18,74 contractuels non permanents

448 302 heures travaillées rémunérées en 2024

Répartition des ETPR permanents par catégorie

Catégorie A	10,27 ETPR
Catégorie B	25,41 ETPR
Catégorie C	191,90 ETPR

Positions particulières

> 17 agents en disponibilité

> Un agent détaché dans une autre structure

Mouvements

➔ En 2024, 29 arrivées d'agents permanents et 25 départs

3 contractuels permanents nommés stagiaires

Emplois permanents rémunérés

Effectif physique théorique au 31/12/2023 1	Effectif physique au 31/12/2024
255 agents	259 agents

¹ cf. page 7

Variation des effectifs*

entre le 1er janvier et le 31 décembre 2024

Fonctionnaires	↘	-2,7%
Contractuels	↗	34,5%
Ensemble	↗	1,6%

➔ Principales causes de départ d'agents permanents

Fin de contrats remplaçants	36%
Mise en disponibilité	20%
Départ à la retraite	16%
Mutation	8%
Démission	8%

➔ Principaux modes d'arrivée d'agents permanents

Remplacements (contractuels)	62%
Arrivées de contractuels	21%
Recrutement direct	10%
Voie de mutation	3%
Voie de détachement	3%

* Variation des effectifs :

(effectif physique rémunéré au 31/12/2024 - effectif physique théorique rémunéré au 31/12/2023) /

(Effectif physique théorique rémunéré au 31/12/2023)

Évolution professionnelle

➔ Aucun bénéficiaire d'une promotion interne sans examen professionnel

➔ 1 lauréat d'un examen professionnel nommé

dont 100% des nominations concernent des femmes

➔ 1 lauréat d'un concours d'agents déjà fonctionnaires dans la collectivité nommé

Aucune nomination concerne des femmes

➔ Aucun agent n'a bénéficié d'un accompagnement par un conseiller en évolution professionnelle

➔ 93 avancements d'échelon et 19 avancements de grade

Sanctions disciplinaires

➔ 3 sanctions disciplinaires prononcées en 2024

Nombre de sanctions prononcées concernant les fonctionnaires en 2024

	Hommes	Femmes
Sanctions 1 ^{er} groupe	3	0
Sanctions 2 ^{ème} groupe	0	0
Sanctions 3 ^{ème} groupe	0	0
Sanctions 4 ^{ème} groupe	0	0

Aucune sanction prononcée à l'encontre de fonctionnaires stagiaires

Aucune sanction prononcée à l'encontre d'agents contractuels

➔ Motif de la sanction prononcée (fonctionnaires et contractuels en 2024)

Qualité de service (manquement aux sujétions du service, négligence, désobéissance hiérarchique, absence irrégulière, abandon de poste)

100%

Budget et rémunérations

➔ Les charges de personnel représentent 55.71 % des dépenses de fonctionnement

Budget de fonctionnement*	18 994 727 €	Charges de personnel*	10 581 617 €	➔	Soit 55.71 % des dépenses de fonctionnement
* Montant global					

Rémunérations annuelles brutes - emploi permanent :	6 965 817 €	Rémunérations des agents sur emploi non permanent :
Primes et indemnités versées :	932 550 €	491 945 €
IFSE :	882 446 €	
CIA :	113 €	
Heures supplémentaires et/ou complémentaires :	184 052 €	
Nouvelle Bonification Indiciaire :	42 434 €	
Supplément familial de traitement :	37 333 €	
Complément de traitement indiciaire (CTI)	0 €	

➔ Rémunération moyenne par équivalent temps plein rémunéré des agents permanents

	Catégorie A		Catégorie B		Catégorie C	
	Titulaire	Contractuel	Titulaire	Contractuel	Titulaire	Contractuel
Administrative	60 641 €	42 453 €	36 581 €	s	30 217 €	s
Technique	s		36 531 €		28 748 €	25 230 €
Culturelle	44 326 €		35 530 €	30 850 €	27 480 €	23 077 €
Sportive			35 497 €	27 417 €		
México-sociale					27 918 €	
Police			s		36 274 €	
Incendie						
Animation			s		28 060 €	s
Toutes filières	58 680 €	42 453 €	36 494 €	29 680 €	28 997 €	25 023 €

*s : secret statistique appliqué en dessous de 2 ETPR

➔ La part des primes et indemnités sur les rémunérations annuelles brutes pour l'ensemble des agents permanents est de 13,39 %

Part des primes et indemnités sur les rémunérations :

Fonctionnaires	13,02%
Contractuels sur emplois permanents	17,57%
Ensemble	13,39%

- ➔ Le RIFSEEP a été mis en place pour les fonctionnaires et pour les contractuels ainsi que le CIA
- ➔ Les primes sont maintenues en cas de congé de maladie ordinaire
- ➔ 9116,59 heures supplémentaires réalisées et rémunérées en 2024
- ➔ Aucune heure complémentaire réalisée et rémunérée en 2024
- ➔ La collectivité a adhéré au régime général d'assurance chômage pour l'assurance chômage de ses agents contractuels

➔ IFSE et CIA selon la catégorie et le genre

Montant annuel moyen par ETPR	Fonctionnaires						Contractuels sur emploi permanents					
	Femmes			Hommes			Femmes			Hommes		
	IFSE	CIA	Part CIA	IFSE	CIA	Part CIA	IFSE	CIA	Part CIA	IFSE	CIA	Part CIA
Catégorie A	13 567 €			20 794 €			s			10 930 €		
Catégorie B	5 560 €			5 339 €			3 924 €			3 351 €		
Catégorie C	3 225 €	1 €	0%	3 317 €			550 €			1 336 €		

*s : secret statistique appliqué en dessous de 2 ETPR

Absences

➔ En moyenne, 17,4 jours d'absence pour tout motif médical en 2024 par fonctionnaire

> En moyenne, 4,5 jours d'absence pour tout motif médical en 2024 par agent contractuel permanent

	Fonctionnaires	Contractuels permanents	Ensemble agents permanents	Contractuels non permanents
Taux d'absentéisme « compressible » (maladies ordinaires et accidents de travail)	4,03%	1,24%	3,61%	0,58%
Taux d'absentéisme médical (toutes absences pour motif médical)	4,76%	1,24%	4,23%	0,58%
Taux d'absentéisme global (toutes absences y compris maternité, paternité et autre)	4,94%	2,17%	4,52%	0,61%

Cf. p7 Précisions méthodologiques pour les groupes d'absences

Taux d'absentéisme : nombre de jours d'absence / (nombre total d'agents x 365)

➔ Aucune journée de congés supplémentaires accordée au-delà des congés légaux (exemple : journée du maire)

➔ 34,7 % des agents permanents ont eu au moins un jour de carence prélevé

➔ La collectivité adhère à un contrat d'assurance groupe pour la gestion du risque maladie

Accidents du travail

➔ 11 accidents du travail déclarés en 2024

Prévention et risques professionnels

➔ **ASSISTANTS DE PRÉVENTION**
Aucun assistant de prévention désigné dans la collectivité

➔ **FORMATION**
95 jours de formation liés à la prévention (habilitations et formations obligatoires)

Coût total des formations : 21 688 €

Coût par jour de formation : 228 €

➔ **DÉPENSES**
Aucune dépense en faveur de la prévention, de la sécurité et de l'amélioration des conditions de travail n'a été effectuée

➔ **DOCUMENT DE PRÉVENTION**
La collectivité dispose d'un document unique d'évaluation des risques professionnels

Dernière mise à jour : 2021

Handicap

Seules les collectivités de plus de 20 agents équivalent temps plein sont soumises à l'obligation d'emploi de travailleurs handicapés à hauteur de 6 % des effectifs.

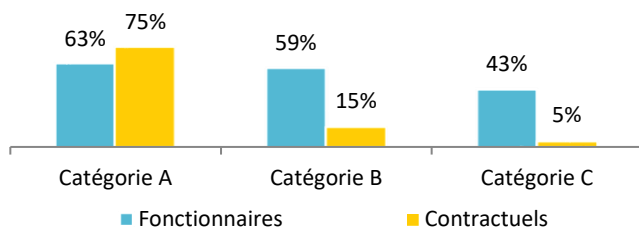
18 travailleurs handicapés employés sur emploi permanent

- ⇒ 2 travailleurs handicapés recrutés sur emploi non permanent
- ⇒ 89 % sont fonctionnaires*
- ⇒ 100 % sont en catégorie C*

Formation

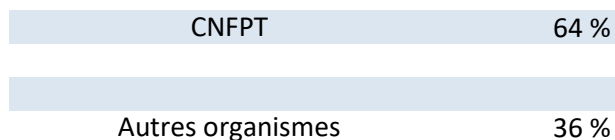
- ➔ En 2024, 40,9% des agents permanents ont suivi une formation d'au moins un jour

Pourcentage d'agents par catégorie et par statut ayant bénéficié d'au moins un jour de formation en 2024



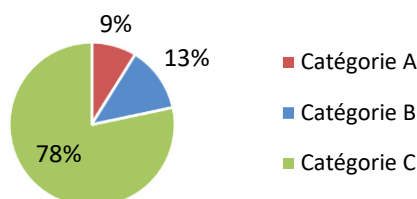
- ➔ 94 738 € ont été consacrés à la formation en 2024

Répartition des dépenses de formation



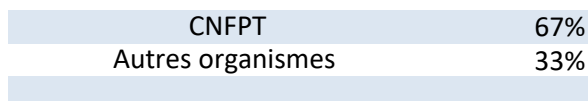
- ➔ 577 jours de formation suivis par les agents sur emploi permanent en 2024

Répartition des jours de formation par catégorie hiérarchique



Nombre moyen de jours de formation par agent permanent :
> 2,2 jours par agent

Répartition des jours de formation par organisme



Action sociale et protection sociale complémentaire

- ➔ La collectivité participe à la complémentaire santé et aux contrats de prévoyance

Montants annuels	Santé
Montant global des participations	21 177 €
Montant moyen par bénéficiaire	175 €

- ➔ L'action sociale de la collectivité

- Prestations servies par l'intermédiaire d'un organisme à but non lucratif ou d'une association locale

Relations sociales

- ➔ Jours de grève

Aucun jour de grève recensé en 2024

- ➔ Comité Social Territorial

4 réunions en 2024 dans la collectivité

Précisions méthodologiques

➡ 1 Formules de calcul - Effectif théorique au 31/12/2023

Pour les fonctionnaires :

Total de l'effectif physique rémunéré des fonctionnaires au 31/12/2024

- + Départs définitifs de titulaires ou de stagiaires
- + Départs temporaires non rémunérés
- Arrivées de titulaires ou de stagiaires
- Stagiairisation de contractuels de la collectivité
- Retours de titulaires stagiaires

Pour les contractuels permanents :

Total de l'effectif physique rémunéré des contractuels au 31/12/2024

- + Départs définitifs de contractuels
- + Départs temporaires non rémunérés
- + Stagiairisation de contractuels de la collectivité
- Arrivées de contractuels
- Retours de contractuels

Pour l'ensemble des agents permanents :

Effectif théorique des fonctionnaires au 31/12/2023

+ Effectif théorique des contractuels permanents au 31/12/2023

➡ 2 Formules de calcul - Taux d'absentéisme

$$\frac{\text{Nombre de jours calendaires d'absence}}{\text{Nombre d'agents au 31/12/2024} \times 365} \times 100$$

Les journées d'absence sont décomptées en jours calendaires pour respecter les saisies réalisées dans les logiciels de paie

Note de lecture :

Si le taux d'absentéisme est de 8 %, cela signifie que pour 100 agents de la collectivité, un équivalent de 8 agents a été absent toute l'année.

3 « groupes d'absences »

1. Absences compressibles :

Maladie ordinaire et accidents du travail

2. Absences médicales :

Absences compressibles + longue maladie, maladie de longue durée, grave maladie, maladie professionnelle

3. Absences Globales :

Absences médicales + maternité, paternité adoption, autres raisons*

** Les absences pour "autres raisons" correspondent aux autorisations spéciales d'absences (motif familial, concours...) Ne sont pas comptabilisés les jours de formation et les absences pour motif syndical ou de représentation.*

➡ En raison de certains arrondis, la somme des pourcentages peut ne pas être égale à 100 %

Réalisation

Cette fiche synthétique reprend les principaux indicateurs sociaux issus du Rapport Social Unique 2024. Les données utilisées sont extraites du Rapport sur l'État de la Collectivité 2024 transmis en 2025 par la collectivité. Ces données ont pour objectif de bénéficier d'une vue d'ensemble sur les effectifs de la collectivité.



L'outil automatisé permettant la réalisation de cette synthèse a été développé par le Comité Technique des Chargés d'études des Observatoires Régionaux des Centres de Gestion.

Date de publication : septembre 2025

Version 1

DÉPARTEMENT
DU
CALVADOS

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MAIRIE DE HONFLEUR

ARRONDISSEMENT
DE
LISIEUX

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du MARDI 09 DECEMBRE 2025

Date de
convocation :

1^{er} décembre 2025

Affichée le :

1^{er} décembre 2025

Date de
publication de la
délibération

16/12/2025

Nombre de
délégués

En exercice : 29

Présents : 24

Votants : 26

L'an deux mil vingt-cinq, le mardi 09 décembre, à 18h30, le Conseil Municipal de la ville de Honfleur, légalement convoqué, s'est réuni en session ordinaire, dans le petit grenier à sel, sous la présidence de Monsieur Michel LAMARRE, maire.

Étaient présents :

M. Michel LAMARRE, maire
M. ALVAREZ, Mme LEMONNIER, M. PUBREUIL, Mme FLEURY, M. BARQI, Mme SAUSSEAU, M. HAMEL adjoints
M. ROTROU, maire délégué de Vasouy
M. ALLEAUME, Mme PONS, M. AUBREE, Mme GESLIN, Mme BARRÉ, M. BREVAL, Mme SALE, M. BUISSON, Mme THOMAS, M. NAVIAUX, Mme HARREAU, M. AMBOS, Mme LALART, Mme HERON-BUDIN, Mme GALOCHER, conseillers municipaux

Absents :

Mme GROS, M. LANGIN, conseillers municipaux

Absents et excusés

M. ARNAUD, conseiller municipal

Absents et excusés ayant donné pouvoir :

Mme THEVENIN (pouvoir à Mme LEMONNIER), M. SAUDIN (pouvoir à Mme HERON-BUDIN) conseillers municipaux

Madame LEMONNIER a été élue secrétaire de séance.

Hausse de la participation employeur à la protection Sociale Complémentaire Santé des agents dans le cadre de la labellisation, à compter du 1^{er} janvier 2026

Rapporteur : Nicolas Pubreuil, Adjoint au Maire

VU le Code général des collectivités territoriales,

VU le code général de la fonction publique, notamment ses articles L. 827-1 et suivants,

VU le décret n° 2011-1474 du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement de la protection sociale complémentaire de leurs agents,

VU la Circulaire N°RDFB 1220789 C du 25 mai 2012 relative à la participation des collectivités territoriales et des établissements publics à la protection sociale complémentaire de leurs agents,

VU l'Ordonnance 2021-175 du 17 février 2021 relative à la protection sociale complémentaire dans la fonction publique,

VU le décret n° 2022-581 du 20 avril 2022 relatif aux garanties de protection sociale complémentaire et à la participation obligatoire des collectivités territoriales et de leurs établissements publics à leur financement,

VU l'Accord collectif national du 11 juillet 2023 portant réforme de la Protection Sociale Complémentaire dans la Fonction Publique Territoriale, fixant le montant minimum à 15 € par agent et par mois (soit 50 % d'un montant de référence fixé à 30 €).

VU la délibération du 27 novembre 2012 autorisant le financement des contrats PSC Santé labellisés auxquels les agents choisissent de souscrire, en prenant en compte la situation familiale des agents, selon les montants mensuels suivants : 12 € par agent, 10 € par conjoint et 5 € par enfant (dans la limite de 10 €).

VU l'avis du comité social territorial en date du 3 décembre 2025,

Il est proposé au Conseil Municipal de revaloriser la participation au financement des contrats individuels labellisés de protection sociale complémentaire en matière de santé à hauteur des montants mensuels suivants :

- 15 € par agent,
- 10 € par conjoint
- 5 € par enfant (dans la limite de 10 € pour 2 enfants ou plus)

Quelle que soit la quotité de travail de l'agent, sous réserve qu'il produise un justificatif de cette labellisation chaque année

**Après en avoir délibéré,
Le Conseil Municipal, à l'unanimité,**

DECIDE QUE la collectivité participera au financement des contrats individuels labellisés de protection sociale complémentaire en matière de santé à hauteur des montants mensuels suivants :

- 15 € par agent,
- 10 € par conjoint
- 5 € par enfant (dans la limite de 10 € pour 2 enfants ou plus)

quelle que soit la quotité de travail de l'agent, sous réserve qu'il produise un justificatif de cette labellisation chaque année.

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget.

Le Maire,

Michel LAMARRE



DÉPARTEMENT
DU
CALVADOS

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MAIRIE DE HONFLEUR

ARRONDISSEMENT
DE
LISIEUX

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du MARDI 09 DECEMBRE 2025

Date de
convocation :

1^{er} décembre 2025

Affichée le :

1^{er} décembre 2025

Date de
publication de la
délibération

16/12/2025

Nombre de
délégués

En exercice : 29

Présents : 24

Votants : 26

L'an deux mil vingt-cinq, le mardi 09 décembre, à 18h30, le Conseil Municipal de la ville de Honfleur, légalement convoqué, s'est réuni en session ordinaire, dans le petit grenier à sel, sous la présidence de Monsieur Michel LAMARRE, maire.

Étaient présents :

M. Michel LAMARRE, maire
M. ALVAREZ, Mme LEMONNIER, M. PUBREUIL, Mme FLEURY, M. BARQI, Mme SAUSSEAU, M. HAMEL adjoints
M. ROTROU, maire délégué de Vasouy
M. ALLEAUME, Mme PONS, M. AUBREE, Mme GESLIN, Mme BARRÉ, M. BREVAL, Mme SALE, M. BUISSON, Mme THOMAS, M. NAVIAUX, Mme HARREAU, M. AMBOS, Mme LALART, Mme HERON-BUDIN, Mme GALOCHER, conseillers municipaux

Absents :

Mme GROS, M. LANGIN, conseillers municipaux

Absents et excusés

M. ARNAUD, conseiller municipal

Absents et excusés ayant donné pouvoir :

Mme THEVENIN (pouvoir à Mme LEMONNIER), M. SAUDIN (pouvoir à Mme HERON-BUDIN) conseillers municipaux

Madame LEMONNIER a été élue secrétaire de séance.

Acceptation d'un don de 1 000 € d'un donateur anonyme au profit du musée Eugène-Boudin de Honfleur

Rapporteur : Michel Lamarre, Maire

Le 12 septembre dernier, l'office notarial SELARL THOMAS MUSTEL, MARIE ARDOUIN-MUSTEL, Notaires à BLANGY SUR BRESLE AUMAIE a pris contact avec le musée Eugène-Boudin afin de lui faire part de la volonté d'une personne souhaitant garder l'anonymat, de faire un don de 1 000 euros en faveur du musée.

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment l'article L.2242-1 relatif à l'acceptation des dons et legs faits aux communes ;

Vu l'article L.2121-29 du même code relatif aux compétences du Conseil municipal ;

Vu le courrier indiquant qu'un don d'un montant de 1 000 euros a été remis de manière anonyme au bénéfice du musée Eugène-Boudin de Honfleur, destiné à soutenir ses actions culturelles et patrimoniales ;

Considérant que ce don contribue à la valorisation des collections et au rayonnement culturel du musée ;

Considérant qu'il y a lieu, conformément aux dispositions légales, que le Conseil municipal délibère sur l'acceptation dudit don ;

**Après en avoir délibéré,
Le Conseil Municipal, à l'unanimité,**

DÉCIDE :

- **Autorise Monsieur le Maire, ou son représentant, à accepter ce don dans les conditions précisées ci-dessus.**
- **Confirme que ce don sera affecté au musée Eugène Boudin.**

Le Maire,

Michel LAMARRE



DÉPARTEMENT
DU
CALVADOS

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

ARRONDISSEMENT
DE
LISIEUX

MAIRIE DE HONFLEUR

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du MARDI 09 DECEMBRE 2025

Date de
convocation :

1^{er} décembre 2025

Affichée le :

1^{er} décembre 2025

Date de
publication de la
délibération

16/12/2025

Nombre de
délégués

En exercice : 29

Présents : 24

Votants : 26

L'an deux mil vingt-cinq, le mardi 09 décembre, à 18h30, le Conseil Municipal de la ville de Honfleur, légalement convoqué, s'est réuni en session ordinaire, dans le petit grenier à sel, sous la présidence de Monsieur Michel LAMARRE, maire.

Étaient présents :

M. Michel LAMARRE, maire
M. ALVAREZ, Mme LEMONNIER, M. PUBREUIL, Mme FLEURY, M. BARQI, Mme SAUSSEAU, M. HAMEL adjoints
M. ROTROU, maire délégué de Vasouy
M. ALLEAUME, Mme PONS, M. AUBREE, Mme GESLIN, Mme BARRÉ, M. BREVAL, Mme SALE, M. BUISSON, Mme THOMAS, M. NAVIAUX, Mme HARREAU, M. AMBOS, Mme LALART, Mme HERON-BUDIN, Mme GALOCHER, conseillers municipaux

Absents :

Mme GROS, M. LANGIN, conseillers municipaux

Absents et excusés

M. ARNAUD, conseiller municipal

Absents et excusés ayant donné pouvoir :

Mme THEVENIN (pouvoir à Mme LEMONNIER), M. SAUDIN (pouvoir à Mme HERON-BUDIN) conseillers municipaux

Madame LEMONNIER a été élue secrétaire de séance.

Prise de participation de la Commune de Honfleur au sein de la SCIC ENERCOOP NORMANDIE et désignation d'un représentant de la commune

Rapporteur : Nicolas Pubreuil, Adjoint au Maire

La Ville de Honfleur s'est engagée dans des démarches en faveur de la transition énergétique : Contrat de Performance énergétique (CPE), suivi des consommations des bâtiments publics avec une AMO (Perfenco), démarche de Schéma Directeur Immobilier (financé par la Banque des Territoires), construction d'équipements vertueux (nouveau bâtiment « petite enfance » sur le site Beaulieu, destiné à accueillir dès 2026 la crèche « Les petits Moussaillons »), etc.

La coopérative Enercoop est née en 2005 pour proposer une alternative citoyenne au moment de l'ouverture à la concurrence des marchés de l'électricité. La Société Coopérative d'Intérêt Collectif (SCIC) CSIC SA ENERCOOP Normandie permet aux sociétaires de détenir et porter leur projet de transition énergétique. Producteurs, consommateurs, salariés, partenaires et collectivités décident ensemble des orientations stratégiques de la coopérative et élisent leurs représentants au Conseil d'administration.

Les statuts de SCIC ENERCOOP sont joints en annexe.

En 2024, le réseau Enercoop, totalisait 13 coopératives, plus de 524 producteurs, près de 112 000 clients, 67 000 sociétaires et 12 000 clients professionnels.

Cette SCIC est une coopérative régionale (située à Malaunay, 76) appartenant à un réseau national dont l'activité vise 3 objectifs :

- Fournir une énergie locale et 100% renouvelable aux particuliers, professionnels et collectivités de la région Normandie
- Investir collectivement dans des moyens de production d'énergie renouvelable de divers types (hydraulique, éolien, photovoltaïque, biomasse)
- Fournir des services pour la maîtrise de l'énergie et la réduction des consommations (formation, conseil, diagnostic, achats groupés, responsable d'équilibre)

ENERCOOP est ainsi une réponse concrète à la nécessité d'impliquer largement et directement les acteurs d'une région dans les choix énergétiques, en leur permettant d'acquérir des parts sociales et de participer à la prise de décision sur les questions énergétiques locales d'un nouveau modèle énergétique propre, sobre, juste et démocratique.

Dans la catégorie « collectivités territoriales et leurs groupements », le nombre de parts sociales à acquérir dépend du nombre d'habitants résidant sur le territoire. Pour la Ville de Honfleur, dont la population principale est comprise entre 2 000 et 9 999 habitants, le nombre de parts à acquérir est de deux (2), pour un montant de cent Euros (100 €) la part, soit deux cents euros (200 €) par année.

La commune devra désigner un représentant au sein du collège « Collectivités territoriales et entreprises locales de distribution (ELD) » et disposera d'une voix à l'assemblée générale.

VU le code général des collectivités territoriales,

VU la loi transition énergétique du 17 Août 2015,

VU la loi énergie-climat du 8 novembre 2019, fixant notamment les objectifs de Programmation Pluriannuelle de l'Energie (PPE),

VU la démarche engagée par la Ville de Honfleur de créer des projets d'autoconsommation collective Patrimoniale (ACC-P),

VU l'article 12b du titre 3 des statuts de la SCIC SA Enercoop Normandie, « clauses particulières, collectivités territoriales et leur groupements » fixant le nombre de parts à acquérir pour devenir sociétaire,

CONSIDERANT que la prise de participation au sein de la Société Coopérative d'Intérêt Collectif (SCIC) CSIC SA ENERCOOP Normandie s'inscrit dans une démarche globale en faveur de la transition énergétique, avec une forte dimension territoriale, partenariale et démocratique

CONSIDERANT que les principaux objectifs de Enercoop Normandie correspondent au projet de la Commune de Honfleur,

CONSIDERANT que les services proposés par Enercoop Normandie sont de nature à faciliter la transition énergétique souhaitée par la Commune,

Il est proposé aux membres du Conseil Municipal :

- D'approuver la prise de participation à hauteur de 200 € (2 parts sociales), au capital de la société coopération d'intérêt collectif à capital variable ENERCOOP Normandie
- De désigner un représentant communal au sein du collège « Collectivités territoriales et entreprises locales de distribution (ELD) », et pour ce faire de ne pas procéder à un scrutin secret
- D'autoriser Monsieur le maire ou son représentant à effectuer toutes les démarches nécessaires et à signer le bulletin de souscription de parts de capital

Après en avoir délibéré,
Le Conseil Municipal, à l'unanimité,

- Approuve la prise de participation à hauteur de 200 € correspondant à 2 parts sociales, au capital de la société coopération d'intérêt collectif à capital variable ENERCOOP Normandie, crédits qui seront prévus au BP 2026
- Décide de ne pas procéder au scrutin secret pour la désignation du représentant communal au sein du collège « Collectivités territoriales et entreprises locales de distribution (ELD) »
- Désigne Nicolas Pubreuil (membre titulaire) et Felipe Alvarez (membre suppléant) pour représenter la Commune de Honfleur au sein du collège « Collectivités territoriales et entreprises locales de distribution (ELD) », disposant d'une voix à l'assemblée générale
- Autorise Monsieur le maire ou son représentant à effectuer toutes les démarches nécessaires et à signer le bulletin de souscription de parts de capital
- Autorise Monsieur le Maire, ou son représentant, à prendre toutes les mesures nécessaires et utiles pour la mise en place de ces mesures.

Le Maire,

Michel LAMARRE



« ENERCOOP NORMANDIE »

SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE D'INTÉRÊT
COLLECTIF DE FORME ANONYME
A CAPITAL VARIABLE

SIEGE SOCIAL :

Mairie de Malaunay - place de la Laïcité
76770 Malaunay

STATUTS

Modifiés par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 20/05/2017

Modifiés par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 25/05/2019

Modifiés par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 06/06/2020

PREAMBULE.....	4
Historique.....	4
Contexte.....	4
Des valeurs.....	5
Des objectifs.....	6
TITRE 1 : FORME - DENOMINATION – OBJET - DUREE.....	7
Article 1 : Forme.....	7
Article 2 : Dénomination.....	7
Article 3 : Objet.....	7
Article 4 : Durée.....	8
Article 5 : Siège social.....	8
TITRE 2 : CAPITAL SOCIAL.....	9
Article 6 : Capital social.....	9
Article 7 : Variabilité du capital.....	9
Article 8 : Capital minimum.....	9
Article 9 : Parts sociales.....	9
Article 10 : Avances en compte courant.....	10
TITRE 3 : SOCIETAIRES – CATEGORIES – ADMISSION - RETRAIT.....	11
Article 11 : Conditions légales – catégories de sociétaires.....	11
Article 12 : Conditions d'admission au sociétariat.....	12
Article 13 : Perte de la qualité de sociétaire.....	15
Article 14 : Remboursement des parts sociales.....	16
TITRE 4 : COLLÈGES DE VOTE.....	17
Article 15 : Principe.....	17
Article 16 : Définition des collèges de vote.....	17
Article 17 : Modification de la composition des collèges de vote.....	17
Article 18 : Affectation et modification de l'affectation d'un.e sociétaire dans un collège de vote.....	18
Article 19 : Répartition des droits de vote des collèges pour les assemblées générales.....	18
Article 20 : Modification de la répartition des droits de vote.....	18
Article 21 : Défaut d'un ou plusieurs collèges de vote.....	18
TITRE 5 : CONSEIL D'ADMINISTRATION – DIRECTION GENERALE.....	20
Article 22 : Conseil d'administration.....	20
Article 23 : Durée des fonctions – indemnités compensatrices.....	20
Article 24 : Délibérations du conseil d'administration.....	21
Article 25 : Pouvoirs du conseil d'administration.....	22
Article 26 : Président.e du Conseil d'Administration.....	23
Article 27 : Directeur.trice général.e et Directeur.trice général.e délégué.e.....	24
Article 28 : Observateur.trice.s.....	25
Article 29 : Conventions.....	25
TITRE 6 : ASSEMBLEES GENERALES – DISPOSITIONS COMMUNES ET GENERALES.....	27
Article 30 : Nature et lieu des assemblées générales.....	27
Article 31 : Composition.....	27
Article 32 : Convocation.....	27
Article 33 : Ordre du jour.....	27
Article 34 : Bureau.....	27
Article 35 : Feuille de présence.....	28
Article 36 : Quorum et majorité.....	28
Article 37 : Résolutions.....	28
Article 38 : Votes.....	28
Article 39 : Droit de vote.....	28
Article 40 : Vote par correspondance.....	28
Article 41 : Procès-verbaux.....	29
Article 42 : Effet des résolutions.....	29
Article 43 : Pouvoirs.....	29

TITRE 7 : ASSEMBLEES GENERALES ORDINAIRES.....	30
Article 44 : Convocation, quorum et objet des assemblées générales ordinaires.....	30
Article 45 : Assemblée générale ordinaire réunie extraordinairement.....	31
TITRE 8 : ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE.....	32
Article 46 : Convocation, quorum, décision et objet des assemblées générales extraordinaires.....	32
TITRE 9 : COMMISSAIRE AUX COMPTES – REVISION COOPERATIVE.....	33
Article 47 : Commissaire aux comptes.....	33
Article 48 : Révision coopérative.....	33
Article 49 : Exercice social.....	33
Article 50 : Documents sociaux.....	33
Article 51 : Excédents.....	34
Article 52 : Répartition des excédents.....	34
Article 53 : Non partage des réserves.....	35
TITRE 10 : TRANSFORMATION – DISSOLUTION – ARBITRAGE.....	36
Article 54 : Perte de la moitié du capital social.....	36
Article 55 : Recapitalisation de la Scic.....	36
Article 56 : Expiration de la Scic - Dissolution.....	36
Article 57 : Adhésion - Arbitrage.....	36

PREAMBULE

Historique

L'association de préfiguration d'ENERCOOP NORMANDIE (APEN) a été constituée par acte sous seing privé en date du 5 novembre 2012 et déclarée à la préfecture de Seine-Maritime sous le n° W761003417 et publiée au Journal Officiel du 01/12/2012.

Au terme d'une assemblée générale extraordinaire des membres de l'APEN en date du 6 juin 2015, il a été décidé la transformation de l'association en société coopérative d'intérêt collectif de forme anonyme (Scic-SA) à capital variable, avec continuité de la personne morale, conformément à l'article 36 de la loi n° 2001-624 du 17 juillet 2001.

Contexte

La crise climatique et l'épuisement des ressources fossiles sont au cœur des enjeux énergétiques : nos modes de production et de consommation énergétiques ne sont pas durables et la hausse des prix de l'énergie, notamment des tarifs de l'électricité est une menace pour les plus démunis.

Une évolution en profondeur de ces modes est nécessaire. La réduction de nos consommations et le développement des énergies renouvelables sont maintenant incontournables. Il s'agit d'inventer un modèle éthique et responsable de la gestion de l'énergie, aux ambitions suivantes :

- promouvoir les comportements sobres en énergie,
- promouvoir l'efficacité énergétique,
- développer les énergies renouvelables,
- permettre à chacun de satisfaire ses besoins de base en énergie,
- rapprocher les lieux de production des lieux de consommation,
- relocaliser les décisions au sein des territoires,
- offrir à chaque citoyen la possibilité d'investir dans des moyens de production.

Cette réorientation urgente passe par une réappropriation citoyenne, collective et écologique des enjeux énergétiques en accord avec le territoire et ses actrices et acteurs. Les énergies renouvelables et la maîtrise de l'énergie rendent cette réappropriation possible : en plus de leur dimension écologique, elles offrent aux citoyen.ne.s et aux collectivités locales l'opportunité de décentraliser la production énergétique et d'être responsables et actrices et acteurs décisionnaires des questions énergétiques.

La Scic ENERCOOP est une coopérative nationale de fourniture d'électricité renouvelable lancée en 2005 et qui comptait début 2015 plus de 20 000 consommateurs. ENERCOOP soutient le développement de coopératives régionales, sous forme de Scic, pour favoriser la relocalisation des enjeux énergétiques.

Une Scic ENERCOOP régionale est une réponse concrète à la nécessité d'impliquer largement et directement les actrices et acteurs d'une région dans les choix énergétiques, en leur permettant d'acquérir des parts sociales et participer ainsi à la prise de décision sur les questions énergétiques locales, dans le cadre d'un nouveau modèle énergétique propre, sobre, juste et démocratique.

Des valeurs

Les valeurs globales d'ENERCOOP NORMANDIE sont les suivantes :

- Le respect de la personne humaine et de l'environnement sont deux conditions essentielles et indissociables : il s'agit de satisfaire ses besoins dans une relation d'équilibre plutôt que de prédation,
- La réduction de l'empreinte écologique des activités de production et de consommation constitue une priorité,
- La recherche d'une économie solidaire nous impose de repenser nos modes de production et de consommation de façon à rendre les biens et services de base accessibles à chaque citoyen.ne, sans nuire à la capacité des générations futures ni à celle des populations des pays du Sud à répondre à leurs propres besoins,
- La construction de cette économie nécessite un nouveau mode de gouvernance permettant aux différent.e.s actrices et acteurs d'organiser ensemble l'offre (et la façon de la produire) et la demande (et la façon de consommer). Au travers de cette gouvernance, c'est une nouvelle façon de vivre ensemble et d'organiser la société par l'implication de tous qui est recherchée,
- La relocalisation des activités pour satisfaire les besoins de base des habitant.e.s – se nourrir, se loger, se chauffer, etc. - est un moyen pour créer des emplois locaux.

En cohérence avec ces valeurs et suivant l'ampleur de son développement à venir, ENERCOOP NORMANDIE pourra ultérieurement donner naissance à son tour à un réseau de Scic plus locales, dédiées chacune à un morceau du territoire régional.

Du fait de la nature de la structure juridique choisie, Scic-SA, sa gestion permettra un fonctionnement démocratique collégial et pluri-partenarial. Ce choix constitue une adhésion à des valeurs coopératives fondamentales :

- la prééminence de la personne humaine,
- la reconnaissance de la dignité dans le travail,
- la limitation de l'éventail des salaires,
- la responsabilité dans un projet partagé,
- la transparence, le partage et la collégialité du pouvoir,
- la démocratie,
- la solidarité,
- un sociétariat multiple ayant pour finalité l'intérêt collectif au-delà de l'intérêt de ses membres,
- l'intégration sociale, économique et culturelle, dans un territoire déterminé par l'objet social,
- la pérennité de l'entreprise,
- des réserves impartageables permettant l'indépendance de l'entreprise et sa transmission solidaire entre générations de coopérateurs pour la pérennité de l'entreprise.

La Scic permet en particulier :

- Un sociétariat diversifié et principalement ancré dans le territoire, réunissant des actrices et des acteurs pouvant avoir des préoccupations différentes (producteur.trice.s, consommateur.trice.s, associations, collectivités locales, prestataires, personnes soutiens et salarié.e.s de la Scic), selon un fonctionnement démocratique et transparent, répondant à la règle «un(e) sociétaire = une voix »,

- ENERCOOP NORMANDIE est membre du réseau de coopératives ENERCOOP. Les sociétaires peuvent être membres indépendamment de plusieurs coopératives du réseau. Leur adhésion au sociétariat d'ENERCOOP NORMANDIE reposera essentiellement sur leur résidence sur le territoire de la région Normandie et sur leur volonté de promouvoir le développement économique de cette coopérative,
- Un réinvestissement minimum de 50 % des bénéfices dans les fonds propres de la société et sa consolidation,
- Le taux moyen de rendement des obligations (TMO) plafonnant la rémunération des parts sociales confère un caractère absolument non spéculatif au sociétariat. Cette rémunération est décidée par l'assemblée générale,
- L'interaction au sein d'ENERCOOP NORMANDIE des consommateur.trice.s et des producteur.trice.s d'énergie, des professionnels, des particuliers et des collectivités permettra l'établissement de circuits techniques et de circuits économiques les plus courts, limitants les gaspillages, évitant ainsi le recours à des « marchés internationaux », favorisant la réduction des consommations et une rémunération équitable des productions.

Enfin, la collectivité des associés entend à ce que soit respectée la politique de rémunération au sein de la Scic qui se conforme aux deux conditions suivantes :

- la moyenne des sommes versées, y compris les primes, aux cinq salarié.e.s ou dirigeant.e.s les mieux rémunéré.e.s n'excède pas, au titre de l'année pour un emploi à temps complet, un plafond fixé à sept fois la rémunération annuelle perçue par un.e salarié.e à temps complet sur la base de la durée légale du travail et du salaire minimum de croissance, ou du salaire minimum de branche si ce dernier est supérieur,
- les sommes versées, y compris les primes, au.à la salarié.e ou dirigeant.e le.la mieux rémunéré.e n'excèdent pas, au titre de l'année pour un emploi à temps complet, un plafond fixé à dix fois la rémunération annuelle mentionnée au précédent alinéa.

Des objectifs

ENERCOOP NORMANDIE a pour objectif global la réappropriation citoyenne des enjeux énergétiques et des moyens de production. Elle propose de répondre à trois objectifs spécifiques :

- fournir une énergie d'origine locale et 100% renouvelable aux particuliers, professionnels et collectivités de la région Normandie,
- investir collectivement dans des moyens de production d'énergie renouvelable (hydraulique, éolien, photovoltaïque, biomasse...),
- offrir des services liés à la maîtrise de l'énergie dans le but de réduire les consommations (formation, conseil, diagnostic, achats groupés...).

Par ailleurs, de par sa structure coopérative et un contrôle des moyens de production, le réseau ENERCOOP tend à assurer à ses consommateurs un prix juste et maîtrisé en se protégeant de la fluctuation des prix des marchés des énergies.

Article 1 : Forme

Par acte sous seing privé du 5 novembre 2012, la société a été créée sous forme d'association de préfiguration régie par la loi du 1er juillet 1901.

L'assemblée générale extraordinaire tenue le 31 janvier 2015 a opté, dans le cadre de la procédure prévue par l'article 28 bis de la loi n°47-1775 du 10 septembre 1947, pour la forme de société coopérative d'intérêt collectif anonyme à capital variable, régie par les textes suivants :

- les présents statuts,
- les lois et règlements en vigueur, notamment :
 - la loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération,
 - la loi n°2001-624 du 17 juillet 2001 prise dans son article 36 relatif au statut de Scic,
 - les articles L.231-1 à L.231-8 du Code de commerce applicables aux sociétés à capital variable,
 - le livre II du Code de commerce ainsi que le décret 2007-431 du 25 mars 2007 portant publication de la partie réglementaire du Code de commerce.

Article 2 : Dénomination

La dénomination de la société est « ENERCOOP NORMANDIE » et sigle ENOR. Dans tous les actes, factures, annonces, publications et autres documents émanant de la société, la dénomination sociale sera précédée ou suivie de la mention « société coopérative d'intérêt collectif anonyme à capital variable » ou « Scic-SA à capital variable ».

Article 3 : Objet

La Société a pour objet de fournir un service énergétique citoyen complet :

- commercialisation d'une offre de fourniture d'électricité et de toute autre forme d'énergie produite à partir de sources d'énergie renouvelables existantes ou à venir,
- développement de moyens de production d'énergie renouvelable et achat d'énergies produites à partir de sources d'énergie renouvelables et, en particulier, facilitation des projets citoyens répondant à la charte ÉNERGIE PARTAGÉE (disponible sur le site www.energie-partagee.org),
- exploitation de moyens de production d'énergie renouvelable,
- fourniture de services énergétiques dans l'objectif de diminuer les consommations d'énergie, d'accroître les capacités d'autoconsommation et d'autoproduction des bénéficiaires, et d'augmenter la part des énergies renouvelables dans le bilan énergétique régional et national,
- fourniture de formations, conseils, expertises dans le domaine de l'énergie sur l'ensemble des marchés (privés, publics, entreprises, collectivités, particuliers),
- fourniture de tout produit ou service contribuant à une transition énergétique écologique et citoyenne.

La Scic pourra agir par tout moyen et participer à toute opération pouvant se rapporter à son objet par voie de création de sociétés nouvelles, de souscriptions ou d'achat de titres ou droits sociaux, de fusion ou à toutes opérations financières, commerciales, industrielles, mobilières et immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet ci-dessus ou à tout objet similaire ou connexe, de nature à favoriser son développement ou son extension.

De par son statut juridique et, notamment, la réalisation de son objet social et la recherche des objectifs mentionnés par le préambule, la Scic ENERCOOP NORMANDIE poursuit une utilité sociale au sens de l'article 2 de la loi n°2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire.

En particulier, ENERCOOP NORMANDIE concourt au développement durable dans ses dimensions économique, sociale, environnementale et participative ainsi qu'à la transition énergétique à l'échelle du territoire de la région Normandie. Ce concours s'inscrit dans un double objectif de développement du lien social et de renforcement de la cohésion territoriale dans le domaine de l'énergie.

Article 4 : Durée

La durée de la Scic est fixée à 99 ans à compter du jour de la déclaration à la préfecture de Haute Normandie de l'APEN, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

Article 5 : Siège social

Le siège social est fixé à : Mairie de Malaunay - 1, place de la Laïcité - 76770 Malaunay

La modification du siège social dans le même département ou un département limitrophe de la même région peut être décidée par le conseil d'administration sous réserve de ratification par la plus proche assemblée générale ordinaire. La modification du siège social dans tout autre lieu est soumise à délibération de l'assemblée générale extraordinaire des sociétaires.

TITRE 2 : CAPITAL SOCIAL

Article 6 : Capital social

Le capital social est constitué par les apports en numéraire d'au moins trois catégories de sociétaires, dont les salarié.e.s et les bénéficiaires. Le capital social souscrit constaté lors de l'assemblée générale extraordinaire du 06 juin 2015 s'élève à 83.400 € (quatre-vingt trois mille quatre cent euros) divisé en 834 parts de 100 (cent) euros chacune, non numérotées en raison de la variabilité du capital social et réparties entre les associés proportionnellement à leurs apports.

Le total du capital libéré est de 83.400 € (quatre-vingt trois mille quatre cent euros) ainsi qu'il est attesté par la banque Crédit Coopératif, agence de Rouen, dépositaire des fonds.

La liste des sociétaires participant à la création de la Scic est annexée aux présents statuts et fait apparaître le respect des dispositions légales quant à la création de trois catégories minimum, dont les salarié.e.s et les bénéficiaires.

Article 7 : Variabilité du capital

Le capital est variable. Il peut augmenter à tout moment, soit au moyen de souscriptions nouvelles effectuées par les sociétaires, soit par l'admission de nouveaux sociétaires. Il peut diminuer à la suite de démissions, exclusions ou décès, ou remboursements dans les cas prévus par la loi ou les statuts ou déterminés par le conseil d'administration, et dans les limites et conditions prévues aux articles 8 et 14 des présents statuts. Toute souscription de parts donne lieu à la signature d'un bulletin de souscription en deux originaux par l'associé.e.

Article 8 : Capital minimum

Le capital ne peut être inférieur au minimum légal de 18.500 € (dix-huit mille cinq cents euros) ni être réduit du fait de remboursements à moins de la moitié du capital le plus élevé atteint depuis la constitution de la coopérative, soit un plancher supérieur au plancher légal en vigueur, à savoir le quart.

Par application de l'article 7 de la loi du 10 septembre 1947 modifié par la loi n° 2008-679 du 3 juillet 2008, les coopératives constituées sous forme de sociétés à capital variable régies par les articles L.231-1 et suivants du Code de commerce ne sont pas tenues de fixer dans leurs statuts le montant maximal que peut atteindre leur capital.

Article 9 : Parts sociales

a) Valeur nominale

La valeur des parts sociales est uniforme. Si elle vient à être portée à un chiffre supérieur à celui fixé à l'article 6, il sera procédé au regroupement des parts déjà existantes de façon telle que tous les associé.e.s demeurent membres de la coopérative.

b) Souscription et libération

Toute souscription donne lieu à la signature d'un bulletin unique cumulatif de souscription en deux originaux. Les parts sociales sont nominatives et indivisibles. La libération totale des montants souscrits doit, sauf pour les salarié.e.s (cf. art. 12.b) ou dérogation accordée par le conseil d'administration, avoir lieu dans un délai de 3 (trois) mois suivant la

déclaration de la souscription. La Scic ne reconnaît qu'un.e propriétaire pour chacune d'elle.

La responsabilité de chaque associé.e ou détenteur.trice de parts est limitée à la valeur des parts qu'il.elle a souscrites ou acquises.

Aucun.e associé.e n'est tenu.e de souscrire et libérer plus d'une seule part lors de son admission, sous réserve des dispositions de l'article 12.b.

c) Transmission

Les parts sociales ne sont transmissibles à titre gracieux ou onéreux qu'entre associé.e.s après agrément de la cession par le conseil d'administration, nul.le ne pouvant être associé.e s'il.elle n'a pas été agréé.e dans les conditions statutairement prévues.

Le décès de l'associé.e personne physique entraîne la perte de la qualité d'associé.e, les parts ne sont, en conséquence, pas transmissibles par décès.

d) Souscriptions complémentaires

Le capital peut augmenter par toutes souscriptions effectuées par des sociétaires qui devront préalablement à la souscription et à la libération de leurs parts, obtenir l'autorisation du conseil d'administration et signer le bulletin cumulatif de souscription en 2 (deux) originaux.

e) Annulation des parts

Les parts des associés retrayants, ayant perdu la qualité d'associé, exclus ou décédés sont annulées. Les sommes qu'elles représentent sont assimilées à des créances ordinaires et remboursées dans les conditions prévues à l'article 14.

Aucun retrait ou annulation de parts ne peut être effectué s'il a pour conséquence de faire descendre le capital social en deçà du seuil prévu à l'article 8.

f) Droits et obligations attachés aux parts sociales

Chaque sociétaire dispose d'une voix au sein de la Scic. La propriété d'une part sociale emporte de plein droit adhésion aux statuts et aux décisions de l'assemblée générale ordinaire et/ou assemblée générale extraordinaire. Les sociétaires ne sont responsables des pertes qu'à concurrence de leurs apports. Les intérêts éventuels sont distribués proportionnellement au nombre de parts sociales détenues par chaque sociétaire.

Article 10 : Avances en compte courant

Les sociétaires peuvent, dans le respect de la réglementation en vigueur, mettre à la disposition de la Scic toutes sommes dont celle-ci peut avoir besoin sous forme d'avances en comptes courants. Les montants et les conditions de mise à disposition et de retrait de ces avances sont déterminés d'un commun accord entre le.la sociétaire intéressé.e et le conseil d'administration dans le respect des limites légales, et font l'objet d'une convention bipartite déterminant la durée du blocage, les modalités de remboursement et la rémunération du compte-courant.

TITRE 3 : SOCIETAIRES – CATEGORIES – ADMISSION - RETRAIT

Article 11 : Conditions légales – catégories de sociétaires

a) Conditions légales

La loi impose que figurent parmi les sociétaires au moins deux catégories de personnes ayant respectivement avec la coopérative la double qualité d'associé et de :

- au moins un.e salarié.e ou, en l'absence de salarié.e.s au sein de la société, les producteur.trice.s de biens ou de services de la coopérative,
- au moins un.e bénéficiaire à titre habituel gratuit ou onéreux des activités de la Scic,
- elle impose également la présence d'une troisième catégorie de sociétaire qui devra, outre sa qualité de sociétaire, répondre à l'une des qualités suivantes :
 - être une personne physique qui participe bénévolement à l'activité de la Scic ;
 - être une collectivité publique ou son groupement ;
 - être une personne physique ou morale qui contribue par tout autre moyen que ceux précités à l'activité de la Scic.

Toutefois, si parmi ces collectivités publiques associées, figurent des collectivités territoriales ou leurs groupements, ces dernières ne peuvent pas détenir ensemble plus de 50 % du capital de la société.

La Scic répond à cette obligation légale lors de la signature des statuts. Elle mettra tout en œuvre pour la respecter pendant toute son existence. Si, au cours de l'existence de la Scic, l'une de ces trois catégories de sociétaires vient à disparaître, le conseil d'administration devra convoquer l'assemblée générale extraordinaire afin de décider s'il y a lieu de régulariser la situation ou de poursuivre l'activité sous une autre forme de société.

b) Catégories

Les catégories sont des groupes de sociétaires qui ont un rapport de nature distincte aux activités de la société. Leur rassemblement crée le multi sociétariat qui caractérise la Scic. Ces catégories prévoient, le cas échéant, des conditions de candidature, de souscription, d'admission et de perte de qualité d'associé pouvant différer.

Les catégories sont exclusives les unes des autres.

La création de nouvelles catégories ainsi que la modification de ces catégories, sont décidées par l'assemblée générale extraordinaire.

Chaque sociétaire relève d'une des catégories listées ci-dessous, en fonction de son statut et des liens qui l'unissent avec la Scic :

- **« Salarié.e.s »** : toute personne physique détentrice d'un contrat de travail avec la Scic,
- **« Usager.e.s / client.e.s »** : toute personne physique ou morale consommatrice des biens ou des services d'ENERCOOP NORMANDIE ou d'ENERCOOP,
- **« Producteur.trice.s d'énergie »** : toute personne physique ou morale, professionnel.le ou non, produisant de l'énergie, ayant un contrat de vente en cours avec le réseau Enercoop,

- **« Prestataires »** : toute personne physique ou morale, professionnel.le ou non, ayant un contrat en cours avec la Scic, de vente de bien ou de service, hors énergie.
- **« Partenaires conventionnés »** : toute société, organisme et association partenaire de la Scic en accord avec les convictions et les valeurs portées par ENERCOOP NORMANDIE. Pour relever de cette catégorie, le candidat au sociétariat doit avoir conclu ou avoir en projet une convention de partenariat avec ENERCOOP NORMANDIE,
- **« Collectivités territoriales et leurs groupements »** : toutes collectivités publiques, leurs groupements et les sociétés dont ils détiennent plus de 50% des droits de vote, impliqués dans la Scic,
- **« Membres du réseau ENERCOOP »** : toute société coopérative d'intérêt collectif du réseau ENERCOOP, tout administrateur et tout salarié du réseau, hors Enercoop Normandie, ainsi que tout sociétaire engagé dans les activités structurantes d'Enercoop Normandie. Celui-ci est approuvé par le Conseil d'Administration après avoir fait acte de candidature, ou sur proposition de la direction générale, après consultation de la personne, quelle que soit la catégorie dont il relève.,
- **« Personnes soutien »** : toute personne physique ou morale souhaitant contribuer au développement de l'activité de la Scic, et ne relevant pas d'une autre catégorie, notamment les futur.e.s consommateur.trice.s n'ayant pas encore fait les démarches nécessaires.

Un.e associé.e qui souhaiterait changer de catégorie doit adresser sa demande au conseil d'administration en indiquant de quelle autre catégorie il,elle souhaiterait relever. Le conseil d'administration est seul compétent pour décider du changement de catégorie.

Article 12 : Conditions d'admission au sociétariat

a) Clauses communes d'admission

Peuvent être candidates toutes les personnes physiques ou morales qui entrent dans l'une des catégories définies à l'article 11 et qui respectent les modalités d'admission prévues dans les statuts.

Lorsqu'une personne physique ou morale souhaite devenir sociétaire, elle adresse, par écrit, sa candidature au président du conseil d'administration, en précisant le nombre de parts sociales qu'elle souhaite souscrire, accompagnée du paiement correspondant et des justificatifs de son identité pour les personnes morales, soit un extrait Kbis ou les copies de statuts pour les personnes morales. Pour les personnes physiques, le cas échéant, une copie de pièce d'identité pourra être demandée par la coopérative.

Afin d'une part, de faciliter la rapidité d'accès au sociétariat, et d'autre part, de garantir la pérennité de la Scic, l'assemblée des sociétaires délègue au conseil d'administration la capacité d'admission ou non d'un nouveau sociétaire. La candidature est validée automatiquement à la date de souscription au capital, et ratifiée par le conseil d'administration lors de ses réunions. La candidature ne recueillant pas les 2/3 des suffrages des membres du CA présents ou représentés est rejetée. Dans le cas où le capital aurait été libéré, celui-ci est immédiatement et intégralement remboursé. Les candidatures refusées par le CA seront indiquées par le Président du CA lors de l'AG.

L'admission est régie par les dispositions décrites ci-dessous.

Lorsqu'une personne physique ou morale souhaite devenir associée, elle doit présenter sa candidature au conseil d'administration qui soumet la candidature à la prochaine assemblée générale ordinaire.

En cas de rejet de sa candidature, qui n'a pas à être motivé, le/la candidat.e peut renouveler celle-ci tous les ans.

Le conseil d'administration est autorisé à entériner les souscriptions complémentaires des sociétaires existants.

Le ou la conjoint.e, concubin.e d'un.e sociétaire ou le partenaire ayant conclu un Pacte Civil de Solidarité n'a pas, en tant que tel, la qualité de sociétaire.

b) Clauses particulières – Engagements de souscription

Certaines catégories de sociétaires sont soumises à des règles de souscription particulières.

Les présents statuts, en application de l'article 19 septies de la loi du 10 septembre 1947, définissent les conditions dans lesquelles les salarié.e.s pourront être tenus de demander leur admission en qualité d'associé.e.

- Pour la catégorie « **Salariés** » :

Il y a obligation pour un.e salarié.e en contrat à durée indéterminée avec ENERCOOP NORMANDIE à en devenir sociétaire. Il/elle s'engage à souscrire une (1) part sociale par an au minimum pendant trois (3) ans.

La candidature du salarié au sociétariat devra être expressément mentionnée dans le contrat de travail et ne concernera que les salarié.e.s en contrat à durée indéterminée. Le contrat de travail devra comporter les indications suivantes :

- l'indication de la forme juridique de Scic et l'obligation permanente de comprendre, parmi les sociétaires, des salarié.e.s et des bénéficiaires, à titre habituel, des activités de la Scic,
- la remise d'une copie des statuts de la Scic,
- la remise d'une copie du règlement intérieur de la coopérative, s'il existe,
- le terme à partir duquel la candidature au sociétariat sera obligatoire,
- l'acceptation par le/la salarié.e des particularités des statuts et sa décision de présenter sa candidature au sociétariat selon les modalités et dans les délais statutairement fixés,
- l'engagement de candidature au sociétariat comme condition déterminante de l'embauche dans la Scic.

Les salarié.e.s titulaires d'un contrat de travail à durée indéterminée prévoyant une telle obligation seront tenus de présenter leur candidature dans un délai de 12 (douze) mois suivant la signature du contrat de travail ou la fin de la période d'essai si le contrat en prévoit une.

Toutefois, pour les salarié.e.s détenant antérieurement à leur contrat de travail des parts d'une des coopératives du réseau ENERCOOP, ils pourront faire valoir la prise en compte de ces parts dans l'engagement ci-dessus. Dans le cas où le/la salarié.e détiendrait 5 (cinq) parts d'une autre coopérative du réseau ENERCOOP, le minimum applicable deviendrait 1 (une) part sociale.

- Pour la catégorie « **Producteurs d'énergie** » :

Les contrats de producteur.trice.s devront comporter les indications suivantes :

- l'indication de la forme juridique de Scic et l'obligation permanente de comprendre, parmi les sociétaires, des salarié.e.s et des bénéficiaires, à titre habituel, des activités de la Scic,
 - la remise d'une copie des statuts de la Scic,
 - la remise d'une copie du Règlement Intérieur de la coopérative, s'il existe,
 - l'obligation pour un producteur à devenir sociétaire. Il est fixé un seuil minimum de parts pour les producteurs. Il est d'une part pour les producteurs dont la puissance installée est inférieure à 36 kVA. Pour les producteurs dont la puissance installée est supérieure à 36 kVA, ce seuil est calculé selon la formule suivante : 3 (trois) parts + 1 (une) part supplémentaire par tranche de 200 000 kWh/an de production prévisionnelle vendue à Enercoop ou Enercoop Normandie. Ce seuil minimum ne peut excéder 20 (vingt) parts.
- Pour la catégorie « **Prestataires** » :

Les contrats avec les prestataires devront comporter les indications suivantes :

- l'indication de la forme juridique de Scic et l'obligation permanente de comprendre, parmi les sociétaires, des salarié.e.s et des bénéficiaires, à titre habituel, des activités de la Scic,
 - la remise d'une copie des statuts de la Scic,
 - la remise d'une copie du Règlement Intérieur de la coopérative, s'il existe,
- Pour la catégorie « **Collectivités territoriales et leurs groupements** » : à l'exception des sociétés dans lesquelles les personnes publiques détiennent la majorité du capital, le nombre de parts sociales à acquérir dépendra du nombre d'habitants résidant sur le territoire sur le modèle suivant :
- 0 à 1999 habitants : 1 (une) part
 - 2000 à 9 999 habitants : 2 (deux) parts
 - 10 000 à 99 999 habitants : 5 (cinq) parts
 - supérieur à 100 000 habitants : 10 (dix) parts

Pour toutes les autres catégories, la souscription minimale est d'une seule part sociale.

c) Priorisation des catégories

- « **Salarié.e.s** » : les personnes salariées intègrent la catégorie des « salarié.e.s », même si elles sont parallèlement productrices ou usagères des biens et services,
- « **Usager.e.s / client.e.s** » : un.e usager.e également producteur.trice en vente totale ou au surplus est affecté à la catégorie « Usager.e / client.e » si sa production vendue est inférieure à sa consommation, ou si la production est inférieure à 100 000 kWh/an (cent mille kilowattheures par an). Par ailleurs, une personne dans la catégorie « personne soutien » qui devient cliente d'Enercoop, passe automatiquement dans la catégorie « Usager.e.s / client.e.s »,
- « **Producteur.trice.s d'énergie** » : l'affectation d'un.e producteur.trice d'énergie à cette catégorie prime sur « Usager.e.s / client.e » si le.la sociétaire produit plus que ce qu'il.elle ne consomme ou si sa production est supérieure à 100 000 kWh/an (cent mille kilowattheures par an),
- « **Prestataires** » : l'affectation d'un prestataire à cette catégorie prime sur « Usager.e.s / client.e » et « Personnes soutien »,

- « **Partenaires conventionné.e.s** » : l'affectation d'un.e partenaire conventionné.e à cette catégorie prime sur les catégories « Usager.e.s / client.es » et « Personnes soutien »,
- « **Collectivités territoriales et leurs groupements** » : l'affectation d'une collectivité territoriale et son groupement à cette catégorie prime sur les catégories « Usager.e.s / client.es », « Partenaires conventionné.e.s », « Producteur.trice.s d'énergie » et « Prestataires »,

Article 13 : Perte de la qualité de sociétaire

La qualité de sociétaire se perd :

- Par la démission de la qualité de sociétaire, notifiée par courrier recommandé avec accusé de réception au président du conseil d'administration et qui prend effet immédiatement sous réserve des dispositions de l'article 9.e,
- Par le décès du.de la sociétaire, personne physique,
- Par la décision de liquidation judiciaire, de dissolution anticipée ou au terme de la durée d'existence sans prorogation de l'associé personne morale,
- Par exclusion prononcée par le conseil d'administration et dans le respect du principe du contradictoire, dans les cas où un.e sociétaire a causé un préjudice matériel ou moral à la Scic. Le conseil d'administration apprécie librement l'existence et l'étendue du préjudice. La décision rendue n'aura aucune incidence sur les dommages et intérêts auxquels la Scic pourrait prétendre. Le.la sociétaire exclu peut faire appel de cette décision devant la plus proche assemblée générale ordinaire, qui prendra alors une décision définitive le concernant,
- La qualité de sociétaire se perd de plein droit dès que le.la sociétaire cesse de remplir l'une des conditions requises à l'article 12,
- La qualité de sociétaire se perd également de plein droit pour les sociétaires salariés à la date de la notification de la cessation de leur contrat de travail, quelle que soit la cause de la rupture du contrat. Toutefois, la personne peut demander à rester sociétaire au titre d'une autre catégorie, sur demande et si les conditions en sont remplies et en accord avec le conseil d'administration,
- Pour toute association loi 1901 ayant été liquidée judiciairement et dont la personne morale a été dissoute.

Dans tous les cas, la perte de plein droit de la qualité d'associé.e est constatée par le conseil d'administration qui en informe les intéressé.e.s par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Une convocation spécifique doit être préalablement adressée à l'intéressé afin qu'il puisse présenter sa défense. L'absence de l'associé lors de l'assemblée est sans effet sur la délibération de l'assemblée. L'assemblée apprécie librement l'existence du préjudice.

La perte de la qualité d'associé intervient dans ce cas à la date de l'assemblée qui a prononcé l'exclusion

Les dispositions ci-dessus ne font pas échec à celles de l'article 8 relatives au capital minimum.

Lors de l'assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice, le conseil d'administration communique un état complet du sociétariat indiquant notamment le nombre des associé.e.s de chaque catégorie ayant perdu la qualité d'associé.e.

Article 14 : Remboursement des parts sociales

a) Montant des sommes à rembourser

Le montant du capital à rembourser aux associé.e.s dans les cas prévus à l'article 13, est arrêté à la date de clôture de l'exercice au cours duquel la perte de la qualité d'associé.e est devenue définitive ou au cours duquel l'associé.e a demandé un remboursement de son capital social.

Les associé.e.s n'ont droit qu'au remboursement du montant nominal de leurs parts, sous déduction des pertes éventuelles apparaissant à la clôture de l'exercice.

Pour le calcul de la valeur de remboursement de la part, les pertes s'imputent sur les réserves statutaires.

b) Pertes survenant dans le délai d'un an

S'il survenait au cours de l'année suivant la perte de la qualité de sociétaire des pertes se rapportant aux exercices durant lesquels l'intéressé appartenait à la Scic, la valeur du capital à rembourser serait diminuée proportionnellement à ces pertes. Au cas où tout ou partie des parts sociales de l'ancien.ne sociétaire auraient déjà été remboursées, la Scic serait en droit d'exiger le reversement du trop-perçu.

c) Ordre chronologique des remboursements et suspension des remboursements

Les remboursements ont lieu dans l'ordre chronologique où a été enregistrée la perte de la qualité de sociétaire. Ils ne peuvent avoir pour effet de réduire le capital à un montant inférieur au minimum prévu à l'article 8. Dans ce cas, l'annulation et le remboursement des parts sociales ne sont effectués qu'à concurrence des souscriptions nouvelles permettant de maintenir le capital à ce minimum.

d) Délai de remboursement des parts sociales

Pour les cas de demande de remboursement total ou partiel, anticipé ou non, celle-ci est faite auprès du président du conseil d'administration par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou remise en main propre contre décharge. Sous réserve des stipulations de l'article 12.b, les ancien.ne.s sociétaires ne peuvent exiger le remboursement de leurs parts sociales avant un délai de cinq ans.

Le conseil d'administration peut toutefois décider d'effectuer des remboursements anticipés si la situation financière de la Scic le permet. Il pourra décider de rémunérer la créance à un taux d'intérêt plafonné au taux moyen de rendement des obligations (TMO).

Dans tous les cas, afin de garantir la pérennité de la Scic, les parts sociales enlevées dont la somme est supérieure ou égale à 5% du capital initial de la Scic feront l'objet d'un étalement de remboursement à la discrétion du CA dans un délai maximum de 5 ans à compter de la date de demande de remboursement ou de perte de la qualité de sociétaire.

En cas de demande de remboursement partiel, celle-ci ne peut concerner que la part de capital excédant le minimum statutaire de souscription prévu à l'article 12 b des présents statuts.

TITRE 4 : COLLÈGES DE VOTE

Article 15 : Principe

Les collèges ont pour fondement la garantie de la gestion démocratique au sein de la Scic. C'est notamment le cas lorsque les effectifs des sociétaires relevant d'une double qualité distincte sont très différents. Le cadre légal régissant la forme juridique Scic prévoit la constitution de 3 collèges au moins et de 10 au plus. Aucun collège de vote ne peut détenir moins de 10 % (dix pour cent) des droits de vote et le choix d'ENERCOOP NORMANDIE est qu'ils ne détiennent pas plus de 50% (cinquante pour cent).

Les collèges de vote ne sont pas des instances titulaires de droits particuliers ou conférant des droits particuliers à leurs membres. Sans exonérer du principe un.e associé.e = une voix, ils permettent de comptabiliser le résultat des votes en assemblée générale en pondérant le résultat de chaque vote en fonction de l'effectif ou de l'engagement des coopérateur.trice.s. Ils permettent ainsi de maintenir l'équilibre entre les groupes d'associé.e.s et la garantie de la gestion démocratique au sein de la coopérative.

Article 16 : Définition des collèges de vote

Il est constitué au sein d'ENERCOOP NORMANDIE 6 (six) collèges de vote. Les membres relèvent, selon leur qualité, de l'un des 6 (six) collèges. Dans le cas présent, les collèges de vote regroupent une ou plusieurs catégories, telles qu'elles sont définies à l'article 11 des présents statuts :

- **Collège A** « Salarié.e.s » : ce collège regroupe les membres appartenant à la catégorie des « Salarié.e.s »,
- **Collège B** « Usager.e.s / client.e.s » : ce collège regroupe les membres appartenant à la catégorie des « Usager.e.s / client.e.s »,
- **Collège C** « Producteur.trice.s d'énergie et prestataires » : ce collège regroupe les membres appartenant à la catégorie des « Producteur.trice.s d'énergie » et à la catégorie « prestataires »,
- **Collège D** « Partenaires » : ce collège regroupe les membres appartenant à la catégorie des « Partenaires conventionné.e.s » et la catégorie des « Membres du réseau ENERCOOP »,
- **Collège E** « Collectivités et leurs groupements » : ce collège regroupe les membres appartenant à la catégorie des « Collectivités et leurs groupements »,
- **Collège F** « Personnes soutien » : ce collège regroupe les personnes physiques ou morales ne relevant pas d'une autre catégorie.

Les collèges sont exclusifs les uns des autres. Aucun membre ne peut relever de plusieurs collèges. Dans les cas litigieux, le conseil d'administration est seul habilité, après examen de la candidature, à décider de l'affectation du membre à un collège.

Il suffit d'un.e seul.e membre pour donner naissance, de plein droit, à l'un des collèges mentionné ci-dessus.

Article 17 : Modification de la composition des collèges de vote

La modification de la composition des collèges de vote peut être proposée par le conseil d'administration ou sur demande d'au moins 5% (cinq pour cent) du total des sociétaires. La demande de modification doit être motivée et comporter au moins un projet de composition modifiée. La modification est décidée par délibération prise en assemblée

générale extraordinaire.

Article 18 : Affectation et modification de l'affectation d'un.e sociétaire dans un collège de vote

Un.e sociétaire qui cesse de relever d'un collège de vote mais remplit les conditions d'appartenance à un autre peut demander par écrit au président du conseil d'administration à changer de collège de vote. Dans ce cas, le transfert est effectif à la date du constat par le conseil d'administration que les conditions requises sont respectées. La décision est notifiée au sociétaire par simple courrier, celui-ci devant préciser la date effective du transfert.

Le vote du/de la sociétaire concerné.e reste décompté dans son collège d'origine jusqu'à la date effective du transfert précisée dans le courrier de notification.

Article 19 : Répartition des droits de vote des collèges pour les assemblées générales

Afin de veiller à l'équilibre des pouvoirs entre sociétaires, les collèges de vote sont dotés d'un pourcentage de pondération. Les délibérations votées en assemblée générale des associé.e.s sont décomptées par collège de vote. Chaque sociétaire dispose d'une voix indépendamment du nombre de parts sociales qu'il.elle détient. La consolidation des votes après les sous-totaux par collèges est faite en report proportionnel pour statuer sur l'approbation ou non des délibérations. La répartition des droits de vote est la suivante :

Collèges	Pourcentages de vote
Collège A « Salarié.e.s »	15%
Collège B « Usager.e.s / client.e.s »	30%
Collège C « Producteur.trice.s d'énergie et prestataires »	20%
Collège D « Partenaires »	15%
Collège E « Collectivités et leurs groupements »	10%
Collège F « Personnes soutien »	10%

Article 20 : Modification de la répartition des droits de vote

Indépendamment d'une modification de la composition ou du nombre des collèges, dans le cas où un collège de vote n'a pas de sociétaire pouvant exercer son vote, le conseil d'administration ou les sociétaires, dans les conditions prévues aux dispositions de l'article 18, peuvent demander la modification de la répartition des droits de vote détenus par les collèges de vote. Les voix attribuées à ce collège sont partagées équitablement entre les autres collèges, sans qu'un collège de vote puisse détenir plus de 35 % (trente-cinq pour cent) des droits de vote.

Article 21 : Défaut d'un ou plusieurs collèges de vote

Lors de la constitution de la société, si un ou deux des collèges de vote cités ci-dessus ne comprennent aucun.e associé.e, ou si au cours de l'existence de la société des collèges de vote venaient à disparaître sans que leur nombre ne puisse descendre en dessous de 3, les droits de vote correspondants seront répartis de façon égalitaire entre les autres collèges restants, sans pouvoir porter le nombre de voix d'un collège à plus de 50 % (cinquante pour cent).

Si, au cours de l'existence de la société, le nombre de collèges de vote descendait en dessous de 3, la pondération des voix par collège prévue à l'article 19.1 ne s'appliquerait

plus aux décisions de l'assemblée générale et reprendrait le principe 1 personne = 1 voix. Une AGE sera alors convoquée pour prendre les dispositions nécessaires à reconstituer au moins un 3e collège.

Comme indiqué ci-dessus, il suffit d'un seul membre pour activer ou réactiver, de plein droit, l'un des collèges de vote mentionné ci-dessus.

TITRE 5 : CONSEIL D'ADMINISTRATION – DIRECTION GENERALE

Article 22 : Conseil d'administration

La Scic est administrée par un conseil composé de 5 (cinq) administrateur.trice.s au moins et de 18 (dix-huit) administrateur.trice.s au plus, sociétaires, nommé.e.s au scrutin secret et à la majorité des suffrages exprimés par les personnes présentes et représentées uniquement à l'assemblée générale ordinaire, les présents ne pouvant porter plus de 3 pouvoirs. Tout sociétaire peut présenter sa candidature au conseil d'administration au plus tard 10 (dix) jours avant la date de l'assemblée générale appelée à statuer sur sa composition. Les candidat.e.s devront présenter par écrit leur candidature à l'organe ayant convoqué l'assemblée générale.

Le règlement intérieur, s'il existe, pourra prévoir des modalités complémentaires quant à la prise en compte des candidatures.

Lors du scrutin, en cas d'égalité de voix entre plusieurs candidat.e.s, la priorité sera donnée aux administrateur.trice.s n'ayant pas effectué de mandat dans les 8 (huit) dernières années (2 mandats). Si ce critère ne suffit pas, il sera procédé à un tirage au sort entre les candidat.e.s concerné.e.s. Chaque administrateur.trice doit être à jour de son engagement de souscription.

Les règles de composition du conseil d'administration équilibrant la représentation des catégories de sociétaires en nombre de sièges seront définies par le règlement intérieur s'il existe.

Les premier.e.s administrateur.trice.s seront élu.e.s lors de l'assemblée générale de transformation de l'association APEN en Scic ENERCOOP NORMANDIE.

Tout.e sociétaire salarié.e peut être nommé.e en qualité de membre du conseil d'administration sans perdre le bénéfice de son contrat de travail. Les dispositions de l'article L 225-22 du Code de commerce limitant le nombre de salarié.e.s administrateur.trice.s ne sont pas applicables aux Scic.

La démission, le non-renouvellement ou la révocation des fonctions d'administrateur.trice ne portent pas atteinte au contrat de travail éventuellement conclu par l'intéressé.e avec la Scic, qu'il.elle ait été suspendu.e ou qu'il se soit poursuivi parallèlement à l'exercice du mandat.

Une personne morale peut être nommée administrateur. Pour cela, elle est tenue de désigner un.e représentant.e permanent.e qui est soumis.e aux mêmes conditions et obligations et qui encourt les mêmes responsabilités civile et pénale que s'il.elle était administrateur.trice en son nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'il.elle représente.

Les collectivités publiques et leurs groupements ne peuvent avoir pour représentant qu'un.e élu.e, où à la demande de cet.te élu.e, un.e permanent.e de cette collectivité.

En cas de décès, démission ou révocation d'un.e représentant.e, la personne morale administrateur doit en désigner un.e nouveau.velle dans les meilleurs délais.

Article 23 : Durée des fonctions – indemnités compensatrices

a) Durée des fonctions d'administrateur

La durée des fonctions des administrateur.trice.s est de 4 (quatre) ans. Les fonctions d'administrateur prennent fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire tenue dans l'année au cours de laquelle expire son mandat.

SR

Le cas échéant, pour tout siège d'administrateur devenu vacant, un appel à candidature est effectué. Le conseil d'administration peut éventuellement coopter un.e remplaçant.e en attendant l'organisation de l'élection lors de l'assemblée générale la plus proche.

Si le nombre des administrateur.trice.s devient inférieur à 5 (cinq), les administrateur.trice.s restants doivent réunir immédiatement l'assemblée générale ordinaire réunie extraordinairement en vue de compléter l'effectif du conseil d'administration.

Les administrateur.trice.s sont rééligibles. Il.elle.s sont révocables à tout moment par l'assemblée générale, même si cette question ne figure pas à l'ordre du jour.

b) Renouvellement des fonctions

Le conseil d'administration est renouvelable par moitié tous les 2 (deux) ans.

A l'assemblée générale ordinaire annuelle appelée à statuer sur les comptes clos le 31 décembre 2016, sera effectué le premier renouvellement partiel selon l'ordre qui aura été décidé lors de la première séance du conseil, par consentement ou, à défaut, par tirage au sort.

Une fois établi, le renouvellement a lieu par ordre d'ancienneté de nomination.

c) Indemnités compensatrices

Les administrateur.trice.s peuvent percevoir à titre d'indemnités compensatrices pour leur participation à l'administration de la coopérative une somme fixe pour chaque réunion du CA allouée par l'assemblée générale en rémunération de leur participation. L'assemblée générale en détermine le montant dans le respect des principes de rémunération définis en préambule et le conseil d'administration la répartition entre les administrateur.trice.s.

Il.elle.s peuvent percevoir le remboursement de leurs frais (de déplacement, d'hébergement...) sur présentation des justificatifs correspondants.

Article 24 : Délibérations du conseil d'administration

a) Réunions

Le conseil d'administration se réunit chaque fois que l'intérêt de la Scic l'exige et au moins 4 (quatre) fois par an. Il est convoqué par son.s.a président.e ou la moitié de ses membres, par tout moyen, sur un ordre du jour déterminé par celui ou ceux qui le convoquent. Le.la directeur.trice général.e peut demander au.à la président.e de convoquer le conseil d'administration sur un ordre du jour déterminé. En outre, des administrateur.trice.s constituant au moins le tiers du conseil peuvent compléter l'ordre du jour de la séance.

Les réunions du conseil d'administration peuvent se tenir par tout moyen de télétransmission permettant d'identifier les administrateur.trice.s. Concernant la réunion statuant sur les comptes annuels, étant donné son importance, la préférence est donnée à une présence physique de chacun des membres.

Le.la commissaire aux comptes est convoqué.e à toutes les réunions du conseil qui examinent ou arrêtent les comptes annuels ou intermédiaires.

b) Quorum

La présence de la moitié au moins des membres du conseil d'administration est nécessaire pour la validité de ses délibérations. Seul l'effectif des membres est pris en compte, les catégories dont il.elle.s sont issu.e.s n'ont aucune incidence sur la validité des délibérations. Les administrateur.trice.s représenté.e.s ne sont pas pris en compte pour le

calcul du quorum, même s'il.elle.s ont fourni un pouvoir à un.e autre administrateur.trice.

Les pouvoirs reçus non nominatifs sont distribués aléatoirement en début de réunion.

En cas d'absence de quorum, une deuxième séance du conseil sera convoquée dans les 15 (quinze) jours avec le même ordre du jour et pourra délibérer valablement sans quorum.

c) Représentation

Un.e administrateur.trice absent.e peut se faire représenter par un.e administrateur.trice présent.e. Un.e administrateur.trice présent.e ne peut représenter qu'un.e seul.e administrateur.trice absent.e.

d) Majorité, publication et confidentialité

Au début de la réunion, un.e secrétaire de séance est désigné.e parmi les membres du conseil d'administration. Les délibérations sont prises à la majorité des membres présents ou représentés. En cas de partage des voix, celle du.de la président.e du conseil est prépondérante. Il est tenu :

- un registre de présence signé à chaque séance par les administrateur.trice.s présent.e.s ;
- un registre des procès-verbaux, lesquels sont signés par le.la président.e du conseil d'administration et, en cas d'absence, par le.la président.e de séance désigné.e à la majorité des membres présent.e.s du conseil. Au moins un.e administrateur.trice doit également signer le procès-verbal.

Les administrateur.trice.s, ainsi que toute personne participant aux réunions du conseil, sont tenu.e.s à une obligation de discrétion à l'égard des informations présentant un caractère confidentiel et données comme telles par le.la président.e de séance.

Les délibérations prises par le conseil d'administration obligent l'ensemble des administrateur.trice.s y compris les absent.e.s, incapables ou dissident.e.s.

Article 25 : Pouvoirs du conseil d'administration

Le conseil d'administration détermine les orientations de l'activité de la Scic et veille à leur mise en œuvre. Il peut se saisir de toute question intéressant la bonne marche de la Scic et règle, par ses délibérations, les affaires la concernant. Il procède aux contrôles et vérifications qu'il juge opportuns. Les membres du conseil d'administration peuvent se faire communiquer tous les documents qu'il.elle.s estiment utiles. La demande de communication d'informations ou de documents est faite au.à la président.e du conseil d'administration ou au.à la directeur.trice général.e.

Il arrête les comptes annuels.

Il valide les demandes d'admission et le retrait des sociétaires, dans les conditions définies dans les articles 12 et 13 des présents statuts.

Il autorise les cautions, avals et garanties, les conventions entre la Scic et un.e administrateur.trice.

Il désigne et révoque parmi ses membres un.e président.e du conseil d'administration.

Il désigne également un.e directeur.trice général.e., des directeurs.trices généraux.ales délégué.e.s. Le cumul des fonctions de président du conseil d'administration et de directeur général n'est pas autorisé.

Il décide la constitution et les attributions de comités, le transfert de siège social dans la

même région sous réserve des stipulations de l'article 5 des présents statuts, le choix entre les modalités d'exercice de la gouvernance de la Scic. Il fixe la date de convocation, le lieu et l'ordre du jour des assemblées générales.

Il met à disposition des sociétaires les informations qui leur sont dues dont notamment, les comptes annuels, l'inventaire et tous documents exigibles dans le cadre des assemblées générales ordinaires et extraordinaires.

Sans que les intéressé.e.s ne prennent part à la décision, il fixe, le cas échéant et dans le respect des seuils stipulés par le préambule des présents statuts, les rémunérations et avantages attribués au.à la président.e et au.à la directeur.trice général.e et, s'il y a lieu, à l'administrateur.trice exerçant une délégation temporaire des fonctions de président. Le conseil d'administration peut décider la création de comités et de groupes de travail ou locaux chargés d'étudier les questions que lui-même ou son.sa président.e soumettent, pour avis, à leur examen. Il fixe la composition et les attributions des comités et groupes de travail qui exercent leurs activités sous sa responsabilité.

Le Conseil d'Administration décide de la répartition des indemnités compensatrices ;
Il décide l'émission de titres participatifs. Il décide l'émission d'obligations.

Article 26 : Président.e du Conseil d'Administration

a) Désignation

Le conseil d'administration élit parmi ses membres un.e président.e, personne physique et âgé.e de moins de soixante-cinq (65) ans, à la majorité absolue. Le.la président.e est nommé.e pour la durée de son mandat d'administrateur.trice. Il est rééligible. Lorsqu'en cours de mandat il.elle atteint la limite d'âge, il.elle est réputé démissionnaire d'office et il est procédé à son remplacement.

La démission, le non-renouvellement ou la révocation des fonctions de président.e ne portent atteinte ni au contrat de travail éventuellement conclu par l'intéressé.e. avec la coopérative, ni aux autres relations résultant de la double qualité d'associé.

b) Pouvoirs

Le.la Président.e du conseil d'administration organise et dirige les travaux de celui-ci, dont il.elle rend compte à l'assemblée générale.

Il.elle convoque le conseil d'administration directement ou bien soit à la requête de la moitié de ses membres, soit à celle du.de la directeur.trice général.e. Il.elle communique au.à la commissaire aux comptes les conventions autorisées par le conseil conformément aux dispositions des articles L. 225-38 et suivants du code de commerce. Il.elle transmet aux administrateur.trice.s et au.à la commissaire aux comptes, la liste et l'objet des conventions courantes conclues à des conditions normales. Il.elle transmet les orientations aussi bien sociales qu'économiques aux sociétaires dont le contenu et la fréquence seront définis dans le Règlement Intérieur s'il existe, contrôle la bonne gestion, et la mise en œuvre des orientations définies par le conseil d'administration, les pouvoirs et obligations liés aux opérations financières et de procédure d'alerte.

c) Délégations

Dans le cas où le.la président.e serait dans l'impossibilité d'exercer ses fonctions, notamment pour cause d'absence, il.elle peut déléguer tout ou partie de ses pouvoirs à un.e administrateur.trice.

Si le.la Président.e est dans l'incapacité d'effectuer lui.elle-même cette délégation, le conseil d'administration peut y procéder dans les mêmes conditions.

Cette délégation doit toujours être donnée pour un temps limité. Le.la président.e ou le conseil d'administration peuvent en outre confier tous mandats spéciaux à toute personne, appartenant ou non au conseil, pour un ou plusieurs objets déterminés. Le.la premier.e président.e sera élu.e lors de la première réunion du conseil d'administration suivant l'assemblée générale de transformation en Scic.

Article 27 : Directeur.trice général.e et Directeur.trice général.e délégué.e

a) Désignation

Le conseil d'administration doit, sur proposition de son.sa président.e, désigner un.e directeur.trice général.e, personne physique. Cette désignation n'est valable que pour une durée de 4 (quatre) ans renouvelable. Il.elle est révocable à tout moment sur proposition du conseil d'administration à la majorité absolue. Exception faite d'un cas de décès, pour une démission ou une révocation du.de la président.e et sauf décision contraire du conseil d'administration, il.elle conserve ses fonctions jusqu'à la nomination du.de la nouveau.velle président.e.

Le.la directeur.trice général.e est associé.e ou s'engage à le devenir, et doit être âgé.e de moins de soixante-cinq (65) ans. Lorsqu'en cours de mandat, cette limite d'âge est atteinte, il.elle sera réputé démissionnaire d'office et il sera procédé à son remplacement.

La démission, le non-renouvellement ou la révocation des fonctions de directeur.trice général.e ne portent atteinte ni au contrat de travail éventuellement conclu par l'intéressé.e. avec la coopérative, ni aux autres relations résultant de la double qualité d'associé.

b) Directeur.trice général.e délégué.e

Un.e ou plusieurs directeur.trice.s généraux.ales délégué.e.s peuvent être désigné.e.s par le conseil d'administration, sur proposition du.de la directeur.trice général.e, dont, en accord avec celui.celle-ci, il fixe l'étendue et la durée de son.sa ou leur mandat. Le.la directeur.trice général.e délégué.e doit être une personne physique, associée ou s'engageant à le devenir, et âgée de moins de soixante-cinq (65) ans. Lorsqu'en cours de fonctions, cette limite d'âge est atteinte, il.elle est réputé.e démissionnaire d'office. Le nombre de directeur.trice.s généraux.ales délégué.e.s ne peut dépasser cinq (5).

Le.la directeur.trice général.e délégué.e est révocable à tout moment par le conseil d'administration, sur proposition du.de directeur.trice général.e. En cas de cessation des fonctions ou d'empêchement, de décès, de démission ou de révocation du.de la directeur.trice général.e et, sauf décision contraire du conseil d'administration, le.la directeur.trice général.e délégué.e conserve ses fonctions jusqu'à la nomination du.de la nouveau.velle directeur.trice général.e.

Le Conseil peut prendre la décision, conformément aux dispositions de l'article L.225-55 al 2 du code de commerce, de mettre fin aux fonctions du.de la directeur.trice général.e délégué.e avant même que le.la nouveau.velle directeur.trice général.e soit nommé.e, sans que cela puisse être considéré comme une révocation sans juste motif.

c) Pouvoirs

Le.la directeur.trice général.e est investi.e des pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la Scic, dans les limites de l'objet social. Le conseil d'administration peut limiter ses pouvoirs, mais cette limitation n'est pas opposable aux tiers. Il.elle assure la direction de l'ensemble des services et le fonctionnement régulier de la Scic. Il.elle représente la Scic à l'égard des tiers. Le conseil d'administration doit toutefois donner son accord pour les investissements ou engagements supérieurs à la limite fixée par le règlement intérieur, s'il

existe, de la Scic. Le.la premier.e directeur.trice général.e sera désigné.e lors du premier conseil d'administration qui suit l'assemblée générale de transformation en Scic.

La société est engagée même par les actes du directeur général qui ne relèvent pas de l'objet social de la société, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

A l'égard des tiers, le.le directeur.trice général.e délégué.e dispose des mêmes pouvoirs que le.le directeur.trice général.e.

Article 28 : Observateur.trice.s

a) Modalités de participation d'observateurs aux travaux du conseil d'administration

Tout sociétaire de la Scic peut avoir la possibilité de participer en tant qu'observateur aux travaux du conseil d'administration. La demande est formulée auprès du.de la président.e qui en informe le conseil d'administration. Le nombre d'observateurs admis à assister aux travaux, les modalités de choix parmi les candidat.e.s sont fixées au cas par cas par le conseil d'administration.

b) Confidentialité des travaux du conseil d'administration

Certains éléments évoqués en conseil d'administration peuvent revêtir un caractère confidentiel en regard de la concurrence (politique industrielle ou commerciale), de la protection de la vie privée (évocation de cas individuels de salariés) etc. Les observateur.trice.s s'engagent à préserver la confidentialité de ces travaux. Le conseil d'administration peut demander aux observateur.trice.s de se retirer lorsque sont évoquées les questions les plus sensibles de ce point de vue.

Article 29 : Conventions

a) Conventions libres et conventions à déclarer

Les conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales ne sont pas soumises à la procédure d'autorisation et d'approbation prévue aux articles L.225-38 et suivants du Code de commerce. Cependant, ces conventions doivent être communiquées par l'intéressé.e au.à la président.e du conseil d'administration. La liste et l'objet desdites conventions sont communiqués par le.la président.e aux membres du conseil d'administration lors de la prochaine réunion du conseil et au.à la commissaire aux comptes au plus tard le jour du conseil arrêtant les comptes de l'exercice écoulé.

b) Conventions soumises à autorisation préalable

Toute convention intervenant directement ou indirectement entre la Scic, son.sa président.e et son.sa directeur.trice général.e, l'un.e de ses salarié.e.s, l'un.e de ses administrateur.trice.s ou l'un.e de ses sociétaires disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10% (dix pour cent), doit être soumise à l'autorisation préalable du conseil d'administration. Sont également soumises à l'autorisation préalable du conseil d'administration, les conventions intervenant entre la Scic et une entreprise, si le.la directeur.trice général.e, l'un.e des salarié.e.s ou l'un.e des administrateur.trice.s est impliqué.e dans cette entreprise en tant que propriétaire, dirigeant.e, salarié.e, associé.e ou sociétaire. Ces conventions doivent être autorisées et approuvées par le conseil d'administration dans les conditions de l'article L. 225-40 du Code de commerce. Il est interdit aux administrateur.trice.s de contracter sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la Scic, de se faire consentir par elle un découvert, en compte courant ou autrement, et de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements auprès de tiers. Cette interdiction s'applique

également aux représentant.e.s permanents des personnes morales administrateurs, aux conjoint.e.s, ascendant.e.s et descendant.e.s des personnes ci-dessus visées ainsi qu'à toute personne interposée.

TITRE 6 : ASSEMBLEES GENERALES – DISPOSITIONS COMMUNES ET GENERALES

Article 30 : Nature et lieu des assemblées générales

Les assemblées générales sont : ordinaire annuelle, ordinaire réunie extraordinairement, ou extraordinaire. Le conseil d'administration fixe les lieux et dates des assemblées. Il peut fixer le lieu des assemblées générales en tout lieu approprié pour cette réunion en dehors du département du lieu du siège social et dans les limites de la région Normandie. Il peut aussi décider de tenir l'assemblée par visioconférence ou par des moyens de télécommunication, si les circonstances l'exigent et/ou que le Conseil d'Administration le décide.

Article 31 : Composition

La liste des sociétaires est arrêtée par le conseil d'administration au plus tard le 16^{ième} (seizième) jour qui précède la réunion de la première des assemblées générales.

Article 32 : Convocation

La première convocation de toute assemblée générale est faite par le conseil d'administration par lettre simple postale ou électronique adressée aux sociétaires 15 (quinze) jours au moins à l'avance. Sur deuxième convocation, le délai est d'au moins 10 (dix) jours.

A défaut d'être convoquée par le conseil d'administration, l'assemblée peut également être convoquée par :

- les commissaires aux comptes ;
- un.e mandataire de justice désigné.e par le tribunal de commerce statuant en référé, à la demande, soit de tout intéressé.e en cas d'urgence, soit d'un.e ou plusieurs associé.e.s réunissant au moins 5 % du capital social ;
- un.e administrateur.trice provisoire.e ;
- le/la liquidateur.trice.

La convocation électronique est subordonnée à l'accord préalable des associé.e.s et à la communication de leur adresse électronique. Il est possible de revenir à tout moment sur cet accord en informant le conseil d'administration par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Les délais ne tiennent pas compte du jour de l'envoi de la lettre.

La lettre de convocation mentionne expressément les conditions dans lesquelles les associé.e.s peuvent voter à distance.

Les lettres de convocation doivent mentionner le lieu de réunion de l'assemblée générale.

Article 33 : Ordre du jour

L'ordre du jour est arrêté par l'auteur de la convocation. Y sont portées les propositions du conseil d'administration et celles qui auraient été communiquées au conseil 15 (quinze) jours au moins à l'avance par des sociétaires représentant au moins 5 % (cinq pour cent) des sociétaires répertoriés dans le registre des associés et pouvant s'exercer à l'assemblée

générale.

Article 34 : Bureau

L'assemblée est présidée par le/la président.e du conseil d'administration, à défaut par le/la doyen.ne des membres de l'assemblée. Le bureau de l'assemblée est composé du président.e, de deux scrutateur.trice.s de séance désigné.e.s et acceptant parmi les sociétaires non-membres du conseil d'administration et d'un.e secrétaire de séance.

Article 35 : Feuille de présence

Il est tenu une feuille de présence comportant, par collège, les noms et prénoms des sociétaires. Elle est signée par tous les sociétaires présent.e.s, tant pour eux-mêmes que pour ceux qu'ils peuvent représenter. Elle est certifiée exacte par le bureau de l'assemblée, déposée au siège social et communiquée à tout.e requérant.e.

Article 36 : Quorum et majorité

L'assemblée générale délibère valablement, dans les conditions de quorum et majorité prévues selon la nature des assemblées. Les majorités des résolutions se calculent toujours au niveau de l'assemblée.

Article 37 : Résolutions

Il ne peut être mis en résolution que les questions portées à l'ordre du jour. Néanmoins, l'assemblée peut, à tout moment, révoquer un ou plusieurs administrateur.trice.s et procéder à leur remplacement, même si la question n'est pas inscrite à l'ordre du jour.

Article 38 : Votes

La désignation des administrateur.trice.s est effectuée à bulletins secrets ou par votes électroniques confidentiels. Pour toutes les autres questions, il peut être procédé à des votes non confidentiels en séance, sauf si le vingtième des sociétaires présents en assemblée décide qu'il y a lieu de voter à bulletins secrets.

Article 39 : Droit de vote

Chaque sociétaire ayant rempli toutes ses obligations de sociétaire a un droit de vote dans toutes les assemblées avec une voix. Les abstentions, les bulletins blancs ou nuls enregistrés au sein de chaque collège ne sont pas comptabilisés dans les voix exprimées.

Article 40 : Vote par correspondance

Tout.e associé.e peut voter à distance dans les conditions suivantes : à compter de la convocation de l'assemblée, un formulaire de vote à distance et ses annexes sont remis ou adressés, aux frais de la Scic, à tout associé qui en fait la demande par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Il peut aussi être proposé par la Scic un vote à distance, dit vote en ligne, avec la mise en place d'un site internet dédié.

La Scic doit faire droit à toute demande déposée ou reçue au siège social au plus tard 6 (six) jours avant la date de réunion. Le formulaire de vote à distance doit comporter certaines indications fixées par les articles R.225-76 et suivants du Code de commerce. Le formulaire doit informer l'associé de façon très apparente que, selon l'article L225-96 du Code de commerce, les abstentions, les bulletins blancs ou nuls enregistrés au sein de chaque collège ne sont pas comptabilisés dans les voix exprimées.

Sont annexés au formulaire de vote à distance les documents prévus à l'article R.225-76

du Code de commerce.

Le formulaire de vote à distance adressé à l'associé pour une assemblée vaut pour toutes les assemblées successives convoquées avec le même ordre du jour.

Les formulaires de vote par correspondance doivent être reçus par la société 3 (trois) jours avant la réunion.

Le conseil d'administration peut décider de mettre en place le vote à distance par voie électronique. Dans ce cas, le contenu du formulaire de vote à distance électronique est identique au formulaire de vote papier. Les mêmes annexes doivent y être jointes. Cette disposition ne s'applique pas à l'élection des administrateur.trices. Seuls les sociétaires présent.e.s ou représenté.e.s dans la limite de 3 mandats par personnes présentes peuvent participer à l'élection des administrateur.trices.

Les formulaires électroniques de vote à distance peuvent être reçus par la Scic jusqu'à la veille de la réunion de l'assemblée au plus tard à 15 heures, heure de Paris (Art R.225-77 du Code de commerce). Les votes électroniques ne sont pas anonymes afin de garantir la transparence des suffrages, à l'exception des votes pour les administrateurs.

Article 41 : Procès-verbaux

Les délibérations des assemblées générales sont constatées par des procès-verbaux portés sur un registre spécial coté et paraphé. Les procès-verbaux sont signés par les membres du bureau de l'assemblée. Les copies ou extraits de délibérations sont consultables dans les registres à l'adresse du siège social et délivrés et certifiés conformément à la loi.

Si, à défaut du quorum requis, une assemblée ne peut délibérer régulièrement, il en est dressé procès-verbal par le bureau de ladite assemblée.

Article 42 : Effet des résolutions

L'assemblée générale régulièrement convoquée et constituée représente l'universalité des sociétaires et ses décisions obligent même les absent.e.s, incapables ou dissident.e.s.

Article 43 : Pouvoirs

Un.e sociétaire empêché.e de participer personnellement à l'assemblée générale peut se faire représenter par un.e autre sociétaire. Un.e sociétaire ne peut être représenté.e que par un.e autre sociétaire, au sein de la même catégorie.

Outre sa propre voix, aucun.e sociétaire ne peut posséder plus de 3 (trois) pouvoirs. Tout pouvoir nominatif portant le nombre de pouvoirs détenus par un.e associé.e supérieur à 3, sera considéré comme nul.

Dans cette limite, les pouvoirs ne désignant pas de bénéficiaire sont attribués aléatoirement, au sein de la même catégorie. Si aucun sociétaire de cette catégorie n'est présent.e, le pouvoir est alors distribué par ordre de préférence:

- au.à la président.e de l'assemblée générale,
- aux administrateur.trice.s présents,
- aux sociétaires présents

Au sein d'une même catégorie, si le nombre de personnes présentes n'est pas suffisant pour recevoir les pouvoirs envoyés par des membres de cette catégorie, les pouvoirs pourront alors être répartis parmi les membres des autres catégories.

TITRE 7 : ASSEMBLEES GENERALES ORDINAIRES

Article 44 : Convocation, quorum et objet des assemblées générales ordinaires

a) Convocation

L'assemblée générale ordinaire annuelle se tient dans les 6 (six) mois suivants la clôture de l'exercice annuel. Elle est convoquée par le conseil d'administration au jour, heure et lieu fixés par lui.

L'ordre du jour est arrêté par l'auteur.e de la convocation. Il est commun à l'ensemble des collèges.

L'assemblée générale se compose de toutes les sociétaires. Les votes sont décomptés par collèges de vote. Les abstentions, les bulletins blancs ou nuls enregistrés au sein de chaque collège ne sont pas comptabilisés dans les voix exprimées.

Lors des assemblées générales des associés, pour déterminer si la résolution est adoptée par l'assemblée, les résultats des résolutions sont totalisés par collèges de vote auxquels sont appliqués les coefficients mentionnés à l'article 21 des présents statuts, avec la règle de la proportionnalité.

b) Quorum

Le quorum requis pour la tenue d'une assemblée générale ordinaire est, sur première convocation, du cinquième des sociétaires ayant droit de vote. Les sociétaires représentés ayant voté par procuration ou les sociétaires ayant voté par correspondance sont considérés comme présents.

Si ce quorum n'est pas atteint, une deuxième assemblée est convoquée. Elle doit se tenir au plus tôt 15 (quinze) jours après l'envoi de la convocation. Elle délibère valablement, quel que soit le nombre de membres présent.e.s ou représenté.e.s, mais seulement sur le même ordre du jour. Les résolutions sont prises à la majorité des voix des sociétaires présent.e.s ou représenté.e.s calculée selon les modalités précisées à l'article 21 des présents statuts.

c) Objet

L'assemblée générale ordinaire :

- fixe les orientations générales de la Scic,
- agrée les nouveaux sociétaires,
- élit les membres du conseil d'administration, peut les révoquer et contrôle leur gestion,
- établit et modifie le règlement intérieur de la Scic, s'il existe,
- approuve les conventions réglementées visées aux articles L. 225-38 et suivants du code de commerce par l'intermédiaire du rapport spécial du/de la commissaire aux comptes,
- fixe le montant global des indemnités compensatrices,
- désigne la.le(s) commissaire(s) aux comptes,
- approuve ou redresse les comptes,
- ratifie l'affectation des excédents/déficits nets de gestion proposée par le conseil d'administration,
- peut décider l'émission de titres participatifs,
- donne au conseil d'administration les autorisations nécessaires au cas où les pouvoirs de celui-ci seraient insuffisants,

- autorise l'acquisition d'un bien appartenant à un.e associé.e. Si cette acquisition a lieu dans les deux ans suivant l'immatriculation et si ce bien a une valeur égale à au moins 1/10ème du capital social, le/la président.a du conseil d'administration demande au tribunal de commerce la désignation d'un.e commissaire chargé.e d'apprécier, sous sa responsabilité, la valeur de ce bien. Le rapport du/de la commissaire est mis à la disposition des associé.e.s. L'assemblée statue sur l'évaluation du bien à peine de nullité de l'acquisition. Le/la vendeur.se n'a pas de voix délibérative, ni pour lui/elle, ni comme mandataire.

Article 45 : Assemblée générale ordinaire réunie extraordinairement

L'assemblée générale ordinaire réunie extraordinairement examine les questions dont la solution ne souffre pas d'attendre la prochaine assemblée générale ordinaire annuelle. Elle est convoquée soit par le conseil d'administration, soit, le cas échéant, par la.e(s) commissaire(s) aux comptes.

Le conseil d'administration doit également convoquer l'assemblée quand celle-ci est demandée par des sociétaires représentant ensemble au moins 5% (cinq pour cent) des sociétaires. La demande doit être accompagnée d'un projet d'ordre du jour et d'un projet de résolutions.

Les règles de quorum sont celles qui sont prévues pour l'assemblée générale ordinaire annuelle. Les résolutions sont prises à la majorité des voix des sociétaires présents ou représentés. Les abstentions, les bulletins blancs ou nuls enregistrés au sein de chaque collège ne sont pas comptabilisés dans les voix exprimées.

TITRE 8 : ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

Article 46 : Convocation, quorum, décision et objet des assemblées générales extraordinaires

a) Convocation

Le conseil d'administration convoque l'assemblée générale extraordinaire composée de l'ensemble des sociétaires inscrit.e.s. L'assemblée générale régulièrement convoquée et constituée représente l'universalité des sociétaires et ses décisions obligent même les absent.e.s, incapables ou dissident.e.s.

Une assemblée générale extraordinaire peut être demandée au conseil d'administration par des sociétaires représentant au moins 5 % (cinq pour cent) des sociétaires répertorié.e.s dans le registre des associé.e.s.

b) Quorum

Le quorum requis pour la tenue d'une assemblée générale extraordinaire est, sur première convocation, le quart des sociétaires ayant droit de vote. Les sociétaires ayant voté par procuration ou par correspondance sont considérés comme présents.

Si ce quorum n'est pas atteint, une nouvelle assemblée, qui ne peut se tenir que 15 (quinze) jours au plus tôt après l'envoi de nouvelles convocations, peut délibérer valablement si des sociétaires représentant ensemble le cinquième au moins des droits de vote pouvant s'exercer à l'assemblée y sont présent.e.s ou représenté.e.s.

À défaut de ce quorum, la deuxième assemblée peut être prorogée de 2 (deux) mois au plus en continuant d'obéir aux mêmes règles de convocation et de quorum.

c) Décision

Les résolutions de l'assemblée générale extraordinaire sont prises à la majorité des deux tiers des voix des membres présents ou représentés. Les abstentions, les bulletins blancs ou nuls enregistrés au sein de chaque collège ne sont pas comptabilisés dans les voix exprimées.

d) Objet

L'assemblée générale extraordinaire peut :

- modifier les statuts de la Scic,
- créer de nouvelles catégories de sociétaires,
- modifier les droits de vote au sein de chaque collège, ainsi que la composition et le nombre des collèges,
- prolonger la durée de la Scic,
- prononcer la dissolution ou la fusion de la Scic.

TITRE 9 : COMMISSAIRE AUX COMPTES – REVISION COOPERATIVE

Article 47 : Commissaire aux comptes

Si la coopérative dépasse les seuils prévus à l'article L225-218 du Code de commerce, l'assemblée générale désigne un.e commissaire aux comptes titulaire et un.e commissaire suppléant.e. La durée des fonctions des commissaires est de 6 (six) exercices. Elle est renouvelable. Les commissaires aux comptes sont investi.e.s des fonctions et des pouvoirs que leur confèrent les articles L.225-218 à L.225-235 du Code de commerce.

Il/elle.s sont convoqué.e.s à toutes les réunions du conseil d'administration qui examinent ou arrêtent les comptes annuels ou intermédiaires ainsi qu'à toutes les assemblées générales de sociétaires.

La convocation est faite par lettre recommandée avec demande d'accusé de réception.

Article 48 : Révision coopérative

La coopérative fera procéder tous les 5 ans à la révision coopérative prévue par les textes législatifs en vigueur. En outre, la révision coopérative devra intervenir sans délai si :

- trois exercices consécutifs font apparaître des pertes comptables ;
- les pertes d'un exercice s'élèvent à la moitié au moins du montant le plus élevé atteint par le capital ;
- elle est demandée par le dixième des associés ;
- elle est demandée par le ministre chargé de l'économie sociale et solidaire ou tout ministre compétent à l'égard de la coopérative en question.

Le rapport sera tenu à disposition des associés de la SCIC, ou présenté par le réviseur s'il est présent, ou par le Président de séance, à l'assemblée générale ordinaire ou une assemblée générale ordinaire réunie à titre extraordinaire. L'assemblée générale en prendra acte dans une résolution.

Article 49 : Exercice social

L'année sociale commence le 1er janvier et finit le 31 décembre, sauf pour le premier exercice qui débutera le 6 juin 2015 et se terminera le 31 décembre 2015.

Article 50 : Documents sociaux

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales, conformément à la loi. A la clôture de chaque exercice, le conseil d'administration dresse le bilan décrivant les éléments actifs et passifs et faisant apparaître de façon distincte les capitaux propres, le compte de résultats récapitulant les produits et les charges de l'exercice, ainsi que l'annexe complétant et commentant l'information donnée par le bilan et le compte de résultat. Il est procédé, même en cas d'absence ou d'insuffisance du bénéfice, aux amortissements et provisions nécessaires. L'état des engagements cautionnés, avalisés ou garantis par la Scic est annexé au bilan, en ce compris l'ensemble des engagements pris hors bilan. Le conseil d'administration établit le rapport de gestion qui décrit la situation de la Scic durant l'exercice écoulé, les événements importants survenus entre la date de clôture de l'exercice et la date à laquelle il est établi, les perspectives et évolutions possibles.

Le bilan, le compte de résultats et l'annexe, sont mis à disposition des commissaires aux comptes un mois au moins avant la date de convocation de l'assemblée générale ordinaire. Ils sont présentés à cette assemblée en même temps que les rapports du conseil d'administration et des commissaires aux comptes.

15 (quinze) jours au moins avant la première assemblée générale ordinaire, tout.e sociétaire peut prendre connaissance au siège social de ces documents ou au lieu de gestion administrative de la Scic. Jusqu'au 5^e (cinquième) jour inclusivement avant l'assemblée, le/la sociétaire peut demander que les mêmes documents lui soient adressés.

Article 51 : Excédents

Les excédents sont constitués par les produits de l'exercice majorés des produits exceptionnels et sur exercices antérieurs et diminués des frais, charges, amortissements, provisions et impôts afférents au même exercice, ainsi que des pertes exceptionnelles ou sur exercices antérieurs et des reports déficitaires antérieurs.

Article 52 : Répartition des excédents

La décision de répartition est prise sur proposition du/de la président.e du conseil d'administration avant la clôture de l'exercice concerné et ratifiée par la plus prochaine assemblée générale ordinaire.

Le/la président.e, le conseil d'administration et l'assemblée générale ordinaire sont tenus de respecter les règles suivantes :

- a) 15% du total des excédents est affecté à la réserve légale, qui reçoit cette dotation jusqu'à ce qu'elle soit égale au montant le plus élevé atteint par le capital social ;
- b) au moins 50 % des excédents restants après dotation à la réserve légale sont affectés à une réserve statutaire impartageable ;
- c) il peut être ensuite versé un intérêt aux parts sociales dont le montant sera déterminé par l'assemblée générale ordinaire sur proposition du conseil d'administration. Il ne peut être supérieur au taux de rendement des obligations émises au cours du second semestre de l'exercice concerné.

Toutefois, les subventions, encouragements et autres moyens financiers versés à la Scic par les collectivités publiques, leurs groupements et les associations ne sont pas pris en compte pour le calcul de l'intérêt versé aux parts sociales et, le cas échéant, des avantages ou intérêts servis en application des articles 11 et 11 bis de la loi 47-1775 du 10 septembre 1947.

Les parts sociales ouvrant droit à rémunération sont celles qui existaient au jour de la clôture de l'exercice et qui existent toujours à la date de l'assemblée générale ordinaire annuelle.

Le versement des intérêts aux parts sociales a lieu au plus tard 9 (neuf) mois après la clôture de l'exercice.

Article 53 : Non partage des réserves

Quelles que soient leur origine et/ou leur dénomination, les réserves ne peuvent jamais, ni être incorporées au capital et donner lieu à la création de nouvelles parts ni à l'élévation de la valeur nominale des parts, ni être utilisées pour libérer des parts souscrites, ni être distribuées, directement ou indirectement, aux sociétaires ou salarié.e.s de celle-ci ou à leurs héritiers et ayants droit.

Les dispositions de l'article 15, des 3^{ème} et 4^{ème} alinéas de l'article 16 et l'alinéa 2 de l'article 18 de la loi 47-1775 du 10 septembre 1947 ne sont pas applicables à la Scic.

TITRE 10 : TRANSFORMATION – DISSOLUTION – ARBITRAGE

Article 54 : Perte de la moitié du capital social

Si du fait de pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Scic (précision du Code de Commerce L225-248) deviennent inférieurs à la moitié du capital social le plus élevé constaté, le conseil d'administration est tenu dans les 4 (quatre) mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, de convoquer l'assemblée générale extraordinaire à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Scic. Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être, dans le délai fixé par la loi et sous réserve des dispositions indiquées dans les présents statuts, réduit d'un montant égal à celui des pertes constatées si dans ce délai les capitaux propres ne sont pas redevenus au moins égaux à la moitié du capital social.

Article 55 : Recapitalisation de la Scic

Sur proposition du conseil d'administration, une recapitalisation du capital social par les sociétaires peut être soumise à décision de l'assemblée générale extraordinaire, sous contrôle des commissaires aux comptes. La recapitalisation doit être votée à la majorité absolue. Elle engage la totalité des sociétaires et ses décisions obligent même les absent.e.s, incapables ou dissident.e.s.

Article 56 : Expiration de la Scic - Dissolution

A l'expiration de la Scic, si la prorogation n'est pas décidée, ou en cas de dissolution anticipée, l'assemblée générale extraordinaire règle la liquidation conformément à la loi et nomme un ou plusieurs liquidateurs investis des pouvoirs les plus étendus.

Après extinction du passif et paiement des frais de liquidation, les sociétaires n'ont droit qu'au remboursement de la valeur nominale de leurs parts, dans la limite du montant disponible et sous déduction, le cas échéant de la partie non libérée de celles-ci.

Le boni de liquidation sera attribué par décision de l'assemblée générale extraordinaire soit à d'autres coopératives ou unions de coopératives, soit à des œuvres d'intérêt général ou professionnel.

Les créanciers peuvent faire opposition à la dissolution dans le délai de 30 (trente) jours à compter de la publication de celle-ci. Une décision de justice rejette l'opposition ou ordonne soit le remboursement des créances, soit la constitution de garanties, si la Scic en offre et si elles sont jugées suffisantes.

La transmission du patrimoine n'est réalisée et il n'y a disparition de la personne morale qu'à l'issue du délai d'opposition ou, le cas échéant, que lorsque l'opposition a été rejetée en première instance ou que lorsque le remboursement des créances a été effectué ou les garanties constituées.

Article 57 : Adhésion - Arbitrage

Toutes contestations qui pourraient s'élever au cours de la vie de la coopérative ou de sa liquidation, soit entre les associé.e.s ou ancien.ne.s associé.e.s et la coopérative, soit entre les associé.e.s ou ancien.ne.s associé.e.s eux-mêmes, soit entre la coopérative et une autre société coopérative d'intérêt collectif ou de production, au sujet des affaires sociales, notamment de l'application des présents statuts et tout ce qui en découle, ainsi qu'au sujet de toutes affaires traitées entre la coopérative et ses associé.e.s ou anciens associé.e.s ou une autre coopérative, seront soumises à l'arbitrage de la commission d'arbitrage de la CG Scop, sous réserve de l'adhésion de la société à la Confédération

générale des Scop.

Les sentences arbitrales sont exécutoires, sauf appel devant la juridiction compétente.


Pour l'application du présent article, tout sociétaire doit faire élection de domicile et toutes assignations ou significations sont régulièrement données à ce domicile. A défaut d'élection de domicile, les assignations et significations sont valablement faites au parquet de Monsieur le Procureur de la République du tribunal de grande instance du siège de la Scic.

Fait à Caen, le 6 juin 2015, en 6 (six) exemplaires originaux

Modifié à Saint-Romain le Colbosc, le 20 mai 2017

Modifié à Aunou-sur-Orne, le 25 mai 2019

Modifié à Saint-Étienne du Rourvray le 06 juin 2020

Signature de *S. RAOUS* Président du CA
le 06/06/20, 

BULLETIN DE SOUSCRIPTION DE PARTS DE CAPITAL

Merci de compléter et signer ce formulaire,
d'en conserver une copie et de retourner l'original à :

Enercoop Normandie
Seine Écopolis - 45, avenue Robert Hooke
76800 Saint-Étienne-du-Rouvray
Tél. : 02 32 80 99 80
souscription.societaire@normandie.enercoop.fr

Cette offre de parts sociales ne fait pas l'objet d'un prospectus visé par l'Autorité des Marchés Financiers.

IMPORTANT : document à imprimer en 2 exemplaires dont 1 est à retourner à Enercoop Normandie.

Pour les personnes physiques,

Mme ☐ M. ☐ Nom _____ Prénom _____
Date de naissance ____ / ____ / ____
Adresse _____
Code postal Commune _____
Courriel _____
N° de téléphone ____ / ____ / ____ / ____ / ____

Pour les personnes morales,

Raison sociale _____
Forme juridique _____
Siège social _____
Numéro de téléphone _____
Courriel _____
SIRET _____
APE _____
Représenté par _____
Agissant en qualité de _____

☐ déclare vouloir devenir sociétaire de la Société Coopérative Enercoop Normandie.

L'entrée de tout nouveau sociétaire est soumise à une procédure d'agrément prévue par les statuts de la Coopérative. Si ma demande est acceptée, j'intégrerai l'une des catégories de sociétaires définies par les statuts de la Coopérative.

☐ déclare être déjà sociétaire et vouloir souscrire à nouveau au capital, en acquérant de nouvelles parts de la Société Coopérative Enercoop Normandie.

Nombre de part(s) souscrite(s) : ____ part(s) de 100 € = _____ € (en chiffres)
_____ (en toutes lettres)

Règlement par : ☐ chèque ci-joint ☐ virement au compte Enercoop Normandie ouvert au Crédit Coopératif
à l'ordre d'Enercoop Normandie IBAN : FR76 4255 9100 0008 0134 2846 293
Code BIC : CCOPFRPPXXX

☐ J'accepte d'être convoqué(e) aux assemblées par courrier électronique, que la coopérative Enercoop Normandie ait recours à la transmission par voie électronique en lieu et place de l'envoi postal lors de l'exécution des formalités de convocation, d'envoi de documents d'informations et de vote à distance et plus généralement d'être destinataire d'informations et de communications institutionnelles de la part de ma coopérative. Cette autorisation a comme seul objectif de faciliter la gestion d'Enercoop Normandie : limiter les frais de gestion et économiser le papier.

Je reconnais avoir pris connaissance des statuts d'Enercoop Normandie SCIC SA à capital variable immatriculée au RCS de Rouen sous le numéro 790 504 583 et dont le siège social est situé à Mairie de Malaunay - 1, place de la laïcité - 76770 Malaunay. Les statuts peuvent être communiqués sur simple demande ou bien consultés directement sur le site : ener.coop/statuts-enor.

Je déclare avoir été informé(e) des risques de mon investissement, portés à ma connaissance dans le Document d'information synthétique (DIS). Il peut être communiqué sur simple demande ou consulté directement via ce lien : ener.coop/souscription23-enor-docs.

Date ____ / ____ / ____

Fait à _____ (en deux exemplaires)

Signature du/des représentants légaux et cachet de l'entreprise le cas échéant

Cette offre de parts sociales ne fait pas l'objet d'un prospectus visé par l'Autorité des Marchés Financiers. Les informations communiquées seront enregistrées par Enercoop Normandie uniquement pour le traitement de votre souscription et la gestion de votre dossier dans le fichier clients-sociétaires de la société. Ces informations sont obligatoires. Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, d'opposition, d'un droit à la limitation du traitement, de portabilité et de suppression dans les conditions prévues par la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés. Ces droits peuvent s'exercer auprès d'Enercoop Normandie, Seine Écopolis - 45, avenue Robert Hooke - 76800 Saint-Étienne-du-Rouvray.

Enercoop Normandie - SCIC SA à capital variable - RCS Rouen 790 504 583
Siège social : Mairie de Malaunay - 1, place de la laïcité - 76770 Malaunay

enercoop
L'énergie
militante
Normandie

SOUSCRIPTION AU CAPITAL D'ENERCOOP NORMANDIE

Les coopératives du réseau Enercoop ont fait le choix de la forme juridique la plus appropriée à l'éthique du projet Enercoop. De forme privée et d'utilité sociale, le statut Société Coopérative d'Intérêt Collectif s'inscrit dans le courant de l'économie sociale et solidaire, système économique qui place l'homme, et non le capital, au cœur du projet. Consommateurs et producteurs peuvent ainsi, s'ils le souhaitent, devenir sociétaires de la coopérative, en acquérant au moins une part sociale.

Comment fonctionne la coopérative ?

Enercoop Normandie est une Société Coopérative d'Intérêt Collectif (SCIC). Ce statut lui permet de réunir dans son sociétariat l'ensemble des acteurs impliqués dans la filière et impose un réinvestissement des bénéfices à hauteur d'au moins 57 % dans la coopérative. Les sociétaires sont répartis dans 8 catégories : Salarié(e)(s), Consommateur(trice)(s) / usager(e)(s), Producteur(trice)(s), Prestataires, Collectivités locales et leur groupement, Partenaires, Membres du Réseau Enercoop, Personnes soutiens. Pour les assemblées générales, les catégories de sociétaires sont réunies par collèges de vote dont la répartition des droits de vote est définie par les statuts, disponibles sur notre site. Chaque catégorie peut être représentée au Conseil d'Administration de la société.

Qu'est-ce qu'une part sociale ?

C'est un titre de propriété. Enercoop Normandie est à capital variable : l'achat et le remboursement de parts ne sont pas soumis aux lois du marché. Contrairement aux actions des sociétés anonymes (SA) classiques, la valeur de remboursement des parts sociales ne peut excéder la valeur initiale de souscription de 100 €. Prendre une part dans la coopérative signifie s'engager pour soutenir le projet Enercoop Normandie.

Qu'est-ce que le capital social de la coopérative ?

L'ensemble des parts sociales souscrites forme le capital de la coopérative. Il garantit la solidité de la société. Il permet à la coopérative de développer de nouveaux services ou activités, de constituer un fond de garantie et d'investissement nécessaires à son développement.

Qui peut souscrire des parts sociales ?

Toute personne physique ou morale souhaitant agir de manière concrète pour le développement des énergies renouvelables. Enercoop Normandie accueille des sociétaires de différents horizons : des producteurs d'électricité renouvelable et de services énergétiques, des associations de promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie et des énergies renouvelables, des associations citoyennes et de protection de l'environnement, des investisseurs de l'Économie Solidaire, des associations, des PME, des commerçants, des artisans, des professions libérales, des collectivités locales, des particuliers.

Comment souscrire ?

En retournant ce bulletin de souscription rempli. Le montant de la part sociale est fixé à 100 €. Certaines catégories doivent prendre plusieurs parts sociales, comme cela est défini dans les statuts. Un certificat de part vous sera retourné sur demande aux coordonnées indiquées au recto de ce document. Attention : sauf dérogation accordée par le Conseil d'Administration, les parts sociales ne sont pas remboursables avant un délai de 5 ans.

Le placement d'argent dans la société Enercoop Normandie est-il sûr ?

L'objectif est bien sûr de parvenir à faire d'Enercoop Normandie une structure stable et pérenne, destinée à contribuer au développement d'une énergie réellement plus respectueuse de l'environnement en France. Néanmoins, souscrire au capital social d'Enercoop Normandie est avant tout un acte militant et inclut un risque financier de perte partielle ou totale des montants investis, comme toute prise de part sociale dans le capital d'une société commerciale. À titre d'information, la valeur de remboursement de la part sociale a été fixée pour 2022 à 79,21 €.

Quels sont les avantages financiers ?

■ Rémunération des parts

En cas d'exercice excédentaire, une rémunération des parts, plafonnée légalement, peut être versée après déduction des subventions et des réserves légales. Les intérêts aux parts sociales sont versés dans la limite du taux moyen de rendement des obligations. Les parts sociales ne peuvent être réévaluées à la hausse.

■ Avantage fiscal

Par décision du Conseil d'administration du 28 novembre 2022, la société ne propose plus la réduction d'impôt sur le revenu au titre des souscriptions en numéraire au capital de PME (article 199 terdecies-0 A du code général des impôts). Cette décision s'applique aux souscriptions effectuées à compter du 1er janvier 2023.

Comment sont traitées les données à caractère personnel ?

Les données à caractère personnel des sociétaires collectées via le bulletin de souscription sont nécessaires à l'exécution du contrat de souscription au sociétariat et, par conséquent, obligatoires pour souscrire au capital social. Elles font l'objet d'un traitement informatisé dans des fichiers dont la finalité est la gestion de la relation sociétariat (dont le suivi du contrat, la communication et le recouvrement) et en particulier elles serviront à l'exécution des formalités de convocation et d'envoi de documents d'information permettant la participation du sociétaire dans la coopérative.

L'adresse électronique peut également être utilisée pour la transmission de la « lettre d'information sociétariat » ; dans ce cadre, le traitement est basé sur l'intérêt légitime de renforcer la participation et l'implication des sociétaires au sein de la coopérative en leur fournissant un complément d'information sur le marché de l'énergie ainsi que sur le fonctionnement, le modèle économique et les projets de la coopérative.

Les données à caractère personnel du sociétaire ont vocation à être utilisées uniquement par le personnel de la coopérative chargé de la gestion du sociétariat. Le sociétaire est informé que la coopérative peut faire appel à des prestataires sous-traitants (ex. hébergeurs, établissements bancaires et postaux...), participant à la réalisation des missions, auxquels les données à caractère personnel pourraient être transmises de manière temporaire et sécurisée ; en pareille hypothèse, ledit transfert est effectué dans le respect de la réglementation en vigueur applicable aux sous-traitants.

Les données à caractère personnel du sociétaire sont conservées pendant toute la durée d'exécution du contrat de souscription et pendant la durée limite de prescription légale (5 ans) à compter de la perte de sa qualité de sociétaire.

Le sociétaire est informé qu'il peut introduire une réclamation auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL) : CNIL 3 Place de Fontenoy TSA 80715 - 75334 PARIS CEDEX 07.

Enercoop Normandie attend de ses sociétaires, au-delà de l'engagement financier, un soutien qui permettra à la coopérative de se développer. Être sociétaire d'une coopérative, plus que dans toute autre société commerciale classique, revient à s'approprier ses objectifs et à s'impliquer dans son développement.



**SERVICE RESPONSABILITÉ D'ÉQUILIBRE ET D'ACHAT DE
SURPLUS DE PRODUCTION D'ÉLECTRICITÉ**

POUR DES PRODUCTEURS EN AUTOCONSOMMATION

version 09/2023

ENTRE :

Enercoop, SCIC – SA à capital variable,
immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 484 223 094,
dont le siège social est situé 170-174 Boulevard de la Villette 75019 Paris,
représentée par Mme Julie Archambeaud, agissant en qualité de Directrice Energie

ci-après dénommé « **l'Agrégateur** »,

d'une part,

ET :

immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de
sous le numéro
dont le siège social est situé
représentée par
agissant en qualité de
ci-après dénommé « le **Producteur** »,

d'autre part.

Ci-après dénommées individuellement ou ensemble une « *Partie* » ou les « *Parties* ».

IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIT.

PRÉAMBULE :

L'Agrégateur, est une société coopérative d'intérêt collectif qui exerce l'activité de fournisseur d'électricité conformément à la législation et à la réglementation en vigueur. Il est, à cet effet, autorisé par le ministère en charge de l'énergie en vertu de l'arrêté du 22 février 2012¹.

L'Agrégateur a notamment pour objectif le développement des projets citoyens d'énergies renouvelables en France.

L'Agrégateur est en outre Responsable d'Équilibre au sens des règles MA-RE et a signé un contrat GRD-RE avec Enedis.

Le Producteur participe à une opération d'autoconsommation individuelle ou collective dont les caractéristiques principales sont mentionnées en Annexe 01 (ci-après, l'« **Opération d'Autoconsommation** »).

La plus grande partie de l'électricité produite par les unités de production de l'Opération d'Autoconsommation est destinée à l'autoconsommation et le surplus d'électricité produite et non auto-consommée sera injecté sur le réseau. Pour pouvoir injecter sur le réseau ce surplus, le Producteur a l'obligation de se rapprocher d'un Responsable d'Équilibre qui prendra en charge l'électricité injectée sur son Périmètre d'Équilibre.

L'Agrégateur se distingue en étant l'un des rares acteurs du marché à proposer de rattacher dans son périmètre d'équilibre ce type d'installation produisant de l'électricité de source renouvelable destinée à l'autoconsommation, car les volumes de surplus sont extrêmement résiduels et soumis à des aléas supplémentaires propres aux opérations d'autoconsommation.

Ainsi, le besoin du Producteur étant avant tout de se conformer à ses obligations réglementaires et de rattacher les sites d'injection qu'il exploite dans le cadre de l'Opération d'Autoconsommation à un Périmètre d'Équilibre en déléguant la Responsabilité d'Équilibre à l'Agrégateur. Le Producteur est prêt dans ce cadre à céder son surplus à l'Agrégateur à titre gratuit en échange du service proposé.

L'Agrégateur propose à travers l'Offre Service Responsabilité Équilibre un cadre général afin d'agréger l'ensemble des installations des producteurs qui souscrivent à cette offre, pour réaliser une gestion conjointe simplifiée.

¹JORF n°0049 du 26 février 2012, p. 3464.

CECI EXPOSÉ, LES PARTIES SONT CONVENUES DE CE QUI SUIV.

Article 1 : Définitions

Accord de Rattachement à un Périmètre d'Équilibre ou ARPE a le sens qui est donné dans les Règles MA-RE aux ARPE d'injection.

Contrat d'Accès au Réseau désigne, le cas échéant, un Contrat d'Accès au Réseau de Transport, un Contrat d'Accès au Réseau de Distribution (dont le sens est donné dans les Règles MA-RE) ou encore un Contrat d'Accès et d'Exploitation selon la nomenclature du Gestionnaire de Réseau de Distribution

Date de Rattachement désigne la date à partir de laquelle la production électrique du Site d'Injection est comptabilisée dans le Périmètre d'Équilibre du Responsable d'Équilibre

Écarts désigne la différence dans un Périmètre d'Équilibre donné entre le total des quantités d'énergie injectée et le total des quantités d'énergie soutirée sur un certain pas de temps

Gestionnaire de Réseau désigne le Gestionnaire de Réseau de Distribution ou le Gestionnaire de Réseau de Transport, selon le cas.

Gestionnaire de Réseau de Distribution a le sens qui lui est donné dans les Règles MA-RE.

Opération d'Autoconsommation désigne l'opération d'autoconsommation individuelle ou collective au sens de l'article L315-2 du code de l'énergie à laquelle participe le Producteur et dont la fourniture d'électricité est effectuée par le Producteur. Les caractéristiques principales de l'Opération d'Autoconsommation sont mentionnées à l'Annexe 01

Périmètre d'Équilibre a le sens qui lui est donné dans les Règles MA-RE

Règles MA-RE désigne les règles relatives à la Programmation, au Mécanisme d'Ajustement et au dispositif de Responsable d'Équilibre.

Responsable d'Équilibre a le sens qui lui est donné dans les règles MA-RE.

RTE est le gestionnaire de réseau de transport responsable du réseau public de transport d'électricité haute tension en France Métropolitaine.

Site d'Injection correspond à une unité de production exploitée par le Producteur dans le cadre de l'Opération d'Autoconsommation pour laquelle un ARPE aura été signé avec le Responsable d'Équilibre et auxquels le présent Contrat s'applique. À la date de signature du présent Contrat, les Sites d'Injection auxquels s'applique le présent Contrat figurent en Annexe 02. Le Producteur pourra notifier à l'Agrégateur le rattachement de nouveaux Sites d'Injection ou leur détachement dans les conditions visées à l'article 3.2.1 ci-après.

Sociétés du Réseau Enercoop désigne les sociétés suivantes :

- ENERCOOP Nouvelle-Aquitaine SCIC-SA ;
- ENERCOOP Auvergne – Rhône-Alpes SCIC-SA ;
- ENERCOOP Bretagne SCIC-SA ;
- ENERCOOP Hauts-de-France SCIC-SA ;

- ENERCOOP Languedoc-Roussillon SCIC-SA ;
- ENERCOOP Midi-Pyrénées SCIC-SA ;
- ENERCOOP Nord-Est SCIC-SA ;
- ENERCOOP Normandie SCIC-SA ;
- ENERCOOP Pays de la Loire SCIC-SA ;
- ENERCOOP Provence-Alpes-Côte d’Azur SCIC-SA ;
- ENERCOOP SCIC-SA ;

Ainsi que toute autre société coopérative qui dans le futur s’associerait à l’Agrégateur via un contrat de licence de marque.

Article 2 : Objet et déclaration

Le présent Contrat détermine les conditions techniques, juridiques et financières :

- de fourniture par le Producteur à l’Agrégateur du surplus non-autoconsommé de l’énergie électrique active produite par les Sites d’Injection et de tous les droits attachés (y compris les Garanties d’Origine) ;
- du rattachement des Sites d’Injection au Périmètre d’Équilibre de l’Agrégateur et du transfert de responsabilité associé.

Le Producteur déclare qu’il exploite les Sites d’Injection dans les conditions fixées aux dispositions du Titre I du Livre III du Code de l’énergie.

Article 2Bis : Documents à communiquer à l’Agrégateur

Dans les meilleurs délais après la date de signature du Contrat, et à nouveau plus tard au cours de l’exécution du Contrat si l’Agrégateur en fait la demande, le Producteur communique à l’Agrégateur les documents suivants :

- un extrait K-Bis K-bis datant de moins de trois (3) mois, ou un avis de situation au répertoire Sirene ;
- Le Contrat d’Accès au Réseau et ses avenants et annexes pour chaque Site d’Injection concerné par le présent Contrat ;
- le mandat autorisant l’Agrégateur à conclure un ou plusieurs accords de rattachement au périmètre du Responsable d’Équilibre pour le compte du Producteur

Article 3 : Raccordement de(s) Site(s) et Responsabilité d’Équilibre

3.1 Raccordement de(s) Site(s) d’injection et Point de Livraison

Le(s) Site(s) d'Injection est/sont relié(s) de façon effective et non provisoire au réseau public de distribution d'électricité par un raccordement unique aboutissant à un ou plusieurs Points de Livraison physiques de l'énergie.

Le raccordement du/des Site(s) d'Injection fait l'objet d'une convention et/ou d'un contrat entre le Producteur et le GRD concerné et d'une convention d'exploitation. Le(s) Point(s) de Livraison dont il est question au présent Contrat et ces éventuelles annexes sont ceux désignés dans le Contrat d'Accès au Réseau de Distribution.

3.2 – Responsabilité d'Équilibre et rattachement au Périmètre d'Équilibre

3.2.1 Procédure de rattachement et de détachement

À la date de signature du présent Contrat, les Sites d'Injection auxquels s'applique le présent Contrat sont listés en Annexe 02.

En outre, en cours de Contrat, le Producteur a la possibilité :

- de demander le rattachement au Périmètre d'Équilibre de l'Agrégateur de nouveaux sites d'injection participant à l'Opération d'Autoconsommation. Pour ce faire, il enverra à l'Agrégateur tous les éléments demandés par l'Agrégateur qui sont nécessaires au rattachement et notamment à l'établissement de l'ARPE, selon les modalités de communication visées à l'article 13 ;
- de demander le détachement du Périmètre d'Équilibre de l'Agrégateur de Sites d'Injection. Pour ce faire, il enverra à l'Agrégateur l'ensemble éléments demandés par l'Agrégateur qui sont nécessaires au détachement du Site d'Injection du Périmètre d'Équilibre, selon les modalités de communication visées à l'article 13.

Le Producteur donne mandat à l'Agrégateur pour la conclusion des ARPE et les formalités de rattachements des Sites d'Injection au Périmètre d'Équilibre de l'Agrégateur.

Le Producteur s'engage à informer l'Agrégateur, préalablement et aussi tôt que possible de tout changement significatif affectant le Périmètre d'Équilibre de l'Agrégateur.

La résiliation du Contrat d'Accès Réseau relatif à un Site d'Injection entraîne de plein droit le retrait dudit Site d'Injection du Périmètre d'Équilibre de l'Agrégateur.

3.2.2 Obligations liées à la Responsabilité d'Équilibre des Sites d'Injection

L'Agrégateur est le Responsable d'Équilibre des Sites d'Injection du Producteur. À ce titre, l'Agrégateur est responsable de la relation avec RTE et de la conclusion et du maintien du contrat de Responsable d'Équilibre.

En vertu du rattachement des Sites d'Injection du Producteur à son Périmètre d'Équilibre, l'Agrégateur prendra à sa charge toutes compensations financières dues à RTE en regard des Écarts potentiels.

Article 4 : Conditions financières de la cession

Le Producteur cède à l'Agrégateur le surplus de l'électricité non auto-consommée produite par le(s) Site(s) d'Injection du Producteur et rattaché au Périmètre d'Équilibre de l'Agrégateur.

La cession de l'électricité à l'Agrégateur se déroule via le Point de Livraison des Sites d'Injection de Producteur, identifiable par le numéro attribué par le GRD, à partir de la date de rattachement au Périmètre d'Équilibre de l'Agrégateur et jusqu'à son retrait.

Les Parties reconnaissent expressément que le présent Contrat s'inscrit dans le cadre du partenariat convenu entre les Parties décrit en Préambule des présentes. À ce titre, la cession d'énergie électrique effectuée par le Producteur au profit de l'Agrégateur en vertu du Contrat s'effectue à titre gratuit.

Article 5 : Vie du Contrat

5.1 – Durée et entrée en vigueur

Le présent Contrat est conclu pour une durée indéterminée. Il prend effet à compter de sa date de signature par les Parties.

5.2 – Résiliation unilatérale

Le présent Contrat pourra être résilié unilatéralement et sans indemnité par les Parties moyennant un préavis de trois (3) mois.

La notification est faite aux autres Parties par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

5.3 – Résiliation de plein droit

Le présent Contrat est résilié immédiatement de plein droit, en cas de :

- Résiliation de l'ensemble des Contrats d'Accès Réseau des Sites d'Injection ;
- Perte par l'Agrégateur de son statut de Responsable d'Équilibre ou résiliation de son contrat GRD-RE ;

La date de fin du Contrat est ici la date de survenance d'un des événements listés.

Article 6 : Autorisation d'accès aux données de comptage

Le Producteur autorise expressément l'Agrégateur à demander et à recevoir communication auprès du Gestionnaire de Réseau de la courbe de charge à la fréquence mensuelle, hebdomadaire et quotidienne, ainsi que, pour les sites inférieurs à 36kVA, des relevés d'Index quotidien et la puissance maximale quotidienne. Cette autorisation vaut pour toute la durée du Contrat. Elle permet à l'Agrégateur de collecter les données comprises dans cette période ainsi que, sous réserve de disponibilité, les données des cinq (5) années qui précèdent la date

de prise d'effet du Contrat. La collecte et le traitement de ces données sont réalisées uniquement afin de répondre aux besoins de l'Agrégateur de réaliser des prévisions de production dans le but d'opérer le juste approvisionnement en énergie électrique.

Dans le cas d'un dispositif de comptage à Index, outre les relevés mensuels mentionnés à l'alinéa précédent, le Producteur accepte de procéder à des relèves intermédiaires et de transmettre les données de comptage relevées à l'Agrégateur lorsque ce dernier en fait la demande.

Le Producteur autorise l'Agrégateur à accéder au dispositif de comptage lorsqu'il en fait la demande pour consulter les données enregistrées.

Article 7 : Responsabilité

Chacune des Parties est tenue de la bonne exécution des obligations mises à sa charge au titre du Contrat et des engagements postérieurs pris dans le cadre du présent partenariat. En conséquence, chacune des Parties engage sa responsabilité en cas de non-respect des obligations lui incombant aux termes du présent Contrat.

La responsabilité de chacune des Parties est engagée en cas d'inexécution ou de mauvaise exécution de ses obligations dans la limite des dommages matériels directs et certains.

Article 8 : Confidentialité – Données personnelles

8.1 Confidentialité

Nonobstant les dérogations au principe de confidentialité expressément prévues dans le Contrat, chaque Partie s'engage à maintenir confidentiels les termes du Contrat et à ne pas divulguer les informations et documents, de quelque nature qu'ils soient, fournis dans ce cadre par l'autre Partie.

Sous réserve d'en assurer la confidentialité auprès des tiers récipiendaires, les Parties peuvent s'exonérer de cet engagement uniquement dans les cas suivants :

- Communication des informations autorisée par un accord préalable et écrit de la Partie cocontractante ;
- Communication des informations demandée par le commissaire aux comptes d'une des Parties ;
- Communication des informations demandée par une instance administrative ou judiciaire ;
- Communication des informations requises pour l'exécution du présent Contrat ;
- Communication des informations par Enercoop aux employés et dirigeants des Sociétés du Réseau Enercoop listées dans l'article 1, étant entendu qu'Enercoop se porte fort du respect des obligations prévues à la présente clause par les personnes à qui l'information confidentielle est communiquée.

L'engagement de confidentialité demeure valable pendant deux (2) ans après le terme du présent Contrat.

En outre, chacune des Parties s'engage à prendre les mêmes précautions pour conserver le caractère confidentiel des informations échangées avec l'autre Partie que celles qu'elle observe habituellement pour ses propres informations confidentielles.

8.2 Données personnelles

L'Agrégateur regroupe dans ses fichiers des données à caractère personnel concernant les producteurs ayant conclu avec lui un contrat.

Ces données font l'objet d'un traitement qui a pour finalité la gestion des relations de l'Agrégateur, responsable du traitement, avec le Producteur dans le cadre du présent Contrat.

La collecte de ces données est obligatoire pour l'exécution du présent Contrat. Les données sont destinées à l'Agrégateur et éventuellement, aux établissements financiers et postaux pour les besoins liés à l'exécution du présent Contrat ainsi qu'à des prestataires et/ou sous-traitants pour des besoins de gestion et d'exploitation.

Le Producteur dispose d'un droit d'accès ainsi que d'un droit de rectification dans l'hypothèse où ces données s'avéreraient inexactes, incomplètes, équivoques et/ou périmées conformément à la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Le Producteur peut, en justifiant de son identité, exercer les droits susvisés en écrivant à l'Agrégateur dont les coordonnées figurent à l'article 13 des présentes.

Article 9 : Energie Électrique livrée et Valeur « Verte » attachée

Le Producteur s'engage à livrer à l'Agrégateur l'intégralité de la production du/des Site(s) d'Injection en dehors de l'électricité auto-consommée.

L'Agrégateur est détenteur de l'énergie électrique produite ainsi que de tous les droits attachés à la nature renouvelable de cette électricité à tout moment de la durée du contrat (y compris, sans s'y limiter, les garanties d'origine).

Le Producteur mandate l'Agrégateur pour effectuer en son nom toute démarche nécessaire à l'émission de documents de valorisation de l'énergie.

Le Producteur s'engage à ne pas livrer d'énergie électrique provenant d'une autre source que le(s) Site(s) d'Injection.

Article 10 : Cession du Contrat et changement de contrôle

10.1 Restrictions à la cession

Le présent Contrat ne peut faire l'objet de cession sauf accord écrit préalable de l'autre Partie.
La cession effectuée sans accord de l'autre Partie constitue un cas de défaut.

10.2 Changement de contrôle

En cas de modification au sens de l'article L233-3 du code de commerce du contrôle direct ou indirect du Producteur, ce dernier doit en informer l'Agrégateur par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée dans un délai minimum de trois mois avant ledit changement de contrôle.

L'Agrégateur sera en droit de résilier le présent Contrat en vertu de l'article 5, notamment en cas de cession d'une part majoritaire dans le Producteur à une société contrôlée au sens de l'article L. 233-3 du code de commerce par un groupe ou société actif dans le secteur des hydrocarbures ou du nucléaire.

Toute violation de l'obligation d'information préalable prévue au présent article 10.2 constitue un cas de défaut.

Article 11 : Loi applicable et conformité à l'ordre Juridique

Les relations contractuelles entre l'Agrégateur et le Producteur sont soumises à la loi française.

Dans l'hypothèse où une stipulation du Contrat se révélerait ou deviendrait incompatible avec une disposition légale, réglementaire ou contractuelle, notamment relative à l'accès au réseau public de distribution d'électricité, ainsi qu'au rattachement à un Périmètre d'Équilibre, les Parties affirment leur volonté de poursuivre les relations contractuelles.

Les Parties s'engagent à déterminer d'un commun accord et dans les plus brefs délais les modifications à apporter à ladite stipulation afin de la rendre conforme à l'ordre juridique.

Article 12 : Communication

12.1. Enercoop présente les sites de production et les exploitants auprès desquels il s'approvisionne sur une carte de producteurs accessible via le site Internet.

Le Producteur autorise l'Agrégateur, pour toute la durée du contrat, à présenter les informations suivantes à propos de ses Sites d'Injection sur sa carte de producteurs accessible via son site internet:

- Nom de l'exploitant personne morale
- Date du premier engagement
- Typologie du projet
- Technologie de l'installation

- Localisation du site
- Puissance Active Maximale de Livraison
- Estimation de production annuelle

12.2. En outre, le Producteur est informé que l'Agrégateur met régulièrement en avant les sites de production et les exploitants auprès desquels il s'approvisionne, à travers divers supports de communication (papier, audiovisuel et numérique) et notamment sur les sites Internet, les réseaux sociaux, les lettres d'information, les brochures, etc. L'Agrégateur s'engage à contacter le Producteur dans l'éventualité où elle souhaiterait communiquer au sujet de l'Opération d'Autoconsommation.

12.3. Dans l'éventualité où le Producteur transmettrait à l'Agrégateur des visuels et/ou photographies des Sites d'Injection, les Parties arrêtent ci-après les principes applicables à l'utilisation de ces éléments.

12.3.1. Le Producteur reconnaît que la transmission, quel que soit le moyen, de visuels et/ou photographies vaut autorisation, au profit de l'Agrégateur, de reproduction et de représentation de ces éléments sur quelque support que ce soit (papier, audiovisuel, numérique) pour un nombre illimité de publications (et notamment sur son site Internet, réseaux sociaux, lettre d'information...). Cette autorisation vaut pour toute la durée du présent contrat et pour le monde entier. S'il le souhaite, le Producteur communiquera à l'Agrégateur, conformément au droit moral propre aux auteurs, le crédit du visuel/photographie.

12.3.2. Le Producteur garantit l'Agrégateur contre toute action d'un tiers résultant de l'utilisation par l'Agrégateur des éléments susmentionnés. A ce titre, il déclare notamment disposer de tous les droits (y compris les droits d'auteur) et/ou autorisations (y compris des propriétaires des biens et des personnes représentées) permettant la validité de la présente autorisation.

12.4 Dans l'éventualité où le Producteur souhaiterait communiquer sur Enercoop, sur la présente relation contractuelle, il s'engage à faire figurer Enercoop dans sa communication et à obtenir préalablement son autorisation.

12.5 En cas d'erreur graphique, logique ou encore matérielle dans sa communication, le Producteur sera tenu d'apporter une rectification à celle-ci dans les meilleurs délais et en toute hypothèse dans les 30 (trente) jours qui suivent la réception de la sollicitation.

Article 13 : Coordonnées et Correspondances

Les Parties s'engagent à se tenir mutuellement informées de tout événement, circonstance ou information de quelque nature que ce soit, susceptible d'avoir une incidence significative sur l'exécution du Contrat.

L'ensemble des échanges se fera aux adresses suivantes :

- pour l'Agrégateur :

Enercoop, pôle Energie,

170/174 Boulevard de la Villette, 75019 PARIS

téléphone : 01 81 80 23 51

courriel : production@enercoop.org

- pour le Producteur
 - contact : nom, prénom, adresse, tel, email figurant dans l'annexe 1

En cas de changement des personnes mentionnées ci-dessus, la Partie concernée par la modification informe immédiatement l'autre Partie.

à, le

l'Agrégateur,

« Lu et approuvé, bon pour accord »

Le Producteur,

« Lu et approuvé, bon pour accord »

DÉPARTEMENT
DU
CALVADOS

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MAIRIE DE HONFLEUR

ARRONDISSEMENT
DE
LISIEUX

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du MARDI 09 DECEMBRE 2025

Date de
convocation :

1^{er} décembre 2025

Affichée le :

1^{er} décembre 2025

Date de
publication de la
délibération

16/12/2025

Nombre de
délégués

En exercice : 29

Présents : 24

Votants : 26

L'an deux mil vingt-cinq, le mardi 09 décembre, à 18h30, le Conseil Municipal de la ville de Honfleur, légalement convoqué, s'est réuni en session ordinaire, dans le petit grenier à sel, sous la présidence de Monsieur Michel LAMARRE, maire.

Étaient présents :

M. Michel LAMARRE, maire
M. ALVAREZ, Mme LEMONNIER, M. PUBREUIL, Mme FLEURY, M. BARQI, Mme SAUSSEAU, M. HAMEL adjoints
M. ROTROU, maire délégué de Vasouy
M. ALLEAUME, Mme PONS, M. AUBREE, Mme GESLIN, Mme BARRÉ, M. BREVAL, Mme SALE, M. BUISSON, Mme THOMAS, M. NAVIAUX, Mme HARREAU, M. AMBOS, Mme LALART, Mme HERON-BUDIN, Mme GALOCHER, conseillers municipaux

Absents :

Mme GROS, M. LANGIN, conseillers municipaux

Absents et excusés

M. ARNAUD, conseiller municipal

Absents et excusés ayant donné pouvoir :

Mme THEVENIN (pouvoir à Mme LEMONNIER), M. SAUDIN (pouvoir à Mme HERON-BUDIN) conseillers municipaux

Madame LEMONNIER a été élue secrétaire de séance.

Indemnité de gardiennage des églises pour les années 2025 et 2026

Rapporteur : Catherine Fleury, Adjointe au Maire

Vu la circulaire NOR/INT/A/87/00006/C du 8 janvier 1987 relative à l'indemnisation des préposés chargés du gardiennage des églises communales ;

Vu la circulaire NOR/IOC/D/11/21246C du 29 juillet 2011 relative aux modalités de revalorisation de cette indemnité ;

Considérant que les plafonds indemnitaires applicables aux gardiens d'églises communales peuvent être revalorisés annuellement au même taux que les indemnités exprimées en valeur absolue allouées aux agents publics ;

Considérant qu'à défaut d'évolution réglementaire postérieure, les plafonds applicables restent identiques à ceux établis pour l'année 2024, à savoir :

- 503,42 € pour un gardien résidant dans la commune où se situe l'édifice du culte ;
- 126,91 € pour un gardien ne résidant pas dans la commune, assurant des visites rapprochées ;

Il est proposé au Conseil Municipal :

- de fixer l'indemnité annuelle de gardiennage des églises, pour l'année 2025, à 503,42 €, soit le montant maximum autorisé pour un gardien résidant dans la commune.

- de fixer l'indemnité annuelle de gardiennage des églises, pour l'année 2026, à 503,42 €, sous réserve d'éventuelles revalorisations réglementaires qui pourraient intervenir. En cas de mise à jour nationale des plafonds, le Conseil municipal procèdera à un ajustement ultérieur.

Après en avoir délibéré,

Le Conseil Municipal, à l'unanimité, décide :

- de fixer l'indemnité annuelle de gardiennage des églises, pour l'année 2025, à 503,42 €, soit le montant maximum autorisé pour un gardien résidant dans la commune.

- de fixer l'indemnité annuelle de gardiennage des églises, pour l'année 2026, à 503,42 €, sous réserve d'éventuelles revalorisations réglementaires qui pourraient intervenir. En cas de mise à jour nationale des plafonds, le Conseil Municipal procèdera à un ajustement ultérieur.

- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en œuvre.

Le Maire,

Michel LAMARRE

